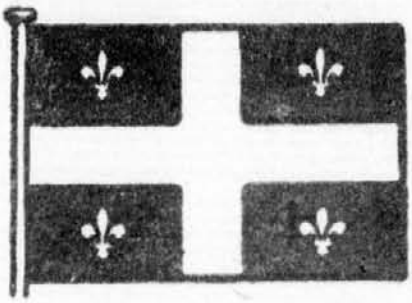


Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 2 DÉCEMBRE 1961

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, DECEMBER 2, 1961

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Hôtel du Gouvernement, Québec.

2° Fournir le texte de l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est envoyée dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Parliament Buildings, Quebec.

2. Supply advertising copy in the two official languages. When same is supplied in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le ***mercredi*** à condition que ce jour de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans un tel cas, l'ultime délai expire à midi, le mardi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre « o » signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
ROCH LEFEBVRE.

Hôtel du Gouvernement,
Québec, 5 décembre 1960. 53551 — 1-53-o

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on ***Wednesday***, providing that this day of the week his not a holiday. In such case, the ultimate delay expires at noon, on Tuesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover, the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1 per dozen.

Subscriptions: $7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third to the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

ROCH LEFEBVRE,
Queen's Printer.

Parliament Buildings,
Quebec, December 5, 1960. 53551 — 1-53-o

Lettres patentes

(Sec. P. 14360-61)

Ambassador Office Furniture Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: David Weinstein, vendeur, 1025 ouest, rue Jarry, Montréal, **A.** Arnold Lechter, avocat, 4950 avenue St-Kewin, Montréal, et Mlle Ruby Feldman, secrétaire, 2076 Maplewood, Montréal, pour les objets suivants·

Faire le commerce d'ameublement et articles de bureau, sous le nom de « Ambassador Office Furniture Company », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465 RAYMOND DOUVILLE.

Letters Patent

(P. Sec. 14360-61)

Ambassador Office Furniture Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: David Weinstein, salesman, 1025 Jarry St. West, Montreal, A. Arnold Lechter, advocate, 4950 St. Kevin Avenue, Montreal, and Miss Ruby Feldman, secretary, 2076 Maplewood, Montreal, for the following purposes·

To deal in office equipment and furniture, under the name of "Ambassador Office Furniture Company", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14071-61)

Ameublements Côté Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1961, constituant en corporation: Noëlla Brassard Côté, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Gilles-E. Côté, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 274, St-Pierre, Jonquière, Gilles-E. Côté, commerçant, 274, St-Pierre, Jonquière, et Lylia Delisle Côté, ménagère, veuve de Georges-Henri Côté, 274, St-Pierre, Jonquière, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'électriciens et d'entrepreneurs en plomberie, chauffage, réfrigération et climatisation de l'air, sous le nom de « Ameublements Côté Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera sur la rue Colbert, Jonquière, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 9e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14071-61)

Ameublements Côté Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Noëlla Brassard Côté, housewife, wife contractually separate as to property of Gilles-E. Côté, and duly authorized by him for these presents, 274 St. Pierre, Jonquière, Gilles-E. Côté, tradesman, 274 St-Pierre, Jonquière, and Lylia Delisle Côté, housewife, widow of Georges-Henri Côté, 274 St-Pierre, Jonquière, for the following purposes:

To operate a business as electricians and contractors in plumbing, heating, refrigeration and air-conditioning, under the name of "Ameublements Côté Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be on Colbert Street, Jonquière, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14234-61)

Aquila Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat et conseil en loi de la Reine, 406, Champagneur, Outremont, Jacques Bellemare, avocat, 5598 Phillips, Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Aquila Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,200 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 400 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4927, boulevard Décarie, suite 12, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14234-61)

Aquila Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, advocate and Queen's Council, 406 Champagneur, Outremont, Jacques Bellemare, advocate, 5598 Phillips, Montreal, and Lucille Roy, secretary, spinster, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors under the name of "Aquila Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $10 each, 3,200 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and into 400 preferred class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of company will be at 4927 Décarie Boulevard, suite 12, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13793-61)

Association des Fabricants du Québec de Produits Pharmaceutiques

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jean Tardif, avocat, 507, Place d'Armes, Montréal, David Q. Patterson, avocat, 507, Place d'Armes, Montréal, Raymond Crépault, avocat, 507, Place d'Armes, Montréal, Kathleen McAliley, veuve, comptable, 507, Place d'Armes, Montréal, et Jacqueline Desaulniers, secrétaire, fille majeure, 507, Place d'Armes, Montréal, pour les objets suivants:

(P. Sec. 13793-61)

Association des Fabricants du Québec de Produits Pharmaceutiques

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province to incorporate as a corporation without share capital: Jean Tardif, advocate, 507 Place d'Armes, Montreal, David Q. Patterson, advocate, 507 Place d'Armes, Montreal, Raymond Crépault, advocate, 507 Place d'Armes, Montreal, Kathleen McAliley, widow, accountant, 507 Place d'Armes, Montreal, and Jacqueline Desaulniers, secretary, fille majeure, 507 Place d'Armes, Montreal, for the following purposes:

Promouvoir, encourager et développer les intérêts des fabricants de produits pharmaceutiques du Québec, sous le nom de « Association des Fabricants du Québec de Produits Pharmaceutiques ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14085-61)

L'Association Touristique du Comté de Montcalm Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Taillon, entrepreneur, Duvernay, Henri Lachapelle, voyageur de commerce, Montréal, Fernand Beaudoin, imprimeur, Montréal-Nord, Amédée Fracasso, menuisier, Montréal, Gérard Thibodeau, courtier en assurance, Montréal, Gaston Juteau, pompier, St-Calixte, et Jean Geoffrion, avocat, Outremont, pour les objets suivants:

Promouvoir le tourisme dans le comté de Montcalm, sous le nom de « L'Association Touristique du Comté de Montcalm Inc. ».

La valeur de la propriété immobilière que la corporation pourra détenir sera limité à $10,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Calixte, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14226-61)

Atlantic Industries Ltd.
Les Industries Atlantiques Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Conrad Delage, ébéniste, 315, 1ère ave, Orsainville, Georges Clark, vendeur, 350, ave Addington, Montréal, et Rosaire St-Amant, menuisier, 265, Brosseau, Brassardville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Atlantic Industries Ltd. — Les Industries Atlantiques Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions communes de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 315, 1ère avenue, Orsainvile, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13914-61)

Au Caruso Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

To promote, encourage and develop the interests of the manufacturers of pharmaceutical products of Quebec, under the name of "Association des Fabricants du Québec de Produits Pharmaceutiques".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14085-61)

L'Association Touristique du Comté de Montcalm Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Taillon, contractor, Duvernay, Henri Lachapelle, commercial traveller, Montreal, Fernand Beaudoin, printer, Montreal-North, Amédée Fracasso, joiner, Montreal, Gérard Thibodeau, insurance broker, Montreal, Gaston Juteau, fireman, St-Calixte and Jean Geoffrion, advocate, Outremount, for the following purposes:

To promote tourists' trade in the county of Montcalm under the name of "L'Association Touristique du Comté de Montcalm Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $10,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Calixte, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14226-61)

Atlantic Industries Ltd.
Les Industries Atlantiques Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Conrad Delage, cabinet-maker, 315, 1st Avenue, Orsainville, Georges Clark, salesman, 350 Addington Ave., Montreal, and Rosaire St-Amant, joiner, 265 Brosseau, Brassardville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Atlantic Industries Ltd. — Les Industries Atlantiques Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at 315, 1st Avenue, Orsainville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13914-61)

Au Caruso Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour d'août 1961, constituant en corporation: Jacques Gauvreau, commis de bureau, 1645, Curatteau, Montréal, Mme Gilberte Jodoin Gauvreau, ménagère, épouse dudit Jacques Gauvreau, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 1645, Curatteau, Montréal, et Conrad Bouvier, comptable, 5937, 44e avenue, Rosemont, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Au Caruso Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14236-61)

Bonaprix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Irving I. Finkelberg, avocat, 652, avenue Outremont, Montréal, Alfred N. Segall, avocat, 5949, avenue McLynn, Montréal, Barbara Yearow, secrétaire, célibataire, 4570, St. Kevin, app. 1, Montréal, Max M. Teitelbaum, avocat, 2300, rue Goyer, Montréal, Audrey Jones, secrétaire, célibataire, 3316, avenue Maplewood, Montréal, et S. B. Freed, comptable, 430, Bertrand, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de merceries, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Bonaprix Inc. », avec un capital total de $99,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 940 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1416, boulevard St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 21e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14433-61)

Les Bouchers Réunis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Luc Geoffroy, avocat, 821, boulevard Briand, Chambly, Robert Dulude, avocat, 90, rue Galt, Dorion, et Yvan Mercure, avocat, 2099, avenue Bellevue, Saint-Bruno, pour les objets suivants:

date the 1st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Gauvreau, office clerk, 1645 Curatteau, Montreal, Mrs. Gilberte Jodoin Gauvreau, housewife, wife of the said Jacques Gauvreau, and duly authorized by him for these presents, 1645 Curatteau, Montreal, and Conrad Bouvier, accountant, 5937, 44th Avenue, Rosemount, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Au Caruso Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14236-61)

Bonaprix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving I. Finkelberg, advocate, 652 Outremont Avenue, Montreal, Alfred N. Segall, advocate, 5949 McLynn Avenue, Montreal, Barbara Yearow, secretary, spinster, 4570 St. Kevin, Apt. 1, Montreal, Max M. Teitelbaum, advocate, 2300 Goyer Street, Montreal, Audrey Jones, secretary, spinster, 3316 Maplewood Avenue, Montreal, and S. B. Freed, accountant, 430 Bertrand, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Bonaprix Inc.", with a total capital stock of $99,000, divided into 500 common shares of a par value of $10 each and 940 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at 1416, St. Lawrence Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14433-61)

Les Bouchers Réunis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor ov the Province of Quebec, incorporating: Luc Geoffroy, advocate, 821 Briand Boulevard, Chambly, Robert Dulude, advocate, 90 Galt Street, Dorion, and Yvan Mercure, advocate, 2099 Bellevue Avenue, Saint-Bruno, for the following purposes:

Commerce de produits alimentaires, sous le nom de « Les Bouchers Réunis Inc. », avec un capital divisé en 300 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $1,500.

Le siège social de la compagnie sera 6916, rue Hochelaga, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14339-61)

Café Figaro Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Yvon Jasmin, avocat, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des hôtels, cafés, tavernes, auberges, restaurants, motels, salles de rafraîchissements, de spectacles et de récréation, sous le nom de « Café Figaro Inc. », avec un capital total de $140,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14343-61)

Café Le Parisien Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jacques Lapointe, avocat, 71, rue St-Pierre, Québec, Guy des Rivières, avocat, 71, St-Pierre, Québec, et Jean Béruvé, avocat, 71, St-Pierre, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Café Le Parisien Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 230, rue Bayard, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 24e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14442-61)

Cité Étudiante de Hull Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Oswald Parent, comptable, 14, rue Langevin, Hull, M. l'abbé Marc-Ovila St-Jean, principal, 174, rue Notre-Dame, Hull, Lucien Laverdure, secrétaire-trésorier, 51, rue Pharand, Hull, et Rodrigue

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Les Bouchers Réunis Inc.", with a capital stock divided into 300 shares without nominal or par value, and the amount of the capital stock with which the company shall start its operations is $1,500.

The head office of the company will be at 6916, Hochelaga Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14339-61)

Café Figaro Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Yvon Jasmin, advocate, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To operate hotels, cafés, taverns, inns, restaurants, motels, refreshment, show and recreational halls, under the name of "Café Figaro Inc.", with a total capital stock of $140,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 1,200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14343-61)

Café Le Parisien Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Lapointe, advocate, 71 St. Peter St., Quebec, Guy des Rivières, advocate, 71 St. Peter St., Quebec, and Jean Bérubé, advocate, 71 St. Peter St., Quebec, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Café Le Parisien Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 230 Bayard St., Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14442-61)

Cité Étudiante de Hull Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Oswald Parent, accountant, 14 Langevin St., Hull, Father Marc-Ovila St-Jean, principal, 174 Notre-Dame St., Hull, Lucien Laverdure, secretary-treasurer, 51 Pharand St., Hull, and Rodrigue Farley,

Farley, avocat, 119, rue Hôtel-de-Ville, Hull, pour les objets suivants:

Établir et diriger un « campus » étudiant, des centres de loisirs et des clubs sportifs, sous le nom de « Cité Étudiante de Hull Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de $3,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14388-61)

Cliche et Associés Ltée
Cliche and Associates Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, constituant en corporation: Laval Cliche, courtier, 5506, Durocher, Outremont, Madeleine Riel, secrétaire, fille majeure, 6920, Hamilton, Montréal, et J.-Jacques Beauchemin, avocat, 355, Bloomfield, Outremont, pour les objets suivants:

Faire le commerce de courtiers en valeurs mobilières et généralement avoir une entreprise de placement, sous le nom de « Cliche et Associés Ltée — Cliche and Associates Ltd. », avec un capital total de $250,000, divisé en 15,000 actions communes de $10 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132, rue St-Jacques, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14409-61)

Le Club Aster Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice Riel, avocat, 780, avenue Markham, Mont-Royal, Gérald LeDain, avocat, 140, rue de Normandie, Préville, Clermont Vermette, avocat, 184, Chemin St-Jean, La Prairie, Godfroy Marin, avocat, 78, avenue Chester, Pointe-Claire, et Mlle Lorraine Seguin, secrétaire, 21, avenue Cicot, Boucherville, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social et sportif, sous le nom de « Le Club Aster Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2640, rue de Marseille, ville de Brossard, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14549-61)

Le Club des Moose de Montréal 1111 Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la

advocate, 119 City Hall St., Hull, for the following purposes:

To establish and direct a student campus, recreational centers and sports clubs, under the name of "Cité Étudiante de Hull Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $3,000,000.

The head office of the corporation will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14388-61)

Cliche et Associés Ltée
Cliche and Associates Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961 have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Laval Cliche, broker, 5506 Durocher, Outremont, Madeleine Riel, secretary, fille majeure, 6920 Hamilton, Montreal, and J.-Jacques Beauchemin, advocate, 355 Bloomfield, Outremont, for the following purposes:

To carry on a business as brokers in real estate and to operate generally an investment enterprise under the name of "Cliche et Associés Ltée — Cliche and Associates Ltd.", with a total capital stock of $250,000, divided into 15,000 common shares of $10 each and into 1,000 preferred shares of $100 each.

The head office of company will be at 132 St-James Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14409-61)

Le Club Aster Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Riel, advocate, 780 Markham, Mount-Royal, Gérald LeDain, advocate, 140 de Normandie Street, Préville, Clermont Vermette, advocate, 184, St. Johns Road, La Prairie, Godfroy Marin, advocate, 78 Chester Avenue, Pointe-Claire, and Miss Lorraine Seguin, secretary, 21 Cicot Avenue, Boucherville, for the following purposes.

To establish a social and ports club under the name of "Le Club Aster Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 shares $100 each.

The head office of company will be at 2640 de Marseille Street, town of Brossard, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14549-61)

Le Club des Moose de Montréal 1111 Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1961,

province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Liguori Hébert, constable, 3410, DeLorimier, Montréal, Guy Veilleux, trésorier de Gaymor Trailers, 4037, Dorchester, ouest, Westmount, Léo Binette, commis, 1063, Berri, app. 8, Montréal, Roma Lecuyer, entrepreneur-peintre, 2663, Knox, Montréal, Philippe Brassard, tailleur, 3422 Rushbrooke, Verdun, Jean-Paul McDougall, employé du C.N.R., 6550, Boyce, app. 102, Montréal, Georges St-Louis, menuisier, 4662, Parthenais, Montréal, Osias Breton, commis, 11335, St-Vital, Montréal, et J.-H.-Léo Doucet, directeur, 8036, Kildora, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Établir et diriger un club social, sous le nom de « Le Club des Moose de Montréal 1111 Inc. ».

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut iposséder, est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera 3485, avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Ligouri Hébert, constable, 3410 DeLorimier, Montréal, Guy Veilleux, treasurer of Gaymor Trailers, 4037 Dorchester, West, Westmount, Léo Binette, clerk, 1063 Berri, Apt. 8, Montreal, Roma Lecuyer, painting contractor, 2663 Knox, Montreal, Philippe Brassard, tailor, 3422 Rushbrooke, Verdun, Jean-Paul McDougall, employee of the C.N.R., 6550 Boyce, Apt. 102, Montreal, Georges St-Louis, joiner, 4662, Parthenais, Montreal, Osias Breton, clerk, 11335 St-Vital, Montreal, and J.-H.-Léo Doucet, director, 8036 Kildora Côte Saint-Luc, for the following purposes:

To establish and direct a social club, under the name of "Le Club des Moose de Montréal 1111 Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at 3485 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14014-61)

Le Club Porsche du Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: George Nicholas, fourreur, 678 avenue Carroll, LaSalle, Sydney A. Perlmar, confectionneur de vêtements, 4860 avenue Roslyn, Montréal, Lawrence Small, gérant de publicité, 200 avenue Kensington, app. 312, Westmount, Robert T. Mustard, ingénieur des expériences de projectiles, 4078 Northcliffe, Montréal, et Eugene Giossan, vendeur d'automobiles 3281 Forrest Hill, app. 28, Montréal, pour les objets suivants:

Réunir dans une association les propriétaires d'automobiles Porsche résidant dans la province de Québec, sous le non de « Le Club Porsche du Québec Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14014-61)

Le Club Porsche du Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: George Nicholas, fur merchant, 678 Carroll Avenue, LaSalle, Sydney A. Perlman, clothing manufacturer, 4860 Roslyn Avenue, Montreal, Lawrence Small, advertising manager, 200 Kensington Avenue, Apt, 312, Westmount, Robert T. Mustard, missile test engineer, 4078 Northcliffe, Montreal, and Eugene Giossan, automobile salesman, 3281 Forrest Hill, Apt. 28, Montreal, for the following purposes:

To group together as an association the owners of Porsche automobiles residing in the Province of Quebec, unner the name of "Le Club Porsche du Québec Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may possess, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14420-61)

Cogan Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Julius Briskin, avocat et conseil en loi de la Reine, 134, Finchley Road, Hampstead, Phyllis Xenos, secrétaire, fille majeure, de Montréal, et Arthur Yanofsky, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

(P. Sec. 14420-61)

Cogan Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, advocate and Queen's Counsel, 134 Finchley Road, Hampstead, Phyllis Xenos, secretary, spinster of full age of majority, of Montreal, and Arthur Yanofsky, aqvocate, of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Cogan Enterprises Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 1,000 actions catégorie « A » d'une valeur au pair de $1 chacune et 9,850 actions catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

To carry on the business of a holding company, under the name of "Cogan Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of a par value of $1 each, 1,000 class "A" shares of a par value of a par value of $1 each and 9,850 class "B" shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13616-61)

Raymond Comeau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Maurice Gagné, avocat et conseil en loi de la Reine, 65, rue Ste-Anne, Québec, Maurice Jacques, avocat, 65, rue Ste-Anne, Québec, et Jean Sirois, étudiant, 65, rue Ste-Anne, Québec, pour les objets suivants:

Établir et exploiter des hôtels, motels, restaurants, auberges, tavernes, camps, maisons de touristes et tous autres établissements du même genre, sous le nom de « Raymond Comeau Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Baie-Comeau, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13616-61)

Raymond Comeau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Gagné, advocate and Queen's Counsel, 65 Ste-Anne St., Quebec, Maurice Jacques, advocate, 65 Ste-Anne St., Quebec, and Jean Sirois, student, 65 Ste-Anne, St., Quebec, for the following purposes:

To establish and manage hotels, motels, restaurants, inns, taverns, camps, tourist homes and other establishments of the same nature, under the name of "Raymond Comeau Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Baie-Comeau, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14300-61)

Commercial Factors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, 4897, avenue Borden, Montréal, Théodore H. Shapiro, avocat, 5175, Côte-St-Luc Road, Montréal, et Earl Drymer, avocat, 6462 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de placements et agir comme mandants, sous le nom de « Commercial Factors Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14300-61)

Commercial Factors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, 4897 Borden Avenue, Montreal, Théodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, and Earl Drymer, advocate, 6462 Sherbrooke St. West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of investment and of factoring under the name of "Commercial Factors Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14288-61)

Construction Lessard & Lincourt Ltée
Lessard & Lincourt Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Louis Lessard, entrepreneur en cons-

(P. Sec. 14288-61)

Construction Lessard & Lincourt Ltée
Lessard & Lincourt Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Louis Lessard, building contractor, 3361 Iberville, Tracy,

truction, 3361, Iberville, Tracy, Sylvio Lincourt, entrepreneur en construction, 12 Goupil, Sorel, et Maurice Roussel, avocat, 50-A Hôtel-Dieu, Sorel, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de « Construction Lessard & Lincourt Ltée — Lessard & Lincourt Construction Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 12, rue Goupil, Sorel, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14493-61)

Contemporary Constructions Inc.
Les Constructions Contemporaines Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de juin 1961, constituant en corporation: Louis-Philippe Tremblay, constructeur, 8441, boulevard Gouin, est, Rivière-des-Prairies, Bruno Colpron, avocat, 152, Notre-Dame, est, Montréal, et René Chapleau, notaire, 152, Notre-Dame, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Contemporary Constructions Inc. — Les Constructions Contemporaines Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 15, rue Cartier, Pointe-Claire, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de juin 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14435-61)

La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province ne Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembr 1961, constituant en corporation: Émile St-Jean, opticien d'ordonnances, 400, rue Sherbrooke, est, Montréal, Pierre-D. Lacaille, comptable agréé, 400, rue Sherbrooke, est, Montréal, et Rhéal Chevrier, avocat, 522, rue Sherbrooke, est Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400, rue Sherbrooke, est, suite 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

Sylvio Lincourt, building contractor, 12 Goupil, Sorel, and Maurice Roussel, advocate, 50-A Hôtel-Dieu, Sorel, for the following purposes:

To carry on business as a real estate and construction company, under the name of "Construction Lessard & Lincourt Ltée — Lessard & Lincourt Construction Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 12 Goupil St., Sorel, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14493-61)

Contemporary Constructions Inc.
Les Constructions Contemporaines Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis-Philippe Tremblay, builder, 8441 Gouin Boulevard, Est, Rivière-des-Prairies, Bruno Colpron, advocate, 152 Notre-Dame Street, East, Montreal, and René Chapleau, notary, 152 Notre-Dame Street, East, Montreal, for the following purposes:

To operate a business as builders and general building contractors under the name of "Contemporary Constructions Inc.— Les Constructions Contemporaines Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 15 Cartier Street, Pointe-Claire, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of June, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14435-61)

La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile St-Jean, dispensing optician, 400 Sherbrooke Street, east, Montreal, Pierre-D. Lacaille, chartered accountant, 400 Sherbrooke Street east, Montreal, and Rhéal Chevrier, advocate, 522 Sherbrooke Street east, Montreal, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "La Corporation d'Achat Chez-Nous Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each, and 2,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 400 Sherbrooke Street east, suite 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14170-61)

Corporation Loubac
Loubac Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Léon Prince, industriel, 51, avenue Louis-Francoeur, Cap-Rouge, Jean Lavoie, industriel, 4, rue Lavoie, Bagotville, et Charles-Émile Bouchard, gérant, Saint-Coeur-de-Marie, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'appareils mécaniques, équipements, machineries lourdes et industrielles, neuves ou usagées, ainsi que de leurs accessoires et pièces, sous le nom de « Corporation Loubac — Loubac Corporation », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Nicolas-Station, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14330-61)

Cousineau-Gaboury Auto Leasing Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Léo-Conrad Marcotte, avocat, 10634, Waverley, Montréal, René Cousineau, avocat, 3620, Limoges, Saint-Laurent, et Louis Vaillancourt, 4519, Oxford, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme manufacturiers et raffineurs d'huile, graisse, pétrole et de leurs sous-produits, sous le nom de « Cousineau-Gaboury Auto Leasing Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14535-61)

Croisières Memphremagog Ltée
Memphremagog Cruises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Arthur Charron, restaurateur, 389, Main, ouest, Magog, Benoît Turgeon, commerçant, chemin Plage Southière, Magog, et Louis-Philippe Galipeau, avocat, 739, Main, ouest, Magog, pour les objets suivants:

Sous réserve des dispositions de la loi concernant ces matières, exploiter une compagnie de navigation et acquérir et employer toutes les sortes de vaisseaux et de navires nécessaires à cette fin, sous le nom de « Croisières Memphremagog Ltée — Memphremagog Cruises Ltd. », avec un capital total de $75,000, divisé en 500 actions communes de $50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $50 chacune.

(P. Sec. 14170-61)

Corporation Loubac
Loubac Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Prince, industrialist, 51, Louis-Francoeur, Cap-Rouge, Jean Lavoie, industrialist, 4 Lavoie Street, Bagotville, and Charles-Émile Bouchard, manager, Saint-Coeur-de-Marie, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of mechanical apparatus, equipments, heavy and industrial machinery, new or used, as well as in their accessories and parts, under the name of "Corporation Loubac — Loubac Corporation", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Nicolas-Station, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14330-61)

Cousineau-Gaboury Auto Leasing Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo-Conrad Marcotte, advocate, 10634 Waverley, Montreal, René Cousineau, advocate, 3620 Limoges, Saint-Laurent, and Louis Vaillancourt, 4519 Oxford, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and refiners of oil, grease, petrol and of their by-products, under the name of "Cousineau-Gaboury Auto Leasing Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14535-61)

Croisières Memphremagog Ltée
Memphremagog Cruises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur Charron, restaurant-owner, 389 Main west, Magog, Benoît Turgeon, trader, Plage Southière road, Magog, and Louis-Philippe Galipeau, advocate, 739 Main west, Magog, for the following purposes:

Under reserve of the provisions of the Act concerning these matters, to manage a navigation company, and to acquire and employ all sorts of vessels and ships necessary for said purpose, under the name of "Croisières Memphremagog Ltée — Memphremagog Cruises Ltd.", with a total capital stock of $75,000, divided into 500 common shares of $50 each and 1,000 preferred shares of $50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14395-61)

Ralph V. Cummings Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Ralph Cummings, courtier d'assurance, 4707 Roslyn, Westmount, Max Slapack, avocat, 5562 Glencrest, Côte-Saint-Luc, et Arthur Shulman, avocat, 3445 Ridgewood, Montreal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires de courtiers d'assurance, sous le nom de « Ralph V. Cummings Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1390 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14412-61)

Dana Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, 634, avenue Clarke, Westmount, Mlle Nessie Borland, secrétaire, 1433, rue Towners, Montréal, et Mlle Anne Belfer, secrétaire, 4859, Jeanne-Mance, Montréal, pour les objets suivants:

Administrer certains immeubles particuliers, sous le non de « Dana Holdings Ltd. », avec un capital divisé en 2,000 actions sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14367-61)

O. Deshaies Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Oscar Deshaies, homme d'affaires, 4, rue Désiré, Victoriaville, Gilles Deshaies, homme d'affaires, 4, rue Désiré, Victoriaville, Lucien Larocque, homme d'affaires, 88, boulevard Gall, Drummondville-Ouest, et Charles Larocque, homme d'affaires, 82, boulevard Gall, Drummondville-Ouest, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « O. Deshaies Ltée », avec un capital

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14395-61)

Ralph V. Cummings Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ralph Cummings, Insurance Broker, 4707 Roslyn, Westmount, Max Slapack, advocate, 5562 Glencrest, Côte-Saint-Luc, and Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood, Montreal, for the following purposes:

To do business as insurance brokers, under the name of "Ralph V. Cummings Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 1390 Sherbrooke Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14412-61)

Dana Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil Phillips, advocate, 634 Clarke Avenue, Westmount, Miss Nessie Borland, secretary, 1433 Towers St., Montreal, and Miss Anne Belfer, secretary, 4859 Jeanne-Mance, Montreal, for the following purposes:

The administration of certain specific real estate, under the name of "Dana Holdings Ltd.", with a capital stock divided into 2,000 shares without nominal or par value, and the amount with which the company will commence its operations will be $19,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14367-61)

O. Deshaies Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Oscar Deshaies, businessman, 4 Désiré Street, Victoriaville, Gilles Deshaies, businessman, 4 Désiré Street, Victoriaville, Lucien Larocque, businessman, 88 Gall Blvd., Drummondville-West, and Charles Larocque, businessman, 82 Gall Blvd., Drummondville-West, for the following purposes:

To deal in food products, under the name of "O. Deshaies Ltée", with a total capital stock of

total de $100,000, divisé en 400 actions communes de $10 chacune et en 9,600 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14415-61)

E. Desjardins Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 901, carré Victoria, Montréal, Céline Trudeau, secrétaire, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, et Elizabeth Wiesemann, secrétaire, célibataire, 901, carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter un restaurant, sous le nom de « E. Desjardins Limited », avec un capital total de $500, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1175, rue Mackay, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14449-61)

Diamond Social Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Jeannette Brodeur, secrétaire, 3450 Durocher, app. 31, Montréal, Paul Mailloux, avocat, 2900 Lacombe, Montréal, et Roger Craig, C.R., avocat, 68 Courcelette, Outremont, pour les objets suivants:

Établir, entretenir et diriger un club social, sous le nom de « Diamond Social Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $200,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14145-61)

Dionne Groceteria Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Dionne, épicier, Amos, Françoise Sigouin, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Paul Dionne, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Luc Racicot, comptable, Amos, pour les objets suivants:

$100,000, divided into 400 common shares of $10 each and 9,600 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14415-61)

E. Desjardins Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, 901 Victoria Square, Montreal, Céline Trudeau, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, and Elizabeth Wisemann, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To operate a restaurant, under the name of "E. Desjardins Limited", with a total capital stock of $500, divided into 500 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1175 Mackay Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14449-61)

Diamond Social Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Jeannette Brodeur, secretary, 3450 Durocher, Apt. 31, Montreal, Paul Mailloux, attorney, 2900 Lacombe, Montreal, and Roger Craig, Q.C., attorney, 68 Courcelette, Outremont, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a social club under the name of "Diamond Social Club Inc.".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is $200,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14145-61)

Dionne Groceteria Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Dionne, grocer, Amos, Françoise Sigouin, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Paul Dionne, and duly authorized by him for these presents, and Luc Racicot, accountant, Amos, for the following purposes:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « Dionne Groceteria Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Amos, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

To deal in food products, under the name of "Dionne Groceteria Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 300 common shares of a par value of $100 each and 200 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Amos, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14386-61)

Domaine d'Argenson Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, C.R., 5022, Jean-Brillant, Montréal, Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815, avenue Dupuis, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 4739, avenue Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Domaine d'Argenson Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14386-61)

Domaine d'Argenson Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, Q.C., 5022 Jean-Brillant, Montreal, Beverley Gold, secretary, fille majeure, 3815 Dupuis Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 4739 Dornal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Domaine d'Argenson Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14446-61)

Dominion Blast and Fallout Shelters Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: George Goldbloom, agent d'immeubles, Montréal, Leo Cynamon, vendeur, Montréal, et June Norregaard, secrétaire, célibataire, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans la construction d'abris contre les retombées nucléaires à des fins de défense civile, sous le nom de « Dominion Blast and Fallout Shelters Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14446-61)

Dominion Blast and Fallout Shelters Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: George Goldbloom, realtor, Montreal, Leo Cynamon, salesman, Montreal, and June Norregaard, secretary, spinster, Montreal, for the following purposes:

To do business in the construction of fallout shelters for civil defense purposes, under the name of "Dominion Blast and Fallout Shelters Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14583-61)

Dowally Construction Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Étienne Veilleux, commis, 1550, rue Comtois, Trois-Rivières, Clément Massi-

(P. Sec. 14583-61)

Dowally Construction Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Étienne Veilleux, clerk, 1550 Comtois St., Trois-Rivières, Clément Massicotte, clerk, 208 Notre-Dame,

cotte, commis, 208, Notre-Dame, Saint-Tite, et Albéric Roy, notaire, 210, Toupin, Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Dowally Construction Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 150 actions communes de $100 chacune et en 250 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 687, rue Castelleau, La Tuque, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14171-61)

Dralla Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Gilles Bouchard, marchand, 3691, rue Mentana, Montréal, Cécile Allard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Gilles Bouchard, 3691, rue Mentana, Montréal, et Jocelyne Bouchard, secrétaire, épouse séparée de biens de Jacques Turgeon, 2525, rue Darling, app. 12, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Dralla Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14069-61)

Charlotte & Jean Durand Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Lehmann Durand, artiste, 6725, rue Papineau, app. 14, Montréal, Charlotte Hovington, artiste, 6725 rue Papineau, app. 14, Montréal, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean Lehmann Durand, Alfred Lavallée, médecin, 86, rue Maberley, Mont-Royal, et Pauline Lapierre, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Alfred Lavallée, 86, rue Maberley, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Établir et diriger des écoles professionnelles privées et donner, moyennant rémunération, des cours de danse, de mannequins, de charme, de personnalité et de tenue scénique, sous le nom de « Charlotte & Jean Durand Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 450 actions communes de $10 chacune et en 355 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 370, rue Jean-Talon, est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

Saint-Tite, and Albéric Roy, notary, 210 Toupin, Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Dowally Construction Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 150 common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 687 Castelleau, La Tuque, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14171-61)

Dralla Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gilles Bouchard, merchant, 3691 Mentana St., Montreal, Cécile Allard, housewife, wife separate as to property of the said Gilles Bouchard, 3691 Mentana St., Montreal, and Jocelyne Bouchard, secretary, wife separate as to property of Jacques Turgeon, 2525 Darling St., Apt. 12, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Dralla Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 200 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14069-61)

Charlotte & Jean Durand Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Lehmann Durand, artist, 6725 Papineau St., apt 14, Montreal, Charlotte Hovington, artist, 6725 Papineau St., apt. 14, Montreal, wife contractually separate as to property of the said Jean Lehmann Durand, Alfred Lavallée, physician, 86 Maberley St., Mount Royal, and Pauline Lapierre, housewife, wife contractually separate as to property of the said Alfred Lavallée, 86 Maberley St., Mount Royal, for the following purposes:

To establish and direct private professional schools, and to give, on payment, courses in dancing, modelling, charm, personality, and theatrical deportment, under the name of "Charlotte & Jean Durand Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 450 common shares of $10 each and 355 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 370 Jean-Talon, St. east, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14382-61)

Elegant Juniors Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des letrres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, constituant en corporation: Irving Halperin, avocat, 4827 avenue Kent, Montréal, Daniel Morris, avocat, 4607 Coolbrook, Montréal, Ernest Rashkovan, notaire, 4780 avenue Vezina, Montréal, et Hyman Rosenfeld, notaire, 70 Franklyn, Mont-Royal, pour les objets suivants:

Posséder et exploiter un ou des magasins de robes, sous le nom de « Elegant Juniors Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de $10 chacune et 2,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14382-61)

Elegant Juniors Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving Halperin, advocate, 4827 Kent Ave., Montreal, Daniel Morris, advocate, 4607 Coolbrook, Montreal, Ernest Rashkovan, notary, 4780 Vezina Ave., Montreal, and Hyman Rosenfeld, notary, 70 Franklyn, Mount Royal, for the following purposes:

To own and operate a dress shop or shops, under the name of "Elegant Juniors Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and 2,500 preferred shares of $10 each

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14417-61)

Ember Books Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Boris Garmaise, avocat, 1820, McGregor, app. 306, Montréal, Frank Kisher, comptable, 4911, avenue Van Horne, Montréal, et Honoria Sharpe, secrétaire, fille majeure, 11981, rue Depatie, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de propriétaires de journaux et imprimeurs et éditeurs généraux, papetiers, lithographes, graveurs, relieurs, libraires, fondeurs en caractères d'imprimerie et en relief, électrotypie, stéréotypage, gravure photographique, fabrication et commerce de boîtes en papier, papeterie, attaches, étiquettes, ameublement et fournitures de bureau, sous le nom de « Ember Books Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14417-61)

Ember Books Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Boris Garmaise, advocate, 1820 McGregor, Apt. 306, Montreal, Frank Kisher, accountant, 4911 Van Horne Avenue, Montreal, and Honoria Sharpe, secretary, spinster of the full age of majority, 11981 Depatie street, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of newspaper proprietors and general printers and publishers, stationers, lithographers, engravers, book-binders, book-sellers, type founders and of embossing, electrotyping, stereotyping, photographic engraving, and manufacturing and dealing in paper boxes, stationery, tags, labels, office furniture and office supplies, under the name of "Ember Books Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14169-61)

Les Entreprises B. & B. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 16e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Marie Bélanger, ingénieur de chemin de fer, 694, rue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, Claude LaBrosse, comptable, 8965, avenue Lavoie, Charlesbourg, et André Durand, comptable, 315, 9ième rue, Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « Les Entreprises B. & B. Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

(P. Sec. 14169-61)

Les Entreprises B. & B. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 16th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Marie Bélanger, railway engineer, 694 Notre-Dame street, Notre-Dame-des-Laurentides, Claude LaBrosse, accountant, 8965 Lavoie Avenue, Charlesbourg, and André Durand, accountant, 315, 9th Street, Quebec, for the following purposes:

To carry on as lumber merchants, under the name of "Les Entreprises B. & B. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 694, rue Notre-Dame, Notre-Dame-des-Laurentides, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the company will be at 694 Notre-Dame Street, Notre-Dame-des-Laurentides, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 16th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14200-61)

Les Entreprises Bolduc & Côté Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Léo Gauthier, comptable, 760, 3e avenue, Val-d'Or, Ernest Bolduc, entrepreneur, 524, 3e avenue, Val-d'Or, et Rosaire Côté, entrepreneur, 524, 3e avenue, Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Les Entreprises Bolduc & Côté Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 760, 3e avenue, Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14200-61)

Les Entreprises Bolduc & Côté Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the fifth day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léo Gauthier, accountant, 760, 3rd Avenue, Val-d'Or, Ernest Bolduc, contractor, 524, 3rd Avenue, Val-d'Or, and Rosaire Côté, contractor, 524, 3rd Avenue, Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business in the construction field, under the name of "Les Entreprises Bolduc & Côté Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 760, 3rd Avenue, Val-d'Or, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14444-61)

Les Entreprises du Lac St-Pierre Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Anatole Proulx, entrepreneur, Nicolet, Marcel Bahl, ingénieur, Saint-Hilaire, et Armand Proulx, avocat, Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine du transport, sous le nom de « Les Entreprises du Lac St-Pierre Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14444-61)

Les Entreprises du Lac St-Pierre Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Anatole Proulx, contractor, Nicolet, Marcel Bahl, engineer, Saint-Hilaire, and Armand Proulx, advocate, Nicolet, for the following purposes:

To carry on business in the world of transportation, under the name of "Les Entreprises du Lac St-Pierre Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14232-61)

Les Entreprises Gamelin (Québec) Inc.
Gamelin Enterprises (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roger Cayer, industriel, 162, Hôtel-de-Ville, Hull, Réal Renaud, comptable, 101, St-Étienne, Hull, et Gaston Dumont, comptable, 22, Dalpé, Hull, pour les objets suivants:

Commerce de mobiliers, de machines et d'articles de bureau, sous le nom de « Les Entreprises Gamelin (Québec) Inc.— Gamelin Enterprises (Quebec) Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

(P. Sec. 14232-61)

Les Entreprises Gamelin (Québec) Inc.
Gamelin Enterprises (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roger Cayer, industrialist, 162, City Hall, Hull, Réal Renaud, accountant, 101 St-Étienne, Hull, and Gaston Dumont, accountant, 22 Dalpé, Hull, for the following purposes:

To operate a company dealing in moveables, machines and office articles, under the name of "Les Entreprises Gamelin (Québec) Inc.— Gamelin Enterprises (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14424-61)

Entreprises Marber Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3445, Côte-des-Neiges, Montréal, Jack Shayne, avocat, 125, Dorval, Dorval, et John Hamilton, secrétaire, 6266, Notre-Dame-de-Grâce, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Entreprises Marber Ltée », avec un capital total de $9,000, divisé en 3,000 actions communes de $1 chacune et en 6,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14466-61)

Les Entreprises Terr-Poxy Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Guy Levert, industriel, 10564, rue Balzac, Montréal-Nord, André Gascon, industriel, 10385, Demartigny, Montréal-Nord, Jean-Paul Benoît, entrepreneur, 2679, Sherbrooke, est, Montréal, Georges Mainville, chimiste, 4635, Boissy, St-Vincent-de-Paul, et J.-Jacques Crôteau, avocat, 3485, DeBoucherville, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes espèces de produits, marchandises et agents liants composés totalement ou en partie d'epoxy et polyester ou autres substances synthétiques, ainsi que d'autres matériaux de construction, sous le nom de « Les Entreprises Terr-Poxy Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14362-61)

European Cheese Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Ruby Feldman, secrétaire, 2076 Chemin Bedford, Montréal, A. Arnold Lechter, avocat, 4950 St-Kevin, Montréal, et Morty Wiener, banquier, 5602 Dunmore, Montréal, pour les objets suivants:

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14424-61)

Entreprises Marber Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3445, Côte-des-Neiges, Montreal, Jack Shayne, advocate, 125, Dorval, Dorval, and John Hamilton, secretary, 6266, Notre-Dame-de-Grâce, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Entreprises Marber Ltée", with a total capital stock of $9,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 6,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14466-61)

Les Entreprises Terr-Poxy Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Levert, industrialist, 10564, Balzac Street, Montreal-North, André Gascon, industrialist, 10385, Demartigny, Montreal-North, Jean-Paul Benoit, contractor, 2679, Sherbrooke St., East, Montreal, Georges Mainville, chemist, 4635, Boissy, St-Vincent-de-Paul, and J.-Jacques Crôteau, advocate, 3485, DeBoucherville, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in all kinds of products, merchandise and binding agents composed totally or in part of epoxy and polyester or other synthetic substances, as well as other building materials, under the name of "Les Entreprises Terr-Poxy Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14362-61)

European Cheese Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ruby Feldman, secretary, 2076 Bedford Road, Montreal, A. Arnold Lechter, advocate, 4950 St. Kevin, Montreal, and Morty Wiener, banker, 5602 Dunmore, Montreal, for the following purposes:

Exercer un commerce général de laiterie, sous le nom de « European Cheese Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 cacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port Lewis, district judiciaire de Beauharnois.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14323-61)

Fairmount Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Maurice J. Boxer, avocat, 1411 Carol Cres., Chomedey, Bernard S. Mergler, avocat, 4867 Cumberland, Montréal, et Mary Conner, secrétaire, célibataire, 4924 Rosedale, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de textiles, tissus et substances fibreuses, sous le nom de « Fairmount Textiles Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14397-61)

Fashion Cleaners Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Cyril E. Schwisberg, avocat, C.R., 4915 avenue Fulton, Montréal, Irwin S. Brodie, avocat, 5962 avenue Westbury, Montréal, et Sonya Schneyer, secrétaire, fille majeure, usant de ses droits, 4720 avenue Dupuis, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de buandiers, sous le nom de « Fashion Cleaners Corp. », avec un capital total de $40 000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14425-61)

Fashion Tots Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Ben Grosser, fabricant, 4834 Mackenzie, Montréal, Seymour Machlovitch, avocat, 3445 Côte-des-Neiges, Montréal, et Jack Shayne, avocat, 125 avenue Dorval, Dorval, pour les objets suivants:

To carry on a general dairy business, under the name of "European Cheese Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Port Lewis, judicial district of Beauharnois.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14323-61)

Fairmount Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice J. Boxer, advocate, 1411 Carol Cres., Chomedey, Bernard S. Mergler, advocate, 4867 Cumberland, Montreal, and Mary Conner, secretary, spinster of the full age of majority, 4924 Rosedale, Montreal, for the following purposes:

To deal in textiles, fabrics and fibrous substances, under the name of "Fairmount Textiles Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14397-61)

Fashion Cleaners Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cyril E. Schwisberg, advocate, Q.C., 4915 Fulton Avenue, Montreal, Irwin S. Brodie, advocate, 5962 Westbury Avenue, Montreal, and Sonya Schneyer, secretary, fille majeure usant de ses droits, 4720 Dupuis Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business as launderers, under the name of "Fashion Cleaners Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14425-61)

Fashion Tots Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ben Grosser, manufacturer, 4834 Mackenzie, Montreal, Seymour Machlovitch, advocate, 3445 Côte-des-Neiges, Montreal, and Jack Shayne, advocate, 125 Dorval Avenue, Dorval, for the following purposes:

Faire le commerce d'articles vestimentaires pour enfants, sous le nom de « Fashion Tots Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14410-61)

First National Holdings Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Samuel H. Shriar, avocat, 315 rue St-Aubin, Saint-Laurent, Murray B. Spiegel, avocat, 63 chemin Banstead, Montréal-Ouest, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, 1225 ouest, rue Bernard, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « First National Holdings Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14227-61)

Frenette & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jacques Frenette, industriel et commerçant, Portneuf, Jean-Marc Frenette, industriel et commerçant, Portneuf, et Yolande Germain Frenette, ménagère, épouse dudit Jacques Frenette, Portneuf, pour les objets suivants:

Faire affaires comme quincailliers et ferblantiers, sous le nom de « Frenette & Frères Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Portneuf, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14430-61)

Gagnon Électrique Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1961, constituant en corporation: François Francoeur, avocat, Sept-Iles, Lucille Audet, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, Sept-Iles, et Françoise Lopez, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, Sept-Iles, pour les objets suivants:

To deal in children's wearing apparel, under the name of "Fashion Tots Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14410-61)

First National Holdings Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Samuel H. Shriar, advocate, 315 St. Aubin street, St. Laurent, Murray B. Spiegel, advocate, 63 Banstead road, Montreal West, and Mollie Schartz, secretary, spinster of the full age of majority, 1225 Bernard West, Outremont, for the following purposes:

To carry on business as a holding company, under the name of "First National Holdings Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14227-61)

Frenette & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Frenette, industrialist and tradesman, Portneuf, Jean-Marc Frenette, industrialist and tradesman, Portneuf, and Yolande Germain Frenette, housewife, wife of the said Jacques Frenette, Portneuf, for the following purposes:

To carry on as hardware and tinsmiths dealers, under the name of "Frenette & Frères Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Portneuf, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14430-61)

Gagnon Électrique Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Francoeur, advocate, Sept-Iles, Lucille Audet, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, Sept-Ils, and Françoise Lopez, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, Sept-Iles, for the following purposes:

Faire affaires comme électriciens, sous le nom de « Gagnon Électrique Ltée », avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14406-61)

Gamrat Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 5962, avenue Westbury, Montréal, Theodore H. Polisuk, avocta, 4390 avenue Isabella, Montréal, et Mary Ellen Roach, secrétaire, épouse séparée de biens de William F. Roach, 472 avenue Birch, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie d'immeubles et de placements, sous le nom de « Gamrat Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3505, avenue Girouard, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14198-61)

A. Gauthier Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Hermann Plante, comptable, 1693, William-David, Montreal, Lise Tourangeau, ménagère, épouse séparée de biens de Guy Tourangeau, et Pierre Gagnon, étudiant, 11, rue Providence, Montréal-Est, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, sous le nom de « A. Gauthier Construction Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 800 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7720, boulevard Marie-Victorin, Tracy, district judiciaire de Richelieu.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14505-61)

Gibeault Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice-Mathieu Goulet, avocat, 2985, rue Maplewood, Montréal, Marcelle Roy, secrétaire, célibataire, 6923, 1ère avenue, Mont-

To carry on business as electricians, under the name of "Gagnon Électrique Ltée", with a capital stock divided into 400 shares of no par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations is $2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14406-61)

Gamrat Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of Sepgember, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irving S. Brodie, advocate, 5962 Westbury Ave., Montreal, Theodore H. Polisuk, advocate, 4390 Isabella Ave., Montreal, and Mary Ellen Roach, secretary, wife separate as to property of William F. Roach, 472 Birch Ave., St. Lambert, for the following purposes:

To do business as a real estate and investment company, under the name of "Gamrat Inc." with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 ecah.

The head office of the company will be at 3505 Girouard Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14198-61)

A. Gauthier Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating Hermann Plante, accountant, 1693 William-David, Montreal, Lise Tourangeau, housewife, wife separate as to property of Guy Tourangeau, and Pierre Gagnon, student, 11, Providence street, Montreal-East, for the following purposes:

To carry on business as builders, under the name of "A. Gauthier Construction Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 800 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 7720 Marie-Victorin, Tracy, judicial district of Richelieu.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14505-61)

Gibeault Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice-Mathieu Goulet, advocate, 2985 Maplewood St., Montreal, Marcelle Roy, secretary, spinster, 6923 1st Avenue, Montreal, and Dolorès LeCom-

réal, et Dolorès LeComte, secrétaire, célibataire, 2375, Jean-Talon, est, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'automobiles, camions, moteurs, avions, moteurs d'avions, canots automobiles, appareils de radio, congélateurs et autres appareils électriques ou électroniques, bicyclettes, motocyclettes et toutes leurs parties ou accessoires, sous le nom de « Gibeault Automobiles Ltée », avec un capital total de $100,000, divisé en 10,000 actions communes d'une valeur au pair de $1 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Prairie, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14331-61)

Glenmira Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Theodore H. Shapiro, avocat, 5175 Chemin Côte-St-Luc, Montréal, Earl H. Drymer, avocat, 6462 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, Jonathan J. Robinson, avocat, 4897 avenue Borden, Montréal, et Claude-Armand Sheppard, avocat, 221 avenue Tait, cité de Saint-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine du placement et du courtage, sous le nom de « Glenmira Investments Ltd. », avec un capital total de $100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 80,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14299-61)

Glenstone Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Murray B. Spiegel, avocat, 63 chemin Banstead, Montréal-ouest, Samuel H. Shriar, avocat, 315 St-Aubin, cité de Saint-Laurent, et Mollie Schwartz, secrétaire, fille majeure, 1225 ouest, Bernard, app. 1, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Glenstone Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13754-61)

Gold Caterers Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

te, secretary, spinster, 2375 Jean-Talon East, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automobiles, trucks, motors, airplanes, airplane motors, motor boars, radio apparatus, refrigerators and other electrical or electronic apparatus, bicycles, motor-cycles and all their parts and accessories, under the name of "Gibeault Automobiles Ltée", with a total capital stock of $100,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $1 each and 900 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at La Prairie, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14331-61)

Glenmira Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, Earl H. Drymer, advocate, 6462 Sherbrooke St. West, Montreal, Jonathan J. Robinson, advocate, 4897 Borden Avenue, Montreal, and Claude-Armand Sheppard, advocate, 221 Tait Avenue, City of Saint-Laurent, for the following purposes:

To do business in the fields of investment and factoring, unver the name of "Glenmira Investments Ltd.", with a total capital stock of $100,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 80,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August,1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14299-61)

Glenstone Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray B. Spiegel, advocate, 63 Banstead Road, Montreal West, Samuel H. Shriard, advocate, 315 St-Aubin, city of Saint-Laurent, and Mollie Schwartz, secretary, spinster of the full age of majority, 1225 Bernard West, Apt. 1, Outremont, for the following purposes:

To do business in the field of construction, under the name of "Glenstone Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $100 each and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13754-61)

Gold Caterers Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bear-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 20e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Ann Maripolsky Gold, pourvoyeur, épouse séparée de biens de Sol Gold et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 4875 avenue Dufferin, Montréal, Sol Gold, pourvoyeur, 4875 avenue Dufferin, Montréal, et Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, 4835 avenue Montclair, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de pourvoyeurs et restaurateurs, sous le nom de « Gold Caterers Co. », avec un capital total de $10,000, divisé en 300 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 700 actions privilégées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 20e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13654-61)

Gold Trading Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Wiliam Maxwell Ford, avocat, de Boucherville, Francis Bramwell Wilson, vendeur, de Mont-Royal, et Frank Monroe, agent, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de mercerie, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, œuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le nom de « Gold Trading Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14440-61)

Rosaire Gratton Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Bernard Desjarlais, avocat, 1600, Stephens, Verdun, Albert Ouellette, avocat, 786, Vachon, LaSalle, et Roma Cousineau, avocat, 5652, Drake, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Rosaire Gratton Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

ing date the 20th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ann Maripolsky Gold, caterer, wife separate as to property of Sol Gold, and duly authorized by him for the purpose of these presents, 4875 Dufferin Avenue, Montreal, Sol Gold, caterer, 4875 Dufferin Avenue, Montreal, and Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, 4835 Montclair Avenue, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as caterers and restaurateurs, under the name of "Gold Caterers Co.", with a total capital stock of $10,000, divided into 300 common shares of a par value of $10 each and 700 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13654-61)

Gold Trading Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: William Maxwell Ford, advocate, of Boucherville, Francis Bramwell Wilson, salesman, of Mount Royal, and Frank Monroe, agent, of Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass, and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Gold Trading Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14440-61)

Rosaire Gratton Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Desjarlais, advocate, 1600 Stephens, Verdun, Albert Ouellette, advocate, 786 Vachon, LaSalle, and Roma Cousineau, advocate, 5652 Drake, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in furniture and in novelties of all kinds, under the name of "Rosaire Gratton Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera 5355, Wellington, Verdun, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the company will be at 5355 Wellington, Verdun, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Prvoincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14563-61)

G. Grenier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Gédéon Grenier, épicier, 28, St-Jean-Baptiste, Victoriaville, Germaine Desharnais Grenier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Gédéon Grenier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 28, St-Jean-Baptiste, Victoriaville, et Georges Grenier, rentier, 26, St-Jean-Baptiste, Victoriaville, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « G. Grenier Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Victoriaville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14563-61)

G. Grenier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gédéon Grenier, grocer, 28 St. Jean-Baptiste, Victoriaville, Germaine Desharnais Grenier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Gédéon Grenier, and duly authorized by him for these presents, 28 St-Jean Baptiste, Victoriaville, and Georges Grenier, annuitant, 26 St-Jean-Baptiste, Victoriaville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "G. Grenier Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Victoriaville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13669-61)

Guardian Placement Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Allan Marcus, avocat, 4705, avenue Powell, Montréal, David Kirshenblatt, avocat, 5636, avenue Greenwood, Côte-St-Luc, et Lucille Blagdon, secrétaire, épouse séparée de biens de Pierre Blagdon, 9019, rue Reims, Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme courtiers en hypothèques et faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Guardian Placement Co. Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13669-61)

Guardian Placement Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Allan Marcus, advocate, 4705 Powell Avenue, Montreal, David Kirshenblatt, advocate, 5636 Greenwood Avenue, Côte-St-Luc, and Lucille Blagdon, secretary, wife separate as to property of Pierre Blagdon, 9019 Reims Street, Montreal, for the following purposes:

To act as mortgage brokers and to deal in real estate, under the name of "Guardian Placement Co. Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14407-61)

Harvey Bay Realty Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Monet, avocat, 901, Carré Victoria, Montréal, Margaret Irene Stewart, secrétaire, célibataire, 901, Carré Victoria, Montréal, et Elisabeth Wiesemann, secrétaire, célibataire, 901, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

(P. Sec. 14407-61)

Harvey Bay Realty Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Monet, advocate, 901 Victoria Square, Montreal, Margaret Irene Stewart, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, and Elisabeth Wiesemann, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Harvey Bay Realty Company Ltd. », avec un capital total de $50,000, divisé en 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 760, Carré Victoria, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

To do business in the field of real estate, under the name of "Harvey Bay Realty Company Ltd.", with a total capital stock of $50,000, divided into 50,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 760 Victoria Square, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14487-61)

Hawkeye Corporation (Quebec) Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 18e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat et conseil en loi de la Reine, 790 avenue Lexington, Montréal, Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, 3980 Chemin Côte-des-Neiges, Montréal, et Joel Pinsky, avocat, 4980 avenue Maplewood, Montréal, pour les objets suivants:

Procéder à des examens et inspections dans les affaires financières et mercantiles et préparer divers documents d'affaires concernant les corporations ou les individus, sous le nom de « Hawkeye Corporation (Quebec) Inc. », avec un capital total de $25,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14487-61)

Hawkeye Corporation (Quebec) Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate and Queen's Counsel, 790 Lexington Avenue, Montreal, Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, 3980 Côte-des-Neiges Road, Montreal, and Joel Pinsky, advocate, 4980 Maplewood Avenue, Montreal, for the following purposes:

The making of examinations and inspections of financial and mercantile businesses, and the preparation of various statements of affairs of corporations or individuals, under the name of "Hawkeye Corporation (Quebec) Inc.", with a total capital stock of $25,000, divided into 1,000 common shares of the par value of $1 each and 240 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14126-61)

Helmar Enterprises Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour d'août 1961, constituant en corporation: Max S. Kaufman, avocat et conseil en loi de la Reine, 574, avenue Claremont, Westmount, Joseph Roy Hoffman, avocat, 4918, avenue Mayfair, Montréal, et Oscar Respitz, avocat, 4945, avenue Glencairn, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements, sous le nom de « Helmar Enterprises Inc. », avec un capital total de $200,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 90 actions privilégiées de $100 chacune et 1,900 actions privilégiées catégorie « B » de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 15e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14126-61)

Helmar Enterprises Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max S. Kaufman, advocate and Queen's Counsel, 574 Claremont Avenue, Westmount, Joseph Roy Hoffman, advocate, 4918 Mayfair Avenue, Montreal, and Oscar Respitz, advocate, 4945 Glencairn Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in wearing apparel, under the name of "Helmar Enterprises Inc.", with a total capital stock of $200,000, divided into 100 common shares of $10 each, 90 preferred shares of $100 each and 1,900 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13980-61)

Henderson, Tylee Realties Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(P. Sec. 13980-61)

Henderson, Tylee Realties Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 4e jour d'août 1961, constituant en corporation: Lou Tannenbaum, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Daniel Lazare, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « Henderson, Tylee Realties Ltd. », avec un capital total de $20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $5 chacune et 1,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 4e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13886-61)

Horkoz Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Harry Blank, avocat, 4625 avenue Miller, Miller, Montréal, Irving Adessky, avocat, 3782 avenue Kent, Montréal, Lewis Batshaw, avocat, 4804 Chemin Côte-des-Neiges, Montréal, et Rhoda Cohen, secrétaire, fille majeure, 6427 avenue MacDonald, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, fournitures et appareils de ménage et accessoires de toutes sortes, engins, moteurs, appareils électriques, pièces et accessoires de radio et d'électronique et tous autres articles connexes, sous le nom de « Horkoz Sales Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14411-61)

Ideal Broiler Farms Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Joseph Friedmann, marchand, de Mont-Royal, Philip Shrague Garonce, avocat, Côte-St-Luc, Samuel Senzilet, notaire, Outremont, et Hyman Laddie Schnaiberg, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'aliments et de produits alimentaires, sous le nom de « Ideal Broiler Farms Ltd. », avec un capital total de $150,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 14,900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

---

bearing date the 4th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lou Tannenbaum, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, Daniel Lazare, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, Miriam Bernard, secretary, fille majeure, 265 Craig Street West, Montreal, and Margareth Johnson, secretary, fille majeure, 265 Craig street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate, under the name of "Henderson, Tylee Realties Ltd.", with a total capital stock of $20,000, idvided into 1,000 common shares of $5 each and 1,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 4th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13886-61)

Horkoz Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Blank, advocate, 4625 Miller Ave., Montreal, Irving Adessky, advocate, 3782 Kent Ave., Montreal, Lewis Batshaw, advocate, 4804 Côte-des-Neiges road, Montreal, and Rhoda Cohen, secretary, spinster of the full age of majority, 6427 MacDonald Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in automobile and household supplies and equipment, machinery and accessories of all kinds, engines, motors, electrical apparatus, radios and electronic parts and accessories and all other related articles, under the name of "Horkoz Sales Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14411-61)

Ideal Broiler Farms Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Friedmann, merchant, of Mount Royal, Philip Shrague Garonce, advocate, Côte-St-Luc, Samuel Senzilet, notary, Outremont, and Hyman Laddie Schnaiberg, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To deal in foods and food products, under the name of "Ideal Broiler Farms Ltd.", with a total capital stock of $150,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 14,900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14128-61)

Les Immeubles B.C. Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul Martel, comptable, 48, rue Sacré-Coeur, Alma, Jean-Marie Belley, courtier en assurances, 325, boulevard De Quen, Naudville, et Louis-Georges Simard, garagiste, 182, rue Collard, Alma, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Les Immeubles B.C. Limitée », avec un capital total de $100,000, divisé en 7,000 actions communes de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14128-61)

Les Immeubles B.C. Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Martel, accountant, 48 Sacré-Coeur Street, Alma, Jean-Marie Belley, insurance broker, 325 De Quen Boulevard, Naudville, and Louis-Georges Simard, garage-keeper, 182 Collard Street, Alma, for the following purposes:

To carry on business in the real estate and building field, under the name of "Les Immeubles B.C. Limitée", with a total capital stock of $100,000, divided into 7,000 common shares of $10 each and into 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14233-61)

Immeubles B.G.P. Inc.
B.G.P. Realties Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Réal Renaud, comptable, 101, St-Étienne, Hull, Gaston Dumont, comptable, 22, Dalpé, Hull, et Claudette Jean, secrétaire, fille majeure, 201, Papineau, Hull, pour les objets suivants:

Commerce d'immeubles et de construction, sous le nom de « Immeubles B.G.P. Inc.— B.G.P. Realties Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 40,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Hull, district judiciaire de Hull.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 22e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14233-61)

Immeubles B.G.P. Inc.
B.G.P. Realties Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réal Renaud, accountant, 101 St-Étienne, Hull, Gaston Dumont, accountant, 22 Dalpé, Hull, and Claudette Jean, secretary, fille majeure, 201 Papineau, Hull, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate and construction under the name of "Immeubles B.G.P. Inc.— B.G.P. Realties Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 40,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Hull, judicial district of Hull.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13076-61)

Institut Commercial Lacroix Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 27e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Cécile Bérubé Lacroix, institutrice, épouse contractuellement séparée de biens d'Henri Lacroix, 773, rue Du Clairon, Chicoutimi, Henri Lacroix, commerçant, 773, rue Du Clairon, Chicoutimi, et Claude Lacroix, comptable, 462, rue De Tilly, Chicoutimi, pour les objets suivants:

Dispenser l'enseignement primaire et secondaire, sous le nom de « Institut Commercial Lacroix Limitée », avec un capital total de $20,000, divisé en 2,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 27e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13076-61)

Institut Commercial Lacroix Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 27th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Cécile Bérubé Lacroix, teacher, wife contractually separate as to property of Henri Lacroix, 773 Du Clairon St., Chicoutimi, Henri Lacroix, trader, 773 Du Clairon St., Chicoutimi, and Claude Lacroix, accountant, 462 De Tilly St., Chicoutimi, for the following purposes:

To give primary and secondary teaching, under the name of "Institut Commercial Lacroix Limitée", with a total capital stock of $20,000, divided into 2,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14468-61)

Irca Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Bruno Paterás, avocat, 11818 rue Frigon, Montréal, Albert Malouf, avocat, 1927 Chemin Canora, Mont-Royal, et Raymond Ayoup, étudiant en droit, 6222 De Vimy, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Irca Company Ltd. », avec un capital total de $30,000, divisé en 1,000 actions de $30 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6879 boul. St-Laurent, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14468-61)

Irca Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bruno Pateras, advocate, 11818 Frigon Street, Montreal, Albert Malouf, advocate, 1927 Canora Road, Mount Royal, and Raymond Ayoup, law-student, 6222 De Vimy, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of real estate and of construction, under the name of "Irca Company Ltd.", with a total capital stock of $30,000, divided into 1,000 shares of $30 each.

The head office of the company will be at 6879 St. Lawrence Blvd., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14551-61)

Jab Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Gaston Bouchard, gérant, 189, rue Lafayette, Longueuil, Jacques Bouchard, contremaître, 245, rue Lafayette, Longueuil, et Joseph-Marie Bouchard, contremaître, 442, rue St-Thomas, Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires dans le domaine de la construction, sous le nom de « Jab Construction Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 189, rue Lafayette, Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14551-61)

Jab Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gaston Bouchard, manager, 189 Lafayette Street, Longueuil, Jacques Bouchard, foreman, 245 Lafayette Street, Longueuil, and Joseph-Marie Bouchard, foreman, 442 St-Thomas, Longueuil, for the following purposes:

To carry on business in the construction field under the name of "Jab Construction Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 shares of $100 each.

The head office of company will be at 189 Lafayette Street, Longueuil, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14391-61)

Kar Enterprises Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Ernst Kaufer, marchand, 5520 Place Beaminster, Montréal, Syd Abrams, marchand, 1410 Van Horne, Montréal, et Wolf Rumstein, marchand, 708 de L'Épée, Montréal, pour les objets suivants:

Procureur et exploiter des postes de taxis, sous le nom de « Kar Enterprises Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4660 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14391-61)

Kar Enterprises Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Ernst Kaufer, merchant, 5520 Beaminster Place, Montreal, Syd Abrams, merchant, 1410 Van Horne, Montreal, and Wolf Rumstein, merchant, 708 de L'Épée, Montreal, for the following purposes:

To provide and operate taxicab stands, under the name of "Kar Enterprises Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4660 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14361-61)

Karr's Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Murray Lapin, avocat, 167, Edgehill Road, Westmount, Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, 5320, avenue Bannantyne, Verdun, et Yolande Taillon, secrétaire, fille majeure, 4842, rue Parthenais, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de livres d'école, collège et autres, revues et périodiques, sous le nom de « Karr's Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4869, avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14358-61)

2170 Lincoln Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Daniel Lazare, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Lou Tannenbaum, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de « 2170 Lincoln Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3955, rue de Repentigny, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13779-61)

Laboratoire Médical Métropolitain Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Claude Bédard, avocat, 360, rue Châtelaine, Sherbrooke, Richard Crépeau, avocat, 1329, rue Russell, Sherbrooke, et Gaston Beaudoin, comptable, 1511, rue Beckett, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Posséder et administrer un ou des laboratoires, sous le nom de « Laboratoire Médical Métropolitain Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14361-61)

Karr's Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Murray Lapin, advocate, 167 Edgehill Road, Westmount, Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, 5320 Bannantyne Ave., Verdun, and Yolande Taillon, secretary, spinster of the full age of majority, 4842 Parthenais St., Montreal, for the following purposes:

To deal in school, college and other books, magazines and periodicals, under the name of "Karr's Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 4869 Van Horne Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14358-61)

2170 Lincoln Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Lazare, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, Lou Tannenbaum, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, and Margaret Johnson, secretary, fille majeure, 265 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "2170 Lincoln Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 3955 de Repentigny Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13779-61)

Laboratoire Médical Métropolitain Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Claude Bédard, advocate, 360 Châtelaine Street, Sherbrooke, Richard Crépeau, advocate, 1329 Russell Street, Sherbrooke, and Gaston Beaudoin, accountant, 1511 Beckett Street, Sherbrooke, for the following purposes:

To own and administrate one or more laboratories, under the name of "Laboratoire Médical Métropolitain Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14485-61)

Labrador Nickel Mining Corporation
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Guy Pager, avocat, 1916 ouest, blvd Dorchester, Montréal, Jean De Sève, ingénieur, 5287, avenue Ponsard, Montréal, et Léo Mainville, ingénieur, 95, avenue McNider, Outremont, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et les activités d'une compagnie minière, sous le nom de « Labrador Nickel Mining Corporation » (No Personal Liability), avec un capital total de $5,000,000, divisé en 5,000,000 d'actions d'une valeur au pair de $1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au-delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14485-61)

Labrador Nickel Mining Corporation
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Guy Pager, advocate, 1916 Dorchester Blvd. West, Montreal, Jean De Sève, engineer, 5287 Ponsard Ave., Montreal, and Léo Mainville, engineer, 95 McNider Ave., Outremont, for the following purposes:

To carry on the business and operations of a mining company, under the name of "Labrador Nickel Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of $5,000,000, divided into 5,000,000 shares of a par value of $1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for tits shares.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13913-61)

Aurèle Lacreix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 2e jour d'août 1961, constituant en corporation: Monique Bellemare, standardiste, 2542, Beaubien, est, Montréal, Anita Boisvert, secrétaire, célibataire, 6626, 21ième avenue, Rosemont, (Montréal), et Mlle Aline Fiset, secrétaire, 956, Sherbrooke, est, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de tous produits de cuir et de caoutchouc, sous le nom de « Aurèle Lacroix Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 2e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13913-61)

Aurèle Lacroix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 2nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Monique Bellemare, telephone operator, 2542 Beaubien east, Montreal, Anita Boisvert, secretary, spinster 6626, 21st Avenue, Rosemount (Montreal), and Miss Aline Fiset, secretary, 956 Sherbrooke east, Montreal, for the following purposes:

To deal in all products made of leather and rubber, under the name of "Aurèle Lacroix Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and 300 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 2nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14192-61)

Lapierre Meubles & TV Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1961, constituant en corporation: Henri-Louis Lapierre, marchand, La Sarre, Abitibi, Colombe Ladouceur, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Henri-Louis Lapierre, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, La Sarre, Abitibi, et Ovila Lapierre, technicien, célibataire, La Sarre, Abitibi, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'appareils de reproduction sonore et de communication, et d'articles de bureau en général, sous le nom de « Lapierre

---

(P. Sec. 14192-61)

Lapierre Meubles & TV Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Henri-Louis Lapierre, merchant, La Sarre, Abitibi, Colombe Ladouceur, housewife, wife contractually separate as to property of the said Henri-Louis Lapierre, and duly authorized by him for these presents, La Sarre, Abitibi, and Ovila Lapierre, technician, bachelor, La Sarre, Abitibi, for the following purposes:

To carry on business dealing in apparatus for the reproduction of sound and communication, and in office equipment in general, under the

Meubles & TV Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Sarre, district judiciaire d'Abitibi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14448-61)

Larocque & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Lucien Larocque, homme d'affaires, Drummondville-Ouest, Charles Larocque, homme d'affaires, Drummondville-Ouest, et Mlle Hermine Généreux, secrétaire, fille majeure et usant de ses droits, Drummondville, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « Larocque & Fils Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 9,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Drummondville, district judiciaire d'Arthabaska.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14413-61)

La Salle Toys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jack Lightstone, avocat, 400 rue St-Jacques, Montréal, Marvin Riback, avocat, 400 rue St-Jacques, Montréal, et Byrdie Krasnick, secrétaire, épouse séparée de biens d'Horace Krasnick, 400 rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de jouets, articles de nouveauté, meubles, quincaillerie, bois dur, spécialités en bois, vêtements et articles s'y rapportant, sous le nom de « La Salle Toys Inc. », avec un capital total de $20,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune, 100 actions privilégiées, catégorie « A », de $10 chacune et 180 actions privilégiées, catégorie « B », de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 400*a* Chemin Montée-de-Liesse, St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14303-61)

C. Lavigne et Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marcus Jacob Wiesenfeld, avocat, 407,

name of "Lapierre Meubles & TV Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at La Sarre, judicial district of Abitibi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14448-61)

Larocque & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Larocque, businessman, Drummondville-West, Charles Larocque, businessman, Drummondville-West, and Miss Hermine Généreux, secretary, fille majeure and in use of her rights, Drummondville, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "Larocque & Fils Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and into 9,000 preferred share of $10 each.

The head office of the company will be at Drummondville, judicial district of Arthabaska.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14413-61)

La Salle Toys Inc.

Notice is hreby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jack Lightstone, advocate, 400 St. James Street, Montreal, Marvin Riback, advocate, 400 St. James Street, Montreal, and Byrdie Krasnick, secretary, wife separate as to property of Horace Krasnick, 400 St. James Street, Montreal, for the following purposes:

To deal in toys, novelties, furniture, hardware, hardwood, wood specialties, clothing and allied items, under the name of "La Salle Toys Inc.", with a total capital stock of $20,000, divided into 100 common shares of $10 each, 100 class "A" preferred shares of $10 each and 180 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 400*a* Montée-de-Liesse Road, St.-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14303-61)

C. Lavigne et Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcus Jacob Wiesenfeld, advocate, 407 McGill, Mont-

McGill, Montréal, Gerald Levy, marchand, 407, McGill, Montréal, Tony Carbone, tailleur, 2011 est, St-Zotique, Montréal, Philip Silverstone, manufacturier, 1920, Guertin, Saint-Laurent, Barry Joseph Wiesenfeld, manufacturier, 4055, Grey, Montréal, Carl Wiesenfeld, manufacturier, 4055, Grey, Montréal, et Harry George Mendelsohn, marchand, 47, Merton Cr., Hampstead, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes et de tous genres d'articles de nouveautés, bijouterie, mercerie, ceintures, attaches, boutons, étiquettes, tricots et bonneterie, verre, verrerie et produits en verre, et les sous-produits et articles de verre, marchandises, produits de toutes sortes contenant du verre, sous le nom de « C. Lavigne et Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2324, rue Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

real, Gerald Levy, merchant, 407 McGill, Montreal, Tony Carbone, cutter, 2011 St. Zotique East, Montreal, Philip Silverstone, manufacturer, 1920 Guertin, Saint-Laurent, Barry Joseph Wiesenfeld, manufacturer, 4055 Grey, Montreal, Carl Wiesenfeld, manufacturer, 4055 Grey, Montreal, and Harry George Mendelsohn, merchant, 47 Merton Cr., Hampstead, for the following purposes:

To deal in all kinds and types of smallwares, jewelry, dry goods, sashes, clips, buttons, tags, knitwear and knitted goods, glass, glassware and glass products and the by-products and articles of glass, goods, wares and merchandise of all kinds containing glass, under the name of "C. Lavigne et Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 2324 Orléans Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14447-61)

Leeds Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Philip Shaposnick, avocat, 6600 Chemin Morton, Côte-Saint-Luc, Donald W. Seal, avocat, 204 ouest, avenue Bernard, Montréal, et Gary Moscowitz, étudiant, 2170 rue Scott, cité de St-Laurent, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux et celui de meubles, articles vestimentaires, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits de la terre, de la mer et de la forêt, minéraux et pierres précieuses et exercer un commerce général de marchands à commission, de courtiers, de distributeurs, d'agents de ventes, et de courtiers en marchandises, articles et effets écoulés par la compagnie, sous le nom de « Leeds Sales Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions ordinaires de $10 chacune et 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14447-61)

Leeds Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Shaposnick, attorney, 6600 Merton Road, Côte-Saint-Luc, Donald W. Seal, attorney, 204 Bernard Ave. West, Montreal, and Gary Moscowitz, student, 2170 Scott St., city of Saint-Laurent, for the following purposes:

To deal in merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, furniture and wearing apparel, glass and by-products, books and periodicals, works of art, land, sea and forest products, minerals and precious stones, and to do a general commission merchants', brokers', distributors', selling agents' and factors' business in goods, wares and merchandise dealt in by the company, under the name of "Leeds Sales Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14507-61)

Lennox Plomberie et Chauffage Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Melanson, avocat, 138, Brooks, sud, Sherbrooke, Liliane Philippon Melanson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Melanson, 138, Brooks, sud, Sherbrooke, et Gaston Beaudoin, comptable, 1511, Beckett, Sherbrooke, pour les objets suivants:

(P. Sec. 14507-61)

Lennox Plomberie et Chauffage Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Melanson, advocate, 138 Brooks, south, Sherbrooke, Liliane Philippon Melanson, housewife, wife separate as to property of the said Jean Melanson, 138 Brooks, south, Sherbrooke, and Gaston Beaudoin, accountant, 1511, Beckett, Sherbrooke, for the following purposes

Exercer le commerce d'entrepreneurs en plomberie, chauffage et réfrigération, sous le nom de « Lennox Plomberie et Chauffage Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 1,500 actions communes de $10 chacune et en 3,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Lennoxville, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

To operate a business as contractors in plumbing, heating and refrigeration, under the name of "Lennox Plomberie et Chauffage Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 1,500 common shares of $10 each and into 3,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Lennoxville, judicial district of Saint-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14378 61)

Leonard's Beauty Supplies Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, constituant en corporation: Daniel Lazare, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Sidney Cutler, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes d'articles et accessoires de beauté, sous le nom de « Leonard's Beauty Supplies Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5370, rue O'Bryan, N.D.G., Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14378-61)

Leonard's Beauty Supplies Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Lazare, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, Sidney Cutler, advocate, 265 Craig Street West, Montreal, and Margaret Johnson, secretary, fille majeure, 265 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in all types of beauty supplies and accessories, under the name of "Leonard's Beauty Supplies Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5370 O'Bryan Street, N.D.G., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14375-61)

J. Robert Lévesque et Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Perrault Casgrain, avocat et conseil en loi de la Reine, Gisèle Labbé et Annette Blais, secrétaires, filles majeures, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de « J. Robert Lévesque et Fils Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-des-Monts, district judiciaire de Gaspé.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14375-61)

J. Robert Lévesque et Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Perrault Casgrain, advocate and Queen's Counsel, Gisèle Labbé, and Annette Blais, secretaries, filles majeures, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "J. Robert Lévesque et Fils Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of company will be at Sainte-Anne-des-Monts, judicial district of Gaspé.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14379-61)

Lincoln Rubber Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, constituant en corporation: Harry Slutsky, vendeur, 5558 avenue Randall, Côte-Saint-Luc, Isidor Raymond Hart, notaire, 4908 avenue Ponsard, Montréal, et Leonard H. Wisse, notaire, 3470 rue McTavish, Montréal, pour les objets suivants:

(P. Sec. 14379-61)

Lincoln Rubber Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harry Slutsky, salesman, 5558 Randall Ave., Côte-Saint-Luc, Isidor Raymond Hart, notary, 4908 Ponsard Ave., Montreal, and Leonard H. Wisse, notary, 3470 McTavish Street, Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce de plastiques, caoutchouc naturel et synthétique, textiles, tous genres de fibre synthétique, bois de construction et de charpente, de pulpe, de plaquage ou autres sortes de sous-produits du bois et de la pulpe, tous genres de substances chimiques, dissolvants, machinerie et outillage et autres produits et accessoires, sous le nom de « Lincoln Rubber Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5558 avenue Randall, Côte-Saint-Luc, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

To deal in plastics, natural and synthetic rubber, textiles, all types of synthetic fibre, lumber, timber, pulp, plywood, paper or other types of by-products of wood and pulp, all types of chemicals, solvents, machinery and equipment and other products and supplies, under the name of "Lincoln Rubber Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5558 Randall Avenue, Côte-Saint-Luc, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14419-61)

Locweld and Forge Products (1961) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 13e jour de septembre 1961, constituant en corporation: James Alexander Robb, avocat, 901, Carré Victoria, Montréal, Denise-Marie Landry, secrétaire, célibataire, 901, Carré Victoria, Montréal, Irene Margaret Stewart, secrétaire, célibataire, 901, Carré Victoria, Montréal, et Joyce Harding, secrétaire, célibataire, 901, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce du fer, de l'acier et tous autres métaux, sous le nom de « Locweld and Forge Products (1961) Limited », avec un capital total de $20,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1545, rue Cabot, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 13e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14419-61)

Locweld and Forge Products (1961) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 13th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: James Alexander Robb, advocate, 901 Victoria Square, Montreal, Denise-Marie Landry, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, Irene Margaret Stewart, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, and Joyce Harding, secretary, spinster, 901 Victoria Square, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in iron, steel and all other metals, under the name of "Locweld and Forge Products (1961) Limited", with a total capital stock of $20,000 divided into 20,000 common shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 1545 Cabot Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14096-61)

B.F. Lumber Ltd. — Bois B.F. Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Réjan Moreau, comptable agréé, ville St-Georges, Jean Langevin, comptable agréé, ville St-Georges, et Gaëtan Duval, stagiaire, ville St-Georges, pour les objets suivants:

Faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de « B.F. Lumber Ltd.— Bois B.F. Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Gédéon, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14096-61)

B.F. Lumber Ltd. — Bois B.F. Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Réjean Moreau, chartered accountant, town of St-Georges, Jean Langevin, chartered accountant, town of St-Georges, and Gaëtan Duval, probationer, town of St-Georges, for the following purposes:

To carry on as lumber merchants under, the name of "B.F. Lumber Ltd.— Bois B.F. Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Gédéon, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14297-61)

L. S. P. Manufacturing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(P. Sec. 14297-61)

L. S. P. Manufacturing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bear-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Lucien Girard, industriel, 2260, Champfleury, Duvernay, Pierrette Chartrand, marchande, veuve, 2260, Champfleury, Duvernay, et Yvon Simon Girard, contremaître, 4704, Des Groseilliers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de machinerie neuve et usagée, sous le nom de « L. S. P. Manufacturing Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14434-61)

Manor Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 5962, avenue Westbury, Montréal, Theodore H. Polisuk, avocat, 4390, avenue Isabella, Montréal, et Mary Ellen Roach, secrétaire, épouse séparée de biens de William F. Roach, 472, avenue Birch, St-Lambert, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de « Manor Construction Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14506-61)

Manufacturers Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Arthur F. Garmaise, avocat, 159 ouest, rue Craig, Montréal, Freda Klug, secrétaire, fille majeure, 159 ouest, rue Craing, Montréal, et Fay Reta Ross, secrétaire, fille majeure, 159, ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Manufacturers Investment Corporation », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 159 ouest, rue Craig, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13718-61)

Marco Matériaux de Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

ing date the 23rd day of Augst, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Lucien Girard, industrialist, 2260 Champfleury, Duvernay, Pierrette Chartrand, merchant, widow, 2260 Champfleury, Duvernay, and Yvon Simon Girard, foreman, 4704 Des Groseilliers, Montreal, for the following purposes:

To deal in new and used machinery, under the name of "L. S. P. Manufacturing Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14434-61)

Manor Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 5962 Westbury Avenue, Montreal, Theodore H. Polisuk, advocate, 4390 Isabella Avenue, Montreal, and Mary Ellen Roach, secretary, wife separate as to property of William F. Roach, 472 Birch Avenue, St. Lambert, for the following purposes:

To do business as builders, under the name of "Manor Construction Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14506-61)

Manufacturers Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Arthur F. Garmaise, attorney, 159 Craig Street West, Montreal, Freda Klug, secretary, spinster of the full age of majority, 159 Craig Street West, Montreal, and Fay Reta Ross, secretary, spinster of the full age of majority, 159 Craig Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Manufacturers Investment Corporation", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at 159 Craig Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13718-61)

Marco Matériaux de Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean-Paul Parent, avocat, 758, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles, Cécile Fournier, ménagère, veuve, 14570, rue Notre-Dame, est, Pointe-aux-Trembles, et Madeleine Charron, commis de bureau, fille majeure et usant de ses droits, 766, 18e Avenue, Pointe-aux-Trembles, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, et faire le commerce en gros et au détail de toutes sortes de matériaux de construction, sous le nom de « Marco Matériaux de Construction Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sra 1396, boulevard Labelle, Sainte-Thérèse, district judiciaire de Terrebonne.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14497-61)

Le Marquis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Donald W. Seal, avocat, 204 ouest, avenue Bernard, Montréal, Lazarus L. Tinkoff, avocat, 5117 avenue Lacombe, Montréal, et Philip Shaposnick, avocat, 6600 Merton Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de « Le Marquis Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4514 Avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14402-61)

J. G. Martin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean-Guy Martin, entrepreneur, 1118, boulevard Brown, Verdun, Diane Tremblay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jean-Guy Martin, 1118, boulevard Brown, Verdun, et François Tremblay, gérant, 43, 7e avenue, cité de LaSalle, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « J. G. Martin Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

bearing date the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Paul Parent, advocate, 758, 18th Avenue, Pointe-aux-Trembles, Cécile Fournier, housewife, widow, 14570 Notre-Dame St. east, Pointe-aux-Trembles, and Madeleine Charron, office clerk, spinster of the full age of majority in use of her rights, 766, 18th Avenue, Pointe-aux-Trembles, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, and to act as wholesale and retail dealers in all kinds of construction materials, under the name of "Marco Matériaux de Construction Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 1396 Labelle Blvd., Sainte-Thérèse, judicial district of Terrebonne.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14497-61)

Le Marquis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donald W. Seal, attorney, 204 Bernard Avenue West, Montreal, Lazarus L. Tinkoff, attorney, 5117 Lacombe Avenue, Montreal, and Philip Shaposnick, attorney, 6600 Merton, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs, under the name of "Le Marquis Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4514 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14402-61)

J. G. Martin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean-Guy Martin, contractor, 1118 Brown Boulevard, Verdun, Diane Tremblay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jean-Guy Martin, 1118 Brown Boulevard, Verdun, and François Tremblay, manager, 43, 7th Avenue, city of LaSalle, for the following purposes:

To carry on as builders and building contractors, under the name of "J. G. Martin Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14012-61)

Metra Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour d'août 1961, constituant en corporation: Neil Phillips, avocat, 634 avenue Clarke, Westmount, B. Robert Benson, avocat, 5992 rue Dolbeau, Montréal, et Mlle Nessie Borland, secrétaire, 1433 rue Towers, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Metra Investments Ltd. », avec un capital total de $21,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $1 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 7e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14012-61)

Metra Investments Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Neil Phillips, advocate, 634 Clarke Avenue, Westmount, B. Robert Benson, advocate, 5992 Dolbeau street, Montreal, and Miss Nessie Borland, secretary, 1433 Tower street, Montreal, for the following purposes:

To do business as an investment company, under the name of "Metra Investments Ltd.", with a total capital stock of $21,000, divided into 1,000 common shares of $1 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-0 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14324-61)

Les Meubles Opus Inc.
Opus Furniture Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Micheline Simard, secrétaire, fille majeure, 4840, Parthenais, Montréal, et Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, 8747, Dirval, Ahuntsic, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Meubles Opus Inc. — Opus Furniture Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14324-61)

Les Meubles Opus Inc.
Opus Furniture Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Micheline Simard, secretary, fille majeure, 4840 Parthenais, Montreal, and Françoise Frégeau, secretary, fille majeure, 8747 Dirval, Ahuntsic, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Meubles Opus Inc. — Opus Furniture Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14471-61)

Les Meubles Port-Cartier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Émile Tremblay, gérant, Port-Cartier, Gérard Méthot, inspecteur, Port-Cartier, et Charles-Eugène Porlier, industriel, Port-Cartier, pour les objets suivants:

Commerce de meubles et de nouveautés de toutes sortes, sous le nom de « Les Meubles Port-Cartier Ltée », avec un capital total de $42,000, divisé en 3,000 actions communes de $10 chacune et en 1,200 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Port-Cartier, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-0 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14471-61)

Les Meubles Port-Cartier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Émile Tremblay, manager, Port-Cartier, Gérard Méthot, inspector, Port-Cartier, and Charles-Eugène Porlier, industrialist, Port-Cartier, for the following purposes:

To deal in furniture and novelties of all kinds, under the name of "Les Meubles Port-Cartier Ltée", with a total capital stock of $42,000, divided into 3,000 common shares of $10 each and 1,200 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Port-Cartier, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14249-61)

Milano Fashions Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Angela Yeo-West, sténographe, célibataire, 2266, avenue Harvard, Montréal, Samuel Godinsky, avocat, 731, Upper Belmont, Montréal, et Reuben Resin, avocat, 5510, Robinson, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de vêtements pour dames et adolescents, sous le nom de « Milano Fashions Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14249 61)

Milano Fashions Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Angela Yeo-West, stenographer, spinster, 2266 Harvard Avenue, Montreal, Samuel Godinsky, barrister, 731 Upper Belmont, Montreal, and Reuben Resin, barrister, 5510 Robinson, Montreal, for the following purposes:

To deal in women's and juniors' wearing apparel, under the name of "Milano Fashions Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14359-61)

Minimax Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour d'août 1961, constituant en corporation: Morton Bell, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, William I. Miller, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Mlle Anne Brown, secrétaire, 10 ouest, rue St Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Minimax Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 10,000 actions ordinaires de $1 chacune et 30,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10 ouest, rue St-Jacques, chambre 909, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14359-61)

Minimax Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, advocate, 10 St. James street West, Montreal, William I. Miller, advocate, 10 St. James Street West, Montreal, and Miss Anne Brown, secretary, 10 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Minimax Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 10,000 common shares of $1 each and 30,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 10 St. James Street West, Room 909, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14057-61)

Mister Robert Sales Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 9e jour d'août 1961, constituant en corporation: Irwin S. Brodie, avocat, 5962, avenue Westbury, Montréal, Theodore H. Polisuk, avocat, 4390, avenue Isabella, Montréal, et Cyril E. Schwisberg, avocat, 4915, avenue Fulton, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre, et leurs sous-produits, et importer, exporter, acheter, vendre et faire le commerce de merceries, produits alimentaires, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, peintures, oeuvres d'art, produits chimiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, produits de beauté, cosmétiques, articles de toilette et parfums, sous le

(P. Sec. 14057-61)

Mister Robert Sales Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 9th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Irwin S. Brodie, advocate, 5962 Westbury Avenue, Montreal, Theodore H. Polisuk, advocate, 4390 Isabella Avenue, Montreal, and Cyril E. Schwisberg, advocate, 4915 Fulton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products of same, and to import, export, buy, sell and deal in haberdashery, food products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, paintings, works of art, chemical products, land, sea and forest products, beauty products, cosmetics, toilet articles and perfumes, under the name of "Mister Robert Sales Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided

nom de « Mister Robert Sales Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $1 chacune et 38,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 9e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

into 2,000 common shares of $1 each and 38,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14414-61)

Montreal Lakeshore Sports Car Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation sans capital-actions: Rod Campbell, administrateur, 135, avenue Vanguard, app. 50, Pointe-Claire, Tom Scurfield, commis des ventes, 132, avenue Pine Beach, app. 1, Dorval, Reed H. Barnes, vendeur, 88, Devon Road, Baie-D'Urfé, Anne Kelloway, secrétaire, fille majeure, 26, avenue Parkdale, Valois, Carole Legault, institutrice, 159, Lakeshore Rd., Pointe-Claire, Dave Sewell, instituteur, 168, avenue Sunnyside, Pointe-Claire, et Dave Osborn, agent d'immeubles, 60, avenue Mount Pleasant, Valois, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club d'automobiles, sous le nom de « Montreal Lakeshore Sports Car Club Inc. ».

Le montant auquel est limitée la valeur des propriétés immobilières que la corporation peut posséder est de $1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Valois, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14414-61)

Montreal Lakeshore Sports Car Club Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to incorporate as a corporation without share capital: Rod Campbell, executive, 135 Vanguard Ave, Apt. 50, Pointe-Claire, Tom Scurfield, sales clerk, 132 Pine Beach Ave., Apt. 1, Dorval, Reed H. Barnes, salesman, 88 Devon Road, Baie-d'Urfé, Anne Kelloway, secretary, spinster of the full age of majority, 26 Parkdale Ave., Valois, Carole Legault, teacher, 159 Lakeshore Rd., Pointe-Claire, Dave Sewell, teacher, 168 Sunnyside Ave., Pointe-Claire, and Dave Osborn, real estate officier, 60 Mount Pleasant Ave., Valois, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct an automobile club, under the name of "Montreal Lakeshore Sports Car Club Inc.".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may possess, is to be limited, is $1,000,000.

The head office of the corporation will be at Valois, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14451-61)

Montreal Oxygen Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1961, constituant en corporation: Georges-Étienne Houde, industriel, 6170, 35e avenue, Montréal, Mme Marguerite Houde, épouse séparée de biens dudit Georges-Étienne Houde, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, 6170, 35e avenue, Montréal, et Adrien Pépin, comptable, 7436, rue St-Denis, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de minerais, métaux, produits chimiques et autres préparations, sous le nom de « Montreal Oxygen Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions communes de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 30e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14451-61)

Montreal Oxygen Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 30th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Georges-Étienne Houde, industrialist, 6170, 35th Avenue, Montreal, Mrs. Marguerite Houde, wife separate as to property of the said Georges-Étienne Houde, and duly authorized by him for these presents, 6170, 35th Avenue, Montreal, and Adrien Pépin, accountant, 7436 St-Denis street, Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in minerals, metals, chemical products and other preparations, under the name of "Montreal Oxygen Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and into 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14399-61)

Montreal Sweater Salon Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

(P. Sec. 14399-61)

Montreal Sweater Salon Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bea-

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Max Slapack, avocat, 5562 Glencrest, Côte-Saint-Luc, Gregory Charlap, avocat, 2990 Soissons, Montréal, et Arthur Shulman, avocat, 3445 Ridgewood, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de drapiers, sous le nom de « Montreal Sweater Salon Inc. », avec un capital total de $5,000, divisé en 500 actions ordinaires de $1 chacune et 450 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14340-61)

Moreau & Goulet Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Paul Moreau, entrepreneur, 38, de Gaulle, Orsainville, Robert Goulet, entrepreneur, 260, R. Nationale, Champigny, et Bérangère L. Moreau, ménagère, épouse séparée, de biens dudit Paul Moreau, 38, de Gaulle, Orsainville, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Moreau & Goulet Limitée », avec un capital total de $40,000, divisé en 250 actions communes de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 38, avenue de Gaulle, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14398-61)

Mould-Tek Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Philip Meyrovitch, avocat et conseil en loi de la Reine, 4850 Côte-Saint-Luc, Montréal, Perry Meyer, avocat, 9 Chemin Thurlow, Hampstead, et Yoine Goldstein, avocat, 1923 avenue Clinton, Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, pierre, plastique, polymères, nylon, orlon, bougran, verre, et celui de pierres précieuses, animaux, végétaux et minéraux, produits chimiques, produits de la terre, de la mer, de l'agriculture et de la forêt, sous le nom de « Mould-Tek Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

ring date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Max Slapack, advocate, 5562 Glencrest, Côte-Saint-Luc, Gregory Charlap, advocate, 2990 Soissons, Montreal, and Arthur Shulman, advocate, 3445 Ridgewood, Montreal, for the following purposes:

To do business as clothiers, under the name of "Montreal Sweater Salon Inc.", with a total capital stock of $5,000, divided into 500 common shares of $1 each and 450 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14340-61)

Moreau & Goulet Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Paul Moreau, contractor, 38 de Gaulle, Orsainville, Robert Goulet, contractor, 260 National Highway, Champigny, and Bérangère L. Moreau, housewife, wife separate as to property of the said Paul Moreau, 38 de Gaulle, Orsainville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Moreau & Goulet Limitée", with a total capital stock of $40,000, divided into 250 common shares of $100 each and 150 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 38 de Gaulle Avenue, Orsainville, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14398-61)

Mould-Tek Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Philip Meyerovitch, advocate and Queen's Counsel, 4850 Côte-St-Luc, Montreal, Perry Meyer, advocate, 9 Thurlow Road, Hampstead, and Yoine Goldstein, advocate, 1923 Clinton Avenue, Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, stone, plastic, polymers, nylon, orlon, buckram, glass, precious stones, animals, vegetables and minerals, chemical products, land, sea, agricultural and forest products, under the name of "Mould-Tek Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 12791-61)

The Mount Bruno Curling Club Inc.
Le Club de Curling de Mont Bruno Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 21e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Gerald Wheeldon Macfarlane, gérant des ventes, St-Bruno, Robert Edward Landry, coordonnateur, St-Bruno, Harry Roberts Pascoe, imprimeur, St-Bruno, Joseph Guy Beaulac, comptable agréé, St-Bruno, Donald George Mackenzie, gérant de publication, St-Bruno, Robert Douglas Jamieson, ingénieur chimiste, St-Bruno, James Keenan Erskine, ingénieur conseil, St-Bruno, John Lionel Judah, agent d'assurances, St-Bruno, Edwin Joseph Valois, retraité, St-Bruno, James Rodney Myers, gérant de bureau, St-Bruno, Robert John Munro, surveillant, St-Bruno, et Beverly George MacKay, surveillant, pour les objets suivants:

Établir, maintenir et diriger un club de curling et social, sous le nom de « The Mount Bruno Curling Club Inc. — Le Club de Curling de Mont Bruno Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Bruno-de-Montarville, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 12791-61)

The Mount Bruno Curling Club Inc.
Le Club de Curling de Mont Bruno Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Gerald Wheeldon Macfarlane, sales manager, St-Bruno, Robert Edward Landry, coordinator, St-Bruno, Harry Roberts Pascoe, printer, St-Bruno, Joseph-Guy Beaulac, chartered accountant, St-Bruno, Donald George Mackenzie, advertising manager, St-Bruno, Robert Douglas Jamieson, chemical engineer, St-Bruno, James Keenan Erskine, consulting engineer, St-Bruno, John Lionel Judah, insurance agent, St-Bruno, Edwin Joseph Valois, retired gentleman, St-Bruno, James Rodney Myers, office manager, St-Bruno, Robert John Munro, supervisor, St-Bruno, and Beverly George McKay, supervisor, Saint-Bruno, for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a curling and social club, under the name of "The Mount Bruno Curling Club Inc. — Le Club de Curling de Mont Bruno Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Bruno-de-Montarville, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14394-61)

National Woodcraft Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1961, constituant en corporation: Daniel Lazare, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Lou Tannenbaum, avocat, 265 ouest, rue Craig, Montréal, Miriam Bernard, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, et Margaret Johnson, secrétaire, fille majeure, 265 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de meubles et toutes descriptions de nouveautés d'ameublements, sous le nom de « National Woodcraft Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7110 rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14394-61)

National Woodcraft Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Daniel Lazare, advocate, 265 Craig street West, Montreal, Lou Tannenbaum, advocate, 265 Craig street West, Montreal, Miriam Bernard, secretary, fille majeure, 265 Craig street West, Montreal, and Margaret Johnson, secretary, fille majeure, 265 Craig street West, Montreal, for the following purposes:

To deal in furniture and furniture novelties of every description, under the name of "National Woodcraft Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 7110 Clark street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14357-61)

New Town & Country Motel Court Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

(P. Sec. 14357-61)

New Town & Country Motel Court Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have

province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: John R. Loffoley, avocat, 1422, Dunkirk Road, Montréal, Luce Lefebvre, célibataire, secrétaire, 186, rue St-Jacques, Longueuil, Madeleine Proulx, célibataire, assistante-comptable, 3583, blvd Rosemont, Montréal, et Raymonde Vézina, célibataire, dactylo, 514, blvd Marie-Victorin, Boucherville, pour les objets suivants:

Exploiter des cafés, bars, clubs de nuit, restaurants, salles à manger, salles de réunions, hôtels, motels, tavernes et/ou auberges et endroits de divertissement public ou toute combinaison d'iceux, sous le nom de « New Town & Country Motel Court Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6061, Côte-de-Liesse Road, Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13184-61)

Nicedem Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Dr Gilles Cousineau, médecin, 78, boulevard St-Joseph, ouest, Montréal, Dr Pierre-Paul Collin, médecin, 370-A, boulevard St-Joseph, est, Montréal, et Dr Pierre Labelle, médecin, 32, boulevard St-Joseph, ouest, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Nicedem Inc. », avec un capital total de $100,000, divisé en 500 actions communes de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 78, boulevard St-Joseph, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14426-61)

Nutrition Québec Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 6e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Julien Chouinard, avocat, 420, Lemesurier, Québec, Maurice Jacques, avocat, 451, de Beauville, Ste-Foy, et Maire-Ange Landry, secrétaire, fille majeure, 65, St-Louis, Québec, pour les objets suivants:

Commerce de produits comestibles, sous le nom de « Nutrition Québec Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions communes de $100 chacune et en 1,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 665, rue Arago, ouest, Québec, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 6e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

---

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: John R. Laffoley, advocate, 1422 Dunkirk Road, Montreal, Luce Lefebvre, spinster, secretary, 186 St. James street, Longueuil, Madeleine Proulx, spinster, assistant accountant, 3583 Rosemount Blvd., Montreal, and Raymonde Vézina, spinster, typist, 514 Marie-Victorin Blvd., Boucherville, for the following purposes:

To operate cafés, bars, night-clubs, restaurants, dining-rooms, social halls, hotels, motels, taverns and/or public houses and places of public entertainment or any combination thereof, under the name of "New Town & Country Motel Court Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 100 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 6061 Côte-de-Liesse Road, Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13184-61)

Nicedem Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Dr. Gilles Cousineau, physician, 78 St. Joseph Blvd. West, Montreal, Dr. Pierre-Paul Collin, physician, 370-A St. Joseph Blvd. east, Montreal, and Dr. Pierre Labelle, physician, 32 St. Joseph Blvd. west, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Nicedem Inc.", with a total capital stock of $100,000, divided into 500 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 78 St. Joseph Blvd. west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14426-61)

Nutrition Québec Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 6th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julien Chouinard, advocate, 420 Lemesurier, Quebec, Maurice Jacques, advocate, 451 de Beauville, Ste-Foy, and Marie-Ange Landry, secretary, fille majeure, 65 St-Louis, Quebec, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products under the name of "Nutrition Québec Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 common shares of $100 each and into 1,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 665 Arago Street, West, Quebec, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 6th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14095-61)

A & W Operations Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marcel St-Laurent, restaurateur, Trois-Rivières, Robert St-Laurent, restaurateur, Trois-Rivières, et Mme Agathe Bolduc St-Laurent, ménagère, veuve, Robertson, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « A & W Operations Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 200 actions communes de $100 chacune et en 200 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3850, boulevard Royal, Trois-Rivières, district judiciaire des Trois-Rivières.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14095-61)

A & W Operations Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel St-Laurent, restaurateur, Trois-Rivières, Robert St-Laurent, restaurateur, Trois-Rivières, and Mrs. Agathe Bolduc St-Laurent housekeeper, widow, Robertson, for the following purposes:

To carry on business as restaurateurs under the name of "A & W Operations Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 200 common shares of $100 each and into 200 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at 3850 Royal Boulevard, Trois-Rivières, judicial district of Trois-Rivières.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14428-61)

Olympia Bowling Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de septembre 1961, constituant en corporation: François Francoeur, avocat, Sept-Iles, Lucille Audet, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, Sept-Iles, et Françoise Lopez, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de « Olympia Bowling Inc. », avec un capital divisé en 400 actions sans valeur au pair ou nominale, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations, est de $2,000.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14428-61)

Olympia Bowling Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 7th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: François Francoeur, advocate, Sept-Iles, Lucille Audet, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, Sept-Iles, and Françoise Lopez, secretary, spinster of the full age of majority in use of her rights, Sept-Iles, for the following purposes:

To manage bowling alleys, billard halls, and other places of amusement, under the name of "Olympia Bowling Inc.", with a capital stock divided into 400 shares of no par or nominal value, and the amount with which the company will begin its operations is $2,000.

The head office of the company will be at Sept-Iles, juducial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14364-61)

Olympia Fur Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Judah Lyon Wolofsky, avocat, 4165, Esplanade, Montréal, George Irwin Harris, avocat, 5728, Westluke, Côte-St-Luc, et Marcus J. Wiesenfeld, avocat, 6191, Côte St-Luc, Côte-St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de fourrure, sous le nom de « Olympia Fur Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14364-61)

Olympia Fur Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Judah Lyon Wolofsky, advocate, 4165 Esplanade, Montreal, George Irwin Harris, advocate, 5728 Westluke, Côte-St-Luc, and Marcus J. Wiesenfeld, advocate, 6191 Côte-St-Luc, Côte-St-Luc, for the following purposes:

To do business as furriers, under the name of "Olympia Fur Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office od the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14396-61)

Oronoco Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Morton Bell, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, Stanley Cytrynbaum, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Mlle Anne Brown, secrétaire, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de la finance et des immeubles, sous le nom de « Oronoco Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune, 6,000 actions privilégiées, catégorie « A », d'une valeur au pair de $5 chacune et 9,000 actions privilégiées, catégorie « B », d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3495 rue Mountain, suite 404, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14396-61)

Oronoco Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, advocate, 10 St. James Street West, Montreal, Stanley Cytrynbaum, advocate, 10 St. James Street West, Montreal, and Miss Anne Brown, secretary, 10 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of finance and of real estate, under the name of "Oronoco Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each, 6,000 class "A" preferred shares of a par value of $5 each and 9,000 class "B" preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3495 Mountain Street, Suite 404, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14305-61)

Pan-American Factors Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 22e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jonathan J. Robinson, avocat, 4897 avenue Borden, Montréal, Theodore H. Shapiro, avocat, 5175 Chemin Côte-St-Luc, Montréal, et Earl H. Drymer, avocat, 6462 ouest, rue Sherbrooke, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine des placements et du courtage, sous le nom de « Pan-American Factors Ltd. », avec un capital total de $5,000, divisé en 5,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 22e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14305-61)

Pan-American Factors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jonathan J. Robinson, advocate, 4897 Borden Avenue, Montreal, Theodore H. Shapiro, advocate, 5175 Côte-St-Luc Road, Montreal, and Earl H. Drymer, advocate, 6462 Sherbrooke Street West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the fields of investment and of factoring, under the name of "Pan-American Factors Ltd.", with a total capital stock of $5,000, divided into 5,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 22nd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14050-61)

J.C. Paquet Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roméo Paquet, commerçant, Saint-David, Lucie-Anne Ruel Paquet, ménagère, épouse séparée de biens dudit Roméo Paquet, Saint-David, et Jean-Claude Paquet, commis, Saint-David, pour les objets suivants:

Commerce de combustibles et de lubrifiants de toutes sortes, sous le nom de « J.C. Paquet Ltée », avec un capital total de $40,000, divisé en 40 actions communes de $100 chacune et en 360 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-David, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14050-61)

J.C. Paquet Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Paquet, tradesman, Saint-David, Lucie-Anne Ruel Paquet, housewife, wife separate as to property of the said Roméo Paquet, Saint-David, and Jean-Claude Paquet, clerk, Saint-David, for the following purposes:

To operate a business dealing in fuels and lubricants of all kinds, under the name of "J.C. Paquet Ltée", with a total capital stock of $40,000, divided into 40 common shares of $100 each and into 360 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-David, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14280-61)

Louis Ph. Paquet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Donat Glibert, courtier d'assurance, ville Saint-Georges, Jean-Paul Gilbert, restaurateur, ville Saint-Georges, et Charles Desrochers, comptable, ville Saint-Georges, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en assurances, sous le nom de « Louis Ph. Paquet Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 650 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 cqacune.

Le siège social de la compagnie sera en la ville de Saint-Georges, district judiciaire de Beauce.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13177-61)

Park Finance Corporation
Corporation de Finance Parc

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour de novembre 1961, constituant en corporation: Kenneth Charles Mackay, avocat, 159 ouest, rue Craig, Montréal, Richard Bennett Holden, avocat, 159 ouest, rue Craig, Montréal, et Edgar Nelson Smith, avocat, 159 ouest, rue Craig, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de la finance, sous le nom de « Park Finance Corporation — Corporation de Finance Parc », avec un capital total de $225,000, divisé en 22,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 8815 avenue du Parc, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14173-61)

R. Piché & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 18e jour d'août 1961, constituant en corporation: Roméo Piché, épicier-boucher, Saint-Raymond, Claude Piché, épicier-boucher, Saint-Raymond, et Jacques Piché, épicier-boucher, Saint-Raymond, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes espèces d'articles et marchandises qui font généralement l'objet d'un commerce d'épicerie-boucherie, sous le nom de « R. Piché & Fils Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Raymond, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 18e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14280-61)

Louis Ph. Paquet Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Donat Gilbert, insurance broker, town of Saint-Georges, Jean-Paul Gilbert, restaurateur, town of Saint-Georges, and Charles Desrochers, accountant, town of Saint-Georges, for the following purposes:

To operate a business as insurance brokers, under the name of "Louis Ph. Paquet Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each and into 650 preferred shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be in the town of Saint-Georges, judicial district of Beauce.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13177-61)

Park Finance Corporation
Corporation de Finance Parc

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Kenneth Charles Mackay, advocate, 159 Craig St. West, Montreal, Richard Bennett Holden, advocate, 159 Craig St. West, Montreal, and Edgar Nelson Smith, advocate, 159 Craig St. West, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of finance, under the name of "Park Finance Corporation — Corporation de Finance Parc", with a total capital stock of $225,000, divided into 22,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 8815 Park Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14173-61)

R. Piché & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 18th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Roméo Piché, grocer-butcher, Saint-Raymond, Claude Piché, grocer-butcher, Saint-Raymond, and Jacques Piché, grocer-butcher, Saint-Raymond, for the following purposes:

To carry on business dealing in all kinds of articles and merchandise in which a grocer-butcher generally deals, under the name of "R. Piché & Fils Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Raymond, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13282-61)

Pico Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 21e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jacques Raymond, industriel, 276, boulevard Churchill, Greenfield Park, Raymond Bédard, marchand, 300, boulevard Taschereau, Brossard, et Guy Girard, notaire, 328, Outremont, Outremont, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements, sous le nom de « Pico Investments Corporation », avec un capital total de $200,000, divisé en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 5,000 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Brossard, comté de Chambly, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13282-61)

Pico Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 21st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jacques Raymond, industrialist, 276 Churchill Boulevard, Greenfield Park, Raymond Bédard, merchant, 300 Taschereau Boulevard, Brossard, and Guy Girard, notary, 328 Outremount, Outremount, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Pico Investments Corporation", with a total capital stock of $200,000, divided into 10,000 common shares of a par value of $10 each, 5,000 preferred shares class "A" of a par value of $10 each and into 5,000 preferred class "B" shares of $10 each.

The head office of the company will be at Brossard, county of Chambly, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14289-61)

Placements Belocil Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 23e jour d'août 1961, constituant en corporation: Maurice Martel, avocat, c.r., 406, Champagneur, Outremont, Jacques Bellemare, avocat, 5598, Phillips, Montréal, et Lucille Roy, secrétaire, célibataire, 24, rue Gilles, Sainte-Thérèse-Ouest, pour les objets suivants:

Faire affaires dans les domaines de l'immeuble et de la construction, sous le nom de « Placements Belocil Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions communes de $10 chacune et en 4,500 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 4613, rue Orléans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14289-61)

Placements Belocil Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 23rd day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Martel, advocate, q.c., 406 Champagneur, Outremount, Jacques Bellemare, advocate, 5598 Phillips, Montreal, and Lucille Roy, secretary, spinster, 24 Gilles Street, Sainte-Thérèse-West, for the following purposes:

To carry on business in the real estate and construction field, under the name of "Placements Belocil Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 common shares of $10 each and into 4,500 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 4613 Orleans Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14177-61)

Playland Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-goucerneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Nathan A. Levitsky, avocat, 17 « Normandy Drive », Mont-Royal, Arthur A. Garvis, avocat, 4764 La Peltrie, Montréal, et Jean M. Lewis, secrétaire, fille majeure, 4080 Chemin Côte-Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises fabriqués en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'iceux; et celui d'animaux, minéraux, pierres précieuses, boissons gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits

(P. Sec. 14177-61)

Playland Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan A. Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Mount Royal, Arthur A. Garvis, advocate, 4764 La Peltrie, Montreal, and Jean M. Lewis, secretary, fille majeure, 4080 Côte-Ste-Catherine Road, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under

chimiques, cosmétiques, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Playland Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14457-61)

Pool — O — Rama Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 28e jour d'août 1961, constituant en corporation: Marcel Veilleux, restaurateur, Sept-Iles, Yvette Veilleux, ménagère, épouse séparée de biens dudit Marcel Veilleux, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Sept-Iles, et Jean-Guy Béchard, Sept-Iles, pour les objets suivants:

Exploiter des salles de quilles, de billard, et autres places d'amusement, sous le nom de « Pool — O — Rama Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sept-Iles, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 28e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13844-61)

Portage Quebec Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Harold William Ashenmil, avocat, 901 rue Bleury, Montreal, Jon Korsorwich, avocat, 901 rue Bleury, Montréal, et Julian Kotler, avocat, 901 rue Bleury, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Portage Quebec Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 901 rue Bleury, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14144-61)

Quebec Generic Drug Products Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouvreneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 26e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Louis Cameron des Bois, avocat, 222, avenue Melville, Westmount, Peter Edward Graham, avocat, 3528, rue Shuter, app. 3, Montréal, et Nicole Crevier, secrétaire, 1556, rue Maisonneuve, Montréal, pour les objets suivants:

the name of "Playland Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14457-61)

Pool — O — Rama Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Marcel Veilleux, restaurant-owner, Sept-Iles, Yvette Veilleux, housewife, wife separate as to property of the said Marcel Veilleux, and duly authorized by him for these presents, Sept-Iles, and Jean-Guy Béchard, accountant, Sept-Iles, for the following purposes:

To operate bowling alleys, billard halls, and other places of amusements, under the name of "Pool — O — Rama Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Sept-Iles, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13844-61)

Portage Quebec Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Harold William Ashenmil, advocate, 901 Bleury Street, Montreal, Jon Kosorwich, advocate, 901 Bleury Street, Montreal, and Julian Kotler, advocate, 901 Bleury Street, Montreal, for the following purposes:

To do business as builders and building contractors, under the name of "Portage Quebec Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at 901 Bleury Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14144-61)

Quebec Generic Drug Products Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 26th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Cameron des Bois, advocate, 222 Melville Avenue, Westmount, Peter Edward Graham, advocate, 3528 Shuter Street, Apt. 3, Montreal, and Nicole Crevier, secretary, 1556 Maisonneuve Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce en gros de médicaments et produits pharmaceutiques de toutes sortes, sous le nom de « Quebec Generic Drug Products Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 14, River Road, village de Cap Rouge, district judiciaire de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 26e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

To deal in wholesale medicines and pharmaceutical products of all types, under the name of "Quebec Generic Drug Products Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 14 River Road, village of Cap Rouge, judicial district of Quebec.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14322-61)

Rapid Woodwork Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Herman Moscovitch, comptable, 420, rue Petit, Saint-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de bois et ébénistes, sous le nom de « Rapid Woodwork Co. Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14322-61)

Rapid Woodwork Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247 Lennox Avenue, Montreal, Herman Moscovitch, accountant, 420 Petit Street, Saint-Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluke, Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To carry on business as wood merchants and workers, under the name of "Rapid Woodwork Co. Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of a par value of $10 each and 2,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14385-61)

Raysem Construction Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 30e jour d'août 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat, 5022, Jean-Brillant, Montréal, Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815, avenue Dupuis, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 4739, avenue Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs, sous le nom de « Raysem Construction Corp. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 30e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14385-61)

Raysem Construction Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 30th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate, 5022 Jean-Brillant, Montreal, Beverley Gold, secretary, fille majeure, 3815 Dupuis Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 4739 Dornal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business as builders, under the name of "Raysem Construction Corp.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 30th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13377-61)

Repentigny Development Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 7e jour de juillet 1961, constituant en corporation: Benjamin L. Louis, avocat, de Westmount, Martha Bent, secrétaire, et Shirley Schaffer, commis, ces deux dernières filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

(P. Sec. 13377-61)

Repentigny Development Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the 7th day of July, 1961, incorporating: Benjamin L. Louis, advocate, of Westmount, Martha Bent, secretary, and Shirley Schaffer, clerk, the latter two filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

Faire le commerce d'immeubles, sous le nom de « Repentigny Development Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune, 100 actions privilégiées, catégorie « A », de $100 chacune et 200 actions privilégiées, catégorie « B », de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 7e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

To deal in real estate, under the name of "Repentigny Development Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of a par value of $100 each, 100 class "A" preferred shares of $100 each and 200 class "B" preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 13367-61)

Restaurant La Grange Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Robert Marion, marchand, 418, deLanaudière, Joliette, Alfred Zaien, marchand, 701, Ladouceur, Joliette, et Roger Pauzé, commis, 674, deLanaudière, Joliette, pour les objets suivants:

Faire affaires comme restaurateurs, sous le nom de « Restaurant La Grange Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes de $10 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Joliette, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 13367-61)

Restaurant La Grange Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Robert Marion, merchant, 418 deLanaudière, Joliette, Alfred Zaien, merchant, 701 Ladouceur, Joliette, and Roger Pauzé, clerk, 674 deLanaudière, Joliette, for the following purposes:

To carry on business as restaurant-owners, under the name of "Restaurant La Grange Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Joliette, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14133-61)

Roc Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Valmore Forest, polisseur de ciment, Rang Base de Roc, Joliette-Sud, Viateur Thiffault, menuisier, 125, Salaberry, Joliette, et Roland Vincent, finisseur de ciment, 1119, Piette, Joliette, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux et de constructeurs, sous le nom de « Roc Construction Inc. », avec un capital total de $50,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera Rang Base de Roc, Joliette-Sud, district judiciaire de Joliette.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14133-61)

Roc Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Valmore Forest, cement polisher, Range Base de Roc, Joliette-South, Viateur Thiffault, joiner, 125 Salaberry, Joliette, and Roland Vincent, cement finisher, 1119 Piette, Joliette, for the following purposes:

To operate a business as general contractors and builders, under the name of "Roc Construction Inc.", with a total capital stock of $50,000, divided into 100 common shares of $100 each and into 4,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Range Base de Roc, Joliette-South, judicial district of Joliette.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14318-61)

Romik Investment Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Bernard Robert Benson, avocat, 652, Landsdowne, Westmount, Daniel Shloime Miller, étudiant en droit, 6300, avenue Lennox, Mont-

(P. Sec. 14318-61)

Romik Investment Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Robert Benson, advocate, 652 Lansdowne, Westmount, Daniel Shloime Miller, law-student, 6300 Lennox Ave., Montreal, and Nessie Borland,

réal, et Nessie Borland, secrétaire, célibataire, 1433, rue Tower, Montréal, pour les objets suivants:

Acheter ou autrement acquérir et maintenir à des fins de placements et revenus provenant d'iceux, propriétés mobilières et immobilières et droits sur icelles, et en particulier, terrains, édifices, maisons d'affaires et entreprises commerciales ou industrielles, hypothèques, contrats, concessions, franchises, patentes, licences, sécurités et tout autre intérêt en biens meubles ou immeubles, sous le nom de « Romik Investment Company Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 100 actions ordinaires de $100 chacune et 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14546-61)

Safeway Cleaning Village Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 28e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Stanley A. Genest, nettoyeur, 282 Westgate Dr., Rosemère, Alexander I. Popliger, avocat, 68 avenue Sunnyside, Westmount, et Stanley Cytrynbaum, avocat, 10 rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de nettoyeurs et drapiers, sous le nom de « Safeway Cleaning Village Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 5671 avenue Monkland, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14404-61)

St. Chrysostome Contracting Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Adrien R. Paquette, avocat, 212, Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secrétaire, fille majeure, 8747, Dirval, Ahuntsic, et Micheline Simard, secrétaire, fille majeure, 4840, Parthenais, Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme couturiers, sous le nom de « St. Chrysostome Contracting Ltd. », avec un capital total de $10,000, divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13400-61)

Les Salons Bédard Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

secretary, spinster, 1433 Tower St., Montreal, for the following purposes:

To purchase or otherwise acquire and hold for investment purposes and the derivation of income therefrom, moveable and immoveable property and rights, and in particular lands, buildings, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, hypothecs, contracts, concessions, franchises, patents, licences, securities and any other interest in moveable or immoveable property, under the name of "Romik Investment Company Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 100 common shares of $100 each and 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14546-61)

Safeway Cleaning Village Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 28th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Stanley A. Genest, cleaner, 282 Westgate Dr., Rosemère, Alexander I. Popliger, advocate, 68 Sunnyside Ave., Westmount and Stanley Cytrynbaum, advocate, 10 St. James St., Montreal, for the following purposes:

To do business as cleaners and clothiers, under the name of "Safeway Cleaning Village Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of $10 each and 3,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 5671 Monkland Ave., Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 28th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14404-61)

St. Chrysostome Contracting Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Adrien R. Paquette, advocate, 212 Bloomfield, Outremont, Françoise Frégeau, secretary, fille majeure, 8747 Dirval, Ahuntsic, and Micheline Simard, secretary, fille majeure, 4840 Parthenais, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors, under the name of "St. Chrysostome Contracting Ltd.", with a total capital stock of $10,000, divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13400-61)

Les Salons Bédard Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Albert Bédard, entrepreneur de pompes funèbres, de Cowansville, Laura Lizotte, ménagère, épouse commune en biens dudit Albert Bédard, de Cowansville, et Madeleine Bédard, ménagère, épouse séparée de biens d'Angré Déraron, de Cowansville, pour les objets suivants:

Exercer dans toutes ses spécialités le commerce d'entrepreneurs de pompes funèbres, sous le nom de « Les Salons Bédard Inc. », avec un capital total de $75,000, divisé en 450 actions communes de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Cowansville, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13792-61)

Sanche-Corriveau Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 19e jour de septembre 1961, constituant en corporation: André Sanche, commerçant, 333, chemin de la Normandie, Pont-Viau, André Corriveau, gérant, 305, rue des Alouettes, Pont-Viau, Dame Gilberte Viau Sanche, ménagère, veuve de René Sanche, 333, chemin de la Normandie, Pont-Viau, et Dame Réjeanne Gagnon Corriveau, ménagère, épouse séparée de biens dudit André Corriveau, 305, rue des Alouettes, Pont-Viau, pour les objets suivants:

Faire le commerce de tous articles, pièces, accessoires ou autres objets employés directement ou indirectement en rapport avec le domaine de la mercerie, du textile et/ou du vêtement, sous le nom de « Sanche-Corriveau Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 19e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14342-61)

Scriptex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Léon Déwinne, scripteur, 151, Martel, Belocil, Luan Asllani, scripteur, 48; 9ème Ave, L'Abord-à-Plouffe, et Paul Legault, scripteur, 772, Davaar, Outremont, pour les objets suivants:

Créer, produire, prendre à bail ou autrement acquérir, distribuer, vendre, louer ou autrement disposer de films, pièces de théâtre, textes d'émissions, scénarios ou autre travaux du même genre, sous le nom de « Scriptex Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 50 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune, 3,900 actions privilégiées classe « A » d'une valeur au

bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Albert Bédard, funeral director of Cowansville, Laura Lizotte, housewife, wife common as to property of the said Albert Bédard, of Cowansville, and Madeleine Bédard, housewife, wife separate as to property of Angré Déragon, for the following purposes:

To carry on in all its specialties a business as funeral director under the name of "Les Salons Bédard Inc.", with a total capital stock of $75,000, divided into 450 common shares of $100 each and into 300 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Cowansville, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13792-61)

Sanche-Corriveau Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 19th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: André Sanche, tradesman, 333 Normandie Road, Pont-Viau, André Corriveau, manager, 305 des Alouettes Street, Pont-Viau, Dame Gilberte Viau Sanche, housewife, widow of René Sanche, 333 Normandie Road, Pont-Viau, and Dame Réjeanne Gagnon Corriveau, housewife, wife separate as to property of the said André Corriveau, 305 des Alouettes Street, Pont-Viau, for the following purposes:

To carry on business dealing in all articles, pieces, accessories or other objects directly or indirectly employed with regard to drygoods, textile and/or clothing under the name of "Sanche-Corriveau Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each and into 1,000 common shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 19th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14342-61)

Scriptex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Léon Déwinne, writer, 151 Martel, Belocil, Luan Asllani, writer, 48, 9th Avenue, L'Abord-à-Plouffe, and Paul Legault, writer, 772 Davaar, Outremont, for the following purposes:

To create, produce, take a lease on or otherwise acquire, distribute, sell, rent or otherwise dispose of films, plays, radio texts, scenarios or other works of the same nature, under the name of "Scriptex Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 50 common shares of a par value of $10 each, 3,900 preferred class "A" shares of a par value of $10 each and 500 prefer-

pair de $10 chacune et en 500 actions privilégiées classe « B » d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 3465, Côte-des-Neiges, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13655-61)

Service Éclair Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Germain Simard, avocat, 16, St-Joseph, Clermont, Pierre Gaudreault, avocat, La Malbaie, et Benoît Simard, commerçant, La Malbaie, pour les objets suivants:

Posséder et administrer des stations de service et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Service Éclair Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 100 actions communes de $10 chacune et en 900 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 138, rue St-Étienne, La Malbaie, district judiciaire de Saguenay.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14320-61)

Shangri-La Holding Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Julius Briskin, conseil en loi de la Reine, Montréal, Phyllis Xenos, secrétaire, fille majeure, Montréal, et Arthur Yanofsky, avocat, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de portefeuille, sous le nom de « Shangri-La Holding Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune et 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14459-61)

Sherbrooke Seat Covers Center Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Jean Melanson, avocat, 138, Brooks South, Sherbrooke, Mme Liliane Philippon Melanson, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Melanson, 138, Brooks South, Sherbrooke, et Gaston Beaudoin, comptable, 1511, rue Beckett, Sherbrooke, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de parties, accessoires, ustensiles, appareils, lubrifiants,

red class "B" shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at 3465 Côte-des-Neiges, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13655-61)

Service Éclair Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Germain Simard, advocate, 16 St-Joseph, Clermont, Pierre Gaudreault, advocate, La Malbaie, and Benoît Simard, trader, La Malbaie, for the following purposes:

To own and manage service stations, and to carry on business as garage-keepers, under the name of "Service Éclair Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 100 common shares of $10 each and 900 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at 138 St-Étienne St., La Malbaie, judicial district of Saguenay.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14320-61)

Shangri-La Holding Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Julius Briskin, Queen's Counsel, Montreal, Phyllis Xenos, secretary, spinster of the full age of majority, Montreal, and Arthur Yanofsky, advocate, Montreal, for the following purposes:

To do business as a holding company, under the name of "Shangri-La Holding Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14459-61)

Sherbrooke Seat Covers Center Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Melanson, lawyer, 138 Brooks South, Sherbrooke, Mrs. Liliane Philippon Melanson, housewife, wife separate as to property of the said Jean Melanson, 138 Brooks South, Sherbrooke, and Gaston Beaudoin, accountant, 1511 Beckett St., Sherbrooke, for the following purposes:

To deal in all kinds of parts, accessories, utensils, apparatus, lubricants, cements, solutions

ciment, solutions et dispositifs, soit connexes à la construction de véhicules-automobiles ou autrement, caoutchouc et articles et marchandises de toutes sortes composés de caoutchouc, ainsi que tous matériels qui entrent dans la fabrication de tels articles et marchandises, sous le nom de « Sherbrooke Seat Covers Center Inc. », avec un capital total de $10,000, divisé en 3,000 actions ordinaires de $1 chacune et 7,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sherbrooke, district judiciaire de Saint-François.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14469-61)

Simon River Realty Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 14e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Isidore M. Bobrove, avocat et conseil en loi de la Reine, 5022 Jean-Brillant, Montréal, Beverley Gold, secrétaire, fille majeure, 3815 avenue Dupuis, Montréal, et Jack B. Bobrove, avocat, 4739 avenue Dornal, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer des affaires dans le domaine de l'immeuble, sous le nom de « Simon River Realty Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 39,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 14e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14548-61)

Société de Placements Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 1er jour de septembre 1961, autorisant la fusion de « Société de Placements Inc.— Investment Company Inc. », constituée en corporation conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 7e jour de février 1935, et « Yogo Investment Corp. », constituée en corporation conformément aux dispositions de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes dn date du 14e jour de janvier 1935, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de « Société de Placements Ltée », avec un capital divisé en 2,400 actions catégories « A » et 4,500 actions catégorie « B », toutes sans valeur nominale ou au pair, le montant avec lequel la compagnie peut exercer son commerce étant fixé à non moins de $34,500.

Le nom de la nouvelle compagnie est « Société de Placements Ltée ».

Le siège social de la compagnie sera 275 ouest, rue St-Jacques, en les cité et district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 1er jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

and appliances, whether incidental to construction of motor cars or otherwise, rubber and articles and goods of all kinds of which rubber is a composent part, together with the various materials which enter into the manufacture of such articles and goods, under the name of "Sherbrooke Seat Covers Center Inc.", with a total capital stock of $10,000, divided into 3,000 common shares of $1 each and 7,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Sherbrooke, judicial district of Saint-Francis.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14469-61)

Simon River Realty Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 14th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Isidore M. Bobrove, advocate and Queen's Counsel, 5022 Jean-Brillant, Montréal, Beverley Gold, secretary, fille majeure, 3815 Dupuis Avenue, Montreal, and Jack B. Bobrove, advocate, 4739 Dornal Avenue, Montreal, for the following purposes:

To do business in the field of real estate, under the name of "Simon River Realty Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $1 each and 39,000 preferred shares of a par value of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 14th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14548-61)

Société de Placements Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 1st day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, authorizing the amalgamation of "Société de Placements Inc.— Investment Company Inc.", a company incorporated under the provisions of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 7th day of February, 1935, and "Yogo Investment Corp.", a company incorporated under the provisions of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 14th day of January, 1935, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Société de Placements Ltée", with a capital stock divided into 2,400 class "A" shares and 4,500 class "B" shares, all without nominal or par value, the amount with which the company may carry on business being fixed at not less than $34,500.

The name of the new company is "Société de Placements Ltée".

The head office of the company will be at 275 St. James Street West, in the city and judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14301-61)

Sueda Sport and Leatherwear Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Baruch Pollack, avocat, 6247, avenue Lennox, Montréal, Morris Shuter, comptable, 874, Bertrand, St-Laurent, et Isidore Greenbaum, avocat, 615, Westluke, Côte-Saint-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands de confections, sous le nom de « Sueda Sport and Leatherwear Co. Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, e 24e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14301-61)

Sueda Sport and Leatherwear Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Baruch Pollack, advocate, 6247 Lennox Avenue, Montreal, Morris Shuter, accountant, 874 Bertrand, St-Laurent, and Isidore Greenbaum, advocate, 615 Westluke, Côte-Saint-Luc, for the following purposes:

To do business as clothiers, under the name of "Sueda Sport and Leatherwear Co. Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 14408-61)

Supellex Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Nathan Levitsky, avocat, 17, Normandy Drive, Montréal, Arthur Garvis, avocat, 4764, La Peltrie, Montréal, et Jean Lewis, secrétaire, fille majeure, 4080, Ct. Ste-Catherine, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs gazeuses, livres et périodiques, oeuvres d'art, produits chimiques et produits de beauté, produits de la terre, de la mer et de la forêt, sous le nom de « Supellex Inc. », avec un capital total de $1,000, divisé en 200 actions de $5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 14408-61)

Supellex Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Nathan Levitsky, advocate, 17 Normandy Drive, Montreal, Arthur Garvis, advocate, 4764 La Peltrie, Montreal, and Jean Lewis, secretary, fille majeure, 4080 Ct. St. Catherine, Montreal, for the following purposes:

To deal in all kinds of products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Supellex Inc.", with a total capital stock of $1,000, divided into 200 shares of $5 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 12878-61)

Superior Housing and Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 25e jour d'août 1961, constituant en corporation: Joseph Stein, administrateur, 5044, avenue Ponsard, Montréal, Abraham Segal, avocat, 5147, avenue Montclair, Montréal, et Lillian Lazare, secrétaire, célibataire, 6255, Northcrest Place, app. 403, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une agence générale de finance et de placements, sous le nom de « Superior Housing and Investment Corporation », avec un capital total de $249,000, divisé en 4,900 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, 10,000 actions privilégiées

(P. Sec. 12878-61)

Superior Housing and Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 25th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Joseph Stein, executive, 5044 Ponsard Avenue, Montreal, Abraham Segal, advocate, 5147 Montclair Avenue, Montreal, and Lillian Lazare, secretary, spinster, 6255 Northcrest Place, Apt. 403, Montreal, for the following purposes:

To carry on a general financial agency and investment business, under the name of "Superior Housing and Investment Corporation", with a total capital stock of $249,000, divided into 4,900 common shares of a par value of $10 each, 10,000 class "A" preferred shares of a par value of $10

catégorie « A » d'une valeur au pair de $10 chacune et 10,000 actions privilégiées catégorie « B » d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 25e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14336-61)

Tar Automobiles Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 31e jour d'août 1961, constituant en corporation: Rosaire Beaulé, avocat, 44, Leslie Gault, Montréal, Reynald Brisson, comptable agréé, 10615, des Prairies, Montréal, et Paule Lamontagne, secrétaire, veuve de François Gobeil, 2615, Beaubien, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules et faire affaires comme garagistes, sous le nom de « Tar Automobiles Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 31e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14423-61)

Target Sportswear Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 8e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Seymour Machlovitch, avocat, 3445 Côte-des-Neiges, Montréal, Jack Shayne, avocat, 125 avenue Dorval, Dorval, et Shirlee Simon, secrétaire, fille majeure, 1460 Van Horne, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de drapiers, sous le nom de « Target Sportswear Corp. », avec un capital total de $40,000, divisé en 20,000 actions ordinaires de $1 chacune et 20,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14405-61)

Thermonuclear Blast & Fall Out Shelter Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 12e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Maurice Steinberg, avocat, 510 rue McGill, Montréal, Thomas Gavin, comptable, 510 rue McGill, Montréal, et Frances Morrison, veuve, secrétaire, 510 rue McGill, Montréal, pour les objets suivants:

each and 10,000 class "B" preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 25th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14336-61)

Tar Automobiles Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent bearing date the 31st day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Rosaire Beaulé, advocate, 44 Leslie Gault, Montreal, Reynald Brisson, chartered accountant, 10615 des Prairies, Montreal, and Paule Lamontagne, secretary, widow of François Gobeil, 2615 Beaubien, Montreal, for the following purposes:

To carry on business dealing in automotibe vehicles, and to act as garage-keepers, under the name of "Tar Automobiles Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 2,000 preferred shares of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 31st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14423-61)

Target Sportswear Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Seymour Machlovitch, advocate, 3445 Côte-des-Neiges, Montreal, Jack Shayne, advocate, 125 Dorval Ave., Dorval, and Shirlee Simon, secretary, fille majeure, 1460 Van Horne, Montreal, for the following purposes:

To do business as clothiers, under the name of "Target Sportswear Corp.", with a total capital stock of $40,000, divided into 20,000 common shares of $1 each and 20,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14405-61)

Thermonuclear Blast & Fall Out Shelter Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Maurice Steinberg, advocate, 510 McGill Street, Montreal, Thomas Gavin, accountant, 510 McGill Street, Montreal, and Frances Morrison, widow, secretary, 510 McGill Street, Montreal, for the following purposes:

Exercer des affaires comme constructeurs et entrepreneurs en construction, sous le nom de « Thermonuclear Blast & Fall Out Shelter Corp. », avec un capital total de $10,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de $1 chacune et 5,000 actions privilégiées de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14494-61)

Tony Taddeo Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 5e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Jean Marcoux, avocat, 10503 Olympia, Montréal, Pierre Desmarais, avocat, 8369 de l'Épée, Montréal, et François Hogue, notaire, 10217 Verville, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de chaussures et d'articles en cuir, sous le nom de « Tony Taddeo Inc. », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 781, rue Jarry, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 5e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14581-61)

Turbo Precision Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Louis Beauvais, machiniste, 287, rue St-Charles, La Prairie, Laurent Turcotte, machiniste, 211, boulevard Quinn, Longueuil, et Armand Terrault, traducteur, 8940, boulevard Saint-Laurent, Montréal, pour les objets suivants:

Commerce de pièces d'avions et de tous les accessoires se rapportant aux avions, sous le nom de « Turbo Precision Industries Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de $10 chacune et en 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 9275, rue Clark, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14400-61)

Tynevale Investment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 11e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Morton Bell, avocat, 10 ouest, rue

To do business as builders and building contractors, under the name of "Thermonuclear Blast & Fall Out Shelter Corp.", with a total capital stock of $10,000, divided into 5,000 common shares of $1 each and 5,000 preferred shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14494-61)

Tony Taddeo Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 5th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Jean Marcoux, advocate, 10503 Olympia, Montreal, Pierre Desmarais, advocate, 8369 de l'Épée, Montreal, and François Hogue, notary, 10217 Verville, Montreal, for the following purposes:

To deal in footwear, and leather articles, under the name of "Tony Taddeo Inc.", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 781 Jarry St. west, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 5th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14581-61)

Turbo Precision Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Louis Beauvais, machinist, 287 St. Charles Street, La Prairie, Laurent Turcotte, machinist, 211 Quinn Boulevard, Longueuil, and Armand Terrault, translator, 8940 Saint Lawrence Boulevard, Montreal, for the following purposes:

To carry on a busines dealing in repair parts for planes and in all the accessories pertaining to planes, under the name of "Turbo Precision Industries Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of $10 each and into 3,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 9275 Clark Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14400-61)

Tynevale Investment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 11th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Morton Bell, advocate, 10 St. James Street West, Mont-

St-Jacques, Montréal, Stanley Cytrynbaum, avocat, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, et Anne Brown, secrétaire, célibataire, 10 ouest, rue St-Jacques, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les effaires d'une compagnie de placements, sous le nom de « Tynevale Investment Co. Ltd. », avec un capital total de $1,000, divisé en 1,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59465

(Sec. P. 14175-61)

Les Utilités de Jonquière, Limitée
Jonquière Utilities Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 17e jour d'août 1961, constituant en corporation: Hector Moore, opérateur, 10, rue Laval, Kénogami, Dame Léontine, Nault, ménagère, épouse commune en biens dudit Hector Moore, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, 10, rue Laval, Kénogami, et Paul-E. Fortin, 495, rue Montfort, Jonquière, pour les objets suivants:

Commerce de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles, sous le nom de « Les Utilités de Jonquière, Limitée — Jonquière Utilities Limited », avec un capital total de $40,000, divisé en 4,000 actions communes de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 10, rue Duval, Kénogami, district judiciaire de Chicoutimi.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 17e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59465-o

(Sec. P. 14489-61)

Vaillancourt & Frère Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes, en date du 20e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Antonio Vaillancourt, entrepreneur, 247, Dufferin, Granby, Philippe Vaillancourt, entrepreneur, 401, rue Lafontaine, Granby, et Marcel Courcy, charpentier-menuisier, 176, rue Court, Granby, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de constructeurs et d'entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de « Vaillancourt & Frère Ltée », avec un capital total de $50,000, divisé en 500 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 247, rue Dufferin, Granby, district judiciaire de Bedford.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
RAYMOND DOUVILLE.

59465-o

(Sec. P. 14276-61)

Waldox Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

treal, Stanley Cytrynbaum, advocate, 10 St. James Street, West, Montreal, and Anne Brown, secretary, spinster, 10 St. James Street West, Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment company, under the name of "Tynevale Investment Co. Ltd.", with a total capital stock of $1,000, divided into 1,000 shares of $1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59465-o

(P. Sec. 14175-61)

Les Utilités de Jonquière, Limitée
Jonquière Utilities Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 17th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Hector Moore, operator, 10 Laval Street, Kenogami, Dame Léontine Nault, housewife, wife common as to property of the said Hector Moore, and duly authorized by him for these presents, 10 Laval Street, Kenogami, and Paul-E. Fortin, advocate, 495 Montfort Street, Jonquière, for the following purposes:

To deal in parts and accessories for automotive vehicles, under the name of "Les Utilités de Jonquière, Limitée — Jonquière Utilities Limited", with a total capital stock of $40,000, divided into 4,000 common shares of $10 each.

The head office of the company will be at 10 Duval Street, Kenogami, judicial district of Chicoutimi.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59465

(P. Sec. 14489-61)

Vaillancourt & Frère Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 20th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Antonio Vaillancourt, contractor, 247 Dufferin, Granby, Philippe Vaillancourt, contractor, 401 Lafontaine Street, Granby, and Marcel Courcy, carpenter-joiner, 176 Court Street, Granby, for the following purposes:

To carry on a business as builders and general building contractors, under the name of "Vaillancourt & Frère Ltée", with a total capital stock of $50,000, divided into 500 shares of $100 each.

The head office of the company will be at 247 Dufferin Street, Granby, judicial district of Bedford.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
Assistant Secretary of the Province.

59465

(P. Sec. 14276-61)

Waldox Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent,

été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 24e jour d'août 1961, constituant en corporation: Horace Friedman, avocat, 400 ouest, rue Ontario, Montréal, Wolfe M. Friedman, avocat, 400 ouest, rue Ontario, Montréal, et Michelle Chagnon, secrétaire, célibataire, 400 ouest, rue Ontario, Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de plastiques, résines, substances catalytiques et chimiques, teintures, ciments, minéraux, fluides à frein, superphosphates, savons, fertilisants, peintures, vernis, pigments, polis, mordants, huiles, acides, charbon, coke, goudron, produits et dérivés d'icelui, tourbe, produits d'icelle, caoutchouc, marchandises et produits d'icelui, articles et composés séparés ou en combinaison et sous toutes les conditions et à toutes les stades de la préparation et de la fabrication, sous le nom de « Waldox Corporation », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et 380 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 7498, 19e avenue, cité de St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14545-61)

Wellington Garage Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 29e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Keith Monsarrat Laidley, avocat, 901, Carré Victoria, Montréal, Fréderick William Benn, avocat, 901, Carré Victoria, Montréal, et Michael Dennis, étudiant en droit, 901, Carré Victoria, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de véhicules-automobiles et agir comme garagistes, sous le nom de « Wellington Garage Limited », avec un capital total de $25,000, divisé en 2,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 700, rue de la Ferme, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14349-61)

Zorka Hosiery Mills Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du 15e jour de septembre 1961, constituant en corporation: Bernard Gardner, avocat, 412, Northcote Rd., Rosemère, Gabriel Glazer, avocat, 5850, avenue Souart, Montréal, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, 4840, avenue Bourret, Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'articles fabriqués de soie, coton, laine, nylon, rayon et autres fibres naturelles ou artificielles, sous le nom de « Zorka Hosiery Mills Ltd. », avec un capital total de $40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de $10 chacune et 200 actions privilégiées de $100 chacune.

bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Horace Friedman, advocate, 400 Ontario St. West, Montreal, Wolfe M. Friedman, advocate, 400 Ontario St. West, Montreal, and Michelle Chagnon, secretary, spinster, 400 Ontario St. West, Montreal, for the following purposes:

To deal in plastics, resins, catalysts, chemicals, dye stuffs, cements, minerals, brake fluid, superphosphates, soaps, fertilizers, paints, varnishes, pigments, polishes, stains, oils, acids, coal, coke, coal-tar, coal-tar products and derivatives, peat, peat products, rubber, rubber goods and products, articles and compounds separately or in combination and under all conditions and at all stages of preparation and manufacture, under the name of "Waldox Corporation", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of the par value of $1 each and 380 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at 7498, 19th Avenue, city of Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14545-61)

Wellington Garage Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Keith Monsarrat Laidley, advocate, 901 Victoria Sq., Montreal, Frederick William Benn, advocate, 901 Victoria Sq., Montreal, and Michael Dennis, law-student, 901 Victoria Sq., Montreal, for the following purposes:

To deal in motor vehicles and to act as garage-keepers, under the name of "Wellington Garage Limited", with a total capital stock of $25,000, divided into 2,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at 700 de la Ferme Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14349-61)

Zorka Hosiery Mills Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent, bearing date the 15th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, incorporating: Bernard Gardner, advocate, 412 Northcote Rd., Rosemère, Gabriel Glazer, advocate, 5850 Souart Ave., Montreal, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, 4840 Bourret Ave., Montreal, for the following purposes:

To deal in articles manufactured from silk, cotton, wool, nylon, rayon and other natural or artificial fibres, under the name of "Zorka Hosiery Mills Ltd.", with a total capital stock of $40,000, divided into 2,000 common shares of $10 each and 200 preferred shares of $100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 15e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

Lettres patentes supplémentaires

(P.G. 15383-60)

Marcus B. Antecol Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 18e jour de septembre 1961, à la compagnie « Hawkeye Corporation (Quebec) Limited », constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16e jour d'octobre 1958, changeant son nom en celui de « Marcus B. Antecol Limited ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 18e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14269-61)

The Association of Alumni of George Williams University

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de septembre 1961, à la compagnie « The Association of Alumni of Sir George Williams College », constituée en corporation en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes en date du 16e jour de septembre 1957, changeant son nom en celui de « The Association of Alumni of Sir George Williams University ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 7e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14284-61)

Jean B. Boutin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13e jour de septembre 1961, à la compagnie « Jean B. Boutin Inc. », 1° étendant ses pouvoirs; 2° augmentant son capital de $75,000 à $137,500, le capital-actions additionnel étant divisé en 125 actions ordinaires de $100 chacune et en 500 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 13e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 16319-59)

Café Restaurant de la Paix Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

Supplementary Letters Patent

(A.G. 15383-60)

Marcus B. Antecol Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Hawkeye Corporation (Quebec) Limited", incorporated in virtue of the said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated the 16th day of October, 1958, changing its name to that of "Marcus B. Antecol Limited".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 18th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14269-61)

The Association of Alumni of George Williams University

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Association of Alumni of Sir George Williams College", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 16th day of September, 1957, changing its name to that of "The Association of Alumni of Sir George Williams University".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14284-61)

Jean B. Boutin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 13th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to " Jean B. Boutin Inc.", 1. extending its power; 2. increasing its capital stock from $75,000 to $137,500, the additional share capital being divided into 125 common shares of $100 each and 500 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 13th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 16319-59)

Café Restaurant de la Paix Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary

été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961, à la compagnie « La Côte d'Azur Inc. », constituée par lettres patentes en date du 17 novembre 1959, changeant son nom en celui de « Café Restaurant de la Paix Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 6400-51)

Cordia Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 27e jour de septembre 1961, à la compagnie "Cordia Ltd.", 1° subdivisant et convertissant 200 de ses 400 actions ordinaires de $100 chacune en 1,000 actions privilégiées, catégorie « A », de $1 chacune et 190 actions privilégiées, catégorie « B », de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13637-61)

Damas Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juillet 1961, à la compagnie « Damas Investment Corp. », augmentant son capital de $1,000 à $7,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,200 actions privilégiées de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 10773-55)

Delta Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémenaitres, en date du 24 août 1961, à la compagnie « Paul Lefebvre Construction Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 6 avril 1955, changeant son nom en celui de « Delta Construction Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 24 août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13977-56)

Drummond Auto Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 septembre 1961, à la compagnie « Drummond Auto Electric Ltée », constituée par lettres patentes en date du 8

letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Côte d'Azur Inc.", incorporated by letters patent dated November 17, 1959, changing its name into that of "Café Restaurant de la Paix Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 6400-51)

Cordia Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 27th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Cordia Ltd.", 1. subdividing and converting 200 of its 400 common shares of $100 each into 1,000 class "A" preferred shares of $1 each and 190 class "B" preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 27th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13637-61)

Damas Investment Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Damas Investment Corp.", increasing its capital from $1,000 to $7,000 the additional capital stock being divided into 1,200 preferred shares of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 10773-55)

Delta Construction Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Paul Lefebvre Construction Ltée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated April 6, 1955, changing its name to "Delta Construction Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 24th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 13977-56)

Drummond Auto Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Drummond Auto Electric

janvier 1957, changeant son nom en celui de « Drummond Auto Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 29 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14159-61)

J. J. Dunn Investment Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 15 septembre 1961, à la compagnie « J. J. Dunn Investment Inc. »; 1° réduisant son capital de $40,000 à $8,000, le capital-actions annulé étant divisé en 320 actions ordinaires de $100 chacune; 2° augmentant son capital ainsi réduit de $8,000 à $208,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 2,000 actions privilégiées de $100 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 15 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 1619-29)

Grand'Mère Shoe Company, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 8e jour de septembre 1961, à la compagnie « Grand'Mère Shoe Company, Limited », 1° subdivisant ses 750 actions ordinaires de $100 chacune en 7,500 actions ordinaires de $10 chacune; 2° augmentant son capital de $75,000 à $275,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 20,000 actions privilégiées de $10 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 8e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 12026-61)

International Concrete Materials Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 20e jour de septembre 1961, à la compagnie « International Concrete Materials Inc. », 1. modifiant les dispositions de ses lettres patentes supplémentaires du 30 août 1960 par l'annulation des restrictions sur le transfert des actions; 2° subdivisant et convertissant ses 82,500 actions privilégiées de $10 chacune en 825,000 actions communes de $1 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 20e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14399-58)

Moore Chevrolet-Oldsmobile Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961, à la compagnie « Richelieu Automobile, Ltée », constituée en corporation par lettres patentes datées du 1er jour de décembre 1958, changeant son nom en celui de « Moore Chevrolet-Oldsmobile Ltée ».

Ltée", incorporated by letters patent dated January 8, 1957, changing its name into that of "Drummond Auto Ltée".

Guven at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 14159-61)

J. J. Dunn Investment Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "J. J. Dunn Investment Inc."; 1. reducing its capital stock from $40,000 to $8,000, the cancelled capital stock being divided into 320 common shares of $100 each; 2. increasing its capital stock thus reduced from $8,000 to $208,000, the additional capital stock being divided into 2,000 preferred shares of $100 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 1619-29)

Grand'Mère Shoe Company, Limited

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 8th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Grand' Mère Shoe Company, Limited", 1. subdividing its 750 common shares of $100 each into 7,500 common shares of $10 each; 2. increasing its capital from $75,000 to $275,000, the additional capital stock being divided into 20,000 preferred shares of $10 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 12026-61)

International Concrete Materials Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "International Concrete Materials Inc.", 1. altering the provisions of its supplementary letters patent of August 30, 1960 by cancelling the restrictions concerning the transfer of its shares; 2. subdividing and converting its 82,500 preferred shares of $10 each into 825,000 common shares of $1 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 20th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14399-58)

Moore Chevrolet-Oldsmobile Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Richelieu Automobile, Ltée", incorporated by letters patent dated the 1st day of December, 1958, changing its name to that of "Moore Chevrolet-Oldsmobile Ltée".

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14202-61)

Poisson Petroleum Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour d'août 1961, à la compagnie « Asbestos Petroleum Service Inc. », constituée par lettres patentes en date du 13 juin 1961, changeant son nom en celui de « Poisson Petroleum Service Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 21e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P.G. 11647-61)

Produits Dunham Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 septembre 1961, à la compagnie « Produits Astra Ltée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 24 mars 1961, changeant son nom en celui de « Produits Dunham Ltée ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 12 septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 10899-61)

Restaurant C'est la Vie Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 21e jour de juillet 1961 à la compagnie « B. B. Bar-B-Q. Inc. », constituée en corporation par lettres patentes datées du 13e jour de juin 1957, changeant son nom en celui de « Restaurant C'est la Vie Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 21e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 12989-60)

Saguenay Country Club

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de septembre 1961, à la compagnie « Saguenay Country Club », étendant ses pouvoirs en augmentant la valeur des biens immobiliers que ladite corporation peut posséder, de $100,000 à $500,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 29e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13638-61)

Sardus Investments Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14202-61)

Poisson Petroleum Service Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of August, 1961, habe been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Asbestos Petroleum Service Inc.", incorporated by letters patent dated June 13, 1961, changing its name into that of "Poisson Petroleum Service Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(A.G. 11647-61)

Produits Dunham Ltée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Produits Astra Ltée" incorporated by letters patent dated dated March 24, 1961, changing its name into that of "Produits Dunham Ltée".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 10899-61)

Restaurant C'est la Vie Inc.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "B. B. Bar-B-Q. Inc.", incorporated by letters patent dated the 13th day of June, 1957, changing its name to that of "Restaurant C'est la Vie Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 21st day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 12989-60)

Saguenay Country Club

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Saguenay Country Club", extending its powers by increasing the value of the immoveable property which the said corporation may hold, from $100,000 to $500,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 29th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13638-61)

Sardus Investments Ltd.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 17th day of

province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 17e jour de juillet 1961, à la compagnie « Sardus Investments Ltd. », augmentant son capital de $1,000 à $7,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 1,200 actions privilégiées de $5 chacune.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17e jour de juillet 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14103-61)

La Sauvegarde de l'Enfance

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 7e jour de septembre 1961, à la corporation « La Sauvegarde de l'Enfance », étendant ses pouvoirs par l'augmentation du montant auquel sont limités les biens immobiliers que peut posséder ladite corporation, de $100,000 à $400,000.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 7e jour de septembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 6688-51)

Simard Express Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé, par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 12 octobre 1961, à la compagnie « Simard Express Limitée », étendant ses pouvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 12 octobre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13396-61)

Veterans' Building Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 29e jour de juin 1961, à la compagnie « The Army and Navy Veterans, Quebec Unit No 33, Building Association Inc. », constituée en corporation en vertu de la 3e partie de ladite Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes datées du 17e jour de septembre 1930, changeant son nom en celui de « Veterans' Building Association Inc. ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 9e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13684-61)

Yogo Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 11e jour d'août 1961, à la compagnie « Montreal District Realty Corporation », constituée en corporation par lettres patentes en date du 14e jour de janvier 1935, 1° changeant son nom en celui de « Yogo Investment Corp. », 2° modifiant ses pourvoirs.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 11e jour d'août 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465 RAYMOND DOUVILLE.

July, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Sardus Investments Ltd.", increasing its capital from $1,000 to $7,000, the additional capital stock being divided into 1,200 preferred shares of $5 each.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 17th day of July, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14103-61)

La Sauvegarde de l'Enfance

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 7th day of September, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "La Sauvegarde de l'Enfance", extending its powers by increasing the amount to which the value of the immoveable property which said corporation may hold from $100,000 to $400,000.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 7th day of September, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 6688-51)

Simard Express Limitée

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 12th day of October, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Simard Express Limitée", extending its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 12th day of October, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13396-61)

Veterans' Building Association Inc.

Notice is hereby given that, under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 29th day of June, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "The Army and Navy Veterans, Quebec Unit No. 33, Building Association Inc.", incorporated in virtue of Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated the 17th day of September, 1930, changing its name to that of "Veterans' Building Association Inc.".

Given at the office of the Provincial Secretary, this 9th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13684-61)

Yogo Investment Corp.

Notice is hereby given that, under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of August, 1961, have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to "Montreal District Realty Corporation", incorporated by letters patent dated the 14th day of January, 1935, 1. changing its name to that of "Yogo Investment Corp.", 2. modifying its powers.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 11th day of August, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465-o *Assistant Secretary of the Province.*

Arrêtés en Conseil

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2174

Québec, le 2 novembre 1961.

Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT l'adoption des règlements et du formulaire de la « Loi de l'amélioration des fermes. »

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre de l'agriculture et de la colonisation:

QUE soient adoptés les règlements et le formulaire ci-annexés, conformément à la Loi de l'amélioration des fermes (9-10 Elizabeth II, chapitre 55, 1961), administrée par L'Office du crédit agricole du Québec.

L. DÉSILETS,
Greffier du Conseil Exécutif.

RÈGLEMENTS CONCERNANT LA LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

(9-10 Elizabeth II, chapitre 55, sanctionnée le 10 juin 1961.)

Les présents règlements (ci-après appelés « les règlements ») s'appliquent à l'administration par l'Office du crédit agricole du Québec, de la « Loi de l'amélioration des fermes » (ci-après appelée « La Loi »).

Le terme « Office » dans les règlements ci-après mentionnés, désigne l'Office du crédit agricole du Québec.

1° *Définitions: a) Fins connexes à l'agriculture:* (Réf. article 2, paragraphe *a* de la Loi) Comprennent l'aviculture et l'industrie porcine pratiquées sur un emplacement de petite étendue, mais répondant par ailleurs aux autres dispositions de la Loi; elles ne comprennent pas l'apiculture ni l'élevage des lapins ou d'animaux à fourrure.

b) Animaux reproducteurs: (Réf. article 4, paragraphe *a* de la Loi) Comprennent les sujets mâles et femelles de tout âge destinés à la formation ou à l'amélioration d'un troupeau d'espèce bovine, porcine ou ovine et acquis en vue de la reproduction.

c) Instruments aratoires, outillage ou machinerie agricole: (Réf. article 4, paragraphe *b* de la Loi) Signifie les outils, instruments, appareils, machines d'une espèce non habituellement fixée aux biens-fonds ou immeubles, destinés à être employés sur une ferme, ainsi que les véhicules utilisés dans les exploitations agricoles, y compris les tracteurs de ferme, mais à l'exception de tout autre véhicule automobile au sens du Code de la route. Sans restreindre la portée générale de ce qui précède, ces expressions comprennent entre autres les charrues, herses de tous genres, épandeurs, semoirs, planteurs, cultivateurs, rouleaux, faucheuses, moissonneuses, lieuses, batteuses, moissonneuses-batteuses, râteaux, chargeuses, presses à foin, fourragères, monte-charge, trayeuses, écremeuses, ensileurs, arracheuses, conditionneurs, moteurs, bancs de scie, scies mécaniques, classificateurs, bidons à lait et refroidisseurs à lait. Sont compris aussi les articles avicoles tels que: incubateurs, éleveuses, trémies, abreuvoirs, laveuses ou nettoyeuses d'œufs et machines à plumer.

Orders in Council

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2174

Quebec, November 2, 1961.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the adoption of by-laws and the formulary of the "Farm Improvement Act."

IT IS ORDAINED, upon the proposition of the Honourable the Minister of Agriculture and Colonization:

THAT the by-laws and formulary annexed hereto be adopted pursuant to the Farm Improvement Act (9-10 Elizabeth II, chapter 55, 1961), administrated by the Quebec Farm Credit Bureau.

L. DÉSILETS,
Clerk of the Executive Council.

REGULATIONS REGARDING THE FARM IMPROVEMENT ACT

(9-10 Elizabeth II, chapter 55, assented to June 10, 1961.)

These regulations (hereinafter called "the regulations") shall apply to the administration by the Quebec Farm Credit Bureau, of the Farm Improvement Act (hereinafter called "the Act").

The term "Bureau", in the regulations hereinafter mentioned, means the Quebec Farm Credit Bureau.

1. *Definitions: a) Purposes connected with agriculture:* (Ref. section 2, paragraph *a* of the Act) Include aviculture and pig raising carried on on a property small in extent but otherwise complying with the other provisions of the Act; bee keeping, rabbit raising and fur farming are excluded.

b) Breeding stock: (Ref. section 4, paragraph *a* of the Act) Includes males and females of any age intended to form or improve a bovine, porcine or ovine herd, and acquired for breeding purposes.

c) Farm implements, agricultural equipment or machinery: (Ref. section 4, paragraph *b* of the Act) Means tools, implements, appliances and machines of a kind not usually attached to real estate or immoveable property, intended to be used on a farm, as well as the vehicles used in farming, including farm tractors but excluding any other motor vehicle within the meaning of the Highway Code. Without restricting the generality of the foregoing, such expressions include, among other things, ploughs, harrows of all kinds, spreaders, seeders, planting-machines, cultivators, rollers, mowers, harvesters, binders, threshers, combine-harvesters, rakes, hay-loaders, baling-presses, forage harvesters, elevators, milking machines, separators, ensilors, grubbers, conditioners, motors, circular saws, chain saws, classifiers, milk cans and milk coolers. Included also are such avicultural articles as: incubators, brooders, feeding boxes, drinking-troughs, egg washers or cleaners and plucking machines.

Sont exclus les béliers mécaniques (« bulldozers »), de même que les moteurs de chaloupes.

d) Amélioration de bâtiments de ferme: (Réf. article 7, paragraphe 2° de la Loi) Comprend les annexes ou les additions à l'extérieur ou à l'intérieur des constructions, l'achat, le montage, la réparation ou l'amélioration des installations de chauffage, y compris les chauffe-eau, les grosses réparations telles la réfection d'une fondation ou d'une cave, celle d'un mur entier ou d'une toiture ou couverture complète, la réfection d'une cuisine et l'aménagement d'une salle de bain, y compris l'égout et la fosse septique.

2° *Date d'entrée en vigueur:* Le prêt consenti à un agriculteur au sens de la Loi doit concerner des achats d'animaux reproducteurs, d'instruments aratoires ou d'outillage ou machinerie agricole effectués depuis le 10 juin 1961 ou des améliorations de ferme commencées depuis le 10 juin 1961.

3° *Mise de fonds requise:* Le montant prêté à l'emprunteur ne doit pas dépasser le pourcentage suivant du prix d'achat ou du coût des travaux:

a) Animaux reproducteurs: 75%;

b) Instruments aratoires, outillage ou machinerie agricole — articles neufs: 66 2/3%;

c) Instruments aratoires, outillage ou machinerie agricole — articles usagés: 60%;

d) Améliorations sur le fonds de terre spécifiées au paragraphe 1° de l'article 7 de la Loi: 75%;

e) Construction ou amélioration de bâtiments spécifiées au paragraphe 2° de l'article 7 de la Loi: 90%;

f) Matériel agricole, approvisionnement d'eau potable, une filerie électrique, spécifiés aux paragraphes 3°, 4° et 5° de l'article 7 de la Loi: 75%.

Le coût de travaux peut être basé sur une estimation quand le montant exact est indéterminé.

4° *Nécessité du prêt:* L'emprunteur ne doit pas posséder en argent et en valeurs mobilières réalisables les disponibilités requises pour défrayer lui-même en entier le coût des achats ou améliorations faisant l'objet du prêt sollicité.

Si ses disponibilités dépassent la mise de fonds requise sans toutefois atteindre le coût total, le prêt devra être limité à l'insuffisance des disponibilités.

Toute personne qui demande un prêt doit déclarer dans sa demande ses disponibilités en argent et en valeurs mobilières réalisables.

5° *Taux d'intérêt sur les prêts:* (Réf. article 10 de la Loi) Les prêteurs ne pourront exiger un taux d'intérêt supérieur à 6% l'an sur le principal impayé. Dans le cas de prêts assurés, les prêteurs devront indiquer le taux d'intérêt, sans inclure le taux d'assurance-prêt.

6° *Demande de prêt: a)* Toute personne qui demande un prêt doit présenter une demande signée selon la formule MT — 1, laquelle doit être examinée et vérifiée par un fonctionnaire responsable du prêteur, avec le soin que son employeur exige de lui dans la conduite de ses opérations ordinaires et, si le prêt est consenti, ledit fonctionnaire doit attester qu'au meilleur de sa connaissance les conditions et les fins du prêt sont de nature à justifier le remboursement de 3% d'intérêt et la garantie en faveur du prêteur.

b) Les emprunteurs devront utiliser une formule de demande d'emprunt distincte (MT — 1) pour chacune des trois fins suivantes: achat d'animaux reproducteurs, achat d'instruments aratoires, améliorations de ferme.

Bulldozers and motors for boats are excluded.

d) Improvement of farm buildings: (Ref. section 7, paragraph 2 of the Act) Includes extensions or additions to the outside or inside of structures, the purchase, installation, repair or improvement of heating systems, including water heaters, major repairs such as the remaking of a foundation or cellar, or of an entire wall, roof or covering, the remaking of a kitchen and the installation of a bathroom, including drain and septic tank.

2. *Date of coming into force:* The loan granted to a farmer according to the Act must relate to purchases of breeding stock, farm implements or agricultural equipment or machinery made after June 10, 1961, or farm improvements begun after June 10, 1961.

3. *Equity required:* The amount loaned to a borrower shall not exceed the following percentage of the purchase price or cost of the works:

a) Breeding stock: 75%;

b) Farm implements, agricultural equipment or machinery — new articles: 66 2/3%;

c) Farm implements, agricultural equipment or machinery — used articles: 60%;

d) Improvement of the land as specified in paragraph 1 of section 7 of the Act: 75%;

e) Erection or improvement of buildings as specified in paragraph 2 of section 7 of the Act: 90%;

f) Farm equipment, drinking-water supply system or electric wiring, as specified in paragraphs 3, 4 and 5 of section 7 of the Act: 75%.

The cost of works may be ascertained by reference to an estimate when actual cost is uncertain.

4. *Necessity of loan:* The borrower must not be possessed of sufficient available funds in cash and marketable securities to defray himself the whole of the cost of the purchases or improvements for which the loan is required.

If his available funds exceed the equity required but are less than the total cost, the loan shall be limited to the insufficiency of the available funds.

Every applicant for a loan shall declare in his application his available funds.

5. *Rate of interest on loans:* (Ref. section 10 of the Act) Lenders shall not charge a rate of interest exceeding 6% per annum on the unpaid principal. In the case of insured loans, lenders shall specify the rate of interest without including the rate of loan insurance.

6. *Application for loan: a)* Every applicant for a loan shall file a signed application in accordance with form MT — 1, which application shall be scrutinized and checked by a responsible officer of the lender with the same care as his employer expects of him in the conduct of its ordinary business and, if the loan is granted, the said officer shall certify that to the best of his knowledge the conditions and purposes of the loan are such as to justify the repayment of 3% interest and the guarantee in favour of the lender.

b) Borrowers must use a separate loan application form (MT — 1) for each of the following three purposes: purchase of breeding stock, purchase of farm implements, farm improvements.

7° *Preuve de prêt:* a) L'Office aura le droit d'enquête sur le prêt et sur l'utilisation de la somme empruntée tant chez l'emprunteur que chez le prêteur.

b) L'emprunteur doit fournir au prêteur des reçus, factures ou chèques acquittés ou autres pièces justificatives attestant que le prix d'achat des animaux reproducteurs ou des instruments aratoires ou de l'outillage ou de la machinerie agricole a été payé au fournisseur.

8° *Transport à un tiers-agriculteur:* (Ref. article 13 de la Loi) Lorsqu'un tiers-agriculteur prend à sa charge les obligations d'un emprunteur, il doit transmettre à l'Office, dans les trente jours deux copies conformes de son contrat avec l'emprunteur et un certificat, en duplicata, selon la formule MT—2 établissant qu'il est un agriculteur au sens de la Loi. L'Office transmet par la poste au prêteur un exemplaire de chacun de ces documents.

Dans les présents règlements, le terme « emprunteur » comprendra le tiers-agriculteur qui a pris à sa charge les obligations de l'emprunteur.

9° *Billet ou reconnaissance de dette:* Les billets et les reconnaissances de dette doivent être conformes à la formule MT — 3 ou MT — 4, selon le cas.

10. *Expédition des demandes et des rapports:* a) Les prêteurs doivent expédier à l'Office un exemplaire de chaque formule de demande d'emprunt et de remboursement d'intérêt (formule MT — 1) dans le cours du mois suivant celui où le déboursé final du prêt a été effectué. Ces exemplaires doivent être transmis avec un rapport mensuel sur la formule MT — 5.

b) L'Office fera parvenir à chaque prêteur, en duplicata, aux mois de mars et de septembre de chaque année, un état de chaque prêt indiquant entre autres la portion d'intérêt susceptible d'être remboursée à l'acquit de l'emprunteur. Cet état devra être vérifié et corrigé, s'il y a lieu, par un fonctionnaire responsable du prêteur et ré-expédié signé à l'Office dans le cours du mois suivant. En même temps, chaque prêteur doit transmettre à l'Office un rapport des prêts en défaut suivant formule MT — 6.

11° *Infractions:* Lorsqu'un prêteur découvre qu'une déclaration dans une demande de prêt est fausse sur un point essentiel ou qu'un emprunteur a affecté ou affecte le produit d'un prêt à une fin autre que celle qui est spécifiée dans la demande, le prêteur peut prendre toute action qu'il juge appropriée dans les circonstances, et il doit immédiatement faire un rapport complet à l'Office qui peut demander au prêteur de prendre toute mesure nouvelle ou supplémentaire qu'il peut prescrire.

12° *Garantie du gouvernement:* a) La garantie du gouvernement envers le prêteur lui est acquise par le seul effet de la Loi.

b) Lorsque, en dépit du fait qu'une demande a été examinée et vérifiée par un fonctionnaire responsable de la banque ou de la caisse populaire avec le soin que le prêteur exige de lui dans la conduite des opérations ordinaires, il est découvert qu'un prêt a été obtenu au moyen d'une fausse déclaration sur un point essentiel ou que le produit du prêt a été affecté ou est affecté à une fin autre que celle spécifiée dans la demande de prêt, la responsabilité du gouvernement envers le prêteur sous le régime de la Loi ne sera point dégagée pour cette raison.

13° *Revision des termes du prêt:* a) Lorsqu'un emprunteur se déclare incapable de remplir ses

7. *Proof of loan:* a) The Bureau shall have the right to investigate, as to the borrower and as to the lender, with respect to the loan and the use made of the amount borrowed.

b) The borrower shall furnish the lender with receipts, invoices, cancelled cheques or other vouchers establishing that the purchase price of the breeding stock or farm implements or agricultural equipment or machinery has been paid to the supplier.

8. *Transfer to third party farmer:* (Ref. section 13 of the Act) When a farmer who is a third party assumes the obligations of the borrower, he shall furnish to the Bureau, within thirty days two true copies of his contract with the borrower and a certificate, in duplicate, on form MT — 2 establishing that he is a farmer within the meaning of the Act. The Bureau shall mail one of each of these documents to the lender.

In these regulations the term "borrower" shall include a third party farmer who has assumed the obligations of a borrower.

9. *Promissory notes and acknowledgments of debt:* Promissory notes and acknowledgments of debt must be made in accordance with form MT — 3 or MT — 4, as the case may be.

10. *Forwarding of applications and reports:* a) Lenders shall mail to the Bureau a copy of each application form MT — 1 within the month following that in which the final disbursement of the loan was made. These copies shall be mailed with a monthly report on form MT — 5.

b) The Bureau shall mail to each lender, in the months of March and September of each year, a statement in duplicate of each loan showing, among other things, the portion of interest that may be repaid for the credit of the borrower. Such statement shall be verified and corrected, if necessary, by a responsible officer of the lender, signed by him and mailed to the Bureau within the following month. At the same time, each lender shall mail to the Bureau a report on loans in default according to form MT — 6.

11. *Infringements:* When a lender finds that a declaration in an application for a loan is false in an essential particular, or that a borrower has used or is using the proceeds of a loan for a purpose other than that specified in the application, the lender may take any action it deems expedient in the circumstances and shall immediately make a full report to the Bureau and the latter may require the lender to take any further or supplementary measures it may prescribe.

12. *Government guarantee:* a) The guarantee of the Government in favour of the lender subsists by the sole effect of the Act.

b) Whenever, despite the fact that an application has been scrutinized and checked by a responsible officer of the lender with the care required of him by the lender in the conduct of its ordinary business, it is established that a loan has been obtained through a false declaration on an essential particular or that the proceeds of the loan have been used for a purpose other than that specified in the loan application, the liability of the Government to the lender under the Act shall not for that reason be discharged.

13. *Readjustment of the terms of the loan:* a) When a borrower declares that he is unable to

obligations à échéance, le prêteur peut conclure avec lui de nouvelles conventions pour faciliter le remboursement de l'emprunt contracté. Dans ce cas, l'emprunteur continue de bénéficier du remboursement d'intérêt, pourvu que le délai accordé ne prolonge pas la durée du prêt au delà du terme fixé par l'article 5 ou 8 de la Loi, selon le cas, et que le prêt soit toujours remboursable par versements égaux et consécutifs, mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels.

b) Lorsqu'à l'expiration du terme prévu à l'article 5 ou à l'article 8 de la Loi, un emprunteur n'a pas acquitté en entier ses obligations et que le prêteur lui accorde terme pour l'acquittement du solde du prêt, l'emprunteur n'a plus le droit au remboursement d'intérêt, mais le prêteur continue de bénéficier de la garantie.

c) Tout terme ainsi accordé doit être notifié à l'Office par lettre ordinaire transmise par le prêteur, dans un délai d'un mois.

14° *Procédure en cas de défaut:* Lorsqu'un emprunteur est en défaut à l'égard d'un versement et que le solde du prêt devient exigible, le prêteur peut prendre les moyens qu'il juge opportuns

a) en vue d'effectuer le recouvrement du prêt,
b) en vue d'obtenir toute garantie supplémentaire,
c) en vue de réaliser sa garantie, ou
d) en vue d'en venir à un compromis avec toute personne autre que l'emprunteur ou de lui faire quelque concession,

le tout sans préjudice de la responsabilité du gouvernement envers le prêteur en vertu de la Loi.

15° *Réclamation: a*) Une réclamation pour perte subie par un prêteur en conséquence d'un prêt garanti en vertu de la Loi peut être expédiée, en tout temps, à l'Office, suivant la formule MT — 7, pourvu qu'un délai de 90 jours se soit écoulé à compter de la date où le solde du prêt est devenu exigible.

b) Le montant de la perte subie par le prêteur doit comprendre

(i) le montant impayé du prêt;
(ii) l'intérêt couru, mais non perçu, jusqu'à ce que le paiement de la réclamation soit approuvé;
(iii) tous frais taxés ou taxables non perçus ainsi que tous déboursés relatifs ou accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et
(iv) les honoraires, dépens et déboursés judiciaires, taxables ou non, que le prêteur a réellement effectués, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ou en protégeant les intérêts du gouvernement, mais seulement dans la mesure du montant que le procureur général adjoint alloue.

c) L'Office doit dans les 60 jours qui suivent la réception d'une réclamation en approuver le paiement, pourvu que le prêt et la réclamation aient été effectués en conformité de la Loi et des présents règlements, et le paiement doit être fait sans tarder.

d) Lors du paiement d'une perte relative à un prêt garanti par la Loi, le prêteur doit émettre un reçu selon la formule MT — 8 et l'expédier à l'Office avec le billet ou la reconnaissance de dette signé par l'emprunteur, ce billet devant être endossé par le prêteur au gouvernement, sans recours, et la reconnaissance de dette devant être transportée au gouvernement, sans garantie; et le prêteur devra transporter au gouvernement, aux frais de ce dernier, toute garantie détenue pour le paiement du prêt.

Québec, le 26 octobre 1961.

meet his obligations at maturity, the lender may make a new agreement with him to facilitate repayment of the loan. In such case, the borrower shall continue to benefit by the repayment of interest, provided that the delay granted does not extend the duration of the loan beyond the time fixed in section 5 or section 8 of the Act, as the case may be, and that the loan is always repayable in equal and consecutive monthly, quarterly, semi-annual or annual payments.

b) When, at the end of the period prescribed in section 5 or in section 8 of the Act, a borrower has not discharged his obligations in full and the lender grants him a delay to pay the balance of the loan, the borrower is no longer entitled to the repayment of interest, but the lender shall continue to benefit by the guarantee.

c) Any delay so granted shall be notified by the lender to the Bureau by ordinary letter, within one month.

14. *Procedure in case of default:* When a borrower is in default with respect to a payment and the balance of the loan becomes payable, the lender may take such measures as it considers advisable

a) to effect collection of the loan,
b) to obtain any additional security,
c) to realize on its security, or
d) to effect any compromise with or grant any concession to any person other than the borrower,

the whole without discharging the liability of the Government to the lender under the Act.

15. *Claims: a*) A claim for loss incurred by a lender in consequence of a loan guaranteed under the Act may be mailed at any time to the Bureau, pursuant to form MT — 7, provided that a delay of 90 days has elapsed from the date when the balance of the loan became payable.

b) The amount of the loss incurred by the lender shall include

(i) the unpaid amount of the loan;
(ii) interest accrued but unpaid up to the time when the claim is approved for payment;
(iii) any unpaid taxed or taxable costs and any disbursements for or incidental to legal or other proceedings in connection with the loan; and
(iv) the legal fees, costs and disbursements, taxable or not, that the lender has actually incurred, whether there has been litigation or not, in recovering or endeavouring to recover unpaid loan or in protecting the interests of the Government, but only to the extent of the amount allowed by the Deputy Attorney General.

c) Within 60 days after receipt of a claim, the Bureau shall approve payment thereof, provided that the loan and the claim were made in conformity with the Act and these regulations, and payment shall be made without delay.

d) Upon payment of the loss in respect of a loan guaranteed under the Act, the lender shall execute a receipt in accordance with form MT — 8 and mail it to the Bureau with the promissory note or acknowledgment of debt signed by the borrower, such note to be endorsed by the lender to the Government, without recourse, and such acknowledgment of debt to be transferred to the Government, without warranty; and the lender shall transfer to the Government, at the expense of the latter, any security held for the loan.

Quebec, October 26, 1961.

L'EMPRUNTEUR DOIT REMPLIR ET SIGNER EN DUPLICATA CETTE FORMULE. **FORMULE MT — 1**

PROVINCE DE QUÉBEC

Espace réservé au Service de l'amélioration des fermes de l'Office du Crédit Agricole du Québec
Dossier numéro:

DEMANDE DE PRÊT EN VERTU DE LA LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

Si l'emprunteur a déjà fait une demande de remboursement d'intérêt, indiquer le No qui lui a été assigné par le Service de l'amélioration des fermes:

Pour le prêteur
Numéro de la demande:

À la..... .....
(Nom du prêteur) (Nom de l'emprunteur)

....
(Succursale) (Adresse complète)

Né le.....19.....

(1) Je fournis les renseignements suivants en vue d'obtenir de vous un prêt de $.....

..... en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes, au taux d'intérêt de .....% l'an.

Le principal de ce prêt sera remboursable en.....versements.....
(Nombre)

.....égaux et
(Mensuels, trimestriels, semi-annuels ou annuels)

consécutifs de $..... avec en outre l'intérêt couru sur le solde impayé pendant une

période de..... le premier versement deviendra échu le.....
(Durée du prêt)

.....19.....

(2) J'utiliserai ce prêt uniquement pour les fins suivantes:

(Pour l'achat d'animaux reproducteurs, indiquer le nombre, l'espèce, si enregistrés ou non, mentionner si bovins laitiers ou de boucherie, etc.; pour l'achat d'instruments aratoires ou d'outillage agricole, spécifier l'article, le nombre, mentionner si neufs ou usagés, etc.; pour les améliorations telles que drainage, défrichement, épierrement et nivellement, indiquer la superficie améliorée pour chaque fin et le montant du prêt destiné à chacune; pour les bâtiments à construire en spécifier les dimensions et les matériaux; pour les améliorations à effectuer aux bâtiments en fournir les détails).

Description	Coût	Prêt destiné à cette fin
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
	Total:	

Je déclare que les objets achetés ou à être achetés avec le produit de l'emprunt seront utilisés pour l'exploitation de ma ferme ou que les améliorations ci-dessus décrites y ont été ou y seront effectuées.

Ce prêt est sur billet / reconnaissance de dette.
(Rayez les mots inutiles)

Il sera garanti par cession/nantissement agricole/hypothèque.
(Rayez les mots inutiles)

TO BE COMPLETED AND SIGNED IN DUPLICATE BY THE APPLICANT. FORM MT — 1

PROVINCE OF QUEBEC

Space reserved for the Farm Improvement Branch of the Quebec Farm Credit Bureau
File number:

APPLICATION FOR LOAN UNDER THE FARM IMPROVEMENT ACT

If the borrower has already made application for the repayment of interest, state the number which was assigned to him by the Farm Improvement Branch:

For the lender
Application number:

To the..... .....
(Name of lender) (Name of applicant)

....
(Branch) (Complete address)

Date of birth..... 19.....

(1) I submit the following information for the purpose of obtaining from you a loan of $..... ..... under the provisions of the Farm Improvement Act, with interest at the rate of.....% per annum. The principal of this loan will be repayable in .....
(Number)
equal, consecutive and.....
(Monthly, quarterly, semi-annual or annual)
..... instalments of $..... plus the interest accrued on the unpaid balance for a period of..... The first instalment to become due
(Duration of loan)
on the.....19.....

(2) I will use this loan exclusively for the following purposes:

(For the purchase of breeding stock, state the number, species, if registered or not, state if dairy or beef cattle, etc.; for the purchase of farm implements, agricultural equipment or machinery, specify the article, the number, state if new or used, etc.; for improvements such as drainage, clearing of land, removal of stones and levelling, give the improved acreage for each purpose and the amount of the loan intended for each; for the erection of buildings, specify measurements and materials; for improvements to buildings, give particulars).

Description	Cost	Loan to be used for such purpose
.....	$.....	$.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
.....	.....	.....
Total:		

I declare that the articles purchased or to be purchased with the proceeds of this loan will be used for the operation of my farm or that the improvements above described have been or will be carried out thereon.

This loan is made on a promissory note/an acknowledgment of debt.
(Strike out words not required)

It will be secured by assignment/agricultural pledge/hypothec.
(Strike out words not required)

(3) Je suis propriétaire ou détenteur d'un billet de location de la ferme dont voici la désignation cadastrale dans le comté: (Rayez les mots inutiles)

.....

(A) Numéro de lot	Rang	Paroisse ou municipalité	Canton	Superficie totale (Ac. ou arpts)	Superficie en culture (Ac. ou arpts)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(B) Je déclare que le ou les lots indiqués ci-dessus sont grevés des charges, hypothèques, rentes ou privilèges, taxes ou impôts arriérés suivants:

Nom du créancier hypothécaire:	Montant	Paiements arriérés:	Montant
.....	$.....	En principal	$.....
.....	$.....	En intérêts	$.....
.....	$.....	En taxes ou impôts	$.....
Rentes ou Privilèges:		Total des charges, y compris impôts arriérés	$.....
..... (Détails)	.....		

(C) Si certains lots sont hypothéqués en faveur de l'Office du Crédit Agricole du Québec, indiquez No du prêt:.....

(D) Évaluation municipale de mes lots: $.....

(E) Assurance-incendie sur mes bâtisses: $.....

(4) Je tiens feu et lieu en permanence sur ma ferme depuis..... (Mois) 19.....

(5) Je cultive moi-même ma ferme depuis..... (Mois) 19.....

et mon occupation principale consiste à exploiter cette ferme. Auparavant, j'ai cultivé une terre située à..... (Municipalité et comté) pendant..... ans.

(Lorsqu'un emprunteur a déjà obtenu un prêt dans les douze mois, sous l'empire de la présente loi provinciale, ou lorsque la demande n'excède pas $500. et que l'emprunteur est bien connu du prêteur, il n'est pas nécessaire de remplir les Nos 6, 7, 8, 9, 10 et 11 ci-après.)

(6) La superficie cultivée sur ma ferme se répartissait l'année dernière ou se répartit actuellement comme suit:

..... acres/arpents en foin ..... acres/arpents en patates ..... acres/arpents en verger

..... acres/arpents en grain ..... acres/arpents en autres légumes ..... acres/arpents en paturage temporaire

..... acres/arpents en ensilage ..... acres/arpents en petits fruits ..... acres/arpents en autres cultures

(7) Je possède:	Valeur présente	(8) Mes dettes (autres que celles qui sont garanties par la terre décrite ci-dessus) sont:	Montant
..... vaches	$.....	Sur les animaux de ferme	$.....
..... autres bestiaux	$.....	Sur tracteur	$.....
..... chevaux	$.....	Sur batteuse ou moissonneuse-batteuse	$.....
..... porcs	$.....	Sur autres instruments	$.....
..... moutons	$.....	Sur automobile	$.....
..... volailles	$.....	Sur camion	$.....
..... tracteur	$.....	Aux Banques et Caisses Populaires	$.....
..... batteuse	$.....	Aux compagnies de finance	$.....
..... moissonneuse-batteuse	$.....	Aux magasins et coopératives	$.....
..... presse à foin	$.....	Aux médecins et hôpitaux	$.....
..... outillage de sucrerie	$.....	Pour moulées	$.....
..... autres instruments	$.....	En impôts	$.....
..... automobile	$.....	Autres dettes (spécifiez)	$.....
..... camion	$.....	.....	$.....
Total:	$	Total:	$

(3) I am the owner of or the holder of a location ticket on the farm of which the cadastral description follows, in the county of (Strike out words not required)

.....

(A) Lot number	Range	Parish or municipality	Township	Total area (Acres or arpts)	Area under cultivation (Acres or arpts)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

(B) I declare that the above-mentioned lot or lots are subject to the following encumbrances, hypothecs, rents or privileges, taxes or arrears of taxes:

Name of hypothecary creditor:	Amount	Payments in arrears:	Amount
.....	$.....	Principal	$.....
.....	$.....	Interest	$.....
.....	$.....	Taxes	$.....
Rents or privileges:		Total encumbrances including overdue taxes	$.....
..... (Particulars)	.....		

(C) If some lots are hypothecated in favour of the Quebec Farm Credit Bureau, state file No. of loan: .....

(D) Municipal valuation of my lots: $.....

(E) Fire insurance on my buildings: $.....

(4) I have lived permanently on my farm since ..... (Month) 19.....

(5) I have cultivated my farm myself since ..... (Month) 19..... and my principal occupation consists in cultivating this farm. I have previously farmed land located at ..... (Municipality and County) for..... years.

(Where a borrower has already been granted a loan within the last twelve months under the provision of the Quebec Farm Improvement Act or where an application for a loan does not exceed $500. and the borrower is well known to the lender, Nos 6, 7, 8, 9, 10 and 11 below need not be filled in.)

(6) The area cultivated on my farm was divided last year or is divided at present as follows:

..... acres/arpents in hay	..... acres/arpents in potatoes	..... acres/arpents of orchard
..... acres/arpents in grain	..... acres/arpents in other vegetables	..... acres/arpents of temporary pasture
..... acres/arpents in silage	..... acres/arpents in small fruits	..... acres/arpents in other crops

(7) I own:

	Present value
..... Cows	$.....
..... Other cattle	$.....
..... Horses	$.....
..... Hogs	$.....
..... Sheep	$.....
..... Poultry	$.....
..... Tractor	$.....
..... Thresher	$.....
..... Combine	$.....
..... Hay baler	$.....
..... Sugaring equipment	$.....
..... Other implements	$.....
..... Motor car	$.....
..... Truck	$.....
Total:	$

(8) My debts (other than those secured upon the land described above) are:

	Amount
On live stock	$.....
On tractor	$.....
On thresher or binder	$.....
On other implements	$.....
On motor car	$.....
On truck	$.....
To Banks or Credit Unions (Caisses populaires)	$.....
To finance companies	$.....
To stores and co-operatives	$.....
To doctors or hospitals	$.....
For animal feeds	$.....
For taxes	$.....
Other debts (specify)	$.....
.....	$.....
Total:	$

(9) Je déclare que mon avoir est comme suit:

Disponibilités:

Argent en mains, en Banque ou à la Caisse populaire	$.....
Obligations et autres valeurs mobilières réalisables	$.....
Argent prêté	$.....
Total des disponibilités	$.....

Autres actifs:

Ferme décrite ci-dessus (terrain et bâtiments)	$.....
Objets mobiliers énumérés ci-dessus (item 7)	$.....
Autres biens (spécifiez).....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
Avoir total	$.....
Moins dettes totales énumérées aux item 3(B) et 8	$.....
Avoir net	$.....

(10) J'estime mes recettes brutes pour l'année 19..... comme suit:

Recettes de l'exploitation agricole:

Vente de grain et de foin	$.....
Vente d'animaux de ferme	$.....
Vente de produits laiters	$.....
Vente de produits avicoles	$.....
Vente de légumes et de fruits	$.....
Autres recettes agricoles (spécifiez)	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
Total partiel	$.....

Recettes de sources autres que l'exploitation agricole (spécifiez):

.....	$.....
.....	$.....
Recettes totales	$.....

En plus de cultiver, j'ai une autre occupation régulière / temporaire qui est la suivante:.....

.....

et j'en reçois comme salaire $.....

(Par semaine, par mois ou par année)

(11) Je perçois ordinairement mes recettes annuelles brutes durant les mois suivants, des sources suivantes et aux montants suivants:

Mois de perception	Source	Montant
.....	.....	$.....
.....	.....	$.....
.....	.....	$.....

(12) Je n'ai jamais été dépossédé par autorité de justice, je ne me suis pas prévalu de la Loi des dépôts volontaires (Loi Lacombe), je n'ai pas fait faillite, ni cession de mes biens et je n'ai pas de jugement, ni de procédures en cours contre moi, sauf pour ce qui suit:

.....

.....

(13) Sauf ce qui est indiqué ci-dessous, je n'ai demandé ni obtenu d'une Banque ou d'une Caisse populaire aucun prêt en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes (Province de Québec), sur lequel il reste un solde impayé:

Date de la demande	Banque ou Caisse populaire	Prêt consenti	Montant dû actuellement
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....

(14) Je suis marié / célibataire, et j'ai.....personnes à ma charge, dont.....sont des enfants de moins de 16 ans et.....sont des garçons de plus de 16 ans, qui demeurent à la maison.

Je suis marié en communauté / séparation de biens avec.....

(Nom de jeune fille de l'épouse)

(9) I declare my financial worth to be as follows:

Available funds:

Money on hand or in bank or credit union (Caisse populaire)	$.....
Bonds and other marketable securities	$.....
Money loaned	$.....
Total available funds	$.....

Other assets:

Farm described above (land and buildings)	$.....
Chattels listed above (item 7)	$.....
Other assets (specify)	$.....
.....	$.....
.....	$.....
Total assets	$.....
Less total debts (Items 3 (B) and 8)	$.....
Net financial worth	$

(10) I estimate my gross receipts for the year 19..... to be as follows:

Receipts from farming operations:

Sale of grain and hay	$.....
Sale of live stock	$.....
Sale of dairy products	$.....
Sale of poultry products	$.....
Sale of vegetables and fruits	$.....
Other farming receipts (specify)	$.....
.....	$.....
.....	$.....
.....	$.....
Sub-total	$.....

Receipts from sources other than farming (specify):

.....	$.....
.....	$.....
Total receipts	$

In addition to farming, I have another regular / temporary occupation, which is:.....

.....

and I receive from it as salary $.....

(Weekly, monthly or annually)

(11) My gross yearly receipts are usually received during the following months, from the following sources and in the following amounts:

Month(s) received	Source	Amount
.....	.....	$.....
.....	.....	$.....
.....	.....	$.....

(12) I have never been dispossessed by authority of justice, I have never availed myself of the Law respecting voluntary deposits (Lacombe Law), I have never been bankrupt or made an abandonment of my property and I have no judgment or pending legal proceedings against me, except as follows:

.....

.....

(13) Except as indicated below, I have not heretofore applied for or received a loan under the Farm Improvement Act (Province of Quebec), from a Bank or Credit union (Caisse populaire), any part of which remains unpaid:

Date of application	Bank or Credit union (Caisse populaire)	Amount of loan made	Amount now owing
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....

(14) I am married / single and have ..... dependants of whom ..... are children under 16 years of age and ..... are boys over 16 years of age living at home.

I am married, common / separate as to property, to.....

(Maiden name of wife)

(15) Si le prêt sollicité m'est consenti:

(A) Je m'engage à employer le montant du prêt exclusivement aux fins indiquées dans la présente demande (Item 2);

(B) Je m'engage à vous remettre un ou plusieurs reçus, factures ou chèques acquittés ou toutes autres pièces justificatives, attestant que le prix d'achat des animaux reproducteurs ou des instruments aratoires ou de l'outillage ou de la machinerie agricole, selon le cas, a été payé au fournisseur;

(C) Je vous autorise, si une garantie hypothécaire ou par nantissement est exigée, à faire faire les recherches requises, l'inscription ou l'enregistrement approprié et à vérifier à votre satisfaction l'état hypothécaire de la propriété, et je m'engage à vous en rembourser les frais;

(D) Je vous autorise, en cas de défaut de remboursement de ce prêt, à vendre ou à faire vendre publiquement ou privément toute garantie donnée et tous biens sur lesquels elle porte, le produit de chaque vente moins les frais qui en résultent devra être affecté à ma dette sans que ma responsabilité pour le solde n'en soit aucunement diminuée;

(E) Je vous autorise à fournir à tout fonctionnaire de l'Office du Crédit Agricole du Québec tous les renseignements requis concernant le prêt demandé par les présentes ou mes autres affaires avec vous.

Date:.....19..... .....

(Signature de l'emprunteur)

(L'emprunteur ne doit remplir la partie suivante que si la garantie prévue par l'article 88 de la Loi sur les Banques ou le nantissement agricole n'est pas donnée au moment du prêt.)

(16) Si vous me consentez un prêt conformément à ma présente demande, je m'engage à vous donner une garantie par voie de cession, en vertu de l'article 88 de la Loi sur les Banques, ou par nantissement agricole, portant sur les biens ci-après décrits dont je suis ou pourrais par la suite devenir propriétaire, savoir (indiquez les biens sur lesquels la garantie doit être prise):

.....

.....

et qui se trouvent ou se trouveront à l'endroit désigné, savoir (désignez l'endroit où les biens se trouvent ou se trouveront):

.....

Je nomme par les présentes comme mon mandataire la personne qui fait actuellement fonction de gérant de la succursale susmentionnée de la Banque ou de la Caisse populaire, pour donner à la Banque ou à la Caisse populaire, selon le cas, en mon nom la garantie précitée et pour signer ou endosser et remettre tous actes ou documents s'y rattachant.

Date:.....19..... .....

(Signature de l'emprunteur)

CERTIFICAT D'UN FONCTIONNAIRE RESPONSABLE DU PRÊTEUR

(17) Je certifie par les présentes que j'ai examiné et vérifié la demande ci-dessus avec le soin que mon employeur exige de moi dans la conduite de ses opérations ordinaires et, à ma connaissance, les conditions et objets du prêt consenti conformément à la demande sont de nature à en justifier la garantie et le remboursement d'intérêt aux termes de la Loi de l'amélioration des fermes et de ses règlements.

Le prêt de cet emprunteur au montant de $.....

a été déboursé le.....19.....

(Si le déboursé du prêt s'est fait par tranches, s.v.p. nous en fournir les dates et les montants sur une feuille ajoutée.)

Date:.....19..... .....

(Signature du fonctionnaire)

DEMANDE DE REMBOURSEMENT D'INTÉRÊT (3%) D'APRÈS LA LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES (PROVINCE DE QUÉBEC)

(18) *À l'Office du Crédit Agricole du Québec*

Je désire profiter des avantages de la Loi ci-dessus mentionnée, et je m'engage à en respecter tous les règlements et conditions.

Je déclare que les renseignements fournis sont vrais et exacts.

Je m'engage à fournir tous renseignements demandés et à signer, aux fins ci-dessus, tous autres documents requis par l'Office du Crédit Agricole du Québec, (Service de l'amélioration des fermes) avec droit de visite et d'enquête.

J'autorise l'Office du Crédit Agricole du Québec, à transmettre à mon prêteur toutes sommes qui peuvent m'être remboursées en vertu de ladite Loi.

Date:.....19..... .....

(Signature de l'emprunteur)

ESPACE RÉSERVÉ À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Demande vérifiée et approuvée: Approbation

....

(Vérificateur)

Montant engagé: $..... .....

(Régisseur)

....

(Comptable) (Régisseur)

Date:.....19..... Date:.....19.....

(15) If I am granted the loan applied for:

(A) I undertake to use the amount of the loan for the purposes specified in item (2) of this application and for no other purpose;

(B) I undertake to deliver to you one or more receipts, receipted invoices or cancelled cheques or other vouchers evidencing that the purchase price of breeding stock or farm implements or agricultural equipment or machinery, as the case may be, has been paid to the supplier;

(C) I authorize you, if security by hypothec or pledge is required, to have the necessary search made, as well as the appropriate entry or registration and to verify to your satisfaction the hypothecary condition of the property, and I agree to reimburse you for the costs incurred thereby;

(D) I authorize you, in the event of default in the repayment of this loan, to sell or cause to be sold by public or private sale any of the security given for this loan and any property effected thereby, the proceeds of each sale, less the expenses thereof, to be applied on account of my indebtedness, and my liability for any deficiency shall not be affected thereby;

(E) I authorize you to supply any employee of the Quebec Farm Credit Bureau with all information requested in respect of the loan hereby applied for or of any of my dealings with you.

Date:.....19..... .....

(Signature of applicant)

(The borrower will complete the following where security under section 88 of the Bank Act or a pledge of agricultural property will not be given at same time as the loan is made):

(16) If you grant me a loan in accordance with this application, I agree to give you security by way of assignment under Section 88 of the Bank Act or by agricultural pledge affecting the property hereinafter described of which I am or may hereafter become the owner, to wit, — (Describe property on which security is to be taken.)

.....

.....

and which is now or may hereafter be in the place indicated, to wit, — (indicate place where property is or may be located.)

.....

I hereby appoint the person for the time being acting as manager of the above-mentioned branch of the Bank or Credit union (Caisse populaire) my attorney, on my behalf to give to the Bank or Credit union (Caisse populaire), as the case may be, the security mentioned above and to sign or endorse and deliver any and all instruments and documents in connection therewith.

Date:.....19..... .....

(Signature of applicant)

CERTIFICATE OF A RESPONSIBLE OFFICER OF THE LENDER

(17) I hereby certify that I have scrutinized and checked the foregoing application with the care required of me by my employer in the conduct of its ordinary business and that to the best of my knowledge the conditions and purposes of the loan made pursuant to the application are such as to qualify it for guarantee and repayment of interest under the Farm Improvement Act and regulations.

The loan of this borrower in the amount of $.....

was disbursed on .....19.....

(If the loan was disbursed in instalments, please give the dates and amounts on a separate sheet).

Date:.....19..... .....

(Signature of officer)

APPLICATION FOR REPAYMENT OF INTEREST (3%) UNDER THE FARM IMPROVEMENT ACT (PROVINCE OF QUEBEC)

(18) *To the Quebec Farm Credit Bureau*

I wish to avail myself of the advantages of the above-mentioned Act and I bind myself to respect all the regulations and conditions thereof.

I declare that the information supplied by me is true and exact.

I undertake to supply all the information requested and to sign, for the above purposes, all other documents required by the Quebec Farm Credit Bureau (Farm Improvement Branch) with right to visit and investigate.

I authorize the Quebec Farm Credit Bureau to transfer directly to the lender all amounts which I may be entitled to have repaid under the said act.

Date:.....19..... .....

(Signature of applicant)

SPACE RESERVED FOR THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

Application verified and approved: Approval

....

(Auditor)

Amount involved: $..... .....

(Member of the board)

....

(Accountant) (Member of the board)

Date:.....19..... Date:.....19.....

FORMULE MT — 2

LE TIERS-AGRICULTEUR DOIT REMPLIR ET SIGNER EN DUPLICATA CETTE FORMULE.

PROVINCE DE QUÉBEC

Espace réservé au Service de l'amélioration des fermes de l'Office du Crédit Agricole du Québec
Dossier numéro:

CERTIFICAT SELON L'ARTICLE 13 DE LA LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

Numéro donné au tiers-agriculteur par le Service de l'amélioration des fermes, s'il a déjà fait demande d'un remboursement d'intérêt:

Numéro du dossier de l'emprunteur originaire au Service de l'amélioration des fermes:

À L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, HÔTEL DU GOUVERNEMENT, QUÉBEC, P. Q.

.....
(Nom du tiers-agriculteur)

Né le.....19.....

.....
(Adresse complète)

.....
(Nom du prêteur)

.....
(Succursale)

Je soussigné, étant le tiers-agriculteur ci-dessus mentionné déclare:

(1) Que le.....jour de.....19.....par contrat avec

.....de.....
(Nom de l'emprunteur) (Adresse)

j'ai pris à ma charge les obligations de ce dernier envers le prêteur ci-dessus mentionné relativement à un prêt effectué par celui-ci selon les dispositions de la Loi de l'amélioration des fermes.

(2) Qu'à la date ci-dessus mentionnée au paragraphe (1) j'étais le propriétaire / le détenteur sous
(Rayer les mots inutiles)

billet de location d'une ferme située dans le comté.....
et dont la description officielle est la suivante, savoir,

Numéro de lot	Rang	Paroisse ou municipalité	Canton	Superficie totale (Ac. ou arpts)	Superficie en culture (Ac. ou arpts)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

où j'habitais en permanence et dont la culture ou l'exploitation pour des fins connexes à l'agriculture était ma principale occupation.

(3) Que toute garantie accordée pour ledit prêt sur les biens que j'ai acquis de l'emprunteur ci-dessus mentionné demeure en vigueur et que je maintiendrai toute garantie ainsi accordée et lui donnerai tous ses effets.

(4) Que je n'ai jamais auparavant demandé ou obtenu un prêt en vertu de la Loi de l'amélioration des fermes de Québec d'une Banque ou d'une Caisse populaire et sur lequel je dois encore un solde, sauf les suivants:

Date de la demande	Banque ou Caisse populaire	Prêt consenti	Montant dû actuellement
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....

(5) Que j'autorise par les présentes le prêteur ci-dessus mentionné à donner à n'importe lequel de vos employés tous renseignements relatifs audit prêt et je vous demande par les présentes de remettre un exemplaire de ce certificat à ce prêteur.

Signé ce.....jour de.....19.....

.....
(Signature du tiers-agriculteur)

FORM MT — 2

TO BE COMPLETED AND SIGNED IN DUPLICATE BY THE THIRD PARTY FARMER.

PROVINCE OF QUEBEC

Space reserved for the Farm Improvement Branch of the Quebec Farm Credit Bureau
File number:

CERTIFICATE UNDER SECTION 13 OF THE FARM IMPROVEMENT ACT

Number assigned by the Farm Improvement Branch to the third party farmer, if he has previously made application for the repayment of interest:

File number of the original borrower at the Farm Improvement Branch:

TO THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, PARLIAMENT BUILDINGS, QUEBEC, P. Q.

.....
(Name of third party farmer)

Date of birth ..... 19.....

.....
(Complete address)

.....
(Name of lender)

.....
(Branch)

I, being the third party farmer named above, hereby declare as follows:

(1) That on the ..... day of ..... 19..... by contract with

..... of .....
(Name of borrower) (Address)

I assumed the obligations of the latter towards the above-named lender in respect of a loan made by it pursuant to the Quebec Farm Improvement Act.

(2) That on the date mentioned in (1) above I was the owner of / holder of a location ticket on the
(Strike out words not required)

farm of which the cadastral description follows, in the county of .....

Lot number	Range	Parish or municipality	Township	Total area (Ac. or arpts)	Area under cultivation (Ac. or arpts)
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....

and was living permanently thereon and was cultivating or operating it for purposes connected with agriculture as my principal occupation.

(3) That all security for the said loan created on property acquired by me from the above-named borrower continues in force and that I will maintain and give effect to all such security.

(4) That, except as indicated below, I have not heretofore applied for or received a loan under the Quebec Farm Improvement Act from a Bank or Credit union (Caisse populaire), any part of which remains unpaid:

Date of Application	Bank or Credit union (Caisse populaire)	Amount of loan made	Amount now owing
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....
.....	.....	$.....	$.....

(5) That the above-named lender is hereby authorized to furnish to any of your employees all information in respect of the said loan and you are hereby requested to deliver a copy of this certificate to the lender.

Signed this ..... day of ..... 19.....

.....
(Signature of third party farmer)

FORMULE MT — 3

$..... Demande No..... .....19.....

Pour valeur reçue.....promets de payer à l'ordre de.....
(Nom de la Banque)

à sa succursale de..... la somme de.....dollars (ci-après appelée le « principal »), avec intérêt au taux de.....% par an, le principal devant être payé par versements ainsi qu'il suit:.....dollars le.....jour d.....19....., en plus de l'intérêt couru sur le principal impayé, et ..... dollars le ..... jour de chaque..... mois subséquent, en plus de l'intérêt couru sur le principal impayé, jusqu'au.....jour d.....19..... à laquelle date le principal et l'intérêt couru alors impayés deviendront exigibles et payables. Les paiements partiels seront d'abord déduits de l'intérêt couru. Si un versement quelconque du principal ou l'intérêt couru payable au même temps restent impayés pendant quatre-vingt-dix jours après la date de l'échéance, la totalité du principal et de l'intérêt couru deviendra immédiatement exigible et payable à la discrétion de la banque. Au cas où le soussigné négligerait de faire l'un quelconque des paiements ci-dessus prévus, le soussigné promet de payer l'intérêt au taux de 6% par an sur le montant arriéré du principal depuis la date du défaut jusqu'au paiement.

.....

.....

FORMULE MT — 4

RECONNAISSANCE DE DETTE

$.....

Date d'échéance				No de la demande:		Folio du compte:	
	Jour	Mois	Année				

.....19.....

Je, soussigné, reconnais avoir emprunté et reçu de LA CAISSE POPULAIRE de:.....

.....
(Société régie par la Loi des syndicats coopératifs de Québec)

la somme de.....dollars et m'engage à rembourser cette somme avec l'intérêt au taux de.....% par année, avant comme après échéance, à son siège social, dans un délai de.....par versements.....
(Hebdomadaires, mensuels ou autres)

réguliers et consécutifs de.....dollars ($.....) chacun, le premier de ces versements devenant dû le.....19.....

Le défaut de payer à échéance un seul versement entraîne l'exigibilité de tout solde dû sur ledit prêt. Si la Caisse est appelée à payer des frais de perception en rapport avec ma dette, je m'engage à les lui rembourser au taux recommandé par le conseil général du Barreau par ses règlements. Jusqu'à acquittement entier de ma dette, la Caisse peut, en tout temps et sans avis, compenser avec ma dette toute somme qui est susceptible de m'être due à titre de capital social, de dépôt à l'épargne, d'intérêt ou de toute autre manière. Les parties reconnaissent qu'il s'agit d'une dette civile sujette à la prescription trentenaire.

Je déclare me porter caution et consentir à la Caisse tous les droits lui résultant des conventions ci-haut auxquelles je souscris, le tout conjointement et solidairement.

....
(Signature de la caution) (Signature de l'emprunteur)

....
(Adresse) (Adresse)

FORM MT — 3

$..... Application No..... .....19.....

For value received.....promise to pay to the order of.....
(Name of Bank)

at its.....Branch, the sum of.....Dollars

(hereinafter called the "principal"), with interest at the rate of.....% per annum, the principal

to be payable in instalments as follows:.....Dollars

on the.....day of.....19....., together with accrued interest on the

unpaid principal, and.....Dollars on the.....

day of every.....month thereafter, together with accrued interest on the unpaid principal,

until the.....day of.....19..... on which date the principal and accrued interest then unpaid shall become due and payable. Partial payments shall be first applied against interest accrued. If any instalment of principal or the accrued interest payable contemporaneously therewith remains unpaid after the date on which it becomes due, the whole of the principal and accrued interest shall forthwith become due and payable at the option of the bank. In the event that the undersigned shall fail to make any of the payments above provided for, the undersigned promises to pay interest at the rate of 6% per annum on the principal amount in default from the date of default until payment.

.....

.....

FORM MT — 4

ACKNOWLEDGMENT OF DEBT

$.....

Date of maturity				No. of the application:		Folio of account:	
	Day	Month	Year				

.....19.....

I, the undersigned, adknowledge having borrowed and received from THE CAISSE POPULAIRE of:.....the sum of.....dollars and
(Association governed by the Quebec Cooperative Syndicate Act)

I hereby bind myself to repay that sum with interest at the rate of.....% per annum as well before as after maturity, at its head office, within a delay of.....by regular and consecutive

.....instalments of..... dollars ($.....) each, the
(Weekly, monthly or other)

first of such instalments becoming due on.....19.....

Default to pay even one instalment at maturity shall render exigible the whole balance due on the said loan. If the "Caisse" is called upon to pay the costs of collection relative to my debt, I pledge myself to reimburse the said costs to it at the rate approved by the by-laws of the General Council of the Bar. Until my debt is paid in full, the "Caisse" may at any time and without notice compensate with my debt any sum that may be payable to me as capital, savings deposit, interest or in any other way. The parties recognize that this is a civil debt, subject to thirty years' prescription.

I hereby bind myself as surety and recognize all the rights of the "Caisse" under the foregoing agreements, to which I subscribe, the whole jointly and severally.

.....
(Signature of the bondsman)

.....
(Address)

.....
(Signature of the borrower)

.....
(Address)

FORMULE MT — 5

PROVINCE DE QUÉBEC

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

(À REMPLIR À LA DATE DU DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS)

....

(Nom du prêteur) (Succursale ou adresse)

RAPPORT MENSUEL SUR LES NOUVEAUX PRÊTS Pour le mois expirant le ..... 19.....

	Nombre	Montant
(1) Total des prêts consentis à la date du dernier rapport (Item No 3 du dernier rapport)	.....	$.....
(2) Plus les prêts consentis depuis le dernier rapport et dont la liste figure plus bas	.....	$.....
(3) Total des prêts effectués jusqu'à date	.....	$.....
(4) Moins le total des remboursements effectués jusqu'à date		$.....
(5) Nombre et total des prêts à recouvrer	.....	$.....

Certifié exact,

....

Gérant Comptable

PRÊTS CONSENTIS DEPUIS LE DERNIER RAPPORT

Demande No	Nom de l'emprunteur	Montant du prêt (Omettre les cents)	Période du prêt	Conditions de Remboursement	But du prêt brièvement

Les demandes visant les prêts consentis doivent être numérotées par ordre consécutif depuis le commencement. Chaque avance faite en vertu d'un prêt doit être inscrite sous le numéro de la demande initiale.

Donner au verso la liste des prêts remboursés en entier depuis le dernier rapport, indiquant le numéro de la demande, le numéro du dossier au Service de l'amélioration des fermes, le nom de l'emprunteur ainsi que le montant initial du prêt.

FORM MT — 5

PROVINCE OF QUEBEC

FARM IMPROVEMENT ACT

(TO BE COMPLETED AS OF THE LAST DAY OF EACH MONTH)

.....
(Name of lender)

.....
(Branch or address)

MONTHLY REPORT OF NEW LOANS

For month ended .....19.....

	Number	Amount
(1) Total loans made to date of last report (Item No. 3 of last report)	.....	$.....
(2) Plus loans made since last report as listed below	.....	$.....
(3) Total loans made to date	.....	$.....
(4) Less total repayments made to date		$.....
(5) Total number and amount of loans outstanding	.....	$.....

Certified correct,

.....
Manager

.....
Accountant

LOANS MADE SINCE LAST REPORT

Application number	Name of borrower	Amount of loan (Omit cents)	Period of loan	How repayable	Purpose of loan briefly

Applications covering loans made to be numbered consecutively from the commencement. Each advance under a loan to be reported under the original application number.

List on reverse loans paid in full since last report showing application number, file number at the Farm Improvement Branch, borrower's name and original amount of loan.

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES

PROVINCE DE QUÉBEC

FORMULE MT — 6

À ARRÊTER AU DERNIER JOUR DE MARS ET DE SEPTEMBRE

.....
(Nom du prêteur)

.....
(Succursale ou adresse)

Prêts en défaut
Au dernier jour de.....19.....

RAPPORT DÉTAILLÉ SUR LES PRÊTS EN DÉFAUT DEPUIS PLUS DE TROIS MOIS ET TOTAUX UNIQUEMENT DE TOUS AUTRES PRÊTS EN DÉFAUT

Numéro de la demande	Numéro du dossier au Service de l'amélioration des fermes	Nom de l'emprunteur (Par ordre alphabétique)	Date initiale du prêt	Montant initial du prêt (Omettre les cents)	Montant exigible (Omettre les cents)	Montant total arriéré (Omettre les cents)	Date du dernier versement reçu sur le principal	Motif du défaut et mesures prises en recouvrement	(À laisser en blanc)
Nombre de prêts en défaut pendant 3 mois ou moins:									
Nombre global de tous les prêts en défaut:			Totaux						

Laisser un double interligne entre les détails de chaque prêt mais transcrire les motifs du défaut à simple interligne.

Certifié exact:

.....
Gérant

.....
Comptable

FORM MT — 6

FARM IMPROVEMENT ACT

PROVINCE OF QUEBEC

COMPLETE AS OF LAST DAY OF MARCH AND SEPTEMBER.

.....
(Name of lender)

.....
(Branch or address)

Loans in default as at last day.....19.....

REPORT IN DETAIL LOANS IN DEFAULT MORE THAN THREE MONTHS AND TOTALS ONLY OF ALL OTHER LOANS IN DEFAULT

Application number	File number at the Farm Improvement Branch	Name of borrower (List alphabetically)	Original date of loan	Original amount of loan (Omit cents)	Present amount owing (Omit cents)	Total amount in arrear (Omit cents)	Date last payment on principal received	State reason for default and steps taken to collect	(This space to be left blank)
Number of loans in default three months or less:									
Total number of all loans in default:			Totals						

Use double typewriter spacing between particulars of each loan, reasons for default being single spaced.

Certified correct:

.....
Manager

.....
Accountant

FORMULE MT — 7

PROVINCE DE QUÉBEC

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
ÉTABLISSEMENT DE LA RÉCLAMATION CONCERNANT LE PRÊT EN DÉFAUT

Numéro du dossier au Service de l'amélioration des fermes	Pour le prêteur Numéro de la demande:

De .....
(Nom du prêteur)

.....
(Succursale)

.....
(Adresse)

.....
(Nom de l'emprunteur)

.....
(Adresse)

.....

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC,
HÔTEL DU GOUVERNEMENT, QUÉBEC. P. Q.

En vertu de la garantie du gouvernement de la Province de Québec sous le régime de la Loi de l'amélioration des fermes, le soussigné réclame par les présentes le montant de la perte subie par le prêteur susmentionné par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite loi et consenti à l'emprunteur ci-dessus nommé,

(1) Le montant impayé du prêt ..... $

(2) Tous frais taxés ou taxables non perçus ainsi que tous déboursés relatifs aux accessoires à toutes procédures judiciaires ou autres se rapportant au prêt; et ..... $

(3) Les honoraires, dépens et déboursés judiciaires taxables ou non que le prêteur a réellement effectués, qu'il y ait eu litige ou non, en recouvrant ou en tentant de recouvrer le prêt en souffrance ..... $

(4) L'intérêt couru, mais non perçu sur $ ..... calculé au taux de ..... %

l'an à compter du ..... jour d ..... 19.....
jusqu'à la date où le paiement de la présente réclamation sera approuvé.

Le soussigné produit par les présentes les pièces suivantes:

(A) État indiquant les dates et les montants initiaux des billets ou des reconnaissances de dette en possession du soussigné à l'égard dudit prêt, et les dates et montants des versements du principal et de l'intérêt, respectivement, faits au soussigné par l'emprunteur;

(B) État donnant les détails de toute garantie non réalisée ou des jugements non exécutés à l'égard dudit prêt;

(C) Récépissés ou chèques acquittés suivant l'état ci-joint, actes de cession ou de nantissement agricole et toutes autres pièces justificatives fournis par l'emprunteur.

.....
(Nom du prêteur)

.....19.....
(Date)

Par .....
(Gérant)

FORMULE MT — 8

PROVINCE DE QUÉBEC

LOI DE L'AMÉLIORATION DES FERMES
RÉCÉPISSÉ EN FAVEUR DE L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC

Numéro du dossier au Service de l'amélioration des fermes:	Pour le prêteur Numéro de la demande:

.....19.....

.....accuse réception par les présentes
(Nom du prêteur)
du paiement de la somme de ($.....).....dollars
effectué par l'Office du Crédit Agricole du Québec en conformité de la Loi de l'amélioration des fermes, à l'égard de la perte subie par ledit prêteur par suite d'un prêt garanti en vertu de ladite Loi et consenti par ledit prêteur à .....de .....
(Nom de l'emprunteur)

.....
(Adresse complète)

Le billet ou la reconnaissance de dette de l'emprunteur avec l'endossement sans recours ou le transport sans garantie en faveur du gouvernement de la Province de Québec est ci-annexé.

.....
(Nom du prêteur)

par .....
(Gérant)

.....
(Adresse ou succursale)

59468-o

FORM MT — 7

PROVINCE OF QUEBEC

FARM IMPROVEMENT ACT

PROOF OF CLAIM ON DEFAULTED LOAN

File number at the Farm Improvement Branch:	For the lender Application number:

From.....
(Name of lender)

.....
(Branch)

.....
(Address)

.....
(Name of borrower)

.....
(Address)

.....

To the Quebec Farm Credit Bureau,
Parliament Buildings, Quebec, P. Q.

By virtue of the guarantee of the Government of the Province of Quebec under the Farm Improvement Act, the above-named lender hereby claims payment of the amount of loss sustained by it as a result of a loan guaranteed by virtue of the said Act and made to the above-named borrower, which loss is made as follows:

(1) Unpaid principal amount of loan..... $

(2) The uncollected taxed or taxable costs and any disbursements for or incidental to legal or other proceedings in connection with the loan, as per statement herewith $

(3) Legal fees, costs and disbursements, whether taxable or not, actually incurred by the lender, whether with or without litigation, in collecting or endeavouring to collect the outstanding loan, as per statement herewith..... $

(4) Uncollected earned interest on $..... calculated at the rate of .....% per annum from the.....day of.....19..... until the date this claim is approved for payment.

The undersigned submits herewith the following:

(A) Statement showing the dates and original amounts of the notes or acknowledgments of debt held by the lender in respect of the said loan, and the dates and amounts of the payments of principal and interest, respectively, made to the said lender by the borrower.

(B) Statement showing particulars of any unrealized security or unsatisfied judgments in respect of said loan.

(C) Receipts or paid cheques, as per statement herewith, deeds of assignment or of pledge of agricultural property and all other supporting documents furnished by the borrower.

.....
(Name of lender)

Date:.....19..... By.....
(Manager)

FORM MT — 8

PROVINCE OF QUEBEC

FARM IMPROVEMENT ACT

RECEIPT IN FAVOUR OF THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU

File number at the Farm Improvement Branch:	For the lender Application number:

.....19.....

.....hereby acknowledges receipt of
(Name of lender)

payment to it by the Quebec Farm Credit Bureau pursuant to the Farm Improvement Act, of the sum of ($.....).....dollars in respect of the loss sustained by the said lender as a result of a loan guaranteed by virtue of the said Act and made by the said lender to.....
(Name of borrower)

residing at.....
(Address)

The note or acknowledgment of indebtedness duly endorsed without recourse or transferred without warranty to the Government of the Province of Quebec is hereto annexed.

.....
(Name of lender)

By.....
(Manager)

.....
(Address or Branch)

59468-o

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2255

Québec, le 16 novembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle

ATTENDU QUE la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle a été créée le 18 octobre 1945 par l'arrêté en conseil numéro 4442;

ATTENDU QUE la Rivière Kinojévis est une voie naturelle d'accès à la réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle et aux territoires environnants;

ATTENDU QUE cette voie naturelle est fréquemment empruntés par les chasseurs et pêcheurs de cette région;

ATTENDU QUE pour faciliter l'application des règlements relatifs à ladite réserve, il soit préférable d'en modifier la périphérie;

VU l'article 65 du chapitre 153 des statuts refondus de Québec 1941;

IL EST ORDONNÉ en conséquence, sur la proposition du Ministre de la chasse et des pêcheries:

QUE le paragraphe 1 de l'arrêté en conseil numéro 4442, en date du 18 octobre 1945, soit abrogé et remplacé par la description suivante:

1° QUE le territoire borné par les limites ouest et nord du canton d'Aiguebelle; la limite est dudit canton jusqu'à la rive droite de la Rivière Kinojévis; de la, en direction sud-ouest en suivant la rive droite de ladite rivière jusqu'à la ligne de limite sud du canton d'Aiguebelle; de là, vers l'ouest, en suivant la limite sud du canton d'Aiguebelle jusqu'à la limite ouest dudit canton, soit maintenant connu sous le nom de Réserve de Chasse et de Pêche d'Aiguebelle.

L. DÉSILETS,
59475-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2255

Quebec, November 16, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING the Game and Fish Reserve of Aiguebelle

WHEREAS the hunt and game reserve of Aiguebelle was created on October 18, 1945, by order in council number 4442;

WHEREAS the Kinojévis River is a natural outlet for access to the Game and Fish Reserve of Aiguebelle and to the surrounding territories;

WHEREAS this natural outlet is frequently borrowed by hunters and fishermen of this region;

WHEREAS to facilitate the application of the by-laws relative to the said reserve, it would be preferable to modify its periphery;

IN VIEW of section 65 of chapter 153 of the revised statutes of Quebec, 1941;

IT IS THEREFORE ORDAINED, upon the proposition of the Minister of Game and Fisheries:

THAT paragraph 1 of the order in council number 4442, dated October 18, 1945, be rescinded and replaced by the following description:

1. THAT the territory bounded by the westerly and northerly limits of the township of Aiguebelle; the easterly limit of the said township up to the right bank of the Kinojévis River; thence, in a southwesterly direction by following the right bank of the said river up to the limit line south of the township of Aiguebelle; thence, on the west, by following the limit south of the township of Aiguebelle up to the limit west of the said township, be presently known under the name of Game and Fish Reserve of Aiguebelle.

L. DÉSILETS,
59475 *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2284

Section « A »

Québec, 22 novembre 1961.
Président: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans les districts électoraux de St-Jean et Iberville, rendue obligatoire par le décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements, ont présenté au Ministre du Travail deux requêtes à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE lesdites requêtes ont été publiées dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions des 7 et 21 octobre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Order in Council
Executive Council Chamber

Numéro 2284

Section "A"

Quebec, November 22, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the electoral districts of St. John and Iberville, rendered obligatory by the decree number 784 of July 21, 1955 and amendments, have presented two petitions to the Minister of Labour begging him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree:

WHEREAS the said petitions has been published in the *Quebec Official Gazette*, issues of October 7 and 21, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDERED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

QUE ledit décret, numéro 784, soit modifié comme suit:

1° L'Association des Constructeurs de la vallée du Richelieu Inc. et La Corporation des Maîtres-Électriciens de la Province de Québec (Section de Valleyfield) sont acceptées comme partie contractantes de première part au lieu et place des entrepreneurs dont les noms apparaissent dans le décret.

2° Le paragraphe « *a* » de l'article V est remplacé par le suivant:

« V. *Taux minima de salaires: a*) Les taux minima de salaires suivants doivent être payés:

THAT the said decree, number 784, be amended as follows:

1. L'Association des Constructeurs de la vallée du Richelieu Inc. and The Cocporation of Master Electricians of the Province of Quebec (Section of Valleyfield) are accepted as contracting parties of the first part in the place and stead of the contractors whose names appear in the decree.

2. Paragraph "*a*" of article V is replaced by the following:

"V. *Minimum rates of wages: a*) The following shall be the minimum rates of wages:

	Taux horaires Hourly rates	
Métiers — Trades:		*À compter du From 15/7/62*
Briqueteur, plâtrier, maçon, tailleur de pierre, couvreur en ardoise et tuile, poseur de marbre et terrazzo, poseur de tuile — Bricklayer, plasterer, mason, stone cutter, roofer-slate and tile, marble and terrazzo layer, tile layer	$ 2.25	$ 2.35
Charpentier-menuisier — Carpenter-joiner:		
Compagnon — Journeyman	1.95	2.05
Compagnon junior — Junior journeyman	1.80	1.90
Chauffeur de camion — Truck driver	1.55	1.65
Chauffeur de bouilloires (certificat de 4e classe) — Boiler fireman (4th class certificate)	1.80	1.90
Conducteur de niveleuses, béliers mécaniques, tracteurs et rouleaux compresseurs (vapeur ou essence) — Grader, bulldozer, tractor and roller (steam or gasoline) operator	1.65	1.75
Conducteur de monte-charge — Freight elevator operator	1.65	1.75
Couvreur en gravier, asphalte, papier goudronné — Roofer: gravel, asphalt, tar-paper	1.90	2.00
(Si le travail est exécuté par le charpentier-menuisier, le salaire fixé pour le charpentier-menuisier) — (When work is done by carpenter-joiner, the rate of that trade shall be paid).		
Finisseur de ciment (salaire du métier auquel appartient le salari).— Cement finisher (wages according to employee's regular trade).		
Foreur et poudrier — Drill operator and blaster	1.95	2.05
Forgeron — Blacksmith	1.95	2.05
Gardien de nuit — Night watchman	1.25	1.35
Gréeur — Rigger	1.95	2.05
Homme de cour — Yardman	1.55	1.65
Journalier — Common worker	1.50	1.50
Manœuvre — Labourer	1.60	1.70
Mécanicien de machines fixes ou portatives — Stationary or portable engineman	1.85	1.95
Peintre — Painter	1.90	2.00
Peintre-imitateur — Painter-imitator	2.15	2.25
Poseur de linoléum — Linoleum layer	1.95	2.05
Porteur d'eau — Water carrier	1.55	1.65
Poseur d'acier d'armature — Reinforcing steel erector	2.05	2.15
Poseur de tuile de plastique — Plastic tile layer	1.95	2.05
Préposé aux grues — Crane operator	1.80	1.90
Préposé aux malaxeurs fixes ou portatifs (essence ou électricité) — Stationary or portable mixer operator (gasoline or electric)	1.60	1.70
Préposé au polissage du terrazzo — Terrazzo polishing machine operator:		
À sec — Dry	2.10	2.20
Humide — Wet	1.90	2.00
Préposé aux pelles mécaniques — Shovel operator	1.80	1.90
Sableur de planchers — Floor polisher	1.85	1.95
Surveillant employé également comme chauffeur et devant posséder un certificat de 4ème classe — Watchman, also employed as fireman with 4th class certificate	1.75	1.85
Tireur de joints de Gyproc: (Salaire du métier auquel appartient le salarié) — Cyproc joint pointer (Rate established for the trade of the employee executing the work).		
Tôlier ou travailleur de métal en feuilles — Tinsmith or sheet metal worker:		
Compagnon — Journeyman	2.05	2.15
Compagnon junior — Junior journeyman	1.80	1.90
Travailleur en hauteur ($0.25 l'heure de plus que le salaire du métier auquel il appartient) — Steeple Jack ($0.25 per hour more than the rate of the trade to which the employee belongs).		

		Par semaine *Per week*	
Vérificateur de matériaux et pointeur — Material checker and timekeeper		$72.20	$76.60
Électricien — Electrician:		*À compter du* *From*	
		1/6/62	*18/10/62*
Entrepreneur Maître — électricien détenteur d'une licence "A" ou "B" et travaillant comme salarié (services personnels) — Contractor master-electrician holding licence "A" or "B" and working as an employee (personal services)	$ 3.15	$ 3.20	$ 3.25
Compagnon-électricien — Electrician journeyman	2.05	2.10	2.15
Compagnon-électricien junior (détenteur d'une licence "C" depuis moins d'un (1) an — Junior electrical journeyman (holding licence "C" since less than one (1) year	1.80	1.85	1.90

Notes: Emplois non prévus: Les salariés exerçant une occupation ou un métier dont le salaire n'est pas prévu dans le présent décret doivent recevoir un minimum de vingt ($0.20) l'heure de plus que le salaire du manoeuvre.

Les taux de salaires en vigueur au 15 août 1961 continueront de s'appliquer à tout contrat signé avant cette date, et ce jusqu'au 1er janvier 1962 ».

3° Le paragraphe « *m* » suivant est ajouté à l'article V:

« *m*) *Période d'attente (électriciens seulement):* Tout salarié se présentent au travail à l'heure conventionnelle, et qui n'a pas été avisé à l'avance que ses services ne seraient pas requis a droit à une rémunération équivalente à trois (3) heures de travail. L'employeur peut exiger que cet employé demeure à sa disposition pendant ces trois (3) heures d'attente et exécute des travaux autres que ceux qui lui sont ordinairement confiés. »

4° Le paragraphe « *b* » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« *b*) Le travail exécuté en cas de stricte nécessité les dimanches, le Premier jour de l'an, le Vendredi-Saint, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail et le jour de Noël doit être rémunéré au taux de salaire double par rapport au taux de salaire, soit horaire, soit hebdomadaire, effectivement payé. »

5° Le dernier alinéa du paragraphe « *d* » de l'article VII est remplacé par le suivant:

« Le travail urgent, c'est-à-dire, celui qui doit être exécuté pour éviter des dommages à la personne et/ou à la propriété, peut être effectué en dehors des heures régulières de travail et payé au taux régulier. La justification de cette urgence incombe à l'employeur, et celui-ci doit en aviser le Comité paritaire, par écrit. »

6° L'article XII est remplacé par le suivant:

« XII. *Durée du décret:* Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 15 juillet 1963. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) jours ni de moins de trente (30) jours avant le 15 juillet de l'année 1963 ou de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Nonobstant le paragraphe précédent, les parties conviennent d'entamer les négociations cent vingt (120) jours avant la date d'expiration du présent décret. »

L. DÉSILETS,
59472-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Notes: Occupations not mentioned: Occupations or trades for which no wage rate is established in the present decree shall be paid twenty ($0.20) cents more than the rate established for the labourer.

Wage rates in force on August 15, 1961 shall continue to apply to contracts signed before such date until January 1, 1962".

3. The following paragraph "*m*" is added to article V:

"*m*) *Waiting time (electricians only):* Employees reporting to work at the regular time and having not been notified that their services would not be required are entitled to a remuneration equivalent to three (3) hours or work. Employers may keep such employees at their disposal for three (3) hours and give them work even if it is not their usual work."

4. Paragraph "*b*" of article VII is replaced by the following:

"*b*) In urgent cases, work performed on Sundays, New Year's Day, Good Friday, St. John the Baptist Day, Labour Day, and Christmas Day, shall be remunerated at the rate of double time based on the hourly or weekly wages actually paid."

5. The last sub-paragraph of paragraph "*d*" of article VII is replaced by the following:

"Urgent work, meaning work which must be performed to avoid injury or damages to persons and/or properties may be done outside the regular hours and paid at straight time. The onus of proof of the urgency shall lie upon the employer who shall give notice thereof, in writing, to the Parity Committee."

6. Article XII is replaced by the following:

"XII. *Duration of the decree:* The decree shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remain effective until July 15, 1963. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notifies the other, in writing, to the contrary within the period extending from the sixtieth (60) to the thirtieth (30) day before July 15 of the year 1963 or of any subsequent year. Such a notice shall also be filed with the Minister of Labour.

Notwithstanding the foregoing paragraph, the parties agree to begin negociations one hundred twenty (120) days before the date of expiration of the decree."

L. DÉSILETS,
59472-o *Clerk of the Executive Council.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2284

Section « B »

Québec, le 22 novembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux établissements commerciaux dans la ville d'Asbestos et un rayon de 2 milles de ses limites.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux établissements commerciaux de la ville d'Asbestos et un rayon de deux (2) milles de ses limites, rendue obligatoire par le décret numéro 1640 du 5 octobre 1960, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil certaines modifications audit décret;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 7 octobre 1961;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 1640, soit modifié comme suit:

1° Les paragraphes « *a* » et « *e* » de l'article III sont remplacés par les suivants:

« *a*) *Épiceries et/ou boucheries:*

1. 48 heures réparties comme suit:

Lundi, mardi et jeudi: de 8.15 a.m. à 6 p.m.;

Mercredi: de 8.15 a.m. à midi;
Vendredi: de 8 a.m. à 9 p.m.;
Samedi: de 8 a.m. à 4 p.m.

2. Lorsque dans une semaine, un des congés statutaires énumérés au paragraphe « *a* » de l'article V tombe un mardi ou un jeudi, les heures de travail du mercredi sont de 8 a.m. à 6 p.m.

e) *Temps supplémentaire:* Tout travail exécuté en dehors des heures régulières mentionnées ci-haut doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, ledit taux étant calculé au prorata du salaire hebdomadaire.

Le temps supplémentaire des caissières, des livreurs et des commis, dans le cas d'une vente à terminer, doit être payé en entier si la durée du travail dépasse de quinze (15) minutes l'heure de cessation du travail.

Le travail exécuté les jours de fêtes chômées doit être rémunéré au taux de salaire double, sauf le Mercredi Saint après-midi qui est rémunéré au taux de salaire régulier.

Réserve: Nonobstant les dispositions du décret, la durée des heures de travail dans les établissements commerciaux ne doit en aucun cas constituer une dérogation aux dispositions de la Loi des établissements industriels et commerciaux (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 175), aux décrets faits sous son autorité et aux règlements établis par les municipalités compétentes. »

2° L'article VI est remplacé par le suivant:

« VI. *Taux de salaires minima:* Aux fins du décret, le salaire minimum de la semaine régulière et normale est le suivant:

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2284

Section "B"

Quebec, November 22, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to the decree relating to commercial establishments in the town of Asbestos and a radius of 2 miles from its limits.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Labour Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the commercial establishments in the town of Asbestos and a radius of two (2) miles from its limits, rendered obligatory by decree number 1640 of October 5, 1960, have petitioned the Minister of Labour to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council some amendments to the said decree;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of October 7, 1961;

WHEREAS no objection has been raised against the approval of the proposed amendments;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

THAT the said decree, number 1640, be amended as follows:

1. Paragraphs "*a*" and "*e*" of article III are be replaced by the following:

"*a*) *Groceries and/or butcher shops:*

1. 48 hours distributed as follows:

Monday, Tuesday and Thursday: 8:15 a.m. to 6:00 p.m.;
Wednesday: 8:15 a.m. to noon;
Friday: 8:00 a.m. to 9:00 p.m.;
Saturday: 8:00 a.m. to 4:00 p.m.

2. When a holiday mentioned in paragraph "*a*" of article V falls on a Tuesday or on a Thursday, Wednesday may be worked from 8:00 a.m. to 6:00 p.m.

e) *Overtime work:* Time worked in excess of the regular hours hereabove mentioned shall be remunerated at the rate of time and a half based on the regular rate of pay, the said rate to be computed at the prorata of the weekly wages.

Overtime worked by cashiers (female), delivery men and clerks, for the completion of a sale, shall be paid fully if the duration of such overtime exceeds fifteen (15) minutes (after finishing time).

All time worked on holidays shall be remunerated at the rate of double time, except on Wednesday afternoon of the Holy Week where straight time rate shall apply.

Provision: Notwithstanding the provisions of the decree, the duration of working hours in the commercial establishments shall never constitute a violation of the provisions of the Industrial and Commercial Establishments Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 175), of the decree enacted under its authority and of the regulations made by the authorized municipalities."

2. Article VI is replaced by the following:

"VI. *Minimum wage rates:* For the purpose of the decree, the minimum wages for the standard work week shall be as follows:

	Par semaine Per week	*À compter du From 21/6/62*
a) Épiceries et/ou boucheries — a) Groceries and/or butcher shops:		
Commis boucher — Butcher clerk	$62.50	$64.00
Apprenti boucher — Apprentice butcher:		
1er semestre — 1st six months	37.50	39.00
2ème semestre — 2nd six months	47.50	49.00
Après 1 an — After 1 year	52.50	54.00
Commis épicier (homme) — Grocery clerk (male)	37.50	39.00
Commis épicier (femme) — Grocery clerk (female)	34.50	36.00
Livreur sur camion — Delivery man on truck	37.50	39.00
Aide-livreur sur camion — Delivery man's helper on truck	34.50	36.00
Caissière — Cashier (female)	34.50	36.00
Messager à bicyclette — Messenger with bicycle	30.50	32.00
b) Quincaillerie — 05-10-15 etc.— b) Quincaillerie — 05-10-15 etc.:		
Commis (homme) — Clerk (male)	52.50	54.00
Commis: 1ère année — Clerk: 1st year	34.50	36.00
Commis: 2ème année — Clerk: 2nd year	37.50	39.00
Commis (05-10-15) — Clerk (05-10-15)	31.50	33.00
Étalagiste — Window dresser	62.50	64.00
Livreur sur camion — Delivery man on truck	37.50	39.00
Aide-livreur sur camion — Delivery man's helper on truck	32.50	34.00
Caissière — Cashier (female)	32.50	34.00
c) Meubles et accessoires électriques — c) Furniture and electrical appliances:		
Commis (homme) — Clerk (male)	57.50	59.00
Commis (homme) 1ère année — Clerk (male): 1st year	34.50	36.00
Commis (homme) 2ème année — Clerk (male) 2nd year	37.50	39.00
Commis (femme) après 3 mois d'apprentissage — Clerk (female) after 3 months of apprenticeship	34.50	36.00
Livreur sur camion — Delivery man on truck	42.50	44.00
Aide-livreur sur camion — Delivery man's helper on truck	34.50	36.00
Caissière — Cashier (female)	34.50	36.00
Commis de bureau (femme) — Office clerk (female)	32.50	34.00
d) Lingerie, vêtements, chaussures etc.— d) Underclothing, Clothing, Shoe, etc.:		
Commis (homme) — Clerk (male)	42.50	44.00
1ère année — 1st year	34.50	36.00
2ème année — 2nd year	37.50	39.00
Commis (femme) après 3 mois d'apprentissage — Clerk (female) after 3 months of apprenticeship	32.50	34.00
Caissière — Cashier (female)	32.50	34.00
	L'heure Per hour	
e) Employé supplémentaire — *e)* Extra employee	0.69	0.69
Employé surnuméraire — Supernumerary employee	0.69	0.69
Apprentis: 1er trimestre d'emploi — Apprentices: 1st 3 months of work	0.64	0.64"

3° Les mots « le jour d'Actions-de-Grâces (fixé par proclamation municipale) » apparaissant au paragraphe « *a* » de l'article VII, sont biffés.

4° L'article VIII est remplacé par le suivant:

« VIII. *Congé annuel payé (Vacances):* Tout employé assujetti au présent décret a droit aux jours de vacances payés suivants:

Moins d'un (1) an de service: l'employé a droit à autant de demi-journées qu'il a de mois de service pour son employeur;

Plus d'un (1) an de service, mais moins de dix (10) ans: l'employé a droit à une semaine;

Dix (10) ans et plus de service: l'employé a droit à deux (2) semaines de vacances.

La deuxième semaine peut être chômée après entente avec l'employeur. Cette deuxième semaine, qui peut ne pas être consécutive, doit être payée même si elle n'est pas chômée.

La période de services continus donnant droit à un tel congé s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année suivante.

La période de vacances se situe entre le 1er mai et le 15 septembre. Le choix de la date des vacances pour chaque employé doit être faite

3. The words "Thanksgiving Day (date set by municipal proclamation)" appearing in paragraph "*a*" of article VII are deleted.

4. Article VIII is replaced by the following:

"VIII. *Annual vacation with pay:* Every employee governed by the present decree is entitled to the following days of vacation with pay:

Less than one (1) year of service: the employee is entitled to as many half-days as he has months of service for his employer;

More than one (1) year of service, but less than ten (10) years: the employee is entitled to one week;

Ten (10) years or more of service: the employee is entitled to two (2) weeks of vacation.

The second vacation week can be taken by agreement with the employer. This second vacation week which is not necessarily continuous shall be paid even if it is not taken.

The period of continuous service which entitles to such vacation begins on May first, of one year and ends on April thirtieth of the following year.

Vacation shall be taken between May 1 and September 15. The date of vacation for each employee shall be set by agreement between th

après entente entre l'employeur et l'employé. Les employés possédant le plus d'ancienneté ont le premier choix. La rémunération de vacances doit être remise au salarié lorsque ce dernier part en vacances. »

L. DÉSILETS,
59472-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

Arrêté en conseil
Chambre du Conseil Exécutif

Numéro 2284

Section « C »

Québec, 22 novembre 1961.
Présent: Le lieutenant-gouverneur en conseil.

CONCERNANT des modifications à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), « The Builders' Exchange » et « The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711 », ont présenté au Ministre du Travail une requête en vue d'obtenir l'extension juridique des dispositions d'une convention collective de travail intervenue entre les deux parties et l'addition desdites dispositions dans tous et chacun des décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction émis en exécution de ladite loi, qui sont présentement en vigueur dans la province;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 2 septembre 1961;

ATTENDU QUE l'objection formulée a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

1° QUE les dispositions de ladite convention, dont le texte suit, soient approuvées et ajoutées à tous et chacun des décrets relatifs à l'industrie et aux métiers de la Construction ci-après énumérés, dont elles constitueront une « Section spéciale »;

2° QUE la mise à exécution de ladite « Section spéciale », soit, en conséquence, confiée aux Comités paritaires constitués en vertu de ladite Loi, dans leur juridiction territoriale respective;

3° QUE ladite « Section spéciale » remplace toutes autres dispositions desdits décrets applicables à l'industrie du Fer structural, sauf si une dérogation à la présente section est prévue dans un décret particulier;

Section spéciale concernant l'industrie de l'acier structural

(Applicable à tous les décrets régissant l'industrie et les métiers de la construction dans la province.)

I. *Juridiction industrielle et professionnelle: a)* La présente section s'applique à tous les travaux de construction mécanique et de bâtiment comportant le montage ou la fabrication sur place de l'acier structural, y compris la démolition, la réparation ou le démontage d'icelui, et sans préjudice des droits et privilèges de l'industrie de l'électricité, de l'industrie des ascenseurs, de l'industrie du fer et bronze d'ornementation de l'industrie du métal en feuilles, de l'industrie de la construction des chaudières à vapeur et de l'industrie de la génération de la vapeur, d'effec-

employer and the employee. Senior employees shall be given the preference in the choice of the vacation week. Vacation pay shall be remitted to the employee when he leaves for his vacation."

L. DÉSILETS,
59472-o *Clerk of the Executive Council.*

Order in Council
Executive Council Chamber

Number 2284

Section "C"

Quebec, November 22, 1961.
Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING amendments to all decrees regulating the construction industry and trades in the Province.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Builders' exchange and the International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local No. 711 have submitted to the Minister of Labour a petition to obtain the juridical extension of the provisions of a collective labour agreement entered into between these two parties and the adding of the said provisions to each and every decree regulating the construction industry and trades rendered under the said Act, which are actually in force in the Province;

WHEREAS the said petition has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of September 2, 1961;

WHEREAS the objection set forth has been duly considered, as required by the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour:

1. THAT the following provisions of the said agreement be approved and added to each and every decree relating to the construction industry and trades hereafter enumerated and of which they shall constitute a "Special Section";

2. THAT the enforcement of the said "Special Section" be consequently entrusted to the parity committees constituted under the said Act, within their respective territorial jurisdiction;

3. THAT the said "Special Section" replace all other provisions of the said decrees applicable to the Structural Steel Industry, except when a derogation to the present Section is provided in a decree;

Special Section concerning the Structural Steel Industry

(Concerning all decrees regulating the building industry and trades in the province.)

I. *Industrial and professional jurisdiction: a)* This section shall apply to all engineering construction and building operations involving the erection, or fabrication on the site, of structural steel, including the demolition, repair or dismantling thereof, but without prejudice to the rights and privileges of the electrical industry, the elevator industry, the ornamental iron and bronze industry, the sheet metal industry and the boiler construction and steam generator industries to erect structural steel incidental to their respective operations in accordance with

tuer le montage du fer structural que comportent leurs travaux respectifs, selon l'usage établi.

b) Le travail du monteur en acier structural comprend entre autres les opération suivantes:

i. Le montage et la construction en fer et en acier compris dans le montage et la construction des immeubles, y compris les cloisons en acier, les toitures préfabriquées en acier, les sections murales, ou bâtisses complètement préfabriquées, des ponts, des viaducs, des métros et tunnels, des tours, des antennes des postes émetteurs de radio et de télévision, des monte-charges, des déchargeurs de wagons, des grues, des convoyeurs, des déchargeurs de minerai, des réservoirs et de trémies à charbon, de couloirs et de trémies à cendre, de réservoirs et trémies à pierre, coke, sable et minerai.

Dans la juridiction territoriale du décret de Montréal (numéro 309-A) il comprend aussi le posage des fenêtres en métal.

ii. Le montage et la construction de tuyaux de cheminées posées par sections ou autrement, de même que tout prolongement et toute réparation de tels tuyaux.

iii. Le déchargement, le levage et la mise en place de bouilloires complètes portatives, de réservoirs à vapeur et de sections assemblées de chaudières à tubes d'eau et de machines dans leur position approximative.

iv. Le brûlage, la soudure, le rivetage, le gréage, l'échafaudage, le montage de la structure, le montage et le démontage de structure temporaire ou d'étaiement se rapportant à l'une ou l'autre des opérations ci-haut décrites.

v. *Exemption:* Le présent article ne régit pas l'assemblage et le montage des pylônes d'acier des lignes de transmission d'énergie électrique et des structures d'acier galvanisé, des sous-stations et des stations terminus.

c) *Exception:* Toutefois, dans les districts électoraux de Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean et Roberval, les dispositions de la présente section ne s'appliquent qu'aux contrats dont le coût excède $25,000.00, salaires et matériaux compris.

II. *Heures de travail: a*) Les heures régulières de travail des équipes de jour sont:

1. *Dans la juridiction territoriale du décret de Montréal (numéro 309-A).* Heure de commencement: du lundi au vendredi inclusivement, 8 a.m, heure de cessation: du lundi au vendredi inclusivement, 5 p.m. Total des heures régulières de la semaine: 40 heures.

2. *Dans les régions soumises aux autres décrets:* Celles déterminées pour les métiers en général, dans le décret concerné.

On doit accorder au salarié une (1) heure pour le repas du midi, généralement entre midi et 1 p.m., sans rémunération.

b) Des changements dans la distribution des heures régulières de travail et la période du repas du midi peuvent être faits du consentement mutuel de l'employeur et de ses salariés.

c) L'employeur ne s'engage pas à fournir du travail à aucun salarié à des heures régulières fixes ou en tout autre temps.

III. *Travail supplémentaire:* L'employeur peut exiger que les salariés travaillent en dehors des heures régulières aux conditions suivantes:

a) *Dans la juridiction territoriale du décret de Montréal (numéro 309-A).* Tout travail exécuté en plus des huit (8) heures régulières du lundi au vendredi inclusivement, doit être rémunéré au taux de salaire et demi pour les premières quatre (4) heures et à raison de salaire double pour les heures subséquentes.

long-established practice.

b) The operations recognized as structural erectors' work shall include, but shall not necessarily be limited to, the following:

i. The erection and construction of all iron and steel entering into the erection and construction of the following: buildings, including steel studding, prefabricated roof decks, wall sections or completely prefabricated buildings, bridges, viaducts, subways and tunnels, towers, radio and television antennas, hoists, car dumpers, cranes, conveyors, ore unloaders, coal bins and hoppers, ash chutes and hoppers, rock, coke, sand and ore bins and hoppers.

In the territorial jurisdiction of the decree of Montreal (number 309-A) they include also the installation of metal windows.

ii. The erection and construction of all sectional and other steel or iron stacks and the extension and repair of such stacks.

iii. The unloading, hoisting or lowering and placing of complete portable boilers, steam drums and assembled sections of water tube boilers and machinery to their approximate positions.

iv. The burning, welding, rivetting, rigging, staging, scaffolding, framing, erecting and dismantling of falsework in connection with any of the above.

v. *Exemption:* The present article does not apply to the assembling and erecting of power transmission lines steel towers, galvanized steel structures, substations and terminal stations.

c) *Exception:* However, in the electoral districts of Chicoutimi, Jonquière-Kénogami, Lac St-Jean and Roberval, the provisions of the present section shall apply only to contracts of $25,000.00 or more, wages and material included.

II. *Hours of work: a*) The regular working hours of the Day Shift are:

1. *In the Montreal territorial jurisdiction (number 309-A).* Starting time: from Monday to Friday inclusive, 8:00 a.m. Quitting time: from Monday to Friday inclusive, 5:00 p.m. Total of regularly assigned hours of the week: 40 hours.

2. *In the regions governed by other decrees:* The hours shall be those fixed for the trades in general, in the decree concerned.

Employees shall be allowed one (1) hour for lunch, generally between 12:00 noon and 1:00 p.m., without pay.

b) Variations in regularly assigned hours and lunch period may be arranged by consent of the employer and the employees.

c) The Employer does not guarantee to provide work to any employee for regularly assigned hours or for any other hours.

III. *Overtime:* The employer may require employees to work in excess of their regularly assigned hours subject to the following conditions:

a) *In the territorial jurisdiction of the Montreal decree (number 309-A).* All time worked in excess of the regularly assigned eight (8) hours from Monday to Friday inclusive shall be paid at the rate of time-and-one-half for the first four (4) hours and at double time for work in excess of four hours.

Tout travail exécuté le samedi doit être rémunéré à raison de salaire et demi jusqu'à midi et à raison de salaire double après midi.

b) Dans les régions soumises aux autres décrets: Le travail supplémentaire est rémunéré aux conditions déterminées pour les métiers en général, dans le décret concerné.

IV. *Jours chômés:* Tout travail exécuté les dimanches et les jours suivants doit être rémunéré à raison de salaire double: le Premier jour de l'An, le Vendredi-Saint, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, le Jour d'Actions-de-Grâces et le jour de Noël.

V. *Taux minima de salaires: a)* Les taux minima de salaires sont les suivants:

	Jusqu'au 30/11/61	*À compter du 1/12/61*	*À compter du 1/6/62*
Travailleur en acier structural et soudeur	$2.65	$2.70	$2.80
Gréeur et finisseur...	2.55	2.55	2.55

b) Paiement du salaire: Les salariés doivent être payés chaque semaine durant leurs heures régulières de travail, en espèces ou par chèque.

VI. *Définitions de métiers: a) Travailleurs en acier structural:* Un travailleur en acier structural doit avoir une connaissance complète et pratique de tous les outils et de tout l'appareillage de son métier utilisés pour le montage. Il doit être capable d'exécuter les travaux suivants d'une façon adroite et sûre:

i. Monter et gréer des grues, des grues mobiles, des derricks munis de haubans ou non, des poteaux et des appareils semblables, déplacer en hauteur des derricks à haubans et de placer des grues mobiles, le tout sous la direction d'un contremaître.

ii. Accrocher la charge, grimper, faire les raccords appropriés et signaler le mécanicien préposé au fonctionnement de l'appareil.

iii. Monter des échafaudages, assembler et boulonner des joints pour fins de rivetage et riveter.

iv. Exécuter les diverses besognes qui se rencontrent sur les chantiers de construction comme par exemple, faire des noeuds, brûler, percer des trous, aléser, etc.

b) Soudeur: Un soudeur en acier structural doit avoir une compétence qui lui permette de se qualifier selon la classe « O » du Code W-47-1949 de la Canadian Standards Association. Il doit être capable d'ajuster sa machine et être familier avec tous les outils et appareils de son métier. Il doit, de plus, pouvoir exécuter les travaux suivants de façon adroite et sûre:

i. Grimper.

ii. Poser des échafaudages pour le travail de soudure.

iii. Préparer le travail de soudure.

iv. Brûler.

v. Ébarder.

c) Gréeur et finisseur: Sans préjudice aux droits des autres métiers et classifications d'exécuter les opérations suivantes, un gréeur et finisseur est défini comme étant un employé possédant un certificat de qualification reconnu comme gréeur et finisseur, occupé aux opérations suivantes:

i. Travail général de gréage y compris le déménagement de machinerie et le travail de gréage de béton précoulé, précontraint et d'armature pour bâtisses et ponts.

ii. Montage d'échafauds en métal.

iii. Travail de toiture et de cloison en métal, y compris le mur rideau, mur fenêtre et les fenêtres, mur panneau (sandwich wall) et cloison en acier.

All time worked on Saturdays shall be paid for at the rate of time-and-one-half in the forenoon and double time in the afternoon.

b) In other regions governed by other decrees: The overtime shall be paid as stipulated for the trades in general, in the decree concerned.

IV. *Days kept as holidays:* All time worked on Sundays and the following Statutory Holidays shall be paid for at the rate of double time: New Year's Day, Good Firday, St. John the Baptist Day, Confederation Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day.

V. *Minimum wage rates: a)* The following shall be the minimum wage rates:

	Until 30/11/61	*From 1/12/61*	*From 1/6/62*
Structural Steel Ironworkers and Welders.....	$2.65	$2.70	$2.80
Rigger and Finisher.	2.55	2.55	2.55

b) Payment of wages: Employees shall be paid weekly during their regularly assigned hours, in cash or by cheque.

VI. *Definition of trades: a) Structural Steel iron worker:* A structural steel iron worker must have a thorough working knowledge of all erection tools and equipment of his trade. He must be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Assemble and reeve erecting cranes, travellers, guy and stiffleg derricks, poles and similar equipment, jump guy derricks and move travellers, all under the general direction of a foreman.

ii. Hook on, climb, connect and signal the hoisting engineer.

iii. Erect scaffolds, fit and bolt joints in proper fashion preparatory to rivetting, and perform rivetting operations.

iv. Carry out all the miscellaneous tasks which arise on erection jobs, such as tying knots, burning, drilling, reaming, etc.

b) Welder: A structural steel welder must be able to qualify under Class "O" of the Canadian Standards Association W-47-1949 Code. He must be able to adjust his welding machine and have a thorough working knowledge of all welding tools and equipment. He must also be able to perform the following operations in a safe and workmanlike manner:

i. Climb;

ii. Erect scaffolds for welding:

iii. Fit up work for welding;

iv. Burn;

v. Chip.

c) Rigger and finisher: Without prejudice to the rights of other trades and classifications to perform the following designated operations, a rigger and finisher is defined as an employee holding a recognized competency card as a rigger and finisher engaged on the following operations:

i. General rigging including machinery moving and the rigging of precast, prestressed or reinforced concrete members for buildings and bridges;

ii. Erecting metal scaffolding;

iii. Metal decking and siding including curtain wall, window wall and windows, sandwich wall and studding.

d) Le certificat de qualification des travailleurs en fer structural permet l'exécution de tout travail indiqué au paragraphe « *c* » du présent article. Toutefois, les travailleurs en fer structural et les soudeurs engagés exclusivement pour exécuter l'une des opérations dont il est fait mention audit paragraphe « *c* » doivent être rémunérés à un taux minimum de salaire de $2.55 l'heure pour la durée de ce décret.

VII. *Apprentis: a*) Les apprentis doivent avoir au moins 18 ans et pas plus de 30 ans. Ils doivent avoir un livret d'apprentissage où sont compilées les périodes de travail.

b) Les apprentis de 1ère année doivent recevoir 70% du taux du compagnon.

Les apprentis de 2ième année doivent recevoir 85% du taux du compagnon.

c) Il ne peut y avoir plus d'un (1) apprenti par sept (7) compagnons à l'emploi de l'employeur ou plus d'un (1) apprenti par chantier.

VIII. *Vacances payées:* Le montant de paie de vacances est de 4% du salaire gagné.

Dans le cas de congédiement ou renvoi, l'employeur doit prendre tout moyen raisonnable pour payer le salarié et lui rendre son livret de congé et son livret d'assurance à la fin de la journée régulière de travail. Si la chose n'est pas pratique l'employeur doit envoyer au salarié son chèque, son livret de congé et son livret d'assurance par malle recommandée dans les deux jours ouvrables après demande faite par l'employé.

IX. *Frais de déplacement:* Lorsqu'un salarié doit se rendre à un chantier et que ce déplacement lui donne droit à des frais de déplacement, l'employeur doit payer ses frais en autant que le salarié travaille jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quarante-cinq (45) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps. L'employeur doit aussi payer le voyage de retour à tous les salariés qui travaillent jusqu'à la fin des travaux ou pendant une période de quatre-vingt-dix (90) jours de calendrier si les travaux ne sont pas terminés avant ce temps.

X. *Période de déplacement:* L'employeur doit payer le temps consacré au déplacement au taux régulier dans le cas d'un salarié qui doit voyager pendant les heures régulières du travail de jour; en dehors de ces heures aucun temps de déplacement ne sera rémunéré si ce n'est dans des cas spéciaux qu'il appartient à l'employeur de juger.

XI. *Allocation pour frais de déplacement:* Lorsqu'un salarié doit se déplacer pour se rendre au chantier situé au-delà de 25 milles du périmètre de l'Ile de Montréal (mesuré par le plus court chemin en ligne droite) l'employeur doit lui verser un maximum de vingt-deux dollars ($22.50) et cinquante cents par semaine de travail de cinq jours, sans rémunération additionnelle pour les samedis et les dimanches. L'allocation pour chambre et pension pour une partie de semaine, c'est-à-dire pour un, deux, trois ou quatre jours doit être calculée au taux journalier de quatre dollars et cinquante cents ($4.50) et est payable chaque semaine. Cette allocation n'est pas versée cependant lorsque les salariés peuvent être logés dans un camp aménagé par l'employeur, lequel aménagement est à la charge de ce dernier.

Un salarié n'a pas droit aux allocations ou frais de déplacement s'il est embauché sur les lieux mêmes du chantier.

L'allocation pour déplacement ne peut être déduite du salaire d'un salarié à cause de mau-

d) The structural iron workers competency card will allow the performance of any of the work outlined in the paragraph *c*). However, structural iron workers and welders engaged exclusively to perform any of the operations referred to in this paragraph *c*) shall be paid a minimum wage rate of $2.55 an hour for the duration of this decree.

VII. *Apprentices: a*) An apprentice must not be less than 18 years of age or more than 30. He shall possess an apprenticeship book showing his record of service.

b) First year apprentices shall receive 70% of the journeymen's rate.

Second year apprentices shall receive 85% of the journeymen's rate.

c) The ratio of apprentices to journeymen may not exceed one (1) to seven (7) of the entire working force on the employer's payroll, or one (1) apprentice per job.

VIII. *Vacation with pay:* The amount of Vacation Pay shall be 4% of earnings.

In the case of layoff or dismissal the employer will make every reasonable effort to pay the employee and return his vacation with pay book and unemployment Insurance book at the end of the regular working day. When this is not pratical the employer shall send the employee his cheque, his vacation with pay book and his Unemployment Insurance book by registered mail within two working days when so requested by the employee.

IX. *Travelling expense:* When an employee is required to travel to a job site, where he will qualify for expense allowance, the Employer shall pay transportation expenses to the site of operations, provided the employee shall continue working until the completion of the job, or for a period of forty-five (45) calendar days, whichever be the lesser. The employees remaining on the job until completion thereof or for a period of ninety (90) calendar days, whichever be the lesser.

X. *Travelling time:* The employer shall pay prevailing straight time rates of pay to an employee required to travel during regularly assigned day shift hours only; no travelling time outside of these hours will be paid for, except in special cases at the discretion of the employer.

XI. *Expense allowance:* When an employee has been required to travel to a job site which is more than 25 miles from the perimeter of the Island of Montreal (measured by the shortest straight line distance) the employer shall pay him a maximum of twenty-two dollars and fifty cents ($22.50) per five-day working week with no additional remuneration for Saturdays and Sundays. Board allowance for part of a week, that is for one, two, three or four days, shall be calculated at a daily rate of four and one half ($4.50) dollars to be paid weekly, except that his allowance does not apply where employees can be accommodated at a camp arranged for by the employer, in which case the employer shall pay the cost of the accommodation provided.

An employee shall not be entitled to expense allowance or travelling expenses if he is hired at the job site.

Expense allowance shall not be deducted from an employee's pay, due to inclement weather or

vaises conditions atmosphériques ou de fêtes légales. Toutefois, si un salarié ne se présente pas au travail le jour ouvrable précédant immédiatement ou suivant les journées de fêtes ou de mauvaises température, il perd droit à l'allocation pour déplacement en ce qui touche la ou les journées d'absence, de mauvaise température ou les jours de fêtes. Il perd aussi le droit de l'allocation pour déplacement s'il s'absente un jour ouvrable. Cette allocation peut lui être quand même versée si dans l'opinion de l'employeur le salarié s'est absenté pour des raisons valables.

XII. *Frais de déplacement quotidien:* Lorsque l'employeur ne s'occupe pas du transport de ses salariés:

a) Les frais de déplacement quotidien payés en plus du passage régulier d'autobus entre les limites du circuit d'autobus et le chantier, de même que le voyage de retour auxdites limites doivent être payés par l'employeur sur l'Ile de Montréal et cette partie du territoire limitée par une ligne parallèle au contour de l'Ile de Montréal, à dix (10) milles de ce contour.

b) L'employeur doit verser une allocation uniforme de $2.00 par jour, à titre de frais de déplacement dans le territoire limité par la ligne de dix milles sus-mentionnés et une ligne parallèle à 15 milles du contour de l'Ile de Montréal.

c) Sur la même base qu'au paragraphe précédent, un taux uniforme de $3.50 par jour doit être versé dans le territoire limité par les lignes tracées respectivement à 15 et 25 milles du contour de l'Ile de Montréal.

Note: Les articles XI et XII ne s'appliquent qu'au décret en vigueur dans la région de Montréal. (numéro 309-A).

XIII. *Durée:* La présente section demeure en vigueur jusqu'à minuit, le 31 mars 1963. L'une ou l'autre des parties contractantes désirant modifier une quelconque de ses dispositions doit en avertir l'autre partie par lettre recommandée avant le 30 septembre 1962. À défaut de ce faire, ladite section est automatiquement renouvelée et prolongée pour une période d'une année. »

(La présente section rend obligatoire certaines dispositions d'une covention collective de travail intervenue entre: La Chambre de Construction de Montréal (Section de l'industrie du fer structural) et « The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711 »).

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent aux décrets suivants:

1° Décret numéro 1743 du 11 juillet 1941 et amendements — région de Chicoutimi.

2° Décret numéro 988 du 2 octobre 1958 et amendements — comtés de Drummond, Arthabaska et Nicolet.

3° Décret numéro 810 du 14 août 1957 et amendements — région de Hull.

4° Décret numéro 309-A du 8 avril 1959 et amendements — région de Montréal.

5° Décret numéro 761 du 13 juillet 1955 et amendements — région de Joliette.

6° Décret numéro 419 du 18 avril 1957 et amendements — région de Québec.

7° Décret numéro 802 du 8 juillet 1953 et amendements — région de Rimouski.

8° Décret numéro 909 du 25 août 1955 et amendements — région de Saint-Hyacinthe.

9° Décret numéro 784 du 21 juillet 1955 et amendements — région de St-Jean.

10° Décret numéro 122 du 29 février 1956 et amendements — région des Cantons de l'Est.

11° Décret numéro 602 du 9 juin 1954 et amendements — région de Sorel.

XII. *Daily commuting expense:* When transportation is not provided by the employer:

a) daily commuting expense in excess of the autobus fare from the autobus line limits to a job site and return shall be paid by the employer of the Island of Montreal and within an area bounded by a line drawn parallel to the outline of the Island of Montreal and ten (10) miles from it.

b) The employer shall pay a flat $2.00 per day commuting allowance in lieu of commuting expense in the area bounded by the ten mile line referred to above and a line parallel to it at 15 miles from the outline of the Island of Montreal.

c) In the same basis as (*b*) above, a flat rate of $3.50 per day shall be paid in the area bounded by lines 15 and 25 miles respectively from the outline of the Island of Montreal.

Note: Articles XI and XII shall apply only to the decree in force in the region of Montreal. (number 309-A).

XIII. *Duration of the present section:* This section shall remain in full force and effect until midnight, March 31, 1963. Either party desiring to modify any provisions hereof, shall notify the other party by registered letter no later than September 30, 1962, failing which this section shall be automatically renewed and extended for a period of one year.

(The present section renders obligatory some of the provisions of a collective labour agreement entered into between:

The Builders Exchange (Section of the Structural steel Industry) and "The International Association of Bridge, Structural and Ornamental Iron Workers, Local 711").

The provisions of the present Order-in-Council apply to the following decrees:

1. Decree number 1743 of July 11, 1941 and amendments — Chicoutimi region.

2. Decree number 988 of October 2, 1958 and amendments — counties of Drummond, Arthabaska and Nicolet.

3. Decree number 810 of August 14, 1957 and amendments — Hull region.

4. Decree number 309-A of April 8, 1959 and amendments — Montreal region.

5. Decree number 761 of July 13, 1955 and amendments — Joliette region.

6. Decree number 419 of April 18, 1957 and amendments — Quebec region.

7. Decree number 802 of July 8, 1953 and amendments — Rimouski region.

8. Decree number 909 of August 25, 1955 and amendments — St-Hyacinthe region.

9. Decree number 784 of July 21, 1955 and amendments — St. John region.

10. Decree number 122 of February 29, 1956 and amendments — Eastern Township district.

11. Decree number 602 of June 9, 1954 and amendments — Sorel region.

12° Décret numéro 657 du 13 mai 1948 et amendements — comtés de Terrebonne et Labelle.

13° Décret numéro 256 du 5 mars 1953 et amendements — région de Trois-Rivières.

14° Décret numéro 2218 du 9 novembre 1961 — district électoral de Duplessis.

L. DÉSILETS,
59472-o *Greffier du Conseil Exécutif.*

12. Decree number 657 of May 13, 1948 and amendments — Terrebonne and Labelle region:

13. Decree number 256 of March 5, 1953 and amendments — Trois-Rivières region.

14. Decree number 2218 of November 9, 1961 — electoral district of Duplessis.

L. DÉSILETS,
59472-o *Clerk of the Executive Council.*

Action en séparation de biens

Lemieux *vs* Goineau

Canada, Province de Québec, district d'Iberville, Cour Supérieure, No 11859. Dame Roma Lemieux, ménagère, de St-Jean, district d'Iberbille, épouse légalement commune en biens de Robert Goineau, garagiste, de St-Jean, district d'Iberville, demanderesse, *vs* ledit Robert Goineau, de St-Jean, district d'Iberville, défendeur.

Avis est par les présentes donné, que la demanderesse a institué des procédures en séparation de biens.

St-Jean, 16 novembre 1961.

L'Avocat de la demanderesse,
59482-o STAN. DÉRY.

Action for separation as to property

Lemieux *vs* Goineau

Canada, Province of Quebec, district of Iberville, Superior Court, No. 11859. Dame Roma Lemieux, housewife, of St-Johns, district of Iberville, wife legally common as to property of Robert Goineau, garage-keeper, of St. Johns, district of Iberville, plaintiff, *vs* the said Robert Goineau, of St. Johns, district of Iberville, defendant.

Notice is by these presents given that the plaintiff has instituted action for separation as to property.

St. Johns, November 16, 1961.

STAN. DÉRY,
59482 *Advocate for the plaintiff.*

Bills — Assemblée législative

Avis de l'Assemblée législative

CONCERNANT les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés chez le secrétaire du comité des bills privés avant le 19 décembre 1961 et présentés avant le 30 janvier 1962, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 19 janvier 1962 et reçues avant le 24 janvier 1962, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 13 février 1962.

Québec, le 18 octobre 1961.

Le Greffier de l'Assemblée législative,
59129-43-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Bills — Legislative Assembly

Notice of legislative Assembly

CONCERNING private bills which shall be introduced during the coming Session.

According to standing orders, private bills shall be deposited with the Secretary of the Committee of the Private Bills before December 19, 1961, and prior to January 30, 1962, introductory petitions of private bills shall be presented before January 19, 1962 and received prior to January 24, 1962, and reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before February 13, 1962.

Quebec, October 18, 1961.

ANTOINE LEMIEUX,
59129-43-11 *Clerk of the Legislative Assembly.*

Chartes — Abandon de

Roland & Gilles Faucher Limitée

Prenez avis que la compagnie « Roland & Gilles Faucher Limitée » demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Montréal, le 21 novembre 1961.

ME RENÉ COUSINEAU, *avocat.*
60 ouest, St-Jacques, Montréal. 59478-o

Alert Investments Inc.

Avis est donné que « Alert Investments Inc. », incorporé sous la Loi des compagnies du Québec, demandera la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la dite Loi.

Montréal, le 27 novembre 1961.
Albert Investments Inc.

Par le Secrétaire,
59496-o I. EDWARD BLANSHAY.

Charters — Surrender of

Roland & Gilles Faucher Limitée

Notice is hereby given that "Roland & Gilles Faucher Limitée" will make a petition to the Attorney General for the surrender of the charter.

Montreal, November 21, 1961.

ME RENÉ COUSINEAU, *advocate.*
60 St. James Street, West, Montreal. 59478-o

Alert Investments Inc.

Notice is hereby given that "Alert Investments Inc.", incorporated under Part I of the Quebec Companies Act, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the said Act.

Montreal, November 27, 1961.
Albert Investments Inc.

per: I. EDWARD BLANSHAY,
59496-o *Secretary.*

North America Leather Industries Inc.

Avis est donné que la compagnie « North America Leather Industries" Inc. », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, s'adressera au Procureur général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte selon les dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 20e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire,
59497 HIRAM LEVITT.

North America Leather Industries Inc.

Notice is hereby given that "North America Leather Industries Inc.", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office in the city of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies Act.

Dated at Montreal, this 20th day of November, 1961.

HIRAM LEVITT,
59497-o *Secretary.*

Quatre Saisons (Chibougamau) Ltée

Prenez avis que la compagnie « Quatre Saisons (Chibougamau) Ltée », demandera au Procureur général la permission d'abandonner sa charte.

Le Président,
59499-o MAURICE FOURNIER.

Quatre Saisons (Chibougamau) Ltée

Take notice that the company "Quatre Saisons (Chibougamau) Ltée", will apply to the Attorney General for permission to surrender its charter.

MAURICE FOURNIER,
59499 *President.*

Clifford J. Reed Limited

Avis est donné que la compagnie « Clifford J. Reed Limited », constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social en le village de North-Hatley, demandera au Procureur Général de la Province de Québec la permission d'abandonner sa charte.

Daté à North-Hatley, ce 20e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire,
59501-o W.-H. BRADLEY, C.R.

Clifford J. Reed Limited

Notice is hereby given that "Clifford J. Reed Limited", a corporation constituted under the Quebec Companies Act and having its head office at the Village of North Hatley, will apply to the Attorney-General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter.

Dated at North Hatley, this 20th day of November, 1961.

W.-H. BRADLEY, Q.C.,
59501-o *Secretary.*

Bomac Regent Litho Limited

Avis est par les présentes donné que « Bomac Regent Litho Limited », une compagnie constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies de Québec et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des Compagnies de Québec.

Daté à Montréal, Québec, ce 28e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
59536-o TREVOR S. MCNELLEN.

Bomac Regent Litho Limited

Notice is hereby given that "Bomac Regent Litho Limited", a company incorporated under the provisions of the Quebec Companies' Act and having its head office in the city of Montreal, Province of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, Quebec, this 28th day of November, 1961.

TREVOR S. MCNELLEN,
59536-o *Secretary-Treasurer.*

Compagnies dissoutes

(Sec. P. 13860-61)

L'Association des Nettoyeurs en Gros de Montréal
Montreal Wholesale Dry Cleaners Association Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la corporation « L'Association des Nettoyeurs en Gros de Montréal — Montreal Wholesale Dry Cleaners Association Inc. », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 6 novembre 1956.

Companies Dissolved

(P. Sec. 13860-61)

L'Association des Nettoyeurs en Gros de Montréal
Montreal Wholesale Dry Cleaners Association Inc.

Notice is hereby given that under the provisions Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "L'Association des Nettoyeurs en Gros de Montréal— Montreal Wholesale Dry Cleaners Association Inc.", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated November 6, 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 novembre 1961, ladite corporation a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 12490-61)

Aurora Explorations Limited
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec et de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite Loi des compagnies de Québec, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Aurora Explorations Limited » (No Personal Liability), constituée en corporation en vertu de ladite Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 21 décembre 1948.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 novembre 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14213-61)

Le Centre Social de Grand'Mère

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la corporation « Le Centre Social de Grand'Mère », constituée en vertu de la troisième partie de ladite Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 3 novembre 1956.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 novembre 1961, ladite corporation a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13942-61)

Lachance & Morel Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Lachance & Morel Limitée », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 14 janvier 1933.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 octobre 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 10364-61)

Mt. Royal Carpet Laying Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Sta-

Notice is also given that from and after November 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 12490-61)

Aurora Explorations Limited
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Act and Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Aurora Explorations Limited" (No Personal Liability), incorporated under said Quebec Mining Act, by letters patent dated December 21, 1948.

Notice is also given that from and after November 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14213-61)

Le Centre Social de Grand'Mère

Notice is hereby given that under the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Le Centre Social de Grand'Mère", incorporated under Part III of the said Quebec Companies Act, by letters patent dated November 3, 1956.

Notice is also given that from and after November 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13942-61)

Lachance & Morel Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lachance & Morel Limitée", incorporated under said Part I of the Quebec Companies Act, by letters patent dated January 14, 1933.

Notice is also given that from and after October 16, 1961 the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 10364-61)

Mt. Royal Carpet Laying Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter

tuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « Mt. Royal Carpet Laying Co. Ltd. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 24 février 1958.

Avis est de plus donné qu'à compter du 16 octobre 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Mt. Royal Carpet Laying Co. Ltd.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated February 24, 1958.

Notice is also given that from and after October 16, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

(Sec. P. 12593-57)

St. Alexander Parking Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 276, article 26, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 27 de ladite loi, il a plu au secrétaire de la province d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie « St. Alexander Parking Corp. », constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec par lettres patentes en date du 6 mai 1949.

Avis est de plus donné qu'à compter du 15 novembre 1961, ladite compagnie a été dissoute.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 16e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 12598-57)

St. Alexander Parking Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, section 26, chapter 276, R.S.Q., 1941, and subject to the liability enacted by section 27 of the said Act, the Provincial Secretary has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "St. Alexander Parking Corp.", incorporated under said Part I, of the Quebec Companies Act, by letters patent dated May 6, 1949.

Notice is also given that from and after November 15, 1961, the said company has been dissolved.

Given at the office of the Provincial Secretary, the 16th day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

Divers
Compagnies

(Sec. P. 13130-57)

Brackhall Corporation Ltd.

Règlement spécial « C »

Qui est un règlement augmentant le nombre de directeurs de 3 à 4, et fixant un quorum.

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Brackhall Corporation Ltd. » (ici nommée la compagnie) comme suit:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de 3 à 4, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de 4 directeurs.

2° 3 directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés, de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 9e jour d'août 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

59473 P. R. LIGHTHALL.

(Sec. P. 12494-55)

M. Goldsmith and Company Limited

Règlement « C »

Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « M. Goldsmith and Company Limited » (ici nommée la « compagnie ») ce qui suit:

Miscellaneous
Companies

(P. Sec. 13130-57)

Brackhall Corporation Ltd.

Special by-law "C"

Being a by-law increasing the number of directors from 3 to 4, and fixing quorum.

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Brackhall Corporation Ltd." (herein called the company) as follows:

1. The number of directors of the company be and the same is hereby increased from 3 to 4, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of 4 directors.

2. 3 directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors.

3. All prior by-laws, resolutions and proceedings of the company inconsistant herewith are hereby amended, modified and revised, in order to give effect to this by-law.

Enacted this 9th day of August, 1961.

Certified true copy.

P. R. LIGHTHALL,

59473-o *Secretary.*

(P. Sec. 12494-55)

M. Goldsmith and Company Limited

By-law "C"

Be it enacted, and it is hereby enacted as a by-law of "M. Goldsmith and Company Limited" (herein called the "company") as follows:

1° Que le nombre des directeurs de la compagnie soit et il est augmenté de trois à quatre, de sorte que le conseil d'administration de la compagnie sera dorénavant composé de quatre directeurs.

2° Que trois directeurs formeront quorum à toute assemblée du conseil d'administration.

3° Que tous les règlements, résolutions et procédures antérieurs de la compagnie, incompatibles à icelui, sont amendés, modifiés et revisés de manière à donner effet à ce règlement.

Décrété ce 20e jour de juin 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,

59474 (*Signé*) L. GOLDSMITH.

1. That the number of directors of the company be and the same is hereby increased from three to four, so that the board of directors of the company shall hereafter be composed of four directors;

2. That three directors shall constitute a quorum at any meeting of the board of directors;

3. That all prior by-laws, resolutions and proceedings, of the company, inconsistent herewith are hereby amended, modified and revised in order to give effect to this by-law.

Enacted, this 20th day of June, 1961.

Certified true copy.

(*Signed*) L. GOLDSMITH,
Secretary.

59474-o

(Sec. P. 10986-55)

National Transportation Advertising Ltd.

Extrait certifié du procès verbal d'une assemblée du conseil d'amdinistration de « National Transportation Advertising Ltd. » tenue le 3e jour de septembre 1958.

« Il a été proposé, secondé et résolu à l'unanimité:

Que les règlements généraux de la compagnie qui sont les règlements I à XIV inclusivement, soient et ils sont révoqués et que le règlement spécial « B », qui suit, soit et il est fait, passé et décrété comme étant le règlement général de la compagnie.

Le règlement spécial « B ».

Le règlement deux.

RÈGLEMENT TROIS

Conseil d'administration

Article 1° Le nombre de directeurs. Le conseil d'amdinistration sera formé de sept directeurs.

Je, le soussigné, Paul Meriot, secrétaire-trésorier de « National Transportation Advertising Ltd. », certifie que le précédent est un extrait authentique et exact du procès verbal d'une assemblée du Conseil d'administration de la compagnie, dûment convoquée et tenue le 3e jour de septembre 1958, lequel fut approuvé, ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie, dûment convoquée aux fins de le considérer, le 3e jour de septembre 1958.

En foi de quoi, j'ai signé et apposé le sceau corporatif de ladite compagnie, en la cité de Montréal, province de Québec, ce 22e jour d'août 1961.

Le Secrétaire-trésorier,

59476 PAUL MERIOT.

(P. Sec. 10986-55)

National Transportation Advertising Ltd.

Certified extract from the Minutes of a Meeting of the Board of the Directors of "National Transportation Advertising Ltd.", held on the 3rd day of September, 1958.

"It was moved, seconded, and unanimously Resolved:

That the General By-laws of the Company, that is, By-laws I to XIV inclusive be and they are hereby repealed and that Special By-law "B", as follows, be and it is hereby made, passed and enacted as the General By-law of the Company.

Special by-law "B".

By-law two.

BY-LAW THREE

Board of Directors

Article 1. Number of Directors. The Board of Directors shall consist of seven Directors."

I, the undersigned, Paul Meriot, Secretary-Treasurer of "National Transportation Adversising Ltd.", hereby certify the foregoing to be a true and exact extract from the Minutes of a Meeting of the Board of Directors of the Company, duly called and held on the 3rd day of September, 1958, which was unanimously approved, ratified and confirmed at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company, duly called for considering the same on the 3rd day of September, 1958.

In witness whereof I have hereunto set my hand and affixed the corporate seal of the said Company at the city of Montreal, Province of Quebec, this 22nd day of August, 1961.

PAUL MERIOT,
Secretary-Treasurer.

59476-o

(Sec. P. 10224-60)

Rosemount Industries Limited
Les Industries Rosemont Limitée

Règlement No 88

Concernant la modification du nombre des administrateurs

« Le nombre des administrateurs de la compagnie « Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée » est changé de trois qu'il était auparavant à celui de onze et le règlement No 1, art. 2 de la compagnie est modifié en conséquence. »

Copie certifiée du règlement No 88 dûment adopté à une assemblée des administrateurs tenue le 28e jour de septembre 1961, et approuvé à une assemblée générale sépciale de la compagnie

(P. Sec. 10224-60)

Rosemount Industries Limited
Les Industries Rosemont Limitée

By-Law No. 88

Concerning the amendment in the number of the administrators

« The number of the administrators of the company "Rosemount Industries Limited — Les Industries Rosemont Limitée" is changed from three that it was heretofore to that of eleven and by-law No. 1, art. 2 of the company is therefore amended."

Certified copy of by-law No. 88 duly adopted at a meeting of the administrators held on the 28th day of September, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on the

tenue le 28e jour de septembre 1961 par les actionnaires détenant entre eux (100%) des actions représentées à cette assemblée.

Le Secrétaire,
59477-o ADRIEN CORMIER.

Marshall-Perrault Enterprises Inc.

Règlement No 51

Il est décrété que:

La Compagnie est par les présentes autorisée à disposer de ses biens, à distribuer son actif proportionnellement entre les actionnaires et subséquemment à procéder à la dissolution par des procédures pour l'abandon de la Charte suivant l'article 26 de la Loi des Compagnies de Québec.

Les directeurs et officiers sont par les présentes autorisés à signer tous les actes et documents nécessaires.

Adopté ce 20 novembre 1961.

Le Secrétaire,
59479-o RENÉ PERRAULT.

(Sec. P. 10323-61)

O.T.J. de La Guadeloupe

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 14 novembre 1961, le règlement numéro un ou règlements généraux de l'« O.T.J. de La Guadeloupe », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 17 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59484-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 10323-61)

O.T.J. de La Guadeloupe

Extrait du numéro un (règlements généraux) de la corporation ci-haut mentionnée, tel qu'adopté en assemblée générale spéciale des membres, tenue le 5 mai 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

« 15° Le bureau de direction: Nombre: Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction composé de cinq membres ».

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
59484-o GUY POULIN.

(Sec. P. 404-55)

Criterion Advertising Company, Inc.

(*Loi des Compagnies à Fonds Social Etrangères*)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 20 septembre 1961, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. J. Richard Hyde, c.r., avocat de la firme de Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, a été nommé agent principal dans cette province de « Criterion Advertising Company, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères susmentionnée et ce, en lieu et place de G. B. Puddicombe, c.r.

Le bureau principal de adite compagnie, en la province demeure établi au bureau de MM. Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-

28th day of September, 1961, by the shareholders holding among themselves (100%) of the shares represented at this meeting.

ADRIEN CORMIER,
59477 *Secretary.*

Marshall-Perrault Enterprises Inc.

By-Law No. 51

It is enacted that:

The company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies Act.

The directors and officers are hereby authorized to sign all deeds and documents necessary.

Enacted this 20th of November, 1961.

RENÉ PERRAULT,
59479-o *Secretary.*

(P. Sec. 10323-61)

O.T.J. de La Guadeloupe

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve November 14, 1961, by-law number one or general by-laws of the "O.T.J. de La Guadeloupe", and such pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 17, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59484 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 10323-61)

O.T.J. de La Guadeloupe

Excerpt of number one (general by-laws) of the above mentioned corporation, as adopted at a special general meeting of the members, held on May 5, 1961, concerning the increase in the number of the directors from three to five:

"15. The board of directors: Number: The affairs of the corporation shall be administered by a board of direction composed of five members".

Certified true copy.

GUY POULIN,
59484 *Secretary.*

(P. Sec. 404-55)

Criterion Advertising Company, Inc.

(*Extra-Provincial Companies Act*)

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated September 20, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. J. Richard Hyde, Q.C., advocate, of the firm of Hyde and Ahern, advocates, 214 St. James Street West, Montreal, has been appointed, in the place and stead of G. B. Puddicombe, Q.C., chief agent, in this Province of "Criterion Advertising Company, Inc.", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the said company in the Province remains established at the offices of Messrs. Hyde and Ahern, advocates, 214 St.

Jacques, en ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59485 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 10881-57)

Laurent Gendron Ltée

Règlement numéro 4

Le nombre des directeurs de la compagnie « Laurent Gendron Ltée », est changé de trois qu'il était auparavant à celui de quatre et le règlement numéro 1 de la compagnie est modifié en conséquence.

Copie certifiée du règlement numéro 4 dûment adopté à une assemblée des directeurs tenue le 25 octobre 1961 et approuvé à une assemblée générale spéciale de la compagnie tenue le 25 octobre 1961 par les actionnaires détenant entre eux 100% des actions représentées à cette assemblée.

Montréal, ce 25 octobre 1961.

Le Secrétaire,

59486-o MAURICE DÉRY.

(Sec. P. 2564-54)

Rambusch Decorating Company of Canada, Limited

(*Loi des Compagnies à Fonds Social Étrangères*)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 20 septembre 1961, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. J. Richard Hyde, c.r., avocat de la firme de Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, a été nommé agent principal dans cette province de « Rambusch Decorating Company of Canada, Limited », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères sus-mentionnée et ce, en lieu et place de G. B. Puddicombe, c.r.

Le bureau principal de ladite compagnie, en la province demeure établi au bureau de MM. Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-Jacques, en ladite cité, et dans le district judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59487 RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 248-55)

Toyomenka, Inc.

(*Loi des Compagnies à Fonds Social Étrangères*)

Avis est donné que, par une nouvelle procuration datée du 25 septembre 1961, dont une copie a été transmise au secrétaire de la province, M. J. Richard Hyde, c.r., avocat de la firme de Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-Jacques, Montréal, a été nommé agent principal dans cette privince de « Toyomenka, Inc. », une compagnie à fonds social étrangère dûment autorisée à exercer son commerce dans la province de Québec, en vertu de la Loi des compagnies à fonds social étrangères susmentionnée et ce, en lieu et place de G. B. Puddicombe, c.r.

Le bureau principl de ladite compagnie, en la province demeure établi au bureau de MM. Hyde & Ahern, avocats, 214 ouest, rue St-James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59485-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 10881-57)

Laurent Gendron Ltée

By-law number 4

The number of directors of "Laurent Gendron Ltée", has been changed from three as it formerly was to four, and by-law number 1 of the company has been alterned accordingly.

Certified copy of by-law number 4 duly adopted at a meeting of the directors held on October 25, 1961, and approved at a special general meeting of the company held on October 25, 1961, by the shareholders holding among themselves 100% of the shares represented at this meeting.

Montreal, October 25, 1961.

MAURICE DÉRY,

59486 *Secretary.*

(P. Sec. 2564-54)

Rambusch Decorating Company of Canada, Limited

(*Extra-Provincial Companies Act*)

Notice is hereby given that, by new power of attorney, dated September, 20, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. J. Richard Hyde, Q.C., advocate, of the firm of Hyde and Ahern, advocates, 214 St. James Street West, Montreal, has been appointed, in the place and stead of G. B. Puddicombe, Q.C., chief agent, in this Province of "Rambusch Decorating Company of Canada, Limited", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the above-mentioned Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the said company in the Province remains established at the offices of Messrs. Hyde and Ahern, advocates, 214 St. James Street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59487-o *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 248-55)

Toyomenka, Inc.

(*Extra-Provincial Companies Act*)

Noticeis hereby given that, by new power of attorney, dated September 25, 1961, a copy of which has been transmitted to the Provincial Secretary, Mr. J. Richard Hyde, Q.C., advocate, of the firm of Hyde & Ahern, advocates, 214 St. James street West, Montreal, has been appointed, in the place and stead of G. B. Puddicombe, Q.C., chief agent, in this Province, of "Toyomenka, Inc.", an extra-provincial company duly licensed to carry on business in the Province of Quebec in virtue of the abovementioned Extra-Provincial Companies Act.

The principal office of the said company in the Province remains established at the office of Messrs. Hyde & Ahern, advocates, 214 St.

Jacques, en ladite cité, et dans le ditraict judiciaire de Montréal.

Donné au bureau du secrétaire de la province, ce 23e jour de novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59488 RAYMOND DOUVILLE.

Clifford J. Reed Limited

Sommaire du règlement 45

Il est décrété que la compagnie est autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre les actionnaires et subséquemment procéder à la dissolution en abandonner sa charte.

North-Hatley, ce 20e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire,
59501-o W.-H. BRADLEY, C.R.

(Sec. P. 15303-60)

Club Récréatif de Labrieville Inc.

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 17 novembre 1961, le règlement numéro 1 au règlements généraux du « Club Récréatif de Labrieville Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 22 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59502-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 12983-54)

The Montreal Anglers and Hunters Inc.
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc.

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 14 novembre 1961, les règlements généraux et le règlement No 25 de « The Montreal Anglers and Hunters Inc. — Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 27 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59503-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 12983-54)

The Montreal Anglers and Hunters Inc.
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc.

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'amendés à une assemblée des membres tenue le 10 octobre 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de douze à vingt-neuf:

« 27. L'administration et la direction des affaires de la corporation seront confiées à un bureau composé de vingt-neuf directeurs. »

Certifié vraie copie. *Le Secrétaire,*
59503-o L. R. VOISARD.

(Sec. P. 8447-51)

Coronation Social Club Incorporated

Extrait des règlements généraux de la corporation ci-haut mentionnée, tels qu'adoptés à une assemblée des membres tenue le 7 août 1961, concernant l'augmentation du nombre des directeurs de trois à cinq:

« 10. Bureau de direction: Le bureau de direction est composé de cinq (5) membres . . .»

Certifié vraie copie.

Le Secrétaire,
59539-o F.-X. LATOUR.

James street West, in the said city, and in the judicial district of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 23rd day of November, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59488-o *Assistant Secretary of the Province.*

Clifford J. Reed Limited

Summary of By-law 45

It is enacted that the company be authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably amongst its shareholders and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of its charter.

North Hatley, this 20th day of November, 1961.

W.-H. BRADLEY, Q.C.,
59501-o *Secretary.*

(P. Sec. 15303-60)

Club Récréatif de Labrieville Inc.

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 17, 1961, the by-law number 1 or general by-laws of "Club Récréatif de Labrieville Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 22, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59502 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 12983-54)

The Montreal Anglers and Hunters Inc.
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 14, 1961, the general by-laws and by-law No. 25 of "The Montreal Anglers and Hunters Inc. — Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc.", and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 27, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59503 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 12983-54)

The Montreal Anglers and Hunters Inc.
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc.

Excerpt of general by-laws of the above mentioned corporation, as amended at a meeting of the members held on October 10, 1961, concerning the increase in the number of directors from twelve to twenty-nine:

"27. The administration and the management of the affairs of the corporation shall be entrusted to a board composed of twenty-nine directors."

Certified true copy. L. R. VOISARD,
59503 *Secretary.*

(P. Sec. 8447-51)

Corporation Social Club Incorporated

Exterpt of the general by-laws of the above mentioned corporation as adopted at a meeting of the members held on August 7, 1961, concerning an increase in the number of the directors from three to five:

"10. Board of directors: The board of directors is composed of five (5) members . . ."

Certified true copy.

F.-X. LATOUR,
59539 *Secretary.*

(Sec. P. 8447-51)

Coronation Social Club Incorporated

Avis est donné qu'il a plu au secrétaire de la province d'approuver, le 15 novembre 1961, les règlements généraux de « Coronation Social Club Incorporated", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59539-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 11957-57)

Hôpital Saint-Michel

Avis est donné qu'il a plu au secrétaire de la province d'approuver, le 21 novembre 1961, les règlements nos 7 et 8 de l'« Hôpital Saint-Michel », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225*a* de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59540-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 14920-60)

Lomert Incorporée

Article 4 du règlement numéro 1 de « Lomert Incorporée »

« Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de neuf directeurs. »

Vraie copie de l'article 4 du règlement numéro 1 de « Lomert Incorporée » adopté le 3 février 1961 par les directeurs et approuvé par les actionnaires le 10 février 1961 à l'unanimité, tous les actionnaires étant présents.

Le Président,

59541-o P. E. DROLET.

(Sec. P. 64-61)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de la Paroisse Notre-Dame du Rosaire

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 7 novembre 1961, les règlements de « L'Oeuvre des Terrains de Jeux de la Paroisse Notre-Dame du Rosaire », et ce, conformément aux dispositions de la Loi des clubs de récréation, (S.R.Q. 1941, chapitre 304) et de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, (*ibid.* chapitre 276).

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 22 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59542-o RAYMOND DOUVILLE.

(Sec. P. 13844-56)

Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited

Règlement numéro 24

Règlement changeant le nombre des directeurs

« Qu'il soit décrété comme un règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs de la compagnie sera de cinq, et trois directeurs formeront un quorum pour la transaction des affaires. »

Vraie copie certifiée.

Montréal, ce 7e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire,

59543 A. M. POWTER.

(P. Sec. 8447-51)

Coronation Social Club Incorporated

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 15, 1961, the general by-laws of "Coronation Social Club Incorporated", and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary on November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59539 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 11957-57)

Hôpital Saint-Michel

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 21, 1961, by-laws Nos. 7 and 8 of the "Hôpital Saint-Michel", and such pursuant to the provisions of section 225*a* of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59540 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 14920-60)

Lomert Incorporée

Article 4 of the by-law number 1 of "Lomert Incorporée"

"The affairs of the company shall be governed by a board of directors composed of nine directors."

True copy of section 4 of by-law number 1 of "Lomert Incorporée" adopted on February 3, 1961 by the directors and approved unanimously by the shareholders on February 10, 1961, all shareholders being present.

P. E. DROLET,

59541 *President.*

(P. Sec. 64-61)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de la Paroisse Notre-Dame du Rosaire

Notice is hereby given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 7, 1961, the by-laws of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de la Paroisse Notre-Dame du Rosaire", and such, pursuant to the provisions of The Amusement Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 304), an of section 225 of the Quebec Companies Act (i.e. chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 22, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59542 *Assistant Secretary of the Province.*

(P. Sec. 13844-56)

Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited

By-Law number 24

By-Law to change the number of directors

"Be it enacted as a By-law of the company:

That the number of the directors of the company shall be five, and three directors shall form a quorum for the transaction of business."

Certified true copy.

Montreal, this 7th day of November, 1961.

A. M. POWTER,

59543-o *Secretary.*

(Sec. P. 10607-60)

Riverside Country Club Inc.

Avis est donné qu'il a plu au Secrétaire de la province d'approuver, le 21 novembre 1961, les règlements généraux de « Riverside Country Club Inc. », et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec.

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59544-o RAYMOND DOUVILLE.

(P. Sec. 10607-60)

Riverside Country Club Inc.

Notice is given that the Provincial Secretary has been pleased to approve, on November 21, 1961, the general by-laws of "Riverside Country Club Inc.", and such, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act.

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59544 *Assistant Secretary of the Province.*

Sièges sociaux

Construction Sweet Home Inc.

Avis est par les présentes donné, que la compagnie « Construction Sweet Home Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, émises en date du 17 mai 1961 et ayant son siège social à 4209 rue Isabella, Montréal, district de Montréal.

À compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce 28e jour de septembre 1961.

Le Président,

59469-o PAMPHILE THIBODEAU.

(Sec. P. 14463-59)

Gerard Investments Inc.

Règlement No six

Qu'il soit décrété et il est, par les présentes décrété comme un règlement de « Gerard Investments Inc. », que la situation du siège social de la compagnie soit changée de 221, rue Tait, Montréal 9, à 820, rue Notre Dame dans la cité de Chomedey.

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de « Gerard Investments Inc. », le 3ème jour de juillet 1961 et approuvé par au moins 2/3 en valeur des actions représentées à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Gérard Investments Inc. », convoquée pour confirmer ledit règlement et tenue le 3ème jour de juillet 1961.

Le Secrétaire,

59470 (*Signé*) R. J. SHADEED.

Scriptex Inc.

Avis est donné que la compagnie « Scriptex Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 août 1961, et ayant son bureau principal en la cité de Montréal a transporté son bureau du numéro 2597 rue Valois au numéro 3465 Côte des Neiges, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 6e jour de septembre 1961.

Les Procureurs de la compagnie,

59471-o LEMIEUX, LECHASSEUR & VALADE.

Anco Food Products (1961) Inc.
Les Produits Alimentaires Anco (1961) Inc.

Avis est donné que la compagnie « Anco Food Products (1961) Inc. — Les Produits Alimen-

Head Offices

Construction Sweet Home Inc.

Notice is hereby given that "Construction Sweet Home Inc.", incorporated by letters patent under Part I of the Quebec Companies Act, issued on May 17, 1961, has its head office at 4209 Isabella St., Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, this 28th day of September, 1961.

PAMPHILE THIBODEAU,

59469 *President.*

(P. Sec. 14463-59)

Gerard Investments Inc.

By-law No. Six

Be it enacted and it is hereby enacted as a by-law of "Gerard Investments Inc.", that the location of the head office of the company be changed from 221 Tait Street, Montreal 9, to 820 Notre Dame Street in the city of Chomedey.

Certified a true copy of by-law enacted by the directors of "Gerard Investments Inc.", on the 3rd day of July, 1961, and approved by at least two-thirds in value of the shares represented at a special general meeting of the shareholders of "Gérard Investments Inc.", called for considering the said by-law and held on the 3rd day of July, 1961.

(*Signed*) R. J. SHADEED,

59470-o *Secretary.*

Scriptex Inc.

Notice is given that "Scriptex Inc.", incorporated by letters patent dated August 25, 1961, and having its head office in the city of Montreal, has moved its office from number 2597 Valois St. to number 3465 Côte des Neiges, Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 6th day of September, 1961.

LEMIEUX, LECHASSEUR & VALADE,

59471 *Attorneys for the company.*

Anco Food Products (1961) Inc.
Les Produits Alimentaires Anco (1961) Inc.

Notice is hereby given that "Anco Food Products (1961) Inc. — Les Produits Alimen-

taires Anco (1961) Inc. », constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 novembre 1961 et ayant son bureau principal dans Montréal, a établi son bureau au numéro 1565, rue Iberville, Montréal.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 17e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire de la compagnie,
59489-o ÉMILE COLAS.

(Sec. P. 13912-57)

Canadian Telephone Construction Co. Ltd.

Règlement No 7

« Attendu que le siège social de la compagnie a été situé au Cap de la Madeleine dans la province de Québec.

Et attendu qu'il a été reconnu opportun de transporter ledit siège social de ladite compagnie à la cité de Hull, en ladite province;

En conséquence qu'il soit décrété comme un règlement de ladite compagnie que ledit siège social de ladite compagnie soit et il est transféré à la cité de Hull, dans le district de Hull et province de Québec, en vigueur le 5 juin 1961.»

Passé par les directeurs sous le sceau de la compagnie, ce 5e jour de juin 1961.

Vraie copie certifiée.

Le Secrétaire,
59490 F. CALL, Ing. P.

(Sec. P. 11077-57)

Pointe Claire Ventures Inc.

Règlement XIII

« Qu'il soit décrété et il est décrété comme un règlement de « Pointe Claire Ventures Inc. » que l'établissement du siège social de la compagnie soit changé de 15 Westwood Drive, en la cité de Pointe Claire, province de Québec, à 1455, avenue Union en la cité de Montréal, province de Québec ».

Vraie copie certifiée d'un règlement décrété par les directeurs de « Pointe Claire Ventures Inc. » le 2e jour de novembre 1961 et approuvé par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires de « Pointe Claire Ventures Inc. » convoquée pour étudier ledit règlement et tenue le même jour

(Sceau) *Le Secrétaire,*
59491 HERBERT C. SALMON.

West End Lumber Ltd.

Avis est donné que la compagnie « West End Lumber Ltd. », constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies du Québec le 6 juillet 1960, a transféré son siège social en date du 1 décembre 1960, de 5345, rue Connaught dans les cité et district de Montréal, à 7190, Avenue Grand dans les cité et district de Montréal.

Donné à Montréal, le 25 octobre 1961.

(Sceau) *Le Secrétaire de la compagnie,*
59492-o Mme. EVA M. TEPPER.

(Sec. P. 5428-47)

Standard Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)

Extrait du livre des Minutes de la « Standard Asbestos Mines Limited », lors d'une assemblée

taires Anco (1961) Inc.", company incorporated by letters patent on the 17th day of November, 1961, and having its head office in the City of Montreal, has established its offices at 1565 Iberville street, Montreal.

From and after the date of this notice, the said offices shall be considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 17th day of November, 1961.

ÉMILE COLAS,
59489-o *Secretary of the Company.*

(P. Sec. 13912-57)

Canadian Telephone Construction Co. Ltd.

By-Law No. 7

"Whereas the principal office of the company has been situated at Cap de la Madeleine in the Province of Quebec;

And whereas it has been deemed expedient to change the said head office of the Company to the City of Hull, in the said Province;

Therefore be it enacted as a By-law of the said company that the head office of the said company be and is hereby transferred to the City of Hull in the District of Hull and Province of Quebec, effective June 5th, 1961."

Passed by the directors and sealed with the Company's seal this 5th day of June, 1961.

Certified true copy.

F. CALL, P. Eng.,
59490-o *Secretary.*

(P. Sec. 11077-57)

Pointe Claire Ventures Inc.

By-Law XIII

"Be it enacted and it is hereby enacted as a By-Law of "Pointe Claire Ventures Inc.", that the location of the head office of the company be changed from 15 Westwood Drive, in the city of Pointe Claire, Province of Quebec to 1455 Union Avenue in the city of Montreal, Province of Quebec".

Certified a true copy of a by-law enacted by the directors of "Pointe Claire Ventures Inc.", on the 2nd day of November 1961 and approved by all the shareholders at a special general meeting of the shareholders of "Pointe Claire Ventures Inc.", called for considering the said by-law and held on the same day.

(Seal) HERBERT C. SALMON,
59491-o *Secretary.*

West End Lumber Ltd.

Notice is hereby given that the company "West End Lumber Ltd.", constituted a body corporate by letters patent issued under the Law of the Companies Act of Quebec on July 6, 1960, has transferred its head-office on December 1, 1960, from 5345, Connaught Street in the city and district of Montreal, to: 7190, Grand Avenue in the city and district of Montreal.

Given at Montreal, this October 25, 1961.

(Seal) Mrs. EVA M. TEPPER,
59492 *Secretary of the Company.*

(P. Sec. 5428-47)

Standard Asbestos Mines Limited
(No Personal Liability)

Extract of the Minutes of "Standard Asbestos Mines Limited", at a special general meeting

générale et spéciale des actionnaires de la compagnie, tenue au Château Frontenac, à Québec, le 26ième jour d'août 1960:

« Il est proposé par monsieur J. L. Roy, secondé par mademoiselle Yvonne Landry, d'approuver et ratifier une résolution des directeurs adoptée à leur réunion du 8 août 1960, changeant le bureau principal de la compagnie de 80, rue St-Pierre, Québec, où il était auparavant, à Beauceville est, comté de Beauce, P.Q. Ce règlement qui portera le no 72, se lit comme suit:

« Règlement no 72 concernant le changement du bureau principal de la compagnie.

Le bureau principal de la compagnie « Standard Asbestos Mines Limited » est transporté de 80, rue St-Pierre, Québec, P.Q. où il était auparavant, à Beauceville est, comté de Beauce, P.Q. »

Adopté unanimement.

Vraie copie.

Le Vice-Président et Secrétaire,
59498-o PAUL-H. LACHANCE.

of the shareholders of the company, held at the Château Frontenac, in Quebec, on the 26th day of August, 1960:

"It has been proposed by Mr. J. L. Roy, seconded by Miss Yvonne Landry, to approve and ratify a resolution of the directors adopted at their reunion on August 8, 1960, changing the head office of the company from 80 St. Peter St., Quebec, where it formerly was, to Beauceville east, County of Beauce, P.Q. This by-law which will bear the number 72, reads as follows:

"By-law No. 72, concerning the changing of the company's head office.

The head office of "Standard Asbestos Mines Limited" has been moved from 80 St. Peter St., Quebec, P.Q., where it formerly was, to Beauceville east, County of Beauce, P.Q."

Unanimously adopted.

True Copy.

PAUL-H. LACHANCE,
59498 *Vice-President and Secretary.*

Proulx Business College Inc.

Avis est donné que la compagnie « Proulx Business College Inc. » constituée en corporation par lettres patentes en date du 16 juin 1961, et ayant son bureau principal à St-Jérôme, comté de Terrebonne, a établi son bureau au numéro 386, ave du Palais, St-Jérôme, comté de Terrebonne, Province de Québec.

À compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Jérôme, ce 31 octobre 1961.
59500-o WILFRID CORMIER.

Proulx Business College Inc.

Notice is hereby given that the company "Proulx Business College Inc.", incorporated by letters patent bearing date the 16th day of June 1961, and having its head office in the city of St-Jérôme, county of Terrebonne, has established its office at no 386, ave du Palais, St-Jérôme, county of Terrebonne, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at St-Jérôme, this October 31, 1961.
59500-o WILFRID CORMIER.

Southgate Corporation

Règlement No 4

Un règlement qui transporte le siège social de la compagnie.

Qu'il soit et il est décrété comme le règlement No 4 de la compagnie:

Que le siège social de la compagnie est transporté de 614 ouest, rue St-Jacques, Montréal à 627 ouest, boulevard Dorchester, Montréal.

(Sceau) *Le Président,*
59538 CARL E. MULLER.

Southgate Corporation

By-Law No. 4

A By-law changing the head office of the company.

Be it and it is hereby enacted as By-law No. 4 of the company:

That the head office of the company is hereby changed from 614 St. James Street West, Montreal, to 627 Dorchester Boulevard West, Montreal.

(Seal) CARL E. MULLER,
59538-o *President.*

Demandes à la Législature

Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

Avis est par les présentes, donné que la « Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal » s'adressera à la législature provinciale à sa prochaine session pour obtenir la passation d'une loi la constituant en corporation sous le nom de Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal, avec les pouvoirs des corporations ordinaires et spécialement les suivants: hypothéquer ses biens meubles et immeubles, présents et futurs, émettre des obligations, établir, acquerir, maintenir, administrer et gérer des résidences de religieuses, juniorats, noviciats, scolasticats; chapelles, salles publiques, lieux de retraite, secrétariats sociaux, services sociaux, foyers, maisons de repos, centres récréatifs, colonies de

Applications to Legislature

Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal

Notice is hereby given that la "Congrégation Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal" will apply to the Provincial Legislature at its next session for the passing of an Act constituting it into a corporation under the name of Congrégation of our Lady of Good Counsel of Montreal, with the powers of ordinary corporations and especially with the following powers; to hypothecate its moveables and immoveables, present and future, issue bonds and debentures, establish, acquire, maintain, administer and manage religious residences, novitiates, scholasticates, chapels, public wards, retreat houses, social secretariats, social services, residences, rest homes, recreational centers, summer camps, libraries,

vacances, bibliothèques, patronages, cercles d'études, terrains de jeux, maternelles, jardins d'enfants, instituts familiaux, écoles d'arts familiaux, écoles d'auxiliaires soxiaux; maisons ou œuvres d'éducation, d'enseignement, de bien-être social sous toutes ses formes; hôpitaux; et autres œuvres de même nature; conclure des arrangements avec toute autorité publique, accepter des donations, habiliter les corporations à faire des donations, faire des ententes avec ses membres, incorporer ses maisons, faire des règlements pour sa régie interne, la nomination de ses officiers, etc., avec certains autres pouvoirs nécessaires à une corporation religieuse, et pour tous autres pouvoirs, avec un conseil d'administration constitué tel que déterminé par ses règlements; validant certains actes posés par l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal; déclarant éteinte cette corporation; transportant les biens et obligations de cette dernière corporation à la nouvelle corporation.

Montréal, le 27 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,

59525-48-2-o MONETTE, FILION ET LABELLE.

patronages, study groups, playgrounds, nurseries, kindergartens, family institutes, family art schools, social aids schools, educational or teaching houses or works, social welfare of all kinds, and all works of a similar nature; make arrangements with any public authorities, accept any gift, qualify corporations to make donations, make arrangements with its members, incorporate its houses, adopt regulations for its internal management, the nomination of its officers, etc., with other powers necessary for a religious corporation, and for any other powers; with a council of administration constituted as determined by its by-laws; validating certain acts of l'Institut de Notre-Dame-du-Bon-Conseil de Montréal; declaring dissolved the said corporation; transferring the property and the obligations of the latter to the new corporation.

Montreal, November 27, 1961.

MONETTE, FILION AND LABELLE,

59525-48-2-o *Attorneys for the Petitioner.*

Hôtel-Dieu de Gaspé

Avis est donné que l'« Hôtel-Dieu de Gaspé », corporation constituée par la loi 17 George V, chapitre 115, s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi refondant sa charte et lui accordant de plus amples pouvoirs corporatifs.

Québec, 7 novembre 1961.

Les Procureurs du requérant,

59369-46-4-o GUÉRARD & PELLAND.

Hôtel-Dieu de Gaspé

Notice is given that l'"Hôtel-Dieu de Gaspé", a corporation constituted by the act 17 George V, chapter 115, will apply to the Legislature of Quebec, at next session, for the adoption of an Act revising its charter and granting to said "Hôtel-Dieu de Gaspé" more elaborate powers.

Quebec, November 7, 1961.

GUÉRARD & PELLAND,

59369-46-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé

Avis est donné que les Révérendes Mères Marie-Blanche Frenette, dite de Saint-Louis de Marillac, Adrienne Cantin, dite de Marie de l'Immaculée-Conception, Laurette Arsenault, dite de Marie des Neiges, Jeanne d'Arc Rochette, dite de Marie-Médiatrice, Rita Boissonnault, dite de Marie du Sacré-Coeur, Paula Poirier, dite de Saint-Jean-Eudes, et Marie-Jeanne Caron, dite de Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, respectivement supérieure, assistante, hospitalière générale, économe et conseillères du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi les constituant en corporation, sous le nom de « Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé », à toutes fins religieuses, charitables et éducationnelles.

Québec, 7 novembre 1961.

Les Procureurs des requérantes,

59370-46-4-o GUÉRARD & PELLAND.

Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé

Notice is given that the Reverend Mothers Marie-Blanche Frenette, sister Saint-Louis de Marillac, Adrienne Cantin, sister Marie de l'Immaculée-Conception, Laurette Arsenault, sister Marie des Neiges, Jeanne d'Arc Rochette, sister Marie-Médiatrice, Rita Boissonnault, sister Marie du Sacré-Coeur, Paula Poirier, sister Saint-Jean-Eudes, and Marie-Jeanne Caron, sister Sainte-Thérèse de l'Enfant-Jésus, respectively superior, assistant, general hospitalier, bursar and councillors of the Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the adoption of an Act constituting them in corporation, under the name of "Les Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé", for religious, charitable and educational purposes.

Quebec, November 7, 1961.

GUÉRARD & PELLAND,

59370-46-4-o *Attorneys for Petitioners.*

La Société Protectrice Canadienne des Animaux

Avis public est par les présentes donné que « The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals » s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une Loi pour amender la Loi d'Incorporation de ladite Société, aux fins suivantes: de moderniser les dispositions de ladite Loi qui existe depuis environ cent ans; d'autoriser l'emploi d'un nom de compagnie alternatif, à savoir: « La Société Protectrice Canadienne des Animaux »; de changer ses

The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals

Public notice is hereby given that "The Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the next Session thereof, for the passing of an Act to amend the Act of Incorporation of the said Society, for the following purposes: to modernize the provisions of the said Act, which is nearly one hundred years old; to authorize the use of an alternative corporate name, to wit: "La Société Protectrice Canadienne des Animaux"; to alter its powers

pouvoirs d'acheter, d'acquérir et de posséder des propriétés immobilières; et généralement, de doter ladite Société avec tels autres pouvoirs qu'elle pourra requérir pour exécuter effectivement ses activités sous les conditions existantes.

Montréal, 17 novembre 1961.

Le Procureur de la requérante,
59443-47-4-o ERSKINE BUCHANAN, C.R.

Cité de Sherbrooke

Avis est par les présentes donné que la cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte la Loi I Geo. VI, chap. 105, aux fins suivantes:

1. Modifier l'article 3 de la loi 1-2 Eliz. II, chap. 67 (bureau provisoire scrutin).
2. Modifier l'article 7 de la loi 5-6 Eliz. II, chap. 73 (élections).
3. Remplacer l'article 3 de la loi 3-4 Eliz. II, chap. 70 (préparation des listes).
4. Modifier l'article 3 de la loi 9-10 Eliz. II, chap. 104 (règlement).
5. Autoriser la cité à emprunter $200,000.00 pendant les trois prochaines années pour réparations urgentes et nécessaires pour les réseaux électriques.
6. Autoriser la cité à souscrire $33,000.00 pour les fêtes du 125ème anniversaire de fondation.

Et autres demandes.

Sherbrooke, le 31 octobre 1961.

Le Procureur de la requérante,
59445-47-4-o ALBERT RIVARD, C.R.

Jacques Tennenbaum

Avis est par les présentes donné que « Jacques Tennenbaum », vendeur, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son nom de famille de Tennenbaum à Teroux.

Montréal, le 20 novembre 1961.

Les Procureurs du requérant,
59446-47-4-o CRESTOHL & CRESTOHL.

Israel Trachtenberg

Avis est par les présentes donné que « Israel Trachtenberg », constructeur et exécutif, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, au cours de sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi changeant son prénom et nom de famille de Israel Trachtenberg à Arthur Tratt.

Montreal, le 20 novembre 1961.

Les Procureurs du requérant,
59447-47-4-o CRESTOHL & CRESTOHL.

Cité de Montréal

Avis est par les présentes donné que la cité de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, au cours de la prochaine session, pour lui demander l'autorisation de présenter un bill ayant pour objet de modifier les dispositions de sa charte à l'effet de:

1° Prolonger le maintien en vigueur de certaines lignes homologuées, dites de redressement,

to purchase and acquire and possess real and immoveable property; and generally, to endow the said Society with such other powers as it may require to carry out effectively its activities under present conditions.

Montreal, November 17, 1961.

ERSKINE BUCHANAN, Q.C.,
59443-47-4-o *Solicitor for Applicant.*

City of Sherbrooke

Notice is hereby given that the city of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the act I Geo. VI, chapter 105, for the following purposes:

1. To modify section 3 of act 1-2 Eliz. II, ch. 67 (advance poll).
2. To modify section 7 of act 5-6 Eliz. II, ch. 73 (election).
3. To replace sect. 3 of act 3-4 Eliz. II, ch. 70 (preparation date of election lists).
4. To modify section 3 of act 9-10 Eliz. II ch. 104 (Zoning by-law).
5. To authorize a $200,000.00 loan for urgent repairs or improvements to the electric system for the next three years.

6. To authorize a $33,000.00 grant to the Comité Touristique Incorporé, for the celebration of the City's 125 anniversary celebration.

And other purposes.

Sherbrooke, October 31, 1961.

ALBERT RIVARD, Q.C.,
59445-47-4-o *Attorney for the Petitioner.*

Jacques Tennenbaum

Notice is hereby given that "Jacques Tennenbaum", salesman, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, to request the adoption of an act to change his surname from Tennenbaum to Teroux.

Montreal, November 20, 1961.

CRESTOHL & CRESTOHL,
59446-47-4-o *Attorneys for Petitioner.*

Israel Trachtenberg

Notice is hereby given that "Israel Trachtenberg", builder and executive, of the city and district of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request the adoption of an Act to change his given name and surname from Israel Trachtenberg to Arthur Tratt.

Montreal, November 20, 1961.

CRESTOHL & CRESTOHL,
59447-47-4-o *Attorneys for Petitioner.*

City of Montreal

Notice is hereby given that the city of Montreal will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to request authorization to present a bill for the purpose of amending the provisions of its charter relating to the following matters:

1. Extend the maintenance in effect of certain homologated lines, called straightening lines,

de février 1963 à mai 1963; modifier la procédure relative à ces lignes;

2° Pourvoir, dans certains cas, au remplacement temporaire du surintendant des immeubles de la cité;

3° Faciliter la procédure de l'octroi des pensions;

4° Modifier le régime électoral municipal;

5° Faire exercer, par règlement, les pouvoirs relatifs à la carte d'identité;

6° Modifier le régime administratif municipal;

7° Étendre les pouvoirs de la cour municipale et du service de la police spécialement dans les cas d'occupations d'immeubles contraires aux règlements;

8° Modifier les pouvoirs de réglementation au sujet des permis de construction, d'occupation, des taxis, de certains établissements de nettoyage, buanderettes, etc. et les pouvoirs ayant trait à l'enlèvement des ordures ménagères;

9° Permettre de hausser, dans certains cas, le prix exigible pour procès-verbaux d'alignements et de niveaux;

10° Simplifier la procédure pour l'établissement de certaines servitudes perpétuelles au-dessus et au-dessous de la ruelle des Fortifications;

11° Simplifier la procédure pour la détermination des indemnités dans les cas de droits acquis;

12° Simplifier la procédure pour l'établissement de sens uniques et pour la prohibition de circuler sur certaines rues;

13° Modifier la procédure ayant trait aux projets de lotissement;

14° Modifier les pouvoirs de la cité au sujet de l'établissement de voies publiques souterraines ou autres dans ou hors de son territoire; autoriser l'organisation, la possession et l'exploitation d'un système de transport en commun;

15° Clarifier la procédure d'annulation de parties du plan général;

16° Modifier la procédure ayant trait à la vente ou au louage de garages ou parcs de stationnement;

17° Modifier les dispositions qui concernent les vérificateurs et leur rémunération; celles qui concernent le service des estimations et le bureau de revision;

18° Modifier les dispositions relatives à l'administration de la Commission des services électriques de Montréal;

19° Modifier les dispositions relatives à l'établissement et l'exploitation de parcs de stationnement municipaux;

20° Modifier la procédure ayant trait aux rôles des taxes personnelles;

21° Créer un fonds distinct d'assurance conformément aux dispositions du Code de la route;

22° Modifier les pouvoirs d'expropriation et établir la procédure pour la récupération du coût, dans certains cas;

23° Modifier les dispositions spéciales relatives à la perception des taxes;

24° Modifier les dispositions relatives à certaines servitudes et à l'acquisition d'immeubles vétustes et insalubres;

25° Donner à la cité un texte semblable à celui de la Loi des cités et villes relativement à la preuve dans les cas d'accidents sur le trottoir;

26° Modifier les dispositions touchant les services d'utilité publique dans les rues;

27° Dispositions relatives à la taxe de vente;

28° Dispositions relatives aux terrains de la cité situés dans la Cité de LaSalle;

from February 1963 to May 1963; modify the procedure related to those lines;

2. Provide, in certain cases, for the temporary replacement of the superintendent of the real estate division of the city;

3. Facilitate the procedure in the granting of pensions;

4. Modify the municipal electoral system;

5. Put into effect, by by-law, the powers relating to the identification card;

6. Modify the municipal administrative system;

7. Extend the powers of the Municipal Court and of the Police Department especially in cases of occupancy of premises contrary to the city by-laws;

8. Amend the powers of regulation concerning permits for building, occupancy, taxis, certain cleaning establishments, launderettes, etc. and the power related to the removal of garbage;

9. Allow the city to increase, in certain cases, the price of minutes of alignments and levels;

10. Facilitate the procedure for the establishment of perpetual servitudes over and under des Fortifications Lane;

11. Simplify the procedure for the determination of indemnities in cases of acquired rights;

12. Simplify the procedure for establishing one-way traffic and for prohibiting traffic on certain streets;

13. Modify the procedure relating to development projects;

14. Modify the powers of the city for the establishment of underground public ways or others in or outside its territory; authorize the organization, possession and operation of a public transportation system;

15. Clarify the procedure of annulment of parts of the master plan;

16. Amend the procedure for sale or rental of garages or parking lots;

17. Amend the provisions concerning the auditors of the city and their remuneration; those related to the assessment department and the board of revision;

18. Amend the provisions related to the administration of the Montreal Electrical Commission;

19. Amend the provisions related to the procedure for the establishment and operation of municipal parking lots;

20. Amend the procedure concerning the personal tax rolls;

21. Establish a separate insurance fund, in conformity with the provisions of the Highway Code;

22. Amend the expropriation powers and establish the procedure for the recovery of the cost, in certain cases;

23. Amend the special provisions related to the collection of taxes;

24. Amend the provisions related to certain servitudes and the acquisition of obsolete and insanitary immovables;

25. Give to the city a text similar to that of the Cities' and Towns' Act with respect to the evidence in cases of accidents on the sidewalks;

26. Amend the provisions affecting the services of public utilities in the streets;

27. Provisions related to the sales tax;

28. Provisions related to the city's lands located in the City of LaSalle;

29° Édicter des dispositions ayant trait à un fonds de roulement;
30° Modifier les dispositions relatives à la taxe d'entretien des trottoirs;
31° Modifier les dispositions ayant trait au Cimetière Mont-Royal;
32° Modifier les dispositions ayant trait au plan directeur et aux dépenses en immobilisations;
33° Modifier les dispositions touchant les signaux lumineux sur certains véhicules municipaux;
34° Valider et ratifier certains contrats et certaines ententes;
35° Effectuer des corrections de concordance;
36° Modifier les pouvoirs relatifs aux enseignes publicitaires et autres;
37° Faciliter l'engagement d'agents spéciaux;
38° Accorder à la cité certains pouvoirs relatifs à tout objet d'intérêt public et à toutes autres fins.

Hôtel de Ville, Montréal, le 22 novembre 1961.

Le Greffier de la cité,
GABRIEL MORIN.
59444-47-4-o

29. Enact provisions concerning a working capital;
30. Amend the provisions related to the sidewalks maintenance tax;
31. Amend the provisions concerning the Mount Royal Cemetery;
32. Amend the provisions concerning the master plan and capital expenditures;
33. Amend the provisions related to the light signals on certains municipal vehicles;
34. Validate and ratify certain contracts and certain agreements;
35. Make certain corrections for purposes of concordance;
36. Amend the powers related to advertising signs and others;
37. Facilitate the hiring of special agents;
38. Grant to the city certain powers related to any object of public interest and all other intents.

City Hall, Montreal, November 22, 1961.

GABRIEL MORIN,
City clerk
59444-47-4-o

Société d'Agriculture, Division « A », du Comté de Pontiac, Shawville

Avis public est, par les présentes, donné que la « Société d'Agriculture, Division« A », du Comté de Pontiac, Shawville », Province de Québec, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi augmentant le montant des emprunts que la Société est autorisée à contracter suivant les dispositions de l'article 7 de la Loi des sociétés d'agriculture (Statuts refondus, 1941, chapitre 117) de $7,000 à 75,000.

Québec, P.Q., le 28 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,
(*Signé*) GAGNÉ, TROTIER, LETARTE,
BROWN & LARUE.
59509-48-4-o

County of Pontiac Agricultural Society, Division "A", Shawville

Public notice is hereby given that the "County of Pontiac Agricultural Society, Division "A", Shawville", in the Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the adoption of an act increasing the amount of the loans this Society is authorized to contract under Section 7 of the Agricultural Societies Act, (Revised Statutes, 1941, Chapter 117) from $7,000 to $75,000.

Quebec, P.Q., November 28, 1961.

(*Signed*) GAGNÉ, TROTIER, LETARTE, BROWN & LARUE,
Attorneys for Petitioner.
59509-48-4-o

École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Avis est par les présentes donné que Dame Alice Pouliot, en religion Révérende Mère Saint-Romuald, demeurant en la cité de Sherbrooke, supérieure provinciale de la Province du Canada de la Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Coeur de Jésus s'adressera à la législature de la province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de l'« École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur », avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec pouvoirs spéciaux pour fins religieuses, éducationnelles et charitables et spécialement avec le pouvoir d'acquérir, posséder, administrer et aliéner tous biens meubles et immeubles par modes légaux et à tous titres quelconques; avec pouvoir d'accepter des octrois et des fondations pour fins religieuses, charitables ou éducationnelles, lesdites fondations étant soustraites à l'application des articles 776, 787 et 806 du Code civil; avec pouvoir de faire des règlements pour son gouvernement; son siège social devant être dans la cité de Sherbrooke, mais avec pouvoir d'en changer l'endroit.

Sherbrooke, ce 21 novembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionaire,
LEBLANC, DELORME, BARNARD,
LEBLANC & FRÉCHETTE.
59510-48-4-o

École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur

Notice is hereby given that Dame Alice Pouliot, in religion Reverend Mother Saint-Romuald, residing in the city of Sherbrooke, Provincial Superior for the Province of Canada of La Congrégation des Filles de la Charité du Sacré-Coeur-de-Jésus, will apply to the Quebec Legislature at its coming session, for the passing of an Act incorporating l'"École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur", with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations and with special powers of religious, educational and charitable purposes and specially with the power to acquire, possess, administer and alienate any movable and immovable property by all legal methods and under any titles whatsoever; with the power to accept grants and endowments for religious, charitable or educational purposes, said endowments to be exempt from the application of sections 776, 787 and 806 of the Civil Code; with the power to make by-laws for its government; the head-office of the corporation shall be in the city of Sherbrooke, but with power to change its location within the Province of Quebec.

Sherbrooke, November 21, 1961.

LEBLANC, DELORME, BARNARD,
LEBLANC & FRÉCHETTE,
Attorneys for Petitioner.
59510-48-4-o

Les Frères du Sacré-Coeur

Avis est donné que « Les Frères du Sacré-Coeur », dont le siège social est à Arthabaska, Province de Québec, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi étendant et refondant ses pouvoirs corporatifs.

Arthabaska, ce 23 novembre 1961.

Pour le requérant,
Me NICOLAS LAROCHELLE,
59511-48-4-o *Notaire.*

Les Frères du Sacré-Coeur

Notice is given that "Les Frères du Sacré-Coeur" whose head office is at Arthabaska, Province of Quebec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain an act extending and converting its corporate powers.

Arthabaska, November 23, 1961.

Me NICOLAS LAROCHELLE,
Notary,
59511-48-4 *for the Petitioner.*

Ville de Mont-Joli

Amendement à la chartre

Avis est par les présentes donné que la « Ville de Mont-Joli » s'adressera à la législature de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill aux fins suivantes:

1° Pour imposer une taxe d'aqueduc sur les lots vacants;

2° Pour fixer la date des élections municipales au premier lundi de mai;

3° Pour être autorisée à consentir des prêts aux industries;

4° Pour que les taxes municipales soient reconnues comme créance privilégiées sans enregistrement;

5° Pour ajouter à la qualification de l'électeur municipal, que tout contribuable devra avoir payé toutes taxes ou permis échus;

6° Pour amender sans referendum le règlement de construction et de zonage;

7° Pour être autorisé à former une commission industrielle et une commission sportive avec pouvoirs spéciaux;

8° Et pour toute autre fin.

Mont Joli, le 22 novembre 1961.

Les Procureurs de la pétitionnaire,
59512-48-4-o RHEAULT & CARLE.

Town of Mont-Joli

Amendment to the charter

Notice is hereby given that the "Town of Mont-Joli" will apply to the Legislature of Quebec at its next session to request the adoption of a bill for the following purposes:

1. To impose a tax for the aqueduct on vacant lots;

2. To fix municipal election dated for the first Monday in May;

3. To be authorized to give loans to industries;

4. That the municipal taxes be recognized as preferred debts without registration;

5. A municipal elector should, as an additional qualification, have paid in all taxes or permits issued;

6. To amend, without referendum, the by-law on construction and zoning;

7. To be authorized to form an industrial commission and a sports commission with special powers;

8. And for all other purposes.

Mont Joli, November 22, 1961.

RHEAULT & CARLE,
59512-48-4 *Attorneys for the petitioner.*

Cité de Saint-Laurent

Avis est par les présentes donné, que la « Cité de Saint-Laurent », dans le comté de Jacques-Cartier, s'adressera à la législature de la province de Québec, à sa prochaine ou présente session, pour l'adoption d'une loi amendant sa charte et lui accordant des pouvoirs spéciaux sur les matières suivantes:

1° Annexion de la municipalité de Notre-Dame de Liesse;

2° Annexion de partie des lots numéros 94, 95, 96, 97, 98 et 100 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent;

3° Amender l'article 472 de la Loi des Cités et Villes concernant les nuisances;

4° Amender les règlements numéros 320 et 335 concernant la répartition des améliorations locales exécutés sous l'autorité des requêtes numéros 148 et 179;

5° Amender les articles 605 et suivants de la Loi des Cités et Villes concernant les terrains homologués et expropriés pour fins d'utilités publiques;

6° Amender l'article 526 de la Loi des Cités et Villes concernant le taux des permis aux personnes qui ne résident pas dans la cité de Saint-Laurent;

7° Obtenir la possession des lots numéros 32, 33, 34, 35, 36, 37 et 38, de la subdivision du lot originaire numéro 479 du cadastre officiel de la paroisse de Saint-Laurent, présentement utilisés comme rue;

City of Saint-Laurent

Notice is hereby given that the "City of Saint-Laurent", in the county of Jacques Cartier, will apply to the Provincial Legislature at its present or next session, for the adoption of an act, the objects thereof are the following:

1. To annex the municipality of Notre-Dame the Liesse;

2. To annex part of lots numbers 94, 95, 96, 97, 98 and 100 on official cadastre of the parish of Saint-Laurent;

3. To amend section 472 of the Cities and Towns Act concerning nuisances;

4. To amend its by-laws numbers 320 and 335 concerning the assessment for local improvements executed under the authority of petitions numbers 148 and 179;

5. To amend section 605 and following of the Cities and Towns Act concerning property homologated and expropriated for public purposes;

6. To amend section 526 of the Cities and Towns Act concerning the rate of permits issued to person who do not reside within the limits of the city of Saint-Laurent;

7. To obtain possession of lots numbers 32, 33, 34, 35, 36, 37 and 38 of original lot number 479 on official cadastre of the parish of Saint-Laurent actually utilized as streets;

8° Amender l'article 520 de la Loi des Cités et Villes concernant les biens non imposables;

9° Et pour toute autre fin;

Saint-Laurent, ce 15 novembre 1961.

Les Procureurs de la requérante,

59513-48-4-o SAVARD & ROULEAU.

8. To amend section 520 of Cities and Towns Act concerning property not taxable;

9. And for other purposes;

Saint-Laurent, November 15, 1961.

SAVARD & ROULEAU,

59513-48-4-o *Attorneys for the petitioner.*

Commission scolaire de la cité de Thetford-Mines

Avis public est par la présente donné par les Commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines, dans le comté de Mégantic, qu'ils s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi concernant: « le paiement d'une pension annuelle à toute personne qui prendra sa retraite après trente années à la fonction de secrétaire-trésorier, en amendant l'article 3, de la Loi 7-8, Élizabeth II, chapitre 170; la destitution du secrétaire-trésorier, du régisseur en chef, du directeur des études; l'exemption de taxe ou de tout impôt provincial affectant le prix de vente, ou d'achat de biens mobiliers pour les Commissaires d'écoles de la cité de Thetford-Mines; l'évaluation foncière de toute personne candidate au titre de Commissaire d'écoles; l'imposition d'une taxe scolaire aux locataires. »

Thetford Mines, ce 23 novembre 1961.

Le Procureur de la pétitionnaire,

59514-48-4-o ALBERT GOBEIL.

School commission for the city of Thetford-Mines

Public notice is hereby given that the School Commissionners for the city of Tehtford Mines, in the county of Megantic, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the adoption of an Act for the following purposes: "the payment of an annual pension to whatever person who should retire after thirty years services as secretary-treasurer by amending section 3 of 7-8 Elizabeth II, chapter 170; the discharge of the secretary-treasurer, the superintendant and the director of studies; the exemption of any provincial tax affecting the sale or purchase price of any moveable effects, in favor of the School Commissioner for the city of Thetford-Mines as such; the real property valuation of any candidate to the post of school commissioner; the levy of a tenant school tax."

Thetford Mines, November 23, 1961.

ALBERT GOBEIL,

59514-48-4-o *Attorney for the petitionner.*

Young Israel of Chomedey

Avis public est donné que messieurs Maurice J. Boxer, avocat, Abraham Saul Kirmayer, gérant, Marvin David Shiller, comptable agréé, Norman Shulman, manufacturier, et autres, tous de la cité de Chomedey, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'un règlement les constituant, ainsi que d'autres qui sont présentement membres, ou qui le seront dorénavant, en corporation ecclésiastique, sous le nom de « Young Israel of Chomedey », ayant son principal bureau d'affaires en la cité de Chomedey, avec le droit et le pouvoir d'acquérir, posséder et être propriétaires de biens meubles et immeubles pour une Synagogue, résidence du Rabbin, salle de réunions, maison d'école, cimetière ou terrain d'inhumation ou pour toutes autres fins de la corporation; tenir des registres contenant les actes d'état civil; nommer, de temps en temps, un Rabbin ou ministre officiant et le remplacer s'il y a lieu, ledit Rabbin ou ministre officiant ayant le pouvoir et l'autorité de garder des registres pour actes d'état civil et exercer, dans ce cas, tous autres pouvoirs concernant les ministres d'une corporation ecclésiastique; prendre la charge de l'actif et des responsabilités de « Young Israel of Chomedey » qui fut constituée en corporation et organisée ultérieurement en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec; et avoir tous autres droits et pouvoirs généralement attribués à de telles corporations et exécutés par elles.

Chomedey, 21 novembre 1961.

Le Procureur des requérants,

MAURICE J. BOXER.

132 ouest, rue St-Jacques,
Chambre 618, Montréal 1. 59515-48-4

Young Israel of Chomedey

Public notice is hereby given that Messrs. Maurice J. Boxer, advocate, Abraham Saul Kirmayer, manager, Marvin David Shiller, chartered accountant, Norman Shulman, manufacturer, and others, all of the city of Chomedey, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its coming session, for the passign of an Act incorporating them, and such others who are now, or who may hereafter become members thereof, into an ecclesiastical corporation, under the name of "Young Israel of Chomedey", with its principal place of affairs in the city of Chomedey, with the right and power to acquire, possess and own moveable property, and immoveable property for a Synagogue, residence for the Rabbi, community hall, school house, cemetery or burial ground and for other purposes of the corporation; to keep registers for acts of civil status; to appoint, from time to time, a Rabbi or officiating minister and replace him when necessary, the said Rabbi or officiating minister to have the power and authority to keep registers for acts of civil status and exercise, in relation thereto, all other powers appertaining to ministers of ecclesiastical corporations; to take over the assets and liabilities of "Young Israel of Chomedey" which was incorporated and further organized in virtue of Part III of the Quebec Companies' Act; and to have all other rights and powers as are generally possessed and performed by such corporations.

Chomedey, November 21, 1961.

MAURICE J. BOXER,

Attorney for the Petitioners.

132 St. James Street West,
Suite 618, Montreal 1. 59515-48-4-o

Succession J. Alexandre Viau

Avis public est par les présentes donné que Alice Lamarre, de la cité d'Outremont, district de Montréal, veuve non remariée de Joseph Alexan-

Estate J. Alexandre Viau

Public notice is hereby given that Alice Lamarre of the city of Outremont, district of Montreal, widow of Joseph Alexandre Viau, in his life

dre Viau, de son vivant médecin vétérinaire et commerçant de Saint-Rémi, district de Saint-Jean, Suzanne Viau, épouse de Roger Desjardins, chimiste, et Marguerite Viau, fille majeure, de la cité d'Outremont, district de Montréal, s'adresseront à la législature de la province de Québec, à sa prochaine session pour en obtenir une loi les autorisant elles-mêmes et toutes personnes qui pourront ultérieurement exercer la charge d'exécutrices testamentaires et fiduciaires en vertu du testament de Joseph Alexandre Viau, à nommer par acte notarié à la place d'une compagnie de fiducie un exécuteur testamentaire et fiduciaire qui sera un notaire exerçant sa profession dans la cité de Montréal et dont les pouvoirs seront identiques aux pouvoirs déjà reconnus à la société de fiducie par le testament du 21 mars 1957 de feu Joseph Alexandre Viau.

Montréal, le 27 novembre 1961.

Les Procureurs des requérants,
DUSSAULT, MARTEL, PRÉVOST
& MARANDA.

59524-48-4-o

time, veterinary surgeon and trader, of St-Rémi, district of St-Jean, Suzanne Viau, wife of Roger Desjardins, chemist, and Marguerite Viau, spinster of age, of the city of Outremont, district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain from the said Legislature, a law enabling themselves and any persons, who may in the future, exercise in their stead, the charge of testamentary executors and fiduciairies by the will of the late Joseph Alexandre Viau, to appoint by notarial deed as testamentary executor, in lieu of a trust company, a notary practising his profession in the city of Montreal and whose powers will be identical to these already conferred to the trust company by the Will, dated March the 21t, 1957, of the late Joseph Alexandre Viau.

Montreal, November 27, 1961.

DUSSAULT, MARTEL, PRÉVOST
& MARANDA,
Attorneys for the petitioners.

59524-48-4-o

Examens du Barreau — Bar Examinations

Barreau d'Arthabaska — Bar of Arthabaska

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'EXAMEN
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE EXAMINATION

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Duchesne	Michel-H.	28	792 Blvd Mercure à Drummondville.
Béliveau	Jean-Marc	27	99 rue Cartier, Victoriaville.
Lambert	Pierre	25	41 rue Aqueduc, Victoriaville.

Arthabaska, le 24 novembre 1961 — Arthabaska, November 24, 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MOISAN,
Secretary-treasurer.

59537-o

Barreau de Montréal — Bar of Montreal

Admission à l'étude — Décembre 1961 — Admission to study — December 1961

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence	Collège — College
Gariépy	Gilles	19	Outremont	Université de Montréal.
Larouche	Rejean	25	Montréal	Université d'Ottawa.

Montréal, 27 novembre 1961 — Montreal, November 27, 1961.

Le Secrétaire-adjoint,
ROBERT LÉVÊQUE,
Associate-Secretary.

59537-o

Barreau de Montréal — Bar of Montreal

CANDIDAT À L'EXAMEN DE DÉCEMBRE 1961
CANDIDATE BAR EXAMINATION, DECEMBER 1961

Nom — Surname	Prénom — Given name	Age	Résidence — Residence
Corbeil	Gilles	27	Montréal.

Montréal, le 27 novembre 1961 — Montreal, November 27, 1961.

Le Secrétaire-adjoint,
ROBERT LÉVÊQUE,
Associate Secretary.

59537-o

Barreau du Richelieu — Bar of Richelieu

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms — Surnames	Prénoms — Given names	Age	Résidence — Residence
Blanchard	Claude	35	St-Zotique.
Gilbert	Bruno	20	Beauharnois.

St-Jean, 16 novembre 1961 — St. John's, November 16, 1961.

Le Secrétaire,
HENRI CHOINIÈRE,
Secretary.

59537-o

Ministère de l'Agriculture
Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance No 87-59-B

(Région de Labelle)

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitières de la Province de Québec.

Séance du mercredi, le 22 novembre 1961 tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Nolasque April, président, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 3 de l'ordonnance No 87-59 du 12 décembre 1959 est modifié en ajoutant les alinéas suivants:

Le paiement du lait aux fournisseurs-producteurs se fera sur une base de 3.4% de matières grasses:

a) Plus une prime de six cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessus de ce pourcentage;

b) Moins un rabais de six cents par cent livres de lait, pour chaque dixième de 1% au-dessous de ce pourcentage.

2° La présente ordonnance abroge l'ordonnance No 87-59-A et entrera en vigueur le premier décembre 1961.

Signé: NOLASQUE APRIL, *président,*
JOSEPH HÉBERT, *commissaire,*
J.-A. CHARTRAND, *commissaire,*
PAUL-ABEL ARÈS, *commissaire,*
CYRIL-E. DAHMS, *commissaire,*
Certifié: ALPHONSE SAVOIE, *secrétaire.*

59468-o

Department of Agriculture
Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 87-59-B

(Region of Labelle)

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, November 22, 1961, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 00 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Nolasque April, President, Joseph Hébert, J.-Albert Chartrand, Paul-Abel Arès, Cyril-E. Dahms, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. Section 3 of Order No. 87-59 of December 12, 1959, is modified by adding the following paragraphs:

The payment of milk to the producers-suppliers shall be made on a basis of 3.4% butterfat:

a) A premium of six cents per hundred pounds of milk shall be added for each 1/10 of 1% over this percentage;

b) A deduction of six cents per hundred pounds of milk shall be made for each 1/10 of 1% below this percentage.

2. The present Order abrogates Order No. 87-59-A and shall come into force on December first, 1961.

Signed: NOLASQUE APRIL, *President,*
JOSEPH HÉBERT, *Commissioner,*
J.-A. CHARTRAND, *Commissioner,*
PAUL-ABEL ARÈS, *Commissioner,*
CYRIL-E. DAHMS, *Commissioner.*
Certified: ALPHONSE SAVOIE, *Secretary.*

59468-o

Ministère des Finances
Assurances

Adriatic Insurance Company

Avis d'annulation d'enregistrement

Attendu que « Adriatic Insurance Company », dont le siège social est situé à Trieste, Italie, a cessé de faire affaires dans la Province de Québec depuis le 30 juin 1961;

Department of Finance
Insurance

Adriatic Insurance Company

Notice of cancellation of registration

Whereas "Adriatic Insurance Company", whose head office is situate in Trieste, Italy, has ceased to do business in the Province of Quebec as from the 30th of June 1961;

Attendu que la compagnie a produit au Service des assurances une déclaration signée par son comptable en chef à l'effet qu'elle n'avait, au 10 novembre 1961, aucune obligation dans la Province de Québec;

En conséquence, avis est donné par les présentes que l'enregistrement de « Adriatic Insurance Company » est annulé à compter du 10 novembre 1961.

Donné au bureau du Service des assurances, département des Finances, le 10 novembre 1961.

Pour le Ministre des finances
de la province,
Le surintendant des assurances,
59453-47-2-o GUSTAVE-E. TREMBLAY.

Whereas the company has filed with the Insurance Branch a declaration signed by its chief accountant to the effect that it has, as of November 10th, 1961, no obligations in the Province of Quebec;

Therefore, notice is hereby given that the registration of "Adriatic Insurance Company" is cancelled as from the 10th of November 1961.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 10th of November 1961.

For the Minister of Finance
of the Province,
GUSTAVE-E. TREMBLAY,
59453-47-2-o *Superintendent of Insurance.*

Union du Commerce,
Compagnie d'Assurance-Vie
Union of Commerce,
Life Assurance Company

Avis de constitution d'une compagnie d'assurance

Avis est, par les présentes, donné que messieurs: Émile Boiteau, 7082, rue Aubert, Montréal, P.Q.; notaire; Lucien Sylvestre, 915, rue Pratt, Outremont, P.Q., médecin; Gilles Drouin, 217, rue Dulwich, St-Lambert, P.Q., gérant-général; Paul Lacoursière, 2355, Place de Vaudreuil, Trois-Rivières, P.Q., dentiste; Charles-H. Blais, 1215, rue Ernest Lavigne, Sillery, P.Q., ingénieur; Arsène Ménard, 11,444, rue Tanguay, Ahuntsic, P.Q., marchand; Aimé Domingue, 7709, rue Henri Julien, Montréal, P.Q., courtier; Antoine Bruneau, 776, rue Wilder, Outremont, P.Q., exportateur; Adolphe Famelart, 4985, rue des Mélèzes, Montréal 36, P.Q., comptable; Yvon l'Heureux, 246, rue Labonté, Longueuil, P.Q., Gérant; David Fortier, 233, Champagne, St-Eustache, P.Q., marchand,

ont l'intention de présenter, au lieutenant-gouverneur en conseil, une requête ayant pour objet de les constituer en compagnie d'assurance, conformément aux dispositions des articles 2 et suivants de la Loi des assurances de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 299), sous le nom de « Union du Commerce, Compagnie d'Assurance-Vie — Union of Commerce, Life Assurance Company », dont le siège social sera dans la Cité de Montréal, district judiciaire de Montréal, avec un capital-actions autorisé d'un million de dollars ($1,000,000.), divisé en dix mille (10,000) actions, d'une valeur au pair de cent dollars ($100.) chacune, et ayant les pouvoirs de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de personnes, de faire des contrats d'annuité et de rentes fixes ou variables de toutes espèces, et sans restreindre l'étendue de ses pouvoirs, de faire notamment des contrats:

a) d'assurance sur la vie, contre les accidents, l'invalidité, la maladie et tous autres risques de même nature;

b) d'assurance pour frais médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques, d'hospitalisation, de traitements dentaires, de soins d'infirmières et de tous autres frais du même genre, encourus en raison d'accident, de maladie ou de maternité;

c) de capitalisation ou de fonds d'amortissement, de capitalisation prévoyant l'établissement, l'accumulation et le paiement de fonds d'amortissement, de rachat, d'accumulation, de renouvellement ou de fonds à capital différé;

d) d'annuité et de rentes fixes ou variables de toutes espèces;

e) de réassurance, soit comme réassurée, soit comme réassureur, relatifs à ses contrats d'assu-

Union of Commerce,
Life Assurance Company
Union du Commerce,
Compagnie d'Assurance-Vie

Notice of formation of an insurance company

Notice is hereby given that Messrs. Émile Boiteau, 7082, Aubert Street, Montreal, P.Q., notary; Lucien Sylvestre, 915, Pratt Street, Outremont, P.Q., doctor; Gilles Drouin, 217, Dulwich Street, St-Lambert, P.Q., manager; Paul Lacoursière, 2355, Place de Vaudreuil, Trois-Rivières, P.Q., dentist; Charles-H. Blais, 1215, Ernest Lavigne Street, Sillery, P.Q., engineer; Arsène Ménard, 11,444, Tanguay Street, Ahuntsic, P.Q., merchant; Aimé Domingue, 7709, Henri Julien Street, Montreal, P.Q., broker; Antoine Bruneau, 776, Wilder Street, Outremont, P.Q., exporter; Adolphe Famelart, 4985, des Mélèzes Street, Montréal 36, P.Q., accountant; Yvon l'Heureux, 246, Labonté Street, Longueuil, P.Q., manager; David Fortier, 233, Champagne, St. Eustache, P.Q., merchant, intend to present to the Lieutenant-Governor in Council a petition for the purpose of constituting them into an insurance company, in accordance with the provisions of sections 2 and following of the Quebec Insurance Act (R.S.Q. 1941, chapter 299), under the name of "Union of Commerce, Life Assurance Company — Union du Commerce, Compagnie d'Assurance-Vie, with head office in the City of Montreal, judicial district of Montreal, a share capital of one million dollars ($1,000,000.), divided up into ten thousand (10,000) shares of a par value of one hundred dollars ($100.) each, and the powers to carry on the business of assurance and reassurance of the persons, to effect contracts of annuity and rents fixed or variable of any kinds, and without restricting the scope of these powers, to effect contracts

a) of life assurance or assurance against accidents, disability, sickness and other risks of similar nature;

b) of assurance for medical, surgical, pharmaceutical and hospital expenses, dental treatment and nursing care and other expenses of similar nature incurred by reason of accident, sickness or maternity;

c) of capitalization and sinking fund, of capitalization providing for the establishment, accumulation and payment of sinking, redemption, accumulation and renewal funds or deferred capital funds;

d) of annuity and rents fixed or variable of any kinds;

e) of reassurance either as reassured or as reassurer pertaining to contracts of life assurance

rance de personnes, d'annuité ou de rentes fixes ou variables de toutes espèces.

Donné à Montréal, ce 20ième jour d'octobre 1961.

Signature des requérants:

ÉMILE BOITEAU, AIMÉ DOMINGUE,
LUCIEN SYLVESTRE, ANTOINE BRUNEAU,
GILLES DROUIN, ADOLPHE FAMELART,
PAUL LACOURSIÈRE, YVON L'HEUREUX,
CHARLES-H. BLAIS, DAVID FORTIER,
ARSÈNE MÉNARD. 59454-47-4-o

and annuity or rents fixed or variable of any kinds.

Given at Montreal, this 20th day of October 1961.

Signature of petitioners:

ÉMILE BOITEAU, AIMÉ DOMINGUE,
LUCIEN SYLVESTRE, ANTOINE BRUNEAU,
GILLES DROUIN, ADOLPHE FAMELART,
PAUL LACOURSIÈRE, YVON L'HEUREUX,
CHARLES-H. BLAIS, DAVID FORTIER,
ARSÈNE MÉNARD. 59454-47-4-o

Département de l'Instruction publique

No 1352-61.

Anticosti

Demande est faite de modifier les limites de la municipalité scolaire d'Anticosti, dans le comté de Saguenay, afin qu'elles comprennent toute l'Ile de ce nom.

Québec, le 21 novembre 1961.

Le surintendant de l'Instruction publique,

59439-47-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 308-61.

St-Michel No 8

Demande est faite d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Michel No 8, dans le comté de Yamaska, à la municipalité scolaire de St-Michel No 9, dans le même comté.

Québec, le 21 novembre 1961.

Le surintendant de l'Instruction publique,

59440-47-2-o O.-J. DESAULNIERS.

No 963-61.

Cité de Granby (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2235, en date du 16 novembre 1961, de détacher le territoire ci-dessous décrit, de la municipalité scolaire catholique de Notre-Dame-de-Granby, paroisse, dans le comté de Shefford, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la cité de Granby, dans le même comté.

Ce territoire comprend:

a) Au cadastre du Canton Granby:

1° Les lots numéros 215 à 236 inclusivement dans le troisième rang de l'arpentage primitif;

2° Les lots numéros 297, 299 à 320 inclusivement dans le quatrième rang de l'arpentage primitif;

3° Les lots numéros 380, 382 à 408 inclusivement, 410 à 413 inclusivement du cinquième rang de l'arpentage primitif;

4° Les lots numéros 472 à 483 inclusivement, 485 à 492 inclusivement et les lots 494 et 495 du sixième rang de l'arpentage primitif;

5° Les lots numéros 590 à 596 inclusivement du septième rang de l'arpentage primitif;

6° Le lot numéro 697 du huitième rang de l'arpentage primitif;

b) Au cadastre du canton Shefford:

1° Les lots numéros 449 A, 450, 450 A et 451 à 491 inclusivement du sixième rang de l'arpentage primitif;

2° Les lots numéros 362 à 383 inclusivement du septième rang de l'arpentage primitif;

Department of Education

No. 1352-61.

Anticosti

Application is made to alter the limits of the school municipality of Anticosti, in the county of Saguenay, in order that they include the entire Island of said name.

Quebec, November 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59439-47-2 *Superintendent of Education.*

No. 308-61.

St-Michel No. 8

Application is made to annex the present territory of the school municipality of St-Michel No. 8, in the county of Yamaska, to the school municipality of St-Michel No. 9, in the same county.

Quebec, November 21, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59440-47-2 *Superintendent of Education.*

No. 963-61.

City of Granby (Cath.)

The Lieutenant-Governor, by Order in Council No. 2235, dated November 16, 1961, has been pleased to detach the territory hereinbelow described, from the Catholic school municipality of Notre-Dame-de-Granby, parish, in the county of Shefford, in order to annex it, for Catholic tax-payers only, to the Catholic school municipality of the city of Granby, in the same county.

This territory includes:

a) In the cadaster of the township of Granby:

1. Lots number 215 to 236 inclusively on the third range according to the first surveying.

Lots number 297, 299 to 320 inclusively on the fourth range according to the first surveying.

3. Lots number 380, 382 to 408 inclusively, 410 to 413 inclusively in the fifth range according to the first surveying.

4. Lots number 472 to 483 inclusively, 485 to 492 inclusively and lots 494 and 495 on the sixth range according to the first surveying.

5. Lots number 590 to 596 inclusively on the seventh range according to the first surveying.

6. Lot number 697 on the eight range according to the first surveying.

b) In the cadaster of the township of Shefford:

1. Lots number 449 A, 450, 450 A and 451 to 491 inclusively on the sixth range according to the first surveying.

2. Lots number 362 to 383 inclusively on the seventh range according to the first surveying.

3° Les lots numéros 352, 354 et la partie des lots numéros P. 355, P. 356, P. 357, P. 359 et P. 361, comprise entre la ligne de division des septième et huitième rangs et le centre de la la rivière Yamaska (branche nord).

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 22 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 963-61.

Cité de Granby (Cath.)

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2092, en date du 18 octobre 1961, de détacher les lots 800 à 813 inclusivement du rang IX du cadastre primitif du canton Granby, de la municipalité scolaire catholique de la paroisse de Notre-Dame-de-Granby, dans le comté de Shefford, pour les annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité scolaire catholique de la cité de Granby, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 23 octobre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 781-60.

Labelle

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2092, en date du 18 octobre 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de Lac-Labelle, dans le comté de Labelle, à la municipalité scolaire de Labelle, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 24 octobre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1291-61.

Lac Castagnier

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2092, en date du 18 octobre 1961, d'annexer le territoire actuel de la municipalité scolaire de St-Alphonse-de-Castagnier, dans le comté d'Abitibi-Est, à la municipalité scolaire de Lac Castagnier, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 23 octobre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1322-61.

Roxboro

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2235, en date du 16 novembre 1961, de détacher le lot No 47 du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Geneviève, de la municipalité scolaire de Pierrefonds, dans le comté de Jacques-Cartier, pour l'annexer, pour les contribuables catholiques seulement, à la municipalité

3. Lots number 352, 354 and part of lots number P. 355, P. 356, P. 357, P. 359 and P. 361, enclosed between the division line separating the seventh and eighth ranges and the center of the Yamaska River (North branch).

This change will take effect, for election purposes, on June first, 1962, and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, November 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 963-61.

City of Granby (Cath.)

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2092, dated October 18, 1961, has been pleased to detach lots 800 to 813 inclusively of range IX of the original cadaster of the township of Granby, from the Catholic school municipality of the parish of Notre-Dame-de-Granby, in the county of Shefford, to annex them, for the Catholic ratepayers only, to the Catholic school municipality of the city of Granby, in the same county.

This change will take effect for purposes of election, on June first, 1962, and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, October 23, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 781-60.

Labelle

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2092 dated October 18, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of Lac Labelle, in the county of Labelle, to the school municipality of Labelle, in the same county.

This change will take effect on June first 1962 for purposes of election and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, October 24, 1961.

O. J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1291-61.

Lake Castagnier

His Honour, the Lieutenant Governor in Council, by Order in Council No. 2092 dated October 18, 1961, has been pleased to annex the present territory of the school municipality of St-Alphonse-de-Castagnier, in the county of Abitibi-East, to the school municipality of Lac Castagnier, in the same county.

This change will take effect on June first, 1962 for purposes of election and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, October 23, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1322-61.

Roxboro

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2235 dated November 16, 1961, has been pleased to detach lot No. 47 from the official cadaster of the parish of Ste-Geneviève, from the school municipality of Pierrefonds, in the county of Jacques-Cartier, to annex it, for the Catholic ratepayers only to

scolaire catholique de Roxboro, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 22 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 1412-61.

Village de St-Basile

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No. 2235, en date du 16 novembre 1961, de détacher les lots 130 à 139 inclusivement du cadastre officiel de St-Basile, de la municipalité scolaire de Pont-Rouge, dans le comté de Portneuf, pour les annexer à la municipalité scolaire du village de St-Basile, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 22 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 973-61.

St-Césaire

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2092, en date du 18 octobre 1961, de détacher les lots 41 à 48 inclusivement et le lot 57 du cadastre officiel de Ste-Angèle-de-Monnoir, de la municipalité scolaire de Ste-Angèle-de-Monnoir, dans le comté de Rouville, pour les annexer à la municipalité scolaire de St-Césaire, dans le même comté.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 24 octobre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1650-61.

La Pêche

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2290, en date du 22 novembre 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Cécile-de-Masham, dans le comté de Gatineau, en celui de « La Pêche », dans le même comté.

Ce changement prendra effet le 10 décembre 1961.

Québec, le 27 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1414-61.

Sts-Anges

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2290, en date du 22 novembre 1961, de détacher les lots 1078 à 1096 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de Ste-Marie et les lots 1213 à 1216 inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Joseph, de la municipalité scolaire de Frampton, dans le comté de Dorchester, pour les annexer à la municipalité scolaire des Sts-Anges, dans le comté de Beauce.

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 27 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

---

the Catholic school municipality of Roxboro, in the same county.

This change will take effect on June first, 1962 for purposes of election, and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, November 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1412-61.

Village of St-Basile

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2235 dated November 16, 1961, has been pleased to detach lots 130 to 139 inclusively of the official cadaster of St-Basile, from the school municipality of Pont-Rouge, in the county of Portneuf, to annex them to the school municipality of the village of St-Basile, in the same county.

This change will take effect on June first, 1962 for purposes of election, and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, November 22, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 973-61.

St-Césaire

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2092, dated October 18, 1961, has been pleased to detach lots 41 to 48 inclusively and lot 57 of the official cadaster of Ste-Angèle-de-Monnoir, from the school municipality of Ste-Angèle-de-Monnoir, in the county of Rouville, to annex them to the school municipality of St-Césaire, in the same county.

This change will take effect on June first 1962, for purposes of election and for all other purposes on July first, 1962.

Quebec, October 24, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1650-61.

La Pêche

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council dated No. 2290, November 22, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Ste-Cécile-de-Masham, in the county of Gatineau, into that of "La Pêche", in the same county.

This change will take effect on December 10, 1961.

Quebec, November 27, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1414-61.

Sts-Anges

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2290, dated November 22, 1961, has been pleased to detach lots 1078 to 1096 inclusively of the official cadaster of the parish of Ste-Marie and lots 1213 to 1216 inclusively of the official cadaster of the parish of St-Joseph, of the school municipality of Frampton, in the county of Dorchester, to annex them to the school municipality of Sts-Anges, in the county of Beauce.

This change will take effect on June first, 1962 for election purposes and on July first, 1962, for all other purposes.

Quebec, November 27, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No 891-61.

Village de St-Hilaire

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2129, en date du 25 octobre 1961, de détacher le territoire ci-dessous décrit, de la municipalité scolaire de la paroisse de St-Hilaire, dans le comté de Rouville, pour l'annexer à la municipalité scolaire du village de St-Hilaire, dans le même comté.

Le territoire en question comprend les lots suivants, tous inclusivement du cadastre officiel de la paroisse de St-Hilaire, dans le comté de Rouville, savoir:

a) les lots 1 à 27 inclusivement dans le premier rang;

b) les lots 230 à 268 inclusivement dans le deuxième rang;

c) les lots 269 à 300 inclusivement dans le troisième rang;

d) les lots 301-1 à 301-69 inclusivement et une partie non subdivisée dudit lot 301 dans la Montagne;

e) toutes les subdivisions des lots ci-haut mentionnés;

Ce changement prendra effet pour fins d'élection, le premier juin 1962 et pour toutes autres fins, le premier juillet 1962.

Québec, le 24 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No 1296-61.

Vinton

Il a plu au lieutenant-gouverneur, par arrêté en conseil No 2290, en date du 22 novembre 1961, de changer le nom de la municipalité scolaire de Ste-Elizabeth-de-Franktown, dans le comté de Pontiac, en celui de « Vinton », dans le comté de Pontiac.

Ce changement prendra effet le 10 décembre 1961.

Québec, le 27 novembre 1961.

Le Surintendant de l'Instruction publique,

59467-o O.-J. DESAULNIERS.

No. 891-61.

Village of St-Hilaire

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2129 dated October 25, 1961, has been pleased to detach the territory above described, from the school municipality of the parish of St-Hilaire, in the county of Rouville, to annex it to the school municipality of St-Hilaire, in the same county.

The territory in question includes the following lots, all inclusively of the official cadaster of the parish of St-Hilaire, in the county of Rouville, to wit:

a) lots 1 to 27 inclusively in the first range;

b) lots 230 to 268 inclusively in the second range;

c) lots 269 to 300 inclusively in the third range;

d) lots 301-1 to 301-69 inclusively and an undivided part of the said lot 301 in the Mountain;

e) all subdivisions of the lots above mentioned;

This change will take effect for purposes of election on June first, 1962 and for all other purposes, on July first, 1962.

Quebec, November 24, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

No. 1296-61.

Vinton

His Honour, the Lieutenant-Governor in Council, by Order in Council No. 2290, dated November 22, 1961, has been pleased to change the name of the school municipality of Ste-Elizabeth-de-Franktown, in the county of Pontiac, into that of "Vinton", in the county of Pontiac.

This change will take effect on December 10, 1961.

Quebec, November 27, 1961.

O.-J. DESAULNIERS,

59467 *Superintendent of Education.*

Ministère des Terres et Forêts
Cadastre

Canton d'Ascot

Cadastre officiel du canton Ascot, municipalité de la cité de Sherbrooke, division d'enregistrement de Sherbrooke.

Avis est par la présente donné que les lots 19-H-9, 19-H-10, rang VI est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 novembre 1961.

Le Sous-ministre,

59466-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette

Cadastre officiel de la paroisse de St-Ambroise de la Jeune-Lorette, muncipalité de St-Gérard Magella, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que l'annulation des lots 270-17-B-1 à 270-17-B-53 et les lots 270-17-B-65 à 270-17-B-99 en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 23 novembre 1961.

Le Sous-ministre,

59466-o J.-ÉDOUARD GUAY.

Department of Lands and Forests
Cadastre

Township of Ascot

Official cadastre of the township of Ascot, municipality of the city of Sherbrooke, registration division of Sherbrooke.

Notice is hereby given that lots 19-H-9 and 19-H-10 range VI are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 17, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,

59466-o *Deputy Minister.*

Parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette

Official cadastre of the parish of St-Ambroise de la Jeune-Lorette, municipality of St-Gérard Magella, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lots 270-17-B-1 to 270-17-B-53 and lots 270-17-B-65 to 270-17-B-99 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 23, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,

59466-o *Deputy Minister.*

Paroisse de St-Bruno

Cadastre officiel de la paroisse de St-Bruno, municipalité de la ville de St-Bruno de Montarville, division d'enregistrement de Chambly.

Avis est par la présente donné que les lots 227-10 à 227-12 et 228-8 à 228-12 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 15 novembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

59466-o

Parish of St-Bruno

Official cadastre of the parish of St-Bruno, municipality of the town of St-Bruno de Montarville, registration division of Chambly.

Notice is hereby given that lots 227-10 to 227-12 and 228-8 to 228-12 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 15, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

59466-o

Paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge

Cadastre officiel de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, municipalité de la paroisse de St-Félix-du-Cap-Rouge, division d'enregistrement de Québec.

Avis est par la présente donné que le lot 174 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 16 novembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

59466-o

Parish of St-Félix-du-Cap-Rouge

Official cadastre of the parish of St-Félix-du-Cap-Rouge, municipality of the parish of St-Félix-du-Cap-Rouge, registration division of Quebec.

Notice is hereby given that lot 174 is added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 16, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

59466-o

Paroisse de Ste-Thérèse de Blainville

Cadastre officiel de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, municipalité de la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville, division d'enregistrement de Terrebonne

Avis est par la présente donné que les lots 129-3 à 129-12, 129-14 à 129-20, 129-29 à 129-34, 129-42 à 129-50, 129-52 à 129-54, 130-1 à 130-19, 130-22 à 130-39 et une partie des lots 129-13, 129-21, 129-28 et 129-35 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 13 novembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

59466-o

Parish of Ste-Thérèse de Blainville

Official cadastre of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, municipality of the parish of Ste-Thérèse de Blainville, registration division of Terrebonne

Notice is hereby given that lots 129-3 to 129-12, 129-14 to 129-20, 129-29 to 129-34, 129-42 to 129-50, 129-52 to 129-54, 130-1 to 130-19, 130-22 to 130-39 and a part of lots 129-13, 129-21, 129-28 and 129-35 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 13, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

59466-o

Paroisse de Trois-Rivières

Cadastre officiel de la paroisse de Trois-Rivières, municipalité du village de St-Michel des Forges, division d'enregistrement de Trois-Rivières

Avis est par la présente donné que les lots 251-1 à 251-841 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 17 novembre 1961.

Le Sous-ministre,
J.-ÉDOUARD GUAY.

59466-o

Parish of Trois-Rivières

Official cadastre of the parish of Trois-Rivières, municipality of the village of St-Michel des Forges, registration division of Trois-Rivières

Notice is hereby given that lots 251-1 to 251-841 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, November 17, 1961.

J.-ÉDOUARD GUAY,
Deputy Minister.

59466-o

Ministère du Travail

Avis de modification

Industrie de la construction — Trois-Rivières

L'honorable René Hamel, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative à l'industrie de la construction dans la région de Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 256, du 5 mars 1953, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du lieutenant-gouverneur en conseil les modifications suivantes audit décret, dans sa teneur modifiée:

Department of Labour

Notice of amendment

Construction Industry — Trois-Rivières

The Honourable René Hamel, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the construction industry in the region of Trois-Rivières, rendered obligatory by the decree No. 256 of March 5, 1953, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree, as amended:

1° La Corporation des Maîtres-Électriciens, section de Trois-Rivières, sera acceptée comme partie co-contractante de première part.

2° Les mots suivants seront ajoutés après les mots Entrepreneur (services personnels) » apparaissant au paragraphe « a » de l'article IV:

« Nonobstant toute disposition contraire quant à la juridiction industrielle du présent décret, l'électricien détenteur d'une license « A » ou « B », quelque soit le genre de travail exécuté, qu'il soit salarié permanent ou non, doit recevoir le salaire minimum attaché à cette license.... 3.10 »

La publication du présent avis ne rend pas obligatoires les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté-en-conseil peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendements. L'arrêté-en-conseil entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections en double copie, si possible, que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 2 décembre 1961. 59472-o

1. "La Corporation des Maîtres-Électriciens, Section de Trois-Rivières", shall be accepted as co-contracting party of the first part.

2. The following words shall be added after the words "Contractor (personal services)" appearing in paragraph "a" of article IV:

"Notwithstanding any contrary provisions regarding the industrial jurisdiction of the present decree, electricians holding license "A" or "B", whatever be the kind of work executed, whether they be permanent employees or not, shall be paid the minimum wage established for that license....3.10"

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligaroty by an Order in Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections, in duplicate, if possible, which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, December 2, 1961. 59472-o

Nominations

Présidents d'élection

Il a plû à son Honneur, le lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, par commission Sous le Grand Sceau, de faire, pour remplir la charge de président d'élection, les nominations suivantes:

Appointments

Returning-Officers

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the executive Council to appoint by commission under the Great Seal, to fill the office of returning-officer, the persons whose name follows:

District électoral — Electoral district	Nom, prénoms — Name, christian names	Profession ou occupation — Profession or calling	Domicile — Domicile
Québec-Comté	Dumas, Roger (1)	Comptable – Accountant	Giffard.
Québec-Est	Fournier, Emery (2)	Commis de bureau – Office clerk	Québec.

(1) En remplacement de M. René-B. Robert — In place of Mr. René-B. Robert.
(2) En remplacement de M. Armand Dufresne — In place of Mr. Armand Dufresne.

Québec, le 28 novembre 1961.
Le Président général des élections,
59508-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Quebec, November 28, 1961.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
59508-o *Chief Returning-Officer.*

Avis est donné qu'il a plu au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, par arrêté en conseil numéro 2114, en date du 25 octobre 1961, MM. Jules Deschênes et Georges Emery, avocats et membres du Barreau de la province, et pratiquant comme tels dans la cité de Montréal, conseils en loi de la Reine.

Donné au bureau du secrétaire de la province le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59465-o RAYMOND DOUVILLE.

Notice is given that the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to appoint, by order in council number 2114 dated October 25, 1961, Messrs. Jules Deschênes and Georges Emery, advocates and members of the Provincial Bar, and praticing as such in the city of Montreal, Queen's Counsel.

Given at the office of the Provincial Secretary on November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59465 *Assistant Secretary of the Province.*

Office des Marchés Agricoles du Québec

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Pulpe de la Gaspésie

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles

Quebec Agricultural Marketing Board

The Gaspesia Pulpwood Producers' Joint Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Market-

du Québec (4-5 Eliz. II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 21 novembre 1961, a homologué la convention intervenue le 6 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de pulpe de la Gaspésie et Gaspesia Pulp and Paper Co.

Cette convention détermine, entre autres, que le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint, sera payé au prix minimum suivant:

Sapin deuxième qualité

Livraison F.O.B. chemin de fer	$17.02
Livraison F.O.B. l'usine	17.52

et qu'une quantité estimée entre 25,000 à 40,000 cordes de bois brut sera achetée cette année par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 21 novembre 1961.

Montréal, ce 21 novembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint,
et Conseiller juridique,
59528-o GILLES PRÉGENT.

ing Act (4-5 Eliz. II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on November 21, 1961, homologated the agreement concluded on November 6, 1961, between the Gaspesia Pulpwood Producers' Board and Gaspesia Pulp and Paper Co.

This agreement stipulates, among other things, that the minimum price paid for pulpwood from the region governed by this joint plan, will be the following:

Second Quality Spruce

Delivered F.O.B. railroad	$17.02
Delivered F.O.B. the plant	17.52

and that a value quantity between 25,000 to 40,000 cords rough pulp wood will be purchased annually by the buyer and delivered by the producers.

This agreement is in force since November 21, 1961.

Montreal, November 21, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant Secretary,
59528-o *and Legal Adviser.*

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Rimouski-Matapédia

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Eliz. II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 21 novembre 1961, a homologué la convention intervenue le 3 novembre 1961, entre l'office des producteurs de bois de Rimouski-Matapédia et la Compagnie Fraser Limitée.

Cette convention détermine, entre autres, que le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint, sera payé au prix minimum suivant:

Sapin deuxième qualité.....$17.85 la corde

et qu'une quantité minimum de 4,000 cordes de sapin épinette et bois-franc brut sera achetée annullement par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention prendra effet le 21 novembre 1961.

Montréal, ce 21 novembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Le Secrétaire-adjoint,
et Conseiller juridique,
59528-o GILLES PRÉGENT.

The Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Joint Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on November 21, 1961, homologated the agreement concluded on November 3, 1961, between the Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers, Board and the Fraser Company Limited.

This agreement stipulates, among other things, that the minimum price paid for pulpwood from the region governed by this joint plan will be the following:

Second Quality Spruce.....$17.85 per cord

and that a minimum quantity of 4,000 cords of fir-spruce and rough hardwood will be purchased annually by the buyer and delivered by the producers.

This agreement is in force since November 21, 1961.

Montreal, November 21, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant Secretary,
59528-o *and Legal Adviser.*

Le Plan conjoint des Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Eliz. II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 21 novembre 1961, a homologué la convention intervenue le 3 novembre 1961, entre l'office des producteurs de

The Rimouski-Témiscouata Pulpwood Producers' Joint Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on November 21, 1961, homologated the agreement concluded on November 3, 1961, between the Rimouski-Témiscouata Pulpwood

bois de Rimouski-Témiscouata et la Compagnie Fraser Limitée.

Cette convention détermine, entre autres, que le prix du bois à pâte provenant de la région visée par ce plan conjoint, sera payé au prix minimum suivant:

Sapin deuxième qualité . . . . . $16.50 la corde et qu'une quantité minimum de 8,000 cordes de sapin épinette brut sera achetée annuellement par l'acheteur et livrée par les producteurs.

Cette convention a pris effet le 21 novembre 1961.

Montréal, ce 21 novembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Secrétaire-adjoint
et Conseiller juridique,
59528-o GILLES PRÉGENT.

Producers' Board and the Fraser Company Limited.

This agreement stipulates, among other things, that the minimum price paid for pulpwood from the region governed by this joint plan, will be the following:

Second quality spruce . . . . . $16.50 per cord and that a minimum quantity of 8,000 cords of rough fir-spruce will be purchased annually by the buyer and delivered by the producers.

This agreement is in force since November 21, 1961.

Montreal, November 21, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary,
59528-o *and Legal Adviser.*

Le Plan conjoint des Producteurs-Fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet

Avis d'homologation de convention entre producteurs et acheteurs de produits agricoles commercialisés

Avis est donné, par la présente, que conformément à l'article 24 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Eliz. II, chapitre 37 et amendements), l'Office des Marchés Agricoles du Québec, lors de sa séance du 21 novembre 1961, a homologué la convention intervenue le 18 novembre 1961, entre l'office des producteurs-fournisseurs de lait de J.J. Joubert Ltée de Nicolet et la Compagnie J.J. Joubert Limitée.

Cette convention détermine entre autre, que le prix à être payé aux producteurs-fournisseurs est de $2.89 le cent livres pour le lait dosant 3.5% de matières grasses, avec un différentiel de $0.06 par 100 lbs de lait en plus ou en moins pour chaque dixième de un pour cent (1/10 de 1%) au-dessus ou au-dessus de ce pourcentage. Ces prix sont établis en prenant comme base un prix de soixante-deux cents ($0.62) la livre de beurre « Arrivages courants — Canada — Première Catégorie ». Ce prix de base doit accuser une hausse ou une baisse de quatre cents ($0.04) pour chaque hausse ou chaque baisse de un cent ($0.01) dans le prix moyen bi-mensuel de ce beurre sur le marché de Montréal.

Cette convention a pris effet le 21 novembre 1961.

Montréal, ce 21 novembre 1961.

Le Président,
NOLASQUE APRIL.
Secrétaire-adjoint
et Conseiller juridique,
59528-o GILLES PRÉGENT.

The J.J. Joubert Ltée (Nicolet) Milk Producers' Joint Plan

Notice of homologation of agreement between producers and buyers of marketed agricultural products

Notice is hereby given that, in conformity with article 24 of the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Eliz. II, chapter 37 and amendments), the Quebec Agricultural Marketing Board, at a meeting held on November 21, 1961, homologated the agreement concluded between the J.J. Joubert Ltée (Nicolet) Milk Producers-suppliers' Board and the J.J. Joubert Limitée Company.

This agreement stipulates, among other things, that the price to be paid to producers-suppliers is $2.89 per hundred pounds of milk on the basis of a butter-fat content of 3.5%, with a differential of $0.06 per 100 lbs of milk for each one-tenth (1/10) of one per cent (1%) above or below this percentage. These prices have been fixed by taking as a basis a price of sixty-two cents ($0.62) per pound of butter "Current arrivals — Canada — First Grade". This basic price must show an increase or decline of four cents ($0.04) for each increase or decline of one cent ($0.01) in the forthnightly average price of this butter on the Montreal market.

This agreement is in force as from November 21, 1961.

Montreal, November 21, 1961.

NOLASQUE APRIL,
President.
GILLES PRÉGENT,
Assistant-Secretary,
59528-o *and Legal Adviser.*

Proclamation

Canada,
Province de Québec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH DEUX, par la grâce de Dieu, Reine du Royaume-Uni, du Canada et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la foi.

À nos très aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT.

Proclamation

Canada,
Province of Quebec.
[L. S.]

PAUL COMTOIS

ELIZABETH THE SECOND, by the Grace of God of the United Kingdom, Canada and Her other Realms and Territories Queen, Head of the Commonwealth, Defender of the Faith.

To our Beloved and Faithful Councillors, the members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec.

GREETING.

Proclamation

ATTENDU QUE, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le neuvième jour de janvier prochain et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable M. PAUL COMTOIS, C.P., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le dix-huitième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent soixante et un et de Notre règne le dixième.

Par ordre,

Le secrétaire de la chancellerie à Québec,

59129-43-11-o ANTOINE LEMIEUX.

Proclamation

WHEREAS for various considerations, it is expedient to summon the Legislature of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the ninth day of January next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the city of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the question to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our letters to be made patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our right Trusty and Well Beloved, The Honourable Mr. PAUL COMTOIS, P.C., Lieutenant-Governor of the said Province.

Given at Our Government House in Quebec, on the eighteenth day of October, in the year of Our Lord, one thousand nine hundred and sixty-one, in the tenth year of Our Reign.

By Command,

ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery, at Quebec.

59129-43-11-o

Soumissions

Commission scolaire catholique de la cité de Granby
Comté de Shefford

Correction

On est prié de noter que des soumissions pourront être envoyées à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année en ce qui concerne l'émission de $435,000 d'obligations de la commission scolaire catholique de la cité de Granby dont l'avis a paru dans la *Gazette officielle* du 25 novembre 1961.

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.

Le 27 novembre 1961. 59531-o

Cité de Lachine
Comté de Jacques-Cartier

Correction

On est prié de noter que des soumissions pourront être envoyées à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année en ce qui concerne l'émission de $497,000 d'obligations de la cité de Lachine dont l'avis a paru dans la *Gazette officielle* du 18 novembre 1961.

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.

Le 27 novembre 1961. 59532-o

Cité de St-Laurent
Comté de Jacques-Cartier

Correction

On est prié de noter que des soumissions pourront être envoyées à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année en ce qui concerne l'émission de $925,000 d'obligations

Tenders

Catholic school commission of the city of Granby
County of Shefford

Correction

Please note that tenders should be sent at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum relative to the sale of a $435,000 bond issue of the Catholic School Commission of the city of Granby the notice of which appeared in the *Official Gazette* of November 25, 1961.

All other conditions mentioned in the notice of call for tenders remain in force.

November 27, 1961. 59531-o

City of Lachine
County of Jacques-Cartier

Correction

Please note that tenders should be sent at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum relative to the sale of a $497,000 bond issue of the city of Lachine the notice of which appeared in the *Official Gazette* of November 18, 1961.

All other conditions mentioned in the notice of call for tenders remain in force.

November 27, 1961. 59532-o

City of St-Laurent
County of Jacques-Cartier

Correction

Please note that tenders should be sent at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum relative to the sale of a $925,000 bond issue of the city of St. Laurent the notice of

de la cité de St-Laurent dont l'avis a paru dans la *Gazette officielle* du 25 novembre 1961.

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.

Le 27 novembre 1961. 59534-o

which appeared in the *Official Gazette* of November 25, 1961.

All other conditions mentioned in the notice of call for tenders remain in force.

November 27, 1961. 59534-o

Commission scolaire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield

Comté de Beauharnois

Correction

On est prié de noter que des soumissions pourront être envoyées à un taux non inférieur à 4½% ni supérieur à 5½% par année en ce qui concerne l'émission de $700,000 d'obligations de la commission scolaire de la ville de Salaberry-de-Valleyfield dont l'avis a paru dans la *Gazette officielle* du 18 novembre 1961.

Toutes les autres conditions mentionnées dans l'avis de demande de soumissions demeurent en vigueur.

Le 27 novembre 1961. 59535-o

School commission of the town of Salaberry-de-Valleyfield

County of Beauharnois

Correction

Please note that tenders should be sent at a rate not less than 4½% nor more than 5½% per annum relative to the sale of a $700,000 bond issue of the School Commission of the town of Salaberry-de-Valleyfield the notice of which appeared in the *Official Gazette* of November 18, 1961.

All other conditions mentioned in the notice of call for tenders remain in force.

November 27, 1961. 59535-o

Village du Lac Etchemin

Comté de Dorchester

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean-Marc Pouliot, secrétaire-trésorier, Lac Etchemin, comté de Dorchester, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 décembre 1961, pour l'achat de $62,000 d'obligations du village du Lac Etchemin, comté de Dorchester, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No N. 6, au montant de $31,000 et règlement No N. 7, au montant de $31,000 — construction d'un édifice municipal.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $62,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$3,000
1er janvier 1964	3,000
1er janvier 1965	3,500
1er janvier 1966	3,500
1er janvier 1967	4,000
1er janvier 1968	4,000
1er janvier 1969	4,500
1er janvier 1970	4,500
1er janvier 1971	5,500
1er janvier 1972	5,500
1er janvier 1973	1,500
1er janvier 1974	1,500
1er janvier 1975	2,000
1er janvier 1976	2,000
1er janvier 1977	2,000
1er janvier 1978	2,000
1er janvier 1979	2,500
1er janvier 1980	2,500
1er janvier 1981	2,500
1er janvier 1982	2,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant,

Village of Lac Etchemin

County of Dorchester

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Jean-Marc Pouliot, secretary-treasurer, Lac Etchemin, county of Dorchester, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, December 19, 1961, for the purchase of an issue of $62,000 of bonds for the village of Lac Etchemin, county of Dorchester, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. N. 6, $31,000, and by-law No. N. 7, $31,000 — construction of a municipal building.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $62,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$3,000
January 1, 1964	3,000
January 1, 1965	3,500
January 1, 1966	3,500
January 1, 1967	4,000
January 1, 1968	4,000
January 1, 1969	4,500
January 1, 1970	4,500
January 1, 1971	5,500
January 1, 1972	5,500
January 1, 1973	1,500
January 1, 1974	1,500
January 1, 1975	2,000
January 1, 1976	2,000
January 1, 1977	2,000
January 1, 1978	2,000
January 1, 1979	2,500
January 1, 1980	2,500
January 1, 1981	2,500
January 1, 1982	2,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only.

les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Lac Etchemin, comté de Dorchester.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1961 à 8 heures du soir, Lac Etchemin, comté de Dorchester.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Lac Etchemin, (Comté de Dorchester), ce 24 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN-MARC POULIOT.

B. P. 127,
Lac Etchemin, (Dorchester), P.Q.
Téléphone: 2-7112. 59493-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Adèle

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné, J.-E. Sauvé, secrétaire-trésorier, 113, rue Morin, Ste-Adèle-en-Haut, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 décembre 1961, pour l'achat de $200,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la paroisse de Ste-Adèle, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 6 octobre 1961 — agrandissement de l'école des garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $200,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er janvier 1963	x	$25,500
1er janvier 1964	x	27,000
1er janvier 1965	x	28,500
1er janvier 1966	x	30,000
1er janvier 1967		3,500
1er janvier 1968		3,500
1er janvier 1969		4,000
1er janvier 1970		4,000
1er janvier 1971		4,500
1er janvier 1972		4,500
1er janvier 1973		5,000
1er janvier 1974		5,000
1er janvier 1975		5,500
1er janvier 1976		6,000
1er janvier 1977		6,000
1er janvier 1978		6,500

Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Lac Etchemin, county of Dorchester.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Tuesday, December 19, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at Lac Etchemin, county of Dorchester.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Lac Etchemin, (County of Dorchester), November 24, 1961.

JEAN-MARC POULIOT,
Secretary-Treasurer.

P.O.B. 127,
Lac Etchemin, (Dorchester), P.Q.
Telephone: 2-7112. 59493

The school commissioners for the municipality of the parish of Ste-Adèle

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned J.-E. Sauvé, secretary-treasurer, 113 Morin St., Ste-Adèle-en-Haut, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. on Monday, December 18, 1961, for the purchase of an issue of $200,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of the parish of Ste-Adèle, county of Terrebonne, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated October 6, 1961 — enlarging of the boys' school.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $200,000 — 20 years

Year		*Capital*
January 1, 1963	x	$25,500
January 1, 1964	x	27,000
January 1, 1965	x	28,500
January 1, 1966	x	30,000
January 1, 1967		3,500
January 1, 1968		3,500
January 1, 1969		4,000
January 1, 1970		4,000
January 1, 1971		4,500
January 1, 1972		4,500
January 1, 1973		5,000
January 1, 1974		5,000
January 1, 1975		5,500
January 1, 1976		6,000
January 1, 1977		6,000
January 1, 1978		6,500

1er janvier 1979	$ 7,000
1er janvier 1980	7,500
1er janvier 1981	8,000
1er janvier 1982	8,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $113,906.25, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements dont trois de $28,476.56 et un de $28,476.57, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offrres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Adèle, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1961 à 8 heures du soir, en l'école des garçons, à Ste-Adèle-en-Bas, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Adèle, (Comté de Terrebonne), ce 24 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-E. SAUVÉ.

113, rue Morin, C.P. 80,
Ste-Adèle-en-Haut, (Terrebonne), P.Q.
Téléphone: CApital 9-4848. 59494-o

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-des-Plaines No. 1

Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Origène Duclos, secrétaire-trésorier, Ste-Anne-des-Plaines No 1, comté de Terrebonne, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 décembre 1961, pour l'achat de $190,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de Ste-Anne-des-Plaines No 1, comté de Terrebonne, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1 janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 14 août 1961, telle que modifiée — construction d'une école secondaire de 12 classes dans l'arrondissement No 1.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

January 1, 1979	$ 7,000
January 1, 1980	7,500
January 1, 1981	8,000
January 1, 1982	8,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $113,906.25 granted by the Provincial Government and payable in four instalments: three of $28,476.56 and one of $28,476.57, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful renderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Adèle, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 18, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the boys' school, at Ste-Adèle-en-Bas, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Adèle, (County of Terrebonne), November 24, 1961.

J.-E. SAUVÉ,
Secretary-Treasurer.

113 Morin St., P.O.B. 80,
Ste-Adèle-en-Haut, (Terrebonne), P.Q.
Telephone: CApital-9-4848. 59494

The school commissioners for the municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 1

County of Terrebonne

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Origène Duclos, secretary-treasurer, Ste-Anne-des-Plaines No. 1, county of Terrebonne, until 8:00 o'clock p.m. Monday, December 18, 1961, for the purchase of an issue of $190,000 of bonds for the school commissioners for the municipality of Ste-Anne-des-Plaines No. 1, county of Terrebonne, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1, of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 14, 1961, as amended; construction of a secondary school of 12 classrooms in district No. 1.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $190,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	x$25,500
1er janvier 1964	x 27,000
1er janvier 1965	x 28,500
1er janvier 1966	x 30,500
1er janvier 1967	3,000
1er janvier 1968	3,000
1er janvier 1969	3,500
1er janvier 1970	3,500
1er janvier 1971	4,000
1er janvier 1972	4,000
1er janvier 1973	4,500
1er janvier 1974	4,500
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	5,000
1er janvier 1977	5,500
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,000
1er janvier 1980	6,500
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	7,500

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $116,184.80, accordé par le gouvernement provincial et payable en quatre versements de $29,046.20 chacun, de 1963 à 1966 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1961 à 8 heures du soir, en l'école St-François, Ste-Anne-des-Plaines, comté de Terrebonne.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Ste-Anne-des-Plaines No 1, (Comté de Terrebonne), ce 23 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ORIGÈNE DUCLOS.

Ste-Anne-des-Plaines No 1,
(Terrebonne), P.Q.
Téléphone: TAlbot-3-3701. 59495-o

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $190,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	x$25,500
January 1, 1964	x 27,000
January 1, 1965	x 28,500
January 1, 1966	x 30,500
January 1, 1967	3,000
January 1, 1968	3,000
January 1, 1969	3,500
January 1, 1970	3,500
January 1, 1971	4,000
January 1, 1972	4,000
January 1, 1973	4,500
January 1, 1974	4,500
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	5,000
January 1, 1977	5,500
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,000
January 1, 1980	6,500
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	7,500

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $116,184.80 granted by the Provincial Government and payable in four instalments of $29,046.20 each, from 1963 to 1966 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Ste-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne.

Capital and interest are payable at all the branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 18, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the St-Francis School, Ste-Anne-des-Plaines, county of Terrebonne.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Ste-Anne-des-Plaines No. 1, (County of Terrebonne), November 23, 1961.

ORIGÈNE DUCLOS,
Secretary-Treasurer.

Ste-Anne-des-Plaines No. 1,
(Terrebonne), P.Q.
Telephone: TAlbot-3-3701. 59495

Canton de Chicoutimi
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Ph. Harvey, N.P., secrétaire-trésorier, 365 est, rue Racine, Chicoutimi, comté de Chicou-

Township of Chicoutimi
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Ph. Harvey, N.P., secretary-treasurer, 365 Racine St. east, Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock

timi, jusqu'à 8 heures p.m., lundi, le 18 décembre 1961, pour l'achat de $191,000 d'obligations du canton de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 124, au montant de $215,000 — réfection et construction d'aqueduc.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $191,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$ 2,000
1er janvier 1964	2,500
1er janvier 1965	2,500
1er janvier 1966	2,500
1er janvier 1967	3,000
1er janvier 1968	3,000
1er janvier 1969	3,500
1er janvier 1970	3,500
1er janvier 1971	4,000
1er janvier 1972	4,000
1er janvier 1973	4,500
1er janvier 1974	4,500
1er janvier 1975	4,500
1er janvier 1976	5,000
1er janvier 1977	5,000
1er janvier 1978	5,500
1er janvier 1979	6,000
1er janvier 1980	6,500
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	112,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1961 à 8 heures du soir, en la salle municipale, Avenue Bégin, Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 27 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
PH. HARVEY, N.P.

365 est, rue Racine,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: 543-3081. 59504-o

p.m., on Monday, December 18, 1961, for the purchase of an issue of $191,000 of bonds for the township of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 124, $215,000 — repairs to and construction of an aqueduct.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $191,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$ 2,000
January 1, 1964	2,500
January 1, 1965	2,500
January 1, 1966	2,500
January 1, 1967	3,000
January 1, 1968	3,000
January 1, 1969	3,500
January 1, 1970	3,500
January 1, 1971	4,000
January 1, 1972	4,000
January 1, 1973	4,500
January 1, 1974	4,500
January 1, 1975	4,500
January 1, 1976	5,000
January 1, 1977	5,000
January 1, 1978	5,500
January 1, 1979	6,000
January 1, 1980	6,500
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	112,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi, county of Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council, to be held on Monday, December 18, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the municipal auditorium, Bégin Avenue, Chicoutimi, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), November 27, 1961.

PH. HARVEY, N.P.,
Secretary-Treasurer.

365 Racine St. east,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: 543-3081. 59504

Les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides

Comté de Laval

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roland Jasmin, secrétaire-trésorier, 398, rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval, jusqu'à 8 heures p.m., jeudi, le 21 décembre 1961, pour l'achat de $1,025,000 d'obligations des commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Laval-des-Rapides, comté de Laval, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 28 septembre 1961, telle que modifiée — construction d'une école secondaire pour garçons.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $1,025,000 — 20 ans

Année		*Capital*
1er janvier 1963	x	$ 85,000
1er janvier 1964	x	90,000
1er janvier 1965	x	95,000
1er janvier 1966	x	101,000
1er janvier 1967	x	107,000
1er janvier 1968	x	114,000
1er janvier 1969	..	21,000
1er janvier 1970	....	22,000
1er janvier 1971		23,000
1er janvier 1972		24,000
1er janvier 1973		26,000
1er janvier 1974		28,000
1er janvier 1975		29,000
1er janvier 1976		31,000
1er janvier 1977		33,000
1er janvier 1978		35,000
1er janvier 1979		37,000
1er janvier 1980		39,000
1er janvier 1981		41,000
1er janvier 1982		44,000

Les « x » indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $600,000, accordé par le gouvernement provincial et payable en six versements de $100,000 chacun, de 1963 à 1968 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert

The school commissioners for the municipality of the town of Laval-des-Rapides

County of Laval

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Roland Jasmin, secretary-treasurer, 398 Laurier Street, Laval-des-Rapides, county of Laval, until 8:00 o'clock p.m. Thursday, December 21, 1961, for the purchase of an issue of $1,025,000 of bonds for school commissioners for the municipality of the city of Laval-des-Rapides, county of Laval, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated September 28, 1961, as amended — construction of a secondary school for boys.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $1,025,000 — 20 years

Year		*Capital*
January 1, 1963	x	$ 85,000
January 1, 1964	x	90,000
January 1, 1965	x	95,000
January 1, 1966	x	101,000
January 1, 1967	x	107,000
January 1, 1968	x	114,000
January 1, 1969		21,000
January 1, 1970		22,000
January 1, 1971		23,000
January 1, 1972		24,000
January 1, 1973		26,000
January 1, 1974		28,000
January 1, 1975		29,000
January 1, 1976		31,000
January 1, 1977		33,000
January 1, 1978		35,000
January 1, 1979		37,000
January 1, 1980		39,000
January 1, 1981		41,000
January 1, 1982		44,000

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $600,000 granted by the Provincial Government and payable in six instalments of $100,000 each, from 1963 to 1968 inclusively, will be received and applied to the service of the said loan.

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Laval-des-Rapides, county of Laval.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued

comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue jeudi, le 21 décembre 1961, à 8 heures du soir, à 398, rue Laurier, Laval-des-Rapides, comté de Laval.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Laval-des-Rapides, (Comté de Laval), ce 24 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROLAND JASMIN.

398, rue Laurier,
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.,
Téléphone: MUrray-1-1148. 59505-o

La commission scolaire catholique de Loretteville

Comté de Québec

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Roger Pleau, secrétaire-trésorier, Loretteville, comté de Québec, jusqu'à 7.30 heures p.m., lundi, le 18 décembre 1961, pour l'achat de $105,000 d'obligations de la commission scolaire catholique de Loretteville, comté de Québec, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Résolution en date du 31 août 1961 — telle que modifiée — agrandissement de l'école Morissette, de l'école St-Joseph et consolidation de dettes.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $105,000 — 20 ans	
Année	*Capital*
1er janvier 1963	$3,000
1er janvier 1964	3,000
1er janvier 1965	3,000
1er janvier 1966	3,500
1er janvier 1967	3,500
1er janvier 1968	4,000
1er janvier 1969	4,000
1er janvier 1970	4,500
1er janvier 1971	4,500
1er janvier 1972	5,000
1er janvier 1973	5,000
1er janvier 1974	5,500
1er janvier 1975	5,500
1er janvier 1976	6,000
1er janvier 1977	6,500
1er janvier 1978	7,000
1er janvier 1979	7,500
1er janvier 1980	7,500
1er janvier 1981	8,000
1er janvier 1982	8,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Loretteville, comté de Québec.

on the bonds to the date of their delivery is included ot not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Thursday, December 21, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at 398 Laurier Street, Laval-des-Rapides, county of Laval.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Laval-des-Rapides, (County of Laval), November 24, 1961.

ROLAND JASMIN,
Secretary-Treasurer.

398 Laurier Street,
Laval-des-Rapides, (Laval), P.Q.
Telephone: MUrray-1-1148. 59505

The catholic school commission of Loretteville

County of Quebec

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Roger Pleau, secretary-treasurer, Loretteville, county of Quebec, until 7:30 o'clock p.m., Monday, December 18, 1961, for the purchase of an issue of $105,000 of bonds for the catholic school commission of Loretteville, county of Quebec, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982, inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

Resolution dated August 31, 1961 —as amended — enlargement of the Morissette School, of the St-Joseph School and consolidation of debts.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $105,000 — 20 years	
Year	*Capital*
January 1, 1963	$3,000
January 1, 1964	3,000
January 1, 1965	3,000
January 1, 1966	3,500
January 1, 1967	3,500
January 1, 1968	4,000
January 1, 1969	4,000
January 1, 1970	4,500
January 1, 1971	4,500
January 1, 1972	5,000
January 1, 1973	5,000
January 1, 1974	5,500
January 1, 1975	5,500
January 1, 1976	6,000
January 1, 1977	6,500
January 1, 1978	7,000
January 1, 1979	7,500
January 1, 1980	7,500
January 1, 1981	8,000
January 1, 1982	8,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table only, and that offers for short term bonds shall not be taken into consideration.

The successful tendered agrees to pay for the bonds, principal and accured interest, if any, by certified cheque payable at par at Loretteville, county of Quebec.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles qui sera tenue lundi, le 18 décembre 1961 à 7.30 heures du soir, en l'école secondaire St-Joseph, Boulebard Émilien Rochette, Loretteville, comté de Québec.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Loretteville, (Comté de Québec), ce 27 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
ROGER PLEAU.

École Sec. St-Joseph,
Boul. Émilien Rochette, C.P. 68,
Loretteville, (Québec), P.Q.
Téléphone: 842-3813. 59506-o

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the school commissioners to be held on Monday, December 18, 1961, at 7:30 o'clock p.m., at the Secondary School, St-Joseph, Émilien Rochette Boulevard, Loretteville, county of Quebec.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders.

Loretteville, (County of Quebec,) November 27, 1961.

ROGER PLEAU,
Secretary-Treasurer.

Sec. School, St-Joseph,
Émilien Rochette, Blvd., P.O.B. 68,
Loretteville, (Quebec), P.Q.
Telephone: 842-3813. 59506

Village de St-Ambroise
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Denis Savard, secrétaire-trésorier, village de St-Ambroise, comté de Chicoutimi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 décembre 1961, pour l'achat de $85,000 d'obligations du village de St-Ambroise, comté de Chicoutimi, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 123, au montant de $85,000 — tel que modifié — travaux d'électricité et construction de trottoirs.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $85,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$2,000
1er janvier 1964	2,000
1er janvier 1965	3,000
1er janvier 1966	3,000
1er janvier 1967	3,000
1er janvier 1968	3,000
1er janvier 1969	3,000
1er janvier 1970	3,000
1er janvier 1971	4,000
1er janvier 1972	4,000
1er janvier 1973	4,000
1er janvier 1974	4,000
1er janvier 1975	5,000
1er janvier 1976	5,000
1er janvier 1977	5,000
1er janvier 1978	6,000
1er janvier 1979	6,000
1er janvier 1980	6,000
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	7,000

Village of St-Ambroise
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Denis Savard, secretary-treasurer, village of St-Ambroise, county of Chicoutimi, until 8:00 o'clock p.m., on Tuesday, December 19, 1961, for the purchase of an issue of $85,000 of bonds for the village of St-Ambroise, county of Chicoutimi, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 123, $85,000 — as modified — electrical works and construction of sidewalks.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $85,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$2,000
January 1, 1964	2,000
January 1, 1965	3,000
January 1, 1966	3,000
January 1, 1967	3,000
January 1, 1968	3,000
January 1, 1969	3,000
January 1, 1970	3,000
January 1, 1971	4,000
January 1, 1972	4,000
January 1, 1973	4,000
January 1, 1974	4,000
January 1, 1975	5,000
January 1, 1976	5,000
January 1, 1977	5,000
January 1, 1978	6,000
January 1, 1979	6,000
January 1, 1980	6,000
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	7,000

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Kénogami.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1961 à 8 heures du soir, au Centre Social, St-Ambroise, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Ambroise, (Comté de Chicoutimi), ce 27 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
DENIS SAVARD.

Village St-Ambroise, (Chicoutimi), P.Q.
Téléphone: 236. 59507-o

Ville d'Arthabaska
Comté d'Arthabaska

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Jean Moisan, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 décembre 1961, pour l'achat de $275,000 d'obligations de la ville d'Arthabaska, comté d'Arthabaska, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlements Nos: 176, au montant de $75,000 d'obligations — tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts; 180, au montant de $40,000 d'obligations — tel que modifié — travaux d'aqueduc et d'égouts; 184, au montant de $160,000 d'obligations — tel que modifié, construction d'une station de pompage et de conduite d'eau.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $275,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$ 7,500
1er janvier 1964	7,500
1er janvier 1965	8,500
1er janvier 1966	9,000
1er janvier 1967	9,500
1er janvier 1968	10,000
1er janvier 1969	10,500
1er janvier 1970	11,000
1er janvier 1971	12,000
1er janvier 1972	13,000

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Kénogami.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on Tuesday, December 19, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Centre Social, St-Ambroise, county of Chicoutimi.

The council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Ambroise, (County of Chicoutimi), November 27, 1961.

DENIS SAVARD,
Secretary-Treasurer.

Village of St-Ambroise, (Chicoutimi), P.Q.
Telephone: 236. 59507

Town of Arthabaska
County of Arthabaska

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned Jean Moisan, secretary-treasurer, Town Hall, 56 Beauchemin Street, Arthabaska, county of Arthabaska, until 8:00 o'clock p.m. Tuesday, December 19, 1961, for the purchase of an issue of $275,000 of bonds for the town of Arthabaska, county of Arthabaska, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-laws Nos: 176, amounting to $75,000 bonds — as amended — work on aqueduct and sewers; 180, amounting to $40,000 bonds — as amended — work on aqueduct and sewers; 184, amounting to $160,000 bonds — as amended, construction of a pumping station and water conduit.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $275,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$ 7,500
January 1, 1964	7,500
January 1, 1965	8,500
January 1, 1966	9,000
January 1, 1967	9,500
January 1, 1968	10,000
January 1, 1969	10,500
January 1, 1970	11,000
January 1, 1971	12,000
January 1, 1972	13,000

1er janvier 1973	$13,500
1er janvier 1974	14,000
1er janvier 1975	14,500
1er janvier 1976	16,500
1er janvier 1977	17,000
1er janvier 1978	18,000
1er janvier 1979	19,000
1er janvier 1980	20,000
1er janvier 1981	21,500
1er janvier 1982	22,500

On est prié de noter que les soumissions sont demandées pour des obligations remboursables suivant le tableau ci-dessus seulement, et que les offres qui seront faites pour des obligations à courte échéance ne seront pas prises en considération.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1961, à 8 heures du soir, Hôtel de Ville, 56, rue Beauchesne, Arthabaska, comté d'Arthabaska.

Le conseil se réserve le droit de n'accepte ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Arthabaska, (Comté d'Arthabaska), ce 28 novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
JEAN MOISAN.

Hôtel de Ville, 56, rue Beauchesne, C.P. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.
Téléphone: 357-2346. 59529-o

Cité de Chicoutimi
Comté de Chicoutimi

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné Gaston Carrier, greffier, Hôtel de ville, rue Racine, Chicoutimi, comté de Chicoutimi, jusqu'à 3 heures p.m., mercredi, le 20 décembre 1961, pour l'achat de $118,000 d'obligations de la cité de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, datées du 31 décembre 1961 et remboursables par séries du 31 décembre 1962 au 31 décembre 1969 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4½%, ni supérieur à 5½%, payable semi-annuellement les 30 juin et 31 décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 422, au montant de $250,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 31 décembre 1961.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $118,000 — 8 ans

Année	*Capital*
31 décembre 1962	$14,000
31 décembre 1963	14,500
31 décembre 1964	15,000

January 1, 1973	$13,500
January 1, 1974	14,000
January 1, 1975	14,500
January 1, 1976	16,500
January 1, 1977	17,000
January 1, 1978	18,000
January 1, 1979	19,000
January 1, 1980	20,000
January 1, 1981	21,500
January 1, 1982	22,500

Please note that tenders are called for bonds redeemable according to the above table of redemption only, and that offers for short term bonds shall not be considered.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Arthabaska, county of Arthabaska.

Capital and interest are payable at all the branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure as well as at the head office of the said bank at Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 19, 1961, at 8:00 o'clock p.m., at the Town Hall, 56 Beauchesne Street, Arthabaska, county of Arthabaska.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Arthabaska, (County of Arthabaska), November 28, 1961.

JEAN MOISAN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, 56 Beauchesne Street, P.O.B. 38,
Arthabaska, (Arthabaska), P.Q.
Telephone: 357-2346. 59529

City of Chicoutimi
County of Chicoutimi

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned Gaston Carrier, city-clerk, City Hall, Racine St., Chicoutimi, county of Chicoutimi, until 3:00 o'clock p.m., on Wednesday, December 20, 1961, for the purchase of an issue of $118,000 of bonds for the city of Chicoutimi, county of Chicoutimi, dated December 31, 1961, and redeemable serially from December 31, 1962 to December 31, 1969 inclusively, with interest at a rate not less than 4½% nor more than 5½%, payable semi-annually on June 30 and December 31 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 422, $250,000 — renewal of the loan.

For adjudication purposes only, interest shall be calculated as from December 31, 1961.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $118,000 — 8 years

Year	*Capital*
December 31, 1962	$14,000
December 31, 1963	14,500
December 31, 1964	15,000

31 décembre 1965	$15,500
31 décembre 1966	16,000
31 décembre 1967	16,500
31 décembre 1968	17,000
31 décembre 1969	9,500

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Chicoutimi.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mercredi, le 20 décembre 1961, à 3 heures de l'après-midi, Hôtel de ville, rue Racine, Chicoutimi, comté de Chicoutimi.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Chicoutimi, (Comté de Chicoutimi), ce 28 novembre 1961.

Le Greffier,
GASTON CARRIER.

Hôtel de ville, rue Racine,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P. Q.
Téléphone: 543-4486. 59530-o

December 31, 1965	$15,500
December 31, 1966	16,000
December 31, 1967	16,500
December 31, 1968	17,000
December 31, 1969	9,500

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at Chicoutimi.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Wednesday, December 20, 1961, at 3:00 o'clock p.m., in the City Hall, Racine St., Chicoutimi, county of Chicoutimi.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

Chicoutimi, (County of Chicoutimi), November 28, 1961.

GASTON CARRIER,
City Clerk.

City Hall, Racine St.,
Chicoutimi, (Chicoutimi), P. Q.
Telephone: 543-4486. 59530

Ville de St-Félicien
Comté de Lac St-Jean Ouest

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées « Soumissions pour obligations » seront reçues par le soussigné J. A. Blouin, secrétaire-trésorier, Hôtel de ville, St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 19 décembre 1961, pour l'achat de $162,000 d'obligations de la ville de St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest, datées du 1er janvier 1962 et remboursables par séries du 1er janvier 1963 au 1er janvier 1982 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 5%, ni supérieur à 6%, payable semi-annuellement les 1er juillet et 1er janvier de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances.

Règlement No 187 — au montant de $200,000 — renouvellement d'emprunt.

Pour fins d'adjudication seulement, l'intérêt sera calculé à compter du 1er janvier 1962.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $162,000 — 20 ans

Année	*Capital*
1er janvier 1963	$3,500
1er janvier 1964	4,000
1er janvier 1965	4,000
1er janvier 1966	4,000
1er janvier 1967	4,500
1er janvier 1968	4,500
1er janvier 1969	4,500
1er janvier 1970	4,500
1er janvier 1971	5,000
1er janvier 1972	5,000
1er janvier 1973	5,000
1er janvier 1974	5,500
1er janvier 1975	5,500
1er janvier 1976	6,000
1er janvier 1977	6,000

Town of St-Félicien
County of Lake St. John West

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. A. Blouin, secretary-treasurer, Town Hall, St-Félicien, county of Lake St. John West, until 8:00 o'clock p.m. on Tuesday, December 19, 1961, for the purchase of an issue of $162,000 of bonds for the town of St-Félicien, county of Lake St. John West, dated January 1, 1962, and redeemable serially from January 1, 1963 to January 1, 1982 inclusively, with interest at a rate not less than 5% nor more than 6%, payable semi-annually on July 1 and January 1 of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities.

By-law No. 187 — $200,000 — renewal of a loan.

For adjudication purposes only, interest shall be claculated as from January 1, 1962.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — $162,000 — 20 years

Year	*Capital*
January 1, 1963	$3,500
January 1, 1964	4,000
January 1, 1965	4,000
January 1, 1966	4,000
January 1, 1967	4,500
January 1, 1968	4,500
January 1, 1969	4,500
January 1, 1970	4,500
January 1, 1971	5,000
January 1, 1972	5,000
January 1, 1973	5,000
January 1, 1974	5,500
January 1, 1975	5,500
January 1, 1976	6,000
January 1, 1977	6,000

1er janvier 1978	$6,000
1er janvier 1979	6,500
1er janvier 1980	6,500
1er janvier 1981	7,000
1er janvier 1982	64,500

De plus, des soumissions pourront être envoyées et elles seront prises en considération pour des obligations à courte échéance dix ans, ou à courte échéance quinze ans. Cependant, les soumissions ne devront comporter qu'un seul des trois termes. L'adjudication sera faite conformément à la loi.

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales, dans la province de Québec, de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 19 décembre 1961 à 8 heures du soir, Hôtel de ville, St-Félicien, comté de Lac St-Jean Ouest.

Le conseil se réserve le droit de n'acdepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

St-Félicien, (Comté de Lac St-Jean Ouest), ce novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J. A. BLOUIN.

Hôtel de ville, C.P. 10,
St-Félicien, (Lac St-Jean Ouest), P.Q.
Téléphone: 101. 59533-o

January 1, 1978	$6,000
January 1, 1979	6,500
January 1, 1980	6,500
January 1, 1981	7,000
January 1, 1982	64,500

Moreover, tenders may be forwarded and shall be considered as ten-year short-term and fifteen-year short-term bonds. However, tenders shall be considered for one of the three terms only. Adjudication shall be made according to law.

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest, if any, by certified cheque payable at par at St-Félicien, county of Lake St. John West.

Capital and interest are payable at all branches in the province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure.

The said bonds will not be redeemable by anticipation.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Tuesday, December 19, 1961, at 8:00 o'clock p.m., in the Town Hall, St-Félicien, county of Lake St. John West.

The Council does not bind itself to accept the highest or any of the tenders.

St-Félicien, (County of Lake St. John West), November 28, 1961.

J. A. BLOUIN,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, P.O.B. 10,
St-Félicien, (Lake St. John West), P.Q.
Telephone: 101. 59533

Syndicats coopératifs

Caisse Populaire de Hull

(*Loi des syndicats coopératifs de Québec*)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des sociétaires de la « Caisse Populaire Notre-Dame de Hull », tenue à Hull, le 19 octobre 1961 et, après ajournement, le 20 octobre 1961, le nom de ladite société a été, par résolution dûment adoptée à cette fin, changé en celui de « Caisse Populaire de Hull ».

Donné au bureau du secrétaire de la province, le 16 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59480-o RAYMOND DOUVILLE.

Montreal Musicians' Credit Union

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif « Montreal Musicians' Credit Union », en date du 25 septembre 1961, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Le siège social dudit syndicat coopératif est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Québec, le 14 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,
59483-o RAYMOND DOUVILLE.

Cooperative Syndicates

Caise Populaire de Hull

(*Quebec Cooperative Syndicates' Act*)

Notice is given that, at a special general meeting of the associates of the "Caisse Populaire Notre-Dame de Hull", held at Hull, on October 19, 1961, and after adjournment, October 20, 1961, the name of the said association was, by resolution, duly adopted for this purpose, changed into that of "Caisse Populaire de Hull".

Given at the office of the Provincial Secretary, on November 16, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59480 *Assistant Secretary of the Province.*

Montreal Musicians' Credit Union

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy, dated September 25, 1961, of the declaration of foundation, as a cooperative syndicate, of "Montreal Musicians' Credit Union", and that such document has been filed in the Archives of the Department of the Provincial Secretary.

The head office of said cooperative syndicate is located at Montreal, judicial district of Montreal.

Quebec, November 14, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,
59483 *Assistant Secretary of the Province.*

Syndicats professionnels

(Sec. P. 840-51)

Syndicat des Professeurs Catholiques des Cités & Villes de Laval-Deux-Montagnes

(*Loi des syndicats professionnels*)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la province a, le 27 novembre 1961, décrété la fin de l'existence corporative du « Syndicat des Professeurs Catholiques des Cités & Villes de Laval-Deux-Montagnes », dont la constitution avait été autorisée le 17 mars 1951, avec siège social à L'Abord-à-Plouffe, dans le comté de Laval, et ce, conformément aux dispositions de l'article 20*a* de la Loi des syndicats professionnels (S.R.Q. 1941, chapitre 162).

Québec, le 28 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59465-o RAYMOND DOUVILLE.

Le Syndicat de l'U.C.C. de Grandes-Bergeronnes

(*Loi des syndicats professionnels*)

La constitution d'un syndicat professionnel, sous le nom de « Le Syndicat de l'U.C.C. de Grandes-Bergeronnes », a été autorisée par le secrétaire de la province, le 31 octobre 1961.

Le siège social dudit syndicat professionnel est situé à Grandes-Bergeronnes, district judiciaire de Saguenay.

Québec, le 6 novembre 1961.

Le Sous-secrétaire de la province,

59481-o RAYMOND DOUVILLE.

Professional Syndicates

(P. Sec. 840-51)

Syndicat des Professeurs Catholiques des Cités & Villes de Lavai-Deux-Montagnes

(*Professional Syndicates' Act*)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary has, on November 27, 1961, enacted the termination of the cooperative existence of the "Syndicat des Professeurs Catholiques des Cités & Villes de Laval-Deux-Montagnes", the incorporation of which was authorized on March 17, 1951, with head office at L'Abord-à-Plouffe, in the county of Laval, and such pursuant to the provisions of section 20*a* of the Professional Syndicates' Act (R.S.Q. 1941, chapter 162).

Quebec, November 28, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59465 *Assistant Secretary of the Province.*

Le Syndicat de l'U.C.C. de Grande-Bergeronnes

(*Professional Syndicates' Act*)

The incorporation of a professional syndicate, under the name of "Le Syndicat de l'U.C.C. de Grandes-Bergeronnes" has been authorized by the Provincial Secretary on October 31, 1961.

The head office of the said professional syndicate is situated at Grandes-Bergeronnes judicial, district of Saguenay.

Quebec, November 6, 1961.

RAYMOND DOUVILLE,

59481 *Assistant Secretary of the Province.*

Vente — Loi de faillite

Michel Dohan

Canada, province de Québec, district de Québec, Cour Supérieure « Division de Faillite », No 6640-F. Dans l'affaire de la faillite de: Michel Dohan, 3, avenue Laurier, Lévis, P. Q., failli, et Georges LaRue, syndic.

Avis de vente

Avis est par les présentes donné que JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962, à DEUX heures de l'après-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église de la municipalité de la paroisse Notre-Dame de la Victoire de Lévis, comté de Lévis, l'immeuble ci-après décrit, savoir:

Désignation: Item « A »:

« Les droits et intérêts du syndic sur un lot de terre connu et désigné comme étant formé d'une partie des lots quatre cent vingt et un (ptie 421) et quatre cent vingt-deux (ptie 422) du cadastre officiel du Quartier de Lauzon, cité de Lévis, dans la province de Québec. Ce lot de terre est borné comme suit: à l'est par une ligne longeant l'emprise du Canadien National sur une longueur de quarante-neuf pieds (49′); au nord par les lots quatre cent vingt-huit (428) et quatre cent vingt-neuf (429) sur une longueur de cent vingt-cinq pieds (125′); à l'ouest par une ligne séparant le lot quatre cent vingt et un (421) à cent vingt-sept pieds (127′) plus ou moins de l'emprise du Canadien National; au

Sale — Bankruptcy Act

Michel Dohan

Canada, Province of Quebec, district of Quebec, Superior Court, "Bankruptcy Division", No. 6640-F. In the matter of the bankruptcy of: Michael Dohan, 3, Laurier Avenue, Levis, P. Que., bankrupt, and Georges LaRue, trustee.

Notice of sale

Notice is hereby given that THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon, shall be sold by public auction, at the church door of the municipality of the parish of Notre-Dame de la Victoire de Lévis, county of Levis, the immoveable hereinafter described, to wit:

Designation: Item "A":

"The rights and interests of the trustees on a lot of land known and designated as being formed of a part of lots four hundred and twenty-one (Pt. 421) and four hundred and twenty-two (Pt. 422) of the official cadaster of Lauzon Ward, city of Levis, in the Province of Quebec. This lot of land is bounded as follows: on the east, by a line running along the Canadian National right-of-way upon a length of forty-nine feet (49′); on the north, by lots four hundred and twenty-eight (428) and four hundred and twenty-nine (429) upon a length of one hundred and twenty-five feet (125′); on the west, by a line dividing lot four hundred and twenty-one (421) to one hundred and twenty-seven feet (127′)

sud par une ligne d'une longueur de cent vingt-huit pieds (128′) s'étendant de l'emprise du Canadien National jusqu'à la ligne de séparation de la borne ouest dudit lot; ledit terrain mesurant en largeur une moyenne de quarante-cinq pieds (45′) et en longueur cent vingt-cinq pieds (125′) plus ou moins, mesure anglaise. »

L'item « A » sera offert en vente au plus haut et dernier enchérisseur à charte des rentes et réparations d'église qui peuvent exister, ainsi que sujet aux servitudes actives et passives.

Les titres et certificats peuvent être examinés en tout temps en s'adressant au bureau du syndic soussigné.

Cette vente est faite conformément aux articles 716, 717 et 719 (A) du Code de procédure civil et aussi à l'article 55 de la Loi de Faillite.

Cette vente équivaut à la vente faite par le Shérif.

Conditions de paiement: argent comptant.

Québec, ce 22e jour de novembre 1961.

Le Syndic,
GEORGES LARUE.

Bureau de: Georges LaRue, Syndic,
350, Boul. Charest Est, Québec.
59527-48-2-o

more or less from the Canadian National right-of-way, on the south, by a line of one hundred and twenty-eight feet (128′) in length extending from the Canadian National right-of-way to the dividing line of the west boundary of the said lot; the said lot of land measuring in width an average of forty-five feet (45′) and in length one hundred and twenty-five feet (125′) more or less, English measure."

Item "A" shall be offered for sale to the highest and last bidder, subject to the rents and church distributions which may exist, as well as subject to the active and passive servitudes.

Titles and certificates may be examined at any time by applying to the office of the undersigned trustee.

This sale is make according to sections 716, 717 and 719 (A) of the Code of Civil Procedure and also to section 55 of the Bankruptcy Act.

This sale is equivalent to a sale made by the Sheriff.

Conditions of payment: cash.

Quebec, this 22nd day of November, 1961.

GEORGES LARUE,
Trustee.

Office of: Georges LaRue, Trustee,
350 Charest Blvd., East, Quebec.
59527-48-2

Ventes par Shérifs

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec
District d'Abitibi
Dans la Cour de l'Échiquier du Canada

No 167,140. LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU et amendements *vs* GASTON GRATTON, entrepreneur électricien, de Val d'Or, saisi.

Avis de vente

L'immeuble connu et désigné comme étant la partie est du lot 57 de la subdivision originale du lot 60 du cadastre officiel du rang huit, canton Dubuisson, ainsi que la partie est du lot 58 de la subdivision originale du lot 60 du cadastre officiel du rang huit, canton Dubuisson, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances;

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale Notre-Dame de Fatima, à Val d'Or, le TROISIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
CONRAD PAQUETTE.

Bureau du Shérif,
Amos, le 13 novembre 1961. 59516-48-2-o

Sheriffs' Sales

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec
District of Abitibi
In the Court of the Exchequer of Canada

No. 167,140. THE INCOME TAX ACT and amendments, *vs* GASTON GRATTON, contractor-electrician, of Val d'Or, seized.

Notice of sale

The immoveable known and designated as being the east part of lot 57 of the original subdivision of lot 60 in the official cadaster of range eight, township of Dubuisson, as well as the east part of lot 58 of the original subdivision of lot 60 in the official cadaster of range eight, township of Dubuisson, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies;

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Fatima, a Val d'Or, on THIRD day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the after-noon.

CONRAD PAQUETTE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, November 13, 1961. 59516-48-2

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District de Beauce

Cour Supérieure, No 28,222. à savoir: L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à

BEAUCE

Fieri Facias de Terris
District of Beauce

Superior Court, No. 28,222. to wit: THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in

Québec, *contre* CYPRIEN RANCOURT, cultivateur de St-Théophile, comté de Beauce, autrefois, et maintenant domicilié à 275 rue Champlain, Valleyfield.

« La moitié sud du lot numéro quarante-neuf du rang six, du canton de Jersey, en le comté de Beauce, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, ayant une superficie d'environ cinquante-deux acres. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Théophile, comté de Beauce, le DIX-SEPTIÈME jour de JANVIER 1962, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Député Shérif*,
St-Joseph de Beauce, ADOLPHE RENY.
27 novembre 1961. 59517-48-2-o

[Première insertion: 2 décembre 1961]
[Seconde insertion: 16 décembre 1961]

Quebec, *versus* CYPRIEN RANCOURT, farmer of St-Théophile, county of Beauce, formerly, and now domiciled at 275 Champlain St., Valleyfield.

"The south half of lot number forty-nine on range six, in the township of Jersey, in the county of Beauce, with buildings thereon constructed, circumstances and dependencies, having an area of approximately fifty-two acres"

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Théophile, county of Beauce, on the SEVENTEENTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ADOLPHE RENY,
St-Joseph de Beauce, *Deputy Sheriff*.
November 27, 1961. 59517-48-2

[First insertion: December 2, 1961]
[Second insertion: December 16, 1961]

BEAUHARNOIS

Canada — Province de Québec
District de Beauharnois

Cour Supérieure, No. 5788. L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, demandeur, *vs* ARMAND BROSSOIT, cultivateur, domicilié à St-Anicet, R.R. 2, comté d'Huntingdon, dit district de Beauharnois, défendeur.

À savoir:

« Une terre située dans la paroisse de St-Anicet, comté d'Huntingdon, connue comme étant la partie est du lot numéro cent un du cadastre des paroisses de St-Anicet et de Ste-Barbe, sans bâtisses, d'une contenance d'environ soixante-cinq acres, et bornée: au nord par le chemin public de la Concession Quesnel; à l'est par le lot numéro 100; au sud par le lot numéro 695; à l'ouest par la partie ouest du lot numéro 101, ladite terre connue aussi comme étant partie sud du lot numéro cent quatorze (114), des mêmes plan et livre de renvoi, d'une contenance de cent (100) acres en superficie, plus ou moins, avec bâtisses, et bornée; au nord par la Route No. 3, ou chemin longeant le lac St-François; au sud par le chemin public de la Concession Quesnel; à l'est par le lot numéro 111; à l'ouest par le lot numéro 115.

Le lot numéro cent quatroze est affecté d'une servitude en faveur de Shawinigan Water & Power Company, consistant dans le droit de maintenir les poteaux de ligne, etc., suivant acte consenti par Hector Carrière, et enrégistré sous le numéro 42 329. »

Sauf à distraire:

« Un certain terrain situé en la paroisse St-Anicet, et faisant la partie est du lot numéro cent un (101) au cadastre officiel des paroisses de St-Anicet et de Ste-Barbe, d'une contenance d'environ soixante-cinq (65) acres, dont vingt sont cultivables et quarante-cinq, non-cultivables, et borné comme suit: au nord par le chemin public de la Concession Quesnel; à l'est par le lot numéro 100; au sud par le lot numéro 695; à l'ouest, par le lot numéro 101. Sans bâtisses. »

« Une partie de terrain située sur le côté sud-est de la route 3, dans la municipalité de la paroisse St-Anicet (Huntingdon), étant une partie du lot cent quatorze (114), paroisse St-Anicet, du cadastre officiel du canton de Godmanchester, division d'enregistrement d'Huntingdon, indiquée par

BEAUHARNOIS

Canada — Province of Quebec
District of Beauharnois

Superior Court, No. 5788. QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, body politic and incorporated, having its corporate seat at Quebec, plaintiff, *vs* ARMAND BROSSOIT, farmer, domiciled at St-Anicet, R.R. 2, county of Huntingdon, said district of Beauharnois, defendant.

To wit:

"A farm situated in the parish of St-Anicet, county of Huntingdon, as being the east part of lot number one hundred and one of the cadaster of the parishes of St-Anicet and of Ste-Barbe, without buildings, containing about sixty-five acres and bounded: on the north, by the public road of the Quesnel Concession; on the east, by lot number 100; on the south, by lot number 695; on the west, by the western part of lot number 101, the said farm also known as being the south part of lot number one hundred and fourteen (114), on the same plan and in the book of reference, containing one hundred (100) acres in area, more or less, with buildings, and bounded: on the north, by the No. 3 Route, or road along St-François Lake; on the south, by the public road of the Quesnel Concession; on the east, by lot number 111; on the west, by lot number 115.

Lot number one hundred and fourteen is affected by a servitude in favor of Shawinigan Water & Power Company, consisting in the right to maintain the line posts, etc., according to deed consented to by Hector Carrière, and registered under the number 42 329."

Except to withdraw:

"A certain lot of land situated in the parish of St-Anicet, and forming the east part of lot number one hundred and one (101) in the official cadaster of the parishes of St-Anicet and of Ste-Barbe, containing about sixty-five (65) acres, twenty of which are arable and forty-five, non-arable, and bounded as follows: on the north, by the public road of the Quesnel Concession; on the east, by lot number 100; on the south, by lot number 695; on the west, by lot number 101. Without buildings."

"A part of lot of land situated on the southeast side of route 3, in the municipality of the parish of St-Anicet (Huntingdon), being a part of lot one hundred and fourteen (114), parish of St-Anicet, of the official cadaster of the township of Godmanchester, registration division

les lettres « A-B-C-A », sur le plan préparé par Monsieur J. A. Vermette, arpenteur-géomètre, le 9 octobre 1956, mesurant zéro pied (0′) à la limite sud-ouest, deux cent quatre-vingt-quatorze pieds et quatre dixième de pied (294.4′), dans la ligne nord-ouest: soixante-quatre et quatre dixièmes de pied (64.4′) dans la ligne nord-est, deux cent quatre vingt-dix-sept pieds et cinq dixièmes de pied (297.5′) dans la ligne sud-est contenant en superficie, neuf mille quatre cent soixante-deux pieds carrés, (9.462 pi. carrés), mesure anglaise, soit: deux cent cinquante-sept millièmes d'arpent carré (0.257) arp. car.); et bornée comme suit: vers le nord-ouest par la route actuelle, vers le nord-est par le lot 111, vers le sud-est par la partie du lot 114, restant la propriété de M. Raphaël Léger. La ligne sud-est « C-A » de cette partie de terrain est située à trente-trois pieds (33′) au sud-est de la ligne centrale de la route projetée. Sans bâtisses. »

« Une terre située dans la paroisse de St-Anicet, connue et désignée au cadastre officiel des paroisses St-Anicet, et Ste-Barbe, comme étant la partie sud du lot cent quatorze (ptie S. No. 114) d'une contenance de cent acres (100) en superficie plus ou moins, bornée comme suit: au nord par la route No 3; au sud par le chemin public de la concession Quesnel; à l'est par le numéro 111; à l'ouest par le numéro 115; avec tous les bâtiments ci-dessus érigés . . .

A distraire cependant de la terre présentement vendue, un lot de soixante-dix pieds (70′) de largeur, par une profondeur de cent pieds (100′), mesure anglaise, plus ou moins, et borné comme suit: au nord par le chemin public route No 3; à l'est par le numéro 111; au sud et à l'ouest par le résidu du lot numéro 114, présentement vendu.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, sans exception ni réserve de la part du vendeur, et que l'acquéreur déclare connaître. »

Pour être vendu « en bloc » à la porte de l'église paroissiale de St-Anicet, comté d'Huntingdon, le JEUDI, le QUATORZIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi.

Le Shérif,
ERNEST POIRIER.

Bureau du Shérif,
Valleyfield, P.Q.,
le 3 novembre 1961. 59281-45-2-o

[Première insertion: le 11 novembre 1961]

of Huntingdon, shown by letters "A-B-C-A", on the plan prepared by Mr. J. A. Vermette, surveyor, on October 9, 1956, measuring zero feet (0′) to the southwest limit, two hundred and ninety-four feet and four/tenths of a foot (294.4′) in the northwest line: sixty-four and four/tenths of a foot (64.4′) in the northeast line, two hundred and ninety-seven feet and five/tenths of a feet (297.5′) in the southeast line containing in area, nine thousand four hundred and sixty-two square feet (9,462 sq. ft.), English measure, i.e.: two hundred and fifty-seven thousandths of a square arpent (0.247) sq. arp.); and bounded as follows: on the northwest, by the present route, on the northeast, by lot 111, on the southeast, by part of lot 114, remaining the property of Mr. Raphaël Léger. The southeast line "C-A" of this part of the lot of land is situated at thirty-three feet (33′) on the southeast of the central line of the projected street. Without buildings."

" A farm situated in the parish of St-Anicet, known and designated on the official cadaster of the parishes of St. Anicet and Ste-Barbe, as being the south part of lot one hundred and fourteen (S. Pt. No 114) containing one hundred acres (100) in area more or less, bounded as follows: on the north by route No. 3; on the south, by the public road of the Quesnel Concession; on the east, by number 111; on the west, by number 115; with all the buildings thereon erected . . .

To withdraw, however from the farm presently sold, a lot of seventy feet (70′) in width, by a depth of one hundred feet (100′), English measure, more or less, and bounded as follows: on the north, by the public road Route No. 3; on the east, by number 111; on the south and on the west, by the residue of lot number 114, presently sold.

As the whole is to be found presently, without exception nor reserve on the part of the vendor, and that the purchaser having knowledge thereof."

To be sold "en bloc" at the parochial church door of St-Anicet, county of Huntingdon, on THURSDAY, the FOURTEENTH day of DECEMBER, 1961, at HALF-PAST TEN o'clock in the forenoon.

ERNEST POIRIER.
Sheriff.

Sheriff's Office,
Valleyfield, P.Q.
November 3, 1961. 59281-45-2

[First insertion: November 11, 1961]

HULL

Canada — Province de Québec
District of Hull

Cour Supérieure, No 699. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, une corporation existant sous les lois du Canada, ayant son siège social en la cité de Montréal, demanderesse *vs* LESLIE L. PEARCE, des cité et district de Hull, auparavant membre de l'Aviation Royale Canadienne de Sa Majesté, défendeur.

Une propriété immobilière connue et désignée comme étant le lot cent trente-trois de la subdivision du lot sept « K » (7K-133) rang cinq, conformément aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Hull, et mesurant quarante-quatre pieds et trois dixièmes (44.3′) de largeur sur sa limite nord-est et cent vingt-deux (122′) de largeur sur sa limite sud par cent pieds et quatre dixièmes (100.4′) de profondeur sur sa limite est et cent quarante-deux pieds et quatre dixièmes (142.4′) de profondeur sur sa limite

HULL

Canada — Province of Quebec
District of Hull

Superior Court, No. 699. { SUN LIFE ASSURANCE COMPANY OF CANADA, a corporation existing under the Laws of Canada, having its head office in the city of Montreal, plaintiff, *vs* LESLIE L. PEARCE, of the city and district of Hull, formerly a member of Her Majesty's Royal Canadian Air Force, defendant.

An immoveable property known and described as being lot one hundred and thirty-three of the subdivision of lot seven "K" (7K-133), range five, according to the official plan and book of reference for the township of Hull, measuring forty-four feet and three tenths (44.3′) in width in its Northeast boundary and one hundred and twenty-two (122′) in width in its south boundary by one hundred feet and four tenths (100.4′) in depth in its east boundary and one hundred and forty-two feet and four

nord-ouest, avec toutes les bâtisses dessus érigées et en cours de construction.

Pour être vendu à mon bureau, au Palais de Justice, en la cité de Hull, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. St-Pierre.

Bureau du Shérif,
ce 2 novembre 1961.

59282-45-2-o

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour Supérieure, No 16 608.

G. EUGÈNE GOYETTE, maître-électricien domicilié et demeurant à Ste-Julienne, district de Joliette, demandeur *vs* ALBERT DESLAURIERS, demeurant au Lac Quinn, à Ste-Julienne, district de Joliette, défendeur.

« Un morceau de terre de forme irrégulière, situé dans la paroisse de Ste-Julienne, désigné comme étant une partie du lot sept cent huit (P. 708) du cadastre de la paroisse de Ste-Julienne, comprenant tout le terrain en dedans d'une ligne imaginaire qui partirait d'un point, à cent quatre-vingt-dix pieds (190′) au nord-est de la ligne de division entre ledit lot sept cent huit et sept cent sept sur le côté sud-est d'une décharge artificielle servant à l'égouttement des terrains de Gabriel Wolfe, ou représentants, allant dans une direction nord-est en continuation de cette ligne de départ une distance de cent soixante-cinq pieds (165′) de là tournant à angle droit vers le sud-est, une distance de deux cent quarante-deux pieds (242′) de là, tournant à angle droit vers le sud-ouest une distance de deux cent dix pieds (210′) jusqu'à un chemin d'entrée, de là tournant à angle aigu, en suivant ce chemin, pour atteindre à une distance de cent soixante-cinq pieds de la ligne de deux cent quarante-deux pieds (242′) plus haut mentionnée, étant le côté nord-est de ce morceau de terre, de là tournant à angle obtu vers le nord-ouest, et pararellement à ladite ligne de deux cent quarante-deux pieds jusqu'au point de départ, lequel morceau de terre est borné du côté nord-est par une lisière de terre de cinq pieds de largeur, séparant le morceau de terre vendu de celui appartenant à un monsieur Lachapelle, et du côté sud-ouest, et au bout sud-est, par autres parties du même lot, appartenant au vendeur, et au bout nord-ouest, par la propriété de Gabriel Wolfe, ou ses représentants.

Avec droit de passage en commun dans le chemin le plus près de la décharge dont il est fait mention plus haut, et ce droit constituera une servitude perpétuelle en faveur du morceau de terre vendu contre le résidu du lot sept cent huit. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Julienne, district de Joliette, JEUDI le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Charles Élément.

Bureau du Shérif,
Joliette, ce 27 novembre 1961.

59518-48-2-o

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Kamouraska

Cour Supérieure, d'Abitibi. No 12,138.

E QUIPEMENT AGRICOLE & INDUSTRIEL LIMITÉE, demanderesse-saisissante,

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Superior Court, No. 16 608.

G. EUGÈNE GOYETTE, master-electrician, domiciled and living at Ste-Julienne, district of Joliette, plaintiff, vs ALBERT DESLAURIERS, living at Lake Quinn, at Ste-Julienne, district of Joliette, defendant.

"A strip of land irregular in form, situated in the parish of Ste-Julienne, designated as being a part of lot seven hundred and eight (P. 708) in the cadaster of the parish of Ste-Julienne, comprising all the terrain on one side of an imaginary line which starts at a point one hundred and ninety feet (190′) to the north-east of the division line between said lot seven hundred and eight and lot seven hundred and seven on the south-east side of an artificial outlet used to drain the lands of Gabriel Wolfe, or representatives, going in a north-easterly direction and continuing along said line of departure to a distance of one hundred and sixty-five feet (165′); thence, turning at a right angle towards the south-east to a distance of two hundred and forty-two feet (242′); thence, turning, at a right angle, to the south-west, to a distance of two hundred and ten feet (210′) as far as an entrance road; thence, turning at an acute angle, following said road, to a distance of one hundred and sixty-five feet from the two hundred and forty-two (242′) foot line mentioned above, being the northeast side of said lot of land, thence, turning at an obtuse angle towards the northwest, and parallel to the two hundred and forty-two foot line as far as the starting point, which lot of land is bounded on the north-east by a strip of land five feet in width, separating the sold strip of land from that belonging to Mr. Lachapelle, and on the south-west side at the south-east end, by other parts of the same lot belonging to the vendor, and at the north-west end by the property of Gabriel Wolfe or representatives.

With the right of way on the road nearest to the outlet mentioned above; said right will constitute a perpetual servitude in fabor of the sold lot of land against the remainder of lot seven hundred and eight."

To be sold at the parochial church door of Ste-Julienne, district of Joliette, on THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Charles Élément,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Joliette, November 27, 1961.

59518-48-2

KAMOURASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Kamouraska

Superior Court, of Abitibi, No. 12,138.

E QUIPEMENT AGRICOLE & INDUSTRIEL LIMITÉE, seizing-creditor,

sissante *vs* DEUS LABRECQUE, défendeur-saisi.

« Un terrain ou emplacement situé dans la municipalité de St-David d'Estcourt, mesurant cent trente pieds de front le long d'une rue projetée sur cent vingt pieds de profondeur, soit jusqu'à une grange se trouvant à cet endroit en arrière dudit emplacement, borné au sud par la susdite rue projetée et des trois autres côtés par le résidu du terrain du vendeur (Wilfrid Labrecque), mais du côté est se trouvant borné par une ligne tirée à environ dix pieds du solage de la maison occupée par Deus Labrecque sur le terrain faisant l'objet de la présente vente; lequel terrain fait partie du lot numéro trente-six-D (Ptie 36-D) du cadastre officiel du canton Estcourt, dans le troisième rang, avec toutes constructions dessus érigées, circonstances et dépendances.— Le vendeur (Wilfrid Labrecque), réserve expressément une servitude perpétuelle de passage, à pied et en voiture, grevant le terrain ci-dessus au bénéfice du terrain restant à l'acquéreur à cét endroit, servitude devant être exercée dans la cour arrière de la maison occupée par Deus Labrecque et dans la ligne est du terrain ci-dessus décrit, de façon à permettre au frère de ce dernier, Gilbert Labrecque, ou aux ayants droits de ce dernier de circuler sur l'espace libre entre la maison et la grange érigées sur ledit emplacement. Le vendeur (Wilfrid Labrecque) se réserve sa vie durant, l'usufruit d'un poulailler et d'une shed sur ledit terrain, se réservant en outre un droit de passage du côté nord-ouest de la grange pour communiquer jusqu'à son terrain en arrière et contigu à celui ci-dessus. »

Le tout, sujet aux servitude et aux hypothèques pouvant grever les susdits immeuble.

Pour être vendu à la porte de l'église de Sully, comté de Témiscouata, le VINGT-UNIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MORIN.

Bureau du Shérif,
Rivière-du-Loup,
ce 7 novembre 1961.

59310-45-2-o

[Première insertion: le 11 novembre 1961.]

vs DEUS LABRECQUE, judgment debtor.

"A lot or emplacement situated in the municipality of St-David d'Estcourt, mesauring one hundred and thirty feet in frontage along a projected street by one hundred and twenty feet in depth, i.e. as far as a barn which is to be found at this place in rear of the said emplacement, bounded on the south by the said projected street and on the three other sides, by the residue of the lot of the vendor (Wilfrid Labrecque), but on the east side is bounded by a line drawn to about ten feet from the base of the house occupied by Deus Labrecque on the lot, presently being sold; which lot of land forms part of lot number thirty-six-D (Pt. 36-D) of the official cadaster of the Estcourt township, in the third range, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.— The vendor (Wilfrid Labrecque), especially reserves a perpetual right-of-way, on foot or by carriage, burdening the above lot of land to the benefit of the lot of land remaining to the purchaser at this place, servitude to be carried on in the yard back of the house occupied by Deus Labrecque and in the east line of the lot of land above described, so as to allow the brother of the latter, Gilbert Labrecque, or to the assignees of the latter to circulate in the free space between the house and the barn erected on the said emplacement. The vendor, (Wilfrid Labrecque) resrves, during his lifetime, the usufruct of a chicken-coop and of a shed on the said lot, reserving for himself, moreover, a right of way on the northwest side of the barn to communicate to his lot of land in the back and contiguous to that of the above."

The whole, subject to the servitudes and mortgages which may burden the above mentioned immoveable.

To be sold at the church door of Sully, county of Temiscouata, on the TWENTY-FIRST day of DECEMBER, 1961, at THREE o'clock in the afternoon.

MAURICE MORIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Rivière-du-Loup,
November 7, 1961.

59310-45-2

[First insertion: November 11, 1961.]

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District de Mégantic

Cour Supérieure, No 2231. ROLAND JOYAL, hôtelier, domicilié à Route Rurale No 1, Canton d'Irlande, comté de Mégantic, demandeur, *versus* JUDES GIGUÈRE, St-Adrien d'Irlande, comté de Mégantic, défendeur.

« Un terrain situé sur le septième rang du Canton d'Irlande, comté de Mégantic, mesurant deux arpents de largeur sur toute la profondeur qu'il y a à partir du vieux chemin public à aller au cordon entre les rangs sept et huit, connu et désigné comme étant les deux arpents de largeur nord-ouest de toute cette partie de la moitié nord-ouest du lot numéro quatre cent quarante et un (Ptie ½ N.O. du 441) au cadastre officiel du Canton d'Irlande qui se trouve situé au nord-est du vieux chemin public coupant ce lot et borné comme suit, savoir: en front au sud-ouest par le vieux chemin public, en arrière au nord-est au cordon entre les rangs huit et sept, d'un côté au nord-ouest par une partie du lot numéro quatre cent quarante, appartenant à Donat Turmel, ou représentants et de l'autre côté au sud-est par une autre partie du même lot quatre

MÉGANTIC

Fieri Facias de Bonis et de Terris
District of Mégantic

Superior Court, No. 2231. ROLAND JOYAL, hotelkeeper, domiciled at Rural Route No. 1, township of Ireland, county of Mégantic, plaintiff, *versus* JUDES GIGUÈRE, St-Adrien d'Irlande, county of Mégantic, defendant.

"A lot of land situated in the seventh range of the township of Ireland, county of Mégantic, measuring two arpents in width along the whole of the depth there may be from the old public road to the cordon between ranges seven and eight, known and designated as being the two arpents in width northwest of all this part of the northwest half of lot number four hundred and forty-one (Pt. ½ N.W. of 441) on the official cadaster of the township of Ireland which is situated northeast of the old public road cutting this road and bounded as follows, to wit: in front, on the southwest, by the old public road, in rear, on the northeast by the cordon between ranges eight and seven, on one side on the northwest, by part of lot number four hundred and forty, belonging to Donat Turmel, or representatives and on the other side on the southeast,

cent quarante et un, appartenant à Wilfrid Côté ou représentants, avec toutes les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances sous la réserve des mines et droits de mine, pour appartenir à qui de droit, et sous les autres conditions de concessions. »

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Adrien d'Irlande, le TROISIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, *Le Shérif*,
Thetford Mines, LOUIS CAMIRÉ.
le 21 novembre 1961. 59519-48-2-o

by another part of the lot four hundred and forty-one, belonging to Wilfrid Côté or representatives, with all the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, under reserve of the mines and mining rights, to belong to whom they may concern, and under the other conditions of concessions."

To be sold at the church door of the parish of St-Adrien d'Irlande, on the THIRD day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, LOUIS CAMIRÉ,
Thetford Mines, *Sheriff*.
November 21, 1961. 59519-48-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: No 105-791. LA CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JOSEPH DE DESCHAMBAULT, corporation légalement constituée, en vertu de la Loi des Syndicats Coopératifs de Québec, ayant son siège social à Deschambault, dans le comté de Portneuf, *contre* SOLYME PAQUIN, mécanicien, de Deschambault, comté de Portneuf.

Un morceau de terre situé au sud de la nouvelle route Québec-Montréal, mesurant cent quatre-vingt-seize pieds (196′) de largeur sur une profondeur de cent quarante pieds (140′), le tout mesure anglaise, et ainsi borné: au nord, par la nouvelle route Québec-Montréal, à l'est, par Adélard Gignac, et des autres côtés, à Adélard Paquin, avec la bâtisse dessus construite, lequel morceau de terre fait partie et est à distraire du lot numéro vingt et un (Partie 21) du cadastre officiel de la paroisse de Deschambault, comté de Portneuf.

Pour être vendu à la porte de l'église de Deschambault, comté de Portneuf, le QUINZIÈME jour de DÉCEMBRE prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 7 novembre 1961. 59309-45-2-o
[Première insertion: 11 novembre 1961]
[Deuxième insertion: 2 décembre 1961]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 105-791. THE CAISSE POPULAIRE DE SAINT-JOSEPH DE DESCHAMBAULT, corporation legally incorporated under the Quebec Cooperative Syndicates' Act, having its head office at Deschambault, in the county of Portneuf, *againts* SOLYME PAQUIN, mechanic, of Deschambault, county of Portneuf,

A Piece of land situated south of the new route Quebec-Montreal, measuring one hundred and ninety-six feet (196′) in width by a depth of one hundred and forty feet (140′), the whole English measure, and thus bound: on the north, by the new route Quebec-Montreal, on the east, by Adélard Gignac, and on the other sides, by Adélard Paquin, with the building thereon erected, which piece of land is part of and is to be withdrawn from lot number twenty-one (Part 21) of the official cadaster of the parish of Deschambault, county of Portneuf.

To be sold at the church door of the church of Deschambault, county of Portneuf, on the FIFTEENTH day of DECEMBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Quebec, November 7, 1961. 59309-45-2
[First insertion: November 11, 1961]
[Second insertion: December 2, 1961]

Fieri Facias

Québec, à savoir: No C. S. 113-287. THE QUAKER OATS COMPANY OF CANADA LTD., corporation légalement constituée ayant un bureau d'affaires dans les cité et district de Montréal, *contre* ARMAND FISET, de Villeroy, comté de Lotbinière, district de Québec.

« Le lot No 723-493 du cadastre officiel de la paroisse de Deschaillons, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. »

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean Deschaillons, comté de Lotbinière, le CINQUIÈME jour de JANVIER prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Me ANTOINE BOURGET, C.R.
Québec, le 27 novembre 1961. 59523-48-2-o
[Première insertion: 2 décembre 1961]
[Deuxième insertion: 23 décembre 1961]

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. C.S. 113-287. THE QUAKER OATS COMPANY OF CANADA LTD., body legally incorporated, having a business office in the city and district of Montreal, *versus* ARMAND FISET, of Villeroy, county of Lotbinière, district of Quebec.

"Lot No. 723-493 in the official cadaster of the parish of Deschaillons, with the buildinsg thereon constructed, circumstances and dependencies."

To be sold at the church door of St-Jean Deschaillons, county of Lotbinière, on the FIFTH day of JANUARY next at TEN o'clock in the forencon.

Me ANTOINE BOURGET, Q.C.,
Sheriff's Office, *Sheriff*.
Quebec, November 27, 1961. 59523-48-2
[First insertion: December 2, 1961]
[Second insertion: December 23, 1961]

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District de Richelieu

Cour Supérieure, No 14-544. SHOONER & CIE LTÉE, corporation légalement constitué ayant son siège so-

RICHELIEU

Fieri Facias de Terris
District of Richelieu

Superior Court, No. 14-544. SHOONER & CIE LTÉE, corporation legally incorporated having its head office

cial au village de Pierreville, district de Richelieu, demanderesse, *vs* J. E. BOUCHARD, résidant au No 5995 Ontario est, en la cité de Montréal, district de Montréal, défendeur.

« Une bâtisse servant de chalet, située sur un terrain appartenant à un M. Philippe Latraverse, lequel terrain connu et désigné comme étant le No 1133 du cadastre officiel du comté d'Yamaska pour la paroisse de Pierreville, cette bâtisse ou chalet étant situé sur la rive ouest du Chanel Tardif, borné par en arrière par une route, au nord par un terrain vague, au sud par le chalet d'un Mr. Jules Michaud. »

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Notre-Dame de Pierreville, comté d'Yamaska, district de Richelieu le CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
ADÉLARD GOULET.

Bureau du Shérif,
Sorel, le 26 novembre 1961. 59520-48-2-o

in the village of Pierreville, district of Richelieu, plaintiff *vs* J. E. BOUCHARD, residing at No. 5995 Ontario Street, East, in the city of Montreal, district of Montreal, defendant.

"A building being used as a cottage, situated on a lot of land belonging to a Mr. Philippe Latraverse, which lot of land known and designated as being No. 1133 in the official cadaster of the county of Yamaska for the parish of Pierreville, this building or cottage being situated on the west bank of the Tardif Channel, bounded in the rear by a road, on the north, by a vague lot of land, on the south, by the cottage of a Mr. Jules Michaud."

To be sold at the parochial church door of Notre-Dame de Pierreville, county of Yamaska, district of Richelieu, on the FIFTH, day of January 1962, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD GOULET,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sorel, November 26, 1961. 59520-48-2

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province de Québec
District de Québec

Cour Supérieure, No. 112-097 — JOS. GUTTMAN, de la cité de Québec, faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Michel Guttman Enr., 22-26 rue St. Joseph, demandeur *vs* ROCH CARRIER, Forestville, comté de Saguenay, défendeur.

« Le lot 18 de l'arpentage primitif, borné vers le nord-est par le lot 17, vers le sud-est par le rang 11 sud, vers le sud-ouest par le lot 19, vers le nord-ouest par un chemin public; mesurant trente-neuf chaines et cinquante mailles au nord-est, treize chaines au sud-est, trente-trois chaines et cinquante mailles au sud-ouest; quatorze chaines sur le chemin public; contenant en superficie quarante-sept âcres et deux dixième (47.2), du cadastre officiel du canton Latour, district de Saguenay; avec bâtisses dessus construites, s'il y a, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste. Thérèse de Colombier comté de Saguenay, JEUDI, le QUATRIÈME jour de JANVIER 1962 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
ELZÉAR VILLENEUVE.

Bureau du Shérif,
La Malbaie le 27 novembre 1961. 59521-48-2-o

SAGUENAY

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Quebec

Superior Court, No. 122-097. — JOS. GUTTMAN, of the city of Quebec carrying on business alone under the name and style of Michel Guttman Enr., 22-26 St. Joseph Street, plaintiff, *vs* ROCH CARRIER, forestville, county of Saguenay, defendant.

"Lot 18 of the original Survey bounded on the northeast by lot 17, on the southeast by range 11 south, on the southwest, by lot 19, on the northwest, by a public road; measuring thirty-nine chains and fifty links on the northeast, thirteen chains on the southeast, thirty-three chains and fifty links on the southwest; fourteen chains on the public road; containing in area forty-seven acres and two/tenths (47.2), on the official cadaster of the Latour township, district of Saguenay; with buildings thereon erected, if any, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Ste-Thérèse de Colombier county of Saguenay, THURSDAY, the FOURTH day of JANUARY, 1962, at TWO o'clock in the afternoon.

ELZÉAR VILLENEUVE,
Sheriff.

Sheriff's Office,
La Malbaie, November 27, 1961. 59521-48-2

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, No 22,343. — LÉO CONNOLLY, mécanicien, résidant et domicilié en la cité de LaSalle, district de Montréal, demandeur, *vs* MALCOLM COUTURE, résidant et domicilié à Magog, district de St-François, et RAYMOND PERRAS, résidant et domicilié à Sherbrooke, district de St-François, *et al*, défendeurs.

Saisis comme appartenant au défendeur, Raymond Perras:

« Un certain terrain ou emplacement faisant partie de cette partie du lot numéro neuf (9) du rang douze sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot qui se trouve située à l'est du chemin public qui coupe ledit lot et au sud-ouest du ruisseau qui coupe aussi

SAINT-FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, No. 22,343. — LÉO CONNOLLY, mechanic, residing and domiciled in the city of LaSalle, district of Montreal, plaintiff, *vs* MALCOLM COUTURE, residing and domiciled at Magog, district of St. Francis, and RAYMOND PERRAS, residing and domiciled at Sherbrooke, district of St. Francis, *et al*, defendants.

Seized as belonging to the defendant, Raymond Perras:

"A certain piece of ground or emplacement being part of that part of lot number nine (9) of range twelve on the official plan and book of reference for the township of Ascot that is situated to the east of the public road crossing the said lot and to the southwest of the brook crossing

ledit lot, ledit terrain ou emplacement ci-vendu étant plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point situé sur le côté sud-est du chemin Drummond, une distance de quatre-vingt-onze (91′) pieds au sud-ouest de la borne en fer plantée au milieu du ruisseau à l'endroit où celui-ci fait sa jonction avec ledit chemin, et de ce premier point allant vers le sud-ouest en suivant le côté sud-est dudit chemin, une distance de cinquante pieds (50′) jusqu'à un second point; de là tournant à angle droit vers le sud-est et allant dans cette direction une distance de cent pieds (100′) jusqu'à un troisième piont; delà tournant à angle droit vers le nord-est et allant dans cette direction encore une distance de cinquante (50′) pieds jusqu'à un quatrième point éloigné de cent pieds au sud-est et en droite ligne du premier point au point de départ. Borné au nord-ouest par le chemin Drummond et de tous autres côtés par partie de ladite partie du lot neuf dit rang douze du canton d'Ascot; ensemble un droit de passage dans un chemin projeté et devant être aménagé sur et le long de la ligne nord-est du terrain ou emplacement ci-vendu ».

« Un terrain ou emplacement de terre faisant partie de cette partie du lot numéro neuf (9) du douzième rang sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton d'Ascot qui se trouve située à l'est du chemin public qui coupe ledit lot et au sud-ouest du ruisseau qui coupe également ledit lot; le terrain ou emplacement ci-vendu étant plus particulièrement décrit comme suit:

Partant d'un point sur le côté sud-ouest du passage ou chemin privé appartenant au vendeur, lequel point est à une distance de cent (100′) pieds au sud-est de la ligne sud-est du chemin Drummond et, delà tournant sud-ouest à angle droit et allant jusqu'à un second point distant de cent pieds (100′); de là tournant encore à angle droit vers le sud-est et allant jusqu'à un troisième point distant de cinquante (50′) pieds; delà tournant encore à angle droit vers le nord-est et allant jusqu'à un quatrième point distant de cent (100′) pieds; delà revenant au point de départ en suivant une ligne parallèle et distante de cent pieds de la ligne en second lieu décrite, borné au nord-est par un passage ou chemin privé appartenant au vendeur, vers le sud-ouest par parties dudit lot appartenant aux deux parties contractantes respectivement, et des deux autres côtés par partie dudit lot numéro neuf, dit rang douze d'Ascot. Avec les bâtisses dessus construites. »

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St-Roch d'Orford, Rock Forest, MERCREDI, le TREIZIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
DONAT JACQUES.

Bureau du Shérif,
Sherbrooke,
ce 3 novembre 1961. 59283-45-2-o

[Première insertion: 11 novembre 1961.]

also the said lot, the said piece of ground or emplacement here sold being more particularly described as follows:

Starting from a point situated on the southeast side of Drummond road, a distance of ninety-one (91′) feet to the southwest of the iron landmark planted in the middle of the brook where said brook joins the said road, and from this first point going southwesterly following the southeast side of said road, a distance of fifty feet (50′) to a second point; thence turning at right angle southeasterly and going in that direction a distance of one hundred feet (100′) to a third point, thence turning at right angle northeasterly and going in that direction again a distance of fifty (50′) feet to a fourth point distant one hundred feet to the southeast and in straight line from the first point to the starting point. Bounded to the northwest by the Drummond road and on all other sides by part of the said part of lot nine of said range twelve of the township of Ascot; together a right of way in a projected road to be built on and along the northeast line of the piece of ground or emplacement here sold."

"A piece of ground or emplacement being part of that part of lot number nine (9) on the twelfth range upon the official plan and book of reference for the township of Ascot that is situated to the east of the public road crossing the said lot and to the southwest of the brook crossing also the said lot; the piece of ground or emplacement here sold being more particularly described as follows:

Starting from a point on the southwest side of the passage or private road belonging to the vendor, which point is at a distance of one hundred (100′) feet to the southeast of the southeast line of Drummond road, and thence turning southwest at right angle and going to a second point distant one hundred feet (100′); thence turning again at right angle southeasterly and going to a third point distant fifty (50′) feet; thence turning again at right angle northeasterly and going to a fourth point distant one hundred (100′) feet; thence coming back to the starting point, following a line parallel and distant one hundred feet from the line described in the second place, bounded to the northeast by a passage or private road belonging to the vendor, southwesterly by parts of said lot belonging to the two contracting parties respectively and, on the two other sides by part of said lot number nine, said range twelve of Ascot. With buildings thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of St-Roch d'Orford, Rock Forest, WEDNESDAY, the THIRTEENTH day of DECEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

DONAT JACQUES,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Sherbrooke,
November 3, 1961. 59283-45-2-o

[First insertion: November 11, 1961.]

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue
Province de Québec

Cour de Magistrat, No 8472. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant; *vs* WILBROD TRUDEL, défendeur.

TÉMISCAMINGUE

Fieri Facias de Terris
District of Temiscamingue
Province of Quebec

Magistrate's Court, No. 8472. { THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner, *vs* WILBROD TRUDEL, defendant.

Une ferme à Fugèreville dans le comté de Témiscamingue, étant le lot de terre connu et désigné sous le numéro cinquante-sept dans le sixième rang aux plan et livre de renvoi officiels du Canton Laverlochère (No 57, rang 6, Laverlochère), contenant cent acres et huit dixièmes en superficie, plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement, avec maison et bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Fugèreville, P.Q., le VINGTIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 2 novembre 1961.

Le Député-Shérif,
D. H. LAMARCHE.
59284-45-2-o

A farm at Fugèreville, in the county of Temiscamingue, being the lot of land known and designated under number fifty-seven on the sixty range, in the official plan and book of reference for the township of Laverlochère (No. 57, range 6, Laverlochère), having an area of one hundred and eight-tenths acres, more or less.

As the whole is presently to be found, with a house and buildings thereon constructed, circumstances and dependencies and the servitudes which may affect it.

To be sold at the parochial church door of Fugèreville, P.Q., on the TWENTIETH day of DECEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
November 2, 1961.

D. H. LAMARCHE,
Deputy-Sheriff.
59284-45-2

Fieri Facias de Terris
District de Témiscamingue

Cour Supérieure, No 1561.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, demandeur requérant, *vs* ROGER TOUZIN, cultivateur Nédelec, défendeur intimé.,

« Une ferme située dans la municipalité de Nédelec, étant le lot de terre numéro douze, dans le rang huit, du cadastre officiel pour le canton Nédelec (lot 12 rang VIII, Nédelec), contenant une superficie de quatre-vingt-seize (96) acres, plus ou moins, avec la maison et les bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances.

A distraire: un lopin de terre de forme triangulaire à distraire du lot numéro douze du rang huit (12 rang, 8) du cadastre officiel du canton Nédelec, pris dans le coin sud-ouest dudit lot, mesurant deux cent vingt (220′) pieds de long dans la ligne des lots onze et douze (11 et 12) et cent vingt-cinq pieds (125′) le long du chemin public; borné à l'ouest au lot numéro onze dudit cadastre, au sud au chemin public et des autres côtés au résidu du lot numéro douze (12), sans bâtisse ».

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Nédelec, P.Q., le CINQUIÈME jour de JANVIER 1962, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif,
Ville Marie, P.Q.,
le 22 novembre 1961.

Le Député Shérif,
D. H. LAMARCHE.
59522-48-2-o

Fieri Facias de Terris
District of Témiscamingue

Superior Court, No. 1561.

QUEBEC FARM CREDIT BUREAU, plaintiff petitioner, *vs* ROGER TOUZIN, farmer, Nédelec, defendant respondent.

"A farm in the municipality of Nédelec, being lot of land number twelve, in range eight of the official cadaster for the township of Nédelec, (lot 12 range VIII, Nédelec), containing an area of ninety-six (96) acres, more or less, with the house and the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To withdraw: a strip of land of triangular form to be withdrawn from lot number twelve of range eight (12 range, 8) of the official cadaster of the township of Nédelec, taken in the southwest corner of the said lot, measuring two hundred and twenty (220′) feet in length in the line of lots eleven and twelve (11 and 12) and one hundred and twenty-five feet (125′) along the public road; bounded on the west by lot number eleven of the said cadaster, on the south by the public road and on the other sides by the residue of lot number twelve (12), without building".

To be sold at the parochial church door of Nédelec, P.Q., on the FIFTH day of JANUARY, 1962, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office,
Ville Marie, P.Q.,
November 22, 1961.

D. H. LAMARCHE,
Deputy Sheriff.
59522-48-2

Ventes pour taxes

Cité de St-Laurent
Comté de Jacques-Cartier

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, situés dans la cité de Saint-Laurent, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de ville, 777 Boulevard Laurentien, Saint-Laurent, LUNDI, le DIX-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE, mil neuf cent soixante et un (18 décembre 1961), à DIX heures de l'avant-midi (10 a.m.), pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Sales for Taxes

City of St-Laurent
County of Jacques-Cartier

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, situated in the city of Saint-Laurent, will be sold by public auction, in the Council Hall of the City Hall, 777 Laurentien Boulevard, Saint-Laurent, on MONDAY, the EIGHTEENTH day of DECEMBER, nineteen hundred and sixty-one (December 18, 1961), at TEN o'clock in the forenoon (10:00 a.m.), to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Nom des propriétaires Names of proprietors	Cadastre Cadastral	Subdivisions
Mrs. Laura D. Liben	357	502 et-and 503. Avec bâtisses dessus érigées. With buildings thereon erected.
Century Construction Ltd.	483	109-4
Century Construction Ltd.	483	109-1
Ro Enterprises Inc.	479	93
Ro Enterprises Inc.	479	95
Ro Enterprises Inc.	479	96
Ro Enterprises Inc.	479	97
Ro Enterprises Inc.	479	98
Ro Enterprises Inc.	479	99
M. Fernand Roy	242	825A et-and 826A Avec bâtisses dessus érigées. With buildings thereon erected. (½ 827A)

242-½-827A — Un terrain de forme rectangulaire, ayant une superficie de 1,000 pieds carrés, mesurant 12.5 pieds dans ses lignes nord-est et sud-ouest, 80 pieds dans ses lignes nord-ouest et sud-est et borné comme suit: dans sa ligne nord-ouest par le lot No 242-826A, dans sa ligne nord-est par une partie du lot No 242-791A, dans sa ligne sud-est par une autre partie du lot No 242-827A et dans sa ligne sud-ouest par le lot No 242-957A (Boulevard Saint-Germain).

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse Saint-Laurent et situés dans la cité de Saint-Laurent.

Donné à Saint-Laurent, ce vingtième jour de novembre mil neuf cent soixante et un (20 novembre 1961).

Le greffier,
ADRIEN LIMOGES.

59441-47-2-o

242-½-827A — An emplacement of rectangular form, with a total area of 1,000 sq. feet, measuring 12.5 feet in its northeast and southwest lines, 80 feet along its northwest and southeast lines and bounded as follows: along its northwest line by lot No. 242-826A, on the northeast by part of lot No. 242-791A, on the southeast by another part of lot No. 242-827A, and on the southwest by lot No. 242-857A (Saint-Germain Boulevard).

The above immovables are all on the plan and in the book of reference of the parish of Saint-Laurent and situated in the city of Saint-Laurent.

Given at Saint-Laurent, this twentieth day of November nineteen hundred and sixty-one (November 20, 1961).

ADRIEN LIMOGES,
City Clerk.

59441-47-2-o

Cité de Côte St-Luc

Vente de terrains pour taxes

Avis public est par les présentes donné que, conformément à une résolution du Conseil de la cité de Côte Saint-Luc, en date du 13 novembre 1961, les terrains ci-après mentionnés seront vendus aux enchères, à l'Hôtel de Ville, 8100, Chemin de la Côte St-Luc, le DIX-NEUVIÈME jour de DÉCEMBRE 1961 à ONZE heures de l'avant-midi, à moins que les montants des taxes, mentionnés ci-après, plus les frais et intérêts courus ne soient acquittés avant la date de vente aux enchères, savoir:

City of Côte St-Luc

Sale of lots for taxes

Public notice is hereby given that in accordance with resolution of the Council of the City of Côte Saint-Luc, of date November 13, 1961, the following properties listed hereafter will be sold by auction on the NINETEENTH day of DECEMBER, 1961, at ELEVEN o'clock a.m., in the City Hall, 8100 Côte St. Luc Road, unless the amounts of taxes, interest and costs as shown herein plus such additional costs as may be incurred have been paid prior to the sale.

Propriétaires Owners	Lieu Location	Cadastre Cadastral	Subdiv. Subdiv.	Montant dû Amount due
Merton Grest Homes Ltd.	Chemin Baily-Road	85	14	$1,237.63
Robert Duncan	Ave Westluke Ave.	113	635	398.67

Les terrains ci-haut mentionnés sont sur le plan officiel et le livre de renvoi de la paroisse de Montréal.

L'acquéreur devra payer comptant ou par chèque certifié immédiatement après la vente.

Donné en la Cité de Côte Saint-Luc, ce seizième jour de novembre 1961.

Le greffier,
MME I. G. WILCKEN.

59442-47-2-o

The above described lots are as shown on the officia plan and book of reference, parish of Montreal.

The purchasers must pay in cash or by certified cheque immediately after the sale.

Given at the City of Côte Saint-Luc, this sixteenth day of November, 1961.

MRS. I. G. WILCKEN,
City Clerk.

59442-47-2-o

Ville de Senneterre

Avis public est par les présentes donné que les immeubles ci-dessous décrits, seront vendus à l'enchère publique, à la salle du Conseil de l'Hôtel de ville, Senneterre, le VINGT-HUITIÈME jour de DÉCEMBRE 1961, à DIX heures de l'avant-midi, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêt, plus les frais encourus ou qui pourront être encourus, à moins que ces taxes, intérêts et frais ne soient payés avant la vente.

Town of Senneterre

Public notice is hereby given that the immovables described hereunder, will be sold by public auction, in the Council Hall of Senneterre, the TWENTY-EIGHTH day of DECEMBER, 1961, at TEN o'clock in the forenoon, to satisfy the payment of the municipal and school taxes with interest, plus the costs which have been or may be incurred, unless the said taxes, interests and costs be paid before the sale.

Noms — Surnames	Lot	Bloc — Block	Total dû — Total due
Boucher, Fernand	1	79	$ 26.75
Boucher, Fernande	6	4	310.94
Boucher, Rita	2	79	198.64
Coutemanche, Roger	9	4	291.37
Desputeaux, Casimir	½ 6	83	323.11
Desputeaux, Casimir	14	83	1,018.80
Desputeaux, Casimir	15	83	620.88
Desputeaux, Casimir	P. E. 1	92	683.33
Gagnon, Thomas	13	96	104.73
Lamarche, Camille	19	82	219.76
Lamarche, Marcel	4	84	383.49
Paré, Albert	3	79	36.04
Paré, Fernande	1	5	30.10
Paré, Fernande	2	5	297.98
Renaud, Alphonse	18	81	338.83
Comeau, Alcide	1	12	69.20

Donné à Senneterre, Qué., ce 27e jour de novembre 1961.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-A.-YVON LAVOIE.

59526-48-2-o

Given at Senneterre, Que., this 27th day of November, 1961.

J.-A.-YVON LAVOIE,
Secretary-Treasurer.

59526-48-2

INDEX No 48

ACTION — ***ACTION***

en séparation de biens — ***for Separation as to Property***

Lemieux *vs* Goineau ... 5082

ARRÊTÉS en Conseil — ***ORDERS in Council***

2174 – Loi de l'amélioration des fermes (*Règlements et formulaire*) ... 5050
2174 – Farm Improvement Act (*By-laws and formulary*) ... 5050
2255 – Réserve de chasse et de pêche d'Aiguebelle ... 5072
2255 – Game and fish reserve of Aiguebelle ... 5072
2284-A – Construction, St-Jean et Iberville ... 5072
2284-A – Construction, St. John and Iberville ... 5072
2284-B – Établissements commerciaux, Asbestos ... 5075
2284-B – Commercial establishments, Asbestos ... 5075
2284-C – Construction, Province ... 5077

BILLS — ***BILLS***

Bills privés, présentation ... 5082
Private bills, introduction ... 5082

COMPAGNIES — ***COMPANIES***

Avis relatifs à la loi des — ***Notices relative to the Act of***

Chartes — Abandon de — ***Charters — Surrender of***

Alert Investments Inc. ... 5082
Bomac Regent Litho Limited ... 5083
Faucher (Roland & Gilles) Limitée ... 5082
North America Leather Industries Inc. 5083
Quatre Saisons (Chibougamau) Ltée ... 5083
Reed (Clifford J.) Limited ... 5083

Dissoutes — ***Dissolved***

Association des Nettoyeurs en Gros de Montréal (L') ... 5083
Aurora Explorations Limited ... 5084
Centre Social de Grand'Mère (Le) ... 5084
Lachance & Morel Limitée ... 5084
Montreal Wholesale Dry Cleaners Association Inc. ... 5083
Mt. Royal Carpet Laying Co. Ltd ... 5084
St. Alexander Parking Corp. ... 5085

Divers — ***Miscellaneous***

Brackhall Corporation Ltd. (*Dir.*) ... 5085
Club Récréatif de Labrieville (*Règl.– By-laws*) ... 5089
Coronation Social Club Incorporated (*Dir.*) ... 5089
Coronation Social Club Incorporated (*Règl.– By-laws*) ... 5090
Criterion Advertising Company, Inc. (*Agent*) ... 5087
Gendron (Laurent) Ltée (*Dir.*) ... 5088
Goldsmith (M.) and Company Limited (*Dir.*) ... 5085
Hôpital Saint-Michel (*Règl.– By-laws*) ... 5090
Industries Rosemont Limitée (Les) – (*Dir.*) ... 5086
Lomert Incorporée (*Dir.*) ... 5090
Marshall-Perrault Enterprises Inc. (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) ... 5087
Montreal Anglers and Hunters Inc. (The) – (*Dir.*) ... 5089
Montreal Anglers and Hunters Inc. (The) – (*By-laws*) ... 5089
National Transportation Advertising Ltd. (*Dir.*) ... 5086
O.T.J. de La Guadeloupe (*Dir.*) ... 5087
O.T.J. de La Guadeloupe (*Règl.– By-laws*) ... 5087
Oeuvre des Terrains de Jeux de la Paroisse Notre-Dame du Rosaire (L') – (*Règl.– By-laws*) ... 5090
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc. (*Dir.*) ... 5089
Pêcheurs et Chasseurs de Montréal Inc. (*Règl.*) ... 5089
Powter's Prompt and Punctual Printery, Limited (*Règl.– By-laws*) ... 5090

Divers (*suite*) — ***Miscellaneous*** (*continued*)

Rambush Decorating Company of Canada, Limited (*Agent*) 5088
Reed (Clifford J.) Limited (*Dist. de l'actif – Dist. of assets*) 5089
Rosemount Industries Limited (*Dir.*)... 5086
Riverside Country Club Inc. (*Règl.–By-laws*) 5091
Toyomenka, Inc. (*Agent*) 5088

Lettres patentes — ***Letters Patent***

Ambassador Office Furniture Company. 4988
Ameublements Côté Ltée 4989
Aquila Construction Inc. 4989
Association des Fabricants du Québec de Produits Pharmaceutiques 4989
Association Touristique du Comté de Montcalm Inc. (L') 4990
Atlantic Industries Ltd. 4990
Au Caruso Inc. 4990
B. F. Lumber Ltd. 5020
B. G. P. Realties Inc. 5013
Bois B. F. Ltée 5020
Bonaprix Inc. 4991
Bouchers Réunis Inc. (Les) 4991
Café Figaro Inc. 4992
Café Le Parisien Inc. 4992
Cité Étudiante de Hull Inc. 4992
Cliche and Associates Ltd. 4993
Cliche et Associés Ltée 4993
Club Aster Inc. (Le) 4993
Club de Curling de Mont Bruno Inc. (Le) 5027
Club des Moose de Montréal 1111 Inc. (Le) 4993
Club Porsche du Québec Inc. (Le) 4994
Cogan Enterprises Ltd. 4994
Comeau (Raymond) Inc. 4995
Commercial Factors Ltd. 4995
Construction Lessard & Lincourt Ltée. 4995
Constructions Contemporaines Inc. (Les) 4996
Contemporary Constructions Inc. 4996
Corporation d'Achat Chez-Nous Inc. (La) 4996
Corporation de Finance Parc 5031
Corporation Loubac 4997
Cousineau-Gaboury Auto Leasing Ltd.. 4997
Croisières Memphremagog Ltée 4997
Cummings (Ralph V.) Inc. 4998
Dana Holdings Ltd. 4998
Deshaies (O.) Ltée 4998
Desjardins (E.) Limited 4999
Diamond Social Club Inc. 4999
Dionne Groceteria Inc. 4999
Domaine d'Argenson Inc. 5000
Dominion Blast and Fallout Shelters Inc. 5000
Dowally Construction Company Ltd... 5000
Dralla Inc. 5001
Durand (Charlotte & Jean) Inc. 5001
Elegant Juniors Inc. 5002
Ember Books Ltd. 5002
Entreprises B. & B. Ltée (Les) 5002
Entreprises Bolduc & Côté Inc. (Les).. 5003
Entreprises du Lac St-Pierre Ltée (Les) 5003
Entreprises Gamelin (Québec) Inc. (Les) 5003
Entreprises Marber Ltée 5004
Entreprises Terr-Poxy Inc. (Les) 5004
European Cheese Co. Ltd. 5004
Fairmount Textiles Ltd. 5005
Fashion Cleaners Corp. 5005
Fashion Tots Inc. 5005
First National Holdings Corp. 5006
Frenette & Frères Ltée 5006
Gagnon Électrique Ltée 5006
Gamelin Enterprises (Quebec) Inc. 5003
Gamrat Inc. 5007
Gauthier (A.) Construction Ltée 5007
Gibeault Automobiles Ltée 5007
Glenmira Investments Ltd. 5008
Glenstone Inc. 5008
Gold Caterers Co. 5008
Gold Trading Company Ltd. 5009
Gratton (Rosaire) Inc. 5009
Grenier (G.) Inc. 5010
Guardian Placement Co. Ltd. 5010
Harvey Bay Realty Company Ltd. 5010
Hawkeye Corporation (Quebec) Inc. 5011
Helmar Enterprises Inc. 5011
Henderson, Tylee Realties Ltd. 5011
Horkoz Sales Corp. 5012
Ideal Brillet Farms Ltd. 5012
Immeubles B. C. Limitée (Les) 5013
Immeubles B. G. P. Inc. 5013
Industries Atlantiques Ltée (Les) 4990
Institut Commercial Lacroix Limitée 5013
Irca Company Ltd. 5014
Jab Construction Inc. 5014
Jonquière Utilities Limited 5043
Kar Enterprises Ltd. 5014
Karr's Inc. 5015
2170 Lincoln Corp. 5015
Laboratoire Médical Métropolitain Inc. 5015
Labrador Nickel Mining Corporation 5016
Lacerix (Aurèle) Inc. 5016
Lacierre Meubles & TV Ltée 5016
Larocque & Fils Inc. 5017
La Salle Toys Inc. 5017
Lavigne (C.) et Fils Inc. 5017
Leeds Sales Ltd. 5018
Lennox Plomberie et Chauffage Inc. 5018
Leonard's Beauty Supplies Inc. 5019
Lévesque (J. Robert) & Fils Inc. 5019
Lessard & Lincourt Construction Ltd. 4995
Lincoln Rubber Limited 5019
Loeweld and Forge Products (1961) Limited 5020
Loubac Corporation 4997
L. S. P. Manufacturing Inc. 5020
Manor Construction Inc. 5021
Manufacturers Investment Corporation 5021
Marco Matériaux de Construction Inc.. 5021
Marquis Inc. (Le) 5022
Martin (J. G.) Inc. 5022
Memphremagog Cruises Ltd. 4997
Metra Investments Ltd. 5023
Meubles Opus Inc. (Les) 5023
Meubles Port-Cartier Ltée (Les) 5023
Milano Fashions Inc. 5024
Minimax Inc. 5024
Mister Robert Sales Corp. 5024
Montreal Lakeshore Sports Car Club Inc. 5025
Montreal Oxygen Inc. 5025
Montreal Sweater Salon Inc. 5025
Moreau & Goulet Limitée 5026
Mould-Tek Industries Ltd. 5026
Mount Bruno Curling Club Inc. (The) 5027
National Woodcraft Ltd. 5027
New Town & Country Motel Court Inc. 5027
Nicedem Inc. 5028
Nutrition Québec Inc. 5028
A & W Operations Ltd. 5029
Olympia Bowling Inc. 5029
Olympia Fur Co. Ltd. 5029
Opus Furniture Inc. 5023
Oronoco Inc. 5030
Pan-American Factors Ltd. 5030
Paquet (J. C.) Ltée 5030
Paquet (Louis Ph.) Inc. 5031
Park Finance Corporation 5031
Piché (R.) & Fils Inc. 5031

Lettres patentes (*suite*) — ***Letters Patent*** (*continued*)

Pico Investments Corporation 5032
Placements Beloeil Inc. 5032
Playland Ltd. 5032
Pool — O — Rama Inc. 5033
Portage Quebec Ltd. 5033
Quebec Generic Drug Products Inc. 5033
Rapid Woodwork Co. Ltd. 5034
Raysem Construction Corp. 5034
Repentigny Development Corp. 5034
Restaurant La Grange Inc. 5035
Roc Construction Inc. 5035
Romik Investment Company Ltd. 5035
Safeway Cleaning Village Inc. 5036
St. Chrysostome Contracting Ltd. 5036
Salons Bédard Inc. (Les) 5036
Sanche-Corriveau Inc. 5037
Scriptex Inc. 5037
Service Éclair Inc. 5038
Shangri-La Holding Corporation 5038
Sherbrooke Seat Covers Center Inc. 5038
Simon River Realty Corp. 5039
Société de Placements Ltée 5039
Sueda Sport and Leatherwear Co. Inc. 5040
Supellex Inc. 5040
Superior Housing and Investment Corporation 5040
Taddeo (Tony) Inc. 5042
Tar Automobiles Inc. 5041
Target Sportswear Corp. 5041
Thermonuclear Blast & Fall Out Shelter Corp. 5041
Turbo Precision Industries Ltd. 5042
Tynevale Investment Co. Ltd. 5042
Utilités de Jonquière, Limitée (Les) 5043
Vaillancourt & Frère Ltée 5043
Waldox Corporation 5043
Wellington Garage Limited 5044
Zorka Hosiery Mills Ltd 5044

Lettres patentes supplémentaires — ***Supplementary Letters Patent***

Antecol (Marcus B.) Limited 5045
Association of Alumni of Sir George Williams University (The) 5045
Boutin (Jean B.) Inc. 5045
Café Restaurant de la Paix Inc. 5045
Cordia Ltd. 5046
Damas Investment Corp. 5046
Delta Construction Ltée 5046
Drummond Auto Ltée 5046
Dunn (J. J.) Investment Inc. 5047
Grand'Mère Shoe Company, Limited 5047
International Concrete Materials Inc. 5047
Moore Chevrolet-Oldsmobile Ltée 5047
Poisson Petroleum Service Inc. 5048
Produits Dunham Ltée 5048
Restaurant C'est la Vie Inc. 5048
Saguenay Country Club 5048
Sardus Investments Ltd. 5048
Sauvegarde de l'Enfance (La) 5049
Simard Express Limitée 5049
Veterans' Building Association Inc. 5049
Yogo Investment Corp. 5049

Sièges sociaux — ***Head Offices***

Anco Food Products (1961) Inc. 5091
Canadian Telephone Construction Co. Ltd. 5092
Construction Sweet Home Inc. 5091
Gerard Investments Inc. 5091
Pointe Claire Ventures Inc. 5092
Produits Alimentaires Anco (1961) Inc. (Les) 5091
Proulx Business College Inc. 5093
Scriptex Inc. 5091
Southgate Corporation 5093
Standard Asbestos Mines Limited 5092
West End Lumber Ltd. 5092

DEMANDES à la Législature — ***APPLICATIONS to Legislature***

Canadian Society for the Prevention of Cruelty to Animals (The) 5094
Chanoinesses Hospitalières de Saint-Augustin du Monastère de l'Hôtel-Dieu de Gaspé (Les) 5094
Congrégation Notre - Dame - du - Bon - Conseil de Montréal 5093
County of Pontiac Agricultural Society, Division « A », Shawville 5097
École normale Notre-Dame-du-Sacré-Coeur 5097
Estate J. Alexandre Viau 5099
Frères du Sacré-Coeur (Les) 5098
Hôtel-Dieu de Gaspé 5094
Montréal, cité – city 5095
Mont-Joli, ville – town 5098
Saint-Laurent, cité – city 5098
Sherbrooke, cité – city 5095
Société d'Agriculture, Division « A », du comté de Pontiac, Shawville 5097
Société Protectrice Canadienne des Animaux (La) 5094
Succession J. Alexandre Viau 5099
Tennenbaum, Jacques 5095
Thetford Mines, comm. scol.– school comm. 5099
Trachtenberg, Israel 5095
Young Israel of Chomedey 5099

EXAMENS — ***EXAMINATIONS***

Barreau — ***Bar***

Arthabaska, examen – examination 5100
Montréal, étude – study 5100
Montréal, examen – examination 5100
Richelieu, étude – study 5101

MINISTÈRES — ***DEPARTMENTAL***

Agriculture — ***Agriculture***

Ord. 87-59-B (Labelle) 5101

Finances — ***Finance***

Assurances: — *Insurance:*

Adriatic Insurance Company 5101
Union du Commerce, Compagnie d'Assurance-Vie 5102
Union of Commerce, Life Assurance Company 5102

Instruction publique — ***Education***

Municipalité scolaire de: — *School Municipality of:*

Anticosti (*Dem.– App.*) 5103
Granby (Cath.), cité – town (*Acc.– Grant.*) 5103
Granby (Cath.), cité – town (*Acc.– Grant.*) 5104
Labelle (*Acc.– Grant.*) 5104
Lac Castagnier (*Acc.– Grant.*) 5104
La Pêche (*Acc.– Grant.*) 5105
Roxboro (*Acc.– Grant.*) 5104
Sts-Anges (*Acc.– Grant.*) 5105
St-Basile, village (*Acc.– Grant.*) 5105
St-Césaire (*Acc.– Grant.*) 5105
St-Hilaire, village (*Acc.– Grant.*) 5106
St-Michel No 8 (*Dem.– App.*) 5103
Vinton (*Acc.– Grant.*) 5106

Terres et Forêts — ***Lands and Forests***

Cadastre: — *Cadastre:*

Ascot, canton – township 5106
St-Ambroise de la Jeune-Lorette, par. ... 5106
St-Bruno, par. 5107
St-Félix-du-Cap-Rouge, par. 5107
Ste-Thérèse de Blainville, par. 5107
Trois-Rivières, par. 5107

Travail — ***Labour***

Industrie ou métiers de: — *Industry or Trades of:*

Construction, Trois-Rivières (*Mod.– Amend.*) 5107

NOMINATIONS — ***APPOINTMENTS***

Conseils en Loi de la Reine 5108
Présidents d'élection 5108
Queen's Counsel 5108
Returning-Officers 5108

OFFICE des marchés agricoles du Québec — ***QUEBEC Agricultural Marketing Board***

Gaspesia Pulpwood Producers (*Homol.*) 5108
Joubert (J. J.) Ltée (Nicolet) Milk Producers (*Homol.*) 5110
Producteurs de Bois de Pulpe de la Gaspésie (*Homol.*) 5108
Producteurs de bois de Rimouski-Matapédia (*Homol.*) 5109
Producteurs de bois de Rimouski-Témiscouata (*Homol.*) 5109
Producteurs-Fournisseurs de lait de J. J. Joubert Ltée de Nicolet (*Homol.*) .. 5110
Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers (*Homol.*) 5109
Rimouski-Témiscouata Pulpwood Producers (*Homol.*) 5109

PROCLAMATION — ***PROCLAMATION***

Convocation de la Législature 5110
Convocation of the Legislature 5110

SOUMISSIONS — ***TENDERS***

Arthabaska, ville – town 5120
Chicoutimi, canton – township 5115
Chicoutimi, cité – city 5121
Granby, comm. scol.– school comm. (*Correction*) 5111
Lac Etchemin, village 5112
Lachine, cité – city (*Correction*) 5111
Laval-des-Rapides, comm. scol.– school comm. 5117
Loretteville, comm. scol. cath.– cath. school comm. 5118
Ste-Adèle, comm. scol.– school comm. .. 5113
St-Ambroise, village 5119
Ste-Anne-des-Plaines No 1, comm. scol. – school comm. 5114
St-Félicien, town – ville 5122
St-Laurent, cité – city (*Correction*) 5111
Salaberry-de-Valleyfield, comm. scol.– school comm. (*Correction*) 5112

SYNDICATS — ***SYNDICATES***

Coopératifs — ***Cooperative***

Caisse Populaire de Hull (*Nom changé – Name changed*) 5123
Montreal Musicians' Credit Union (*Fond.– Found.*) 5123

Professionnels — ***Professional***

Syndicat de l'U.C.C. de Grandes-Bergeronnes (*Const.– Inc.*) 5124
Syndicat des Professeurs Catholiques des Cités et Villes de Laval-Deux-Montagnes (*Existence term.*) 5124

VENTES — ***SALES***

Loi de faillite — ***Bankruptcy Act***

Dohan, Michel 5124

SHÉRIFS — ***SHERIFFS***

Abitibi — ***Abitibi***

Loi de l'Impôt sur le Revenu *vs* Gratton. 5125
Income Tax Act *vs* Gratton 5125

Beauce — ***Beauce***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Rancourt 5125
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Rancourt 5125

Beauharnois — ***Beauharnois***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Brossoit 5126
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Brossoit. 5126

Hull — ***Hull***

Sun Life Assurance Company of Canada *vs* Pearce 5127

Joliette — ***Joliette***

Goyette *vs* Deslauriers 5128

Kamouraska — ***Kamouraska***

Équipement Agricole & Industriel Limitée *vs* Labrecque 5128

Mégantic — ***Megantic***

Joyal *vs* Giguère 5129

Québec — ***Quebec***

Caisse Populaire de Saint-Joseph de Deschambault (La) *vs* Paquin 5130
Quarker Oats Company of Canada Ltd. (The) *vs* Fiset 5130

Richelieu — ***Richelieu***

Shooner & Cie Ltée *vs* Bouchard 5130

Saguenay — ***Saguenay***

Guttman *vs* Carrier 5131

Saint-François — ***Saint Francis***

Connolly *vs* Couture *et al.* 5131

Témiscamingue — ***Témiscamingue***

Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Touzin 5133
Office du Crédit Agricole du Québec (L') *vs* Trudel 5132
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Touzin. 5133
Quebec Farm Credit Bureau *vs* Trudel. 5132

Taxes — ***Taxes***

Côte St-Luc, cité – city 5134
St-Laurent, cité – city 5133
Senneterre, ville – town 5134

L'Imprimeur de la Reine, ROCH LEFEBVRE, *Queen's Printer* — Québec